

Khaled Kelkal soupçonné dans l'attentat du RER parisien

Il était dans la capitale la veille de l'explosion

UN AN après l'attentat commis contre le RER parisien à la station Saint-Michel, le 25 juillet 1995, les magistrats et policiers spécialisés dans la lutte antiterroriste ont la conviction d'en avoir « neutralisé » les auteurs, sans toutefois connaître leurs identités. Conduite par les juges Jean-Louis Brugère et Laurence Le Vert, les investigations menées par la police judiciaire et les services de renseignement semblent en effet conclure qu'une seule et même organisation a frappé ou tenté de frapper à neuf reprises sur le sol français. Un seul membre important de ce réseau est demeuré, à ce jour, introuvable : Ali Touchent, alias « Tarek », étudiant algérien en architecture, entré en France en 1988, qui semble avoir été « activé » par le GIA pour accueillir, sur le sol français, le coordonnateur de la campagne d'attentats, Boualem Bensaïd, alias « Mehdi », interpellé le 1^{er} novembre 1995.

Retrouvés dans l'appartement parisien de ce dernier, les carnets

d'Ali Touchent ont constitué une source d'informations précieuse pour les enquêteurs. Régisseur scrupuleux, « Tarek » y consignait toutes les dépenses engagées pour l'organisation, y compris les piles, réveils et bouteilles de gaz utilisés pour fabriquer les bombes qui posaient ou devaient poser les groupes de Vaulx-en-Velin, Chasse-sur-Rhône et Lille.

Les enquêteurs ont par ailleurs acquis la certitude que Khaled Kelkal, le chef du groupe de Vaulx-en-Velin, tué au cours d'une fusillade contre des gendarmes le 29 septembre 1995, se trouvait à Paris les 23 et 24 juillet précédents, à la veille de l'attentat contre la station Saint-Michel. Nul ne sait s'il y a participé. Aux policiers qui l'interrogeaient, Boualem Bensaïd a présenté « Tarek » comme son supérieur hiérarchique, et a affirmé qu'il faisait partie des poseurs de bombes de l'attentat contre la gare d'Orsay, le 17 octobre 1995.

Lire page 8

Les boîtes noires du Boeing de la TWA sont analysées par les enquêteurs

Elles ont été retrouvées après une semaine de recherches

APRÈS une semaine de difficiles recherches, les plongeurs d'un navire de la marine américaine, l'USS Grasp, ont retrouvé, jeudi 25 juillet à l'aube, les deux boîtes noires du Boeing de la TWA disparu le 17 juillet au large des côtes américaines. Immédiatement acheminés à Washington, les appareils devraient être décriptés dans le but de déterminer les causes de la catastrophe, qui a fait deux cent trente victimes, dont, selon la compagnie TWA, quarante-cinq de nationalité française.

Alors que de nouveaux moyens techniques et humains vont être engagés pour accélérer les recherches, le président Bill Clinton, accompagné des ambassadeurs de France et d'Italie, devait rencontrer, jeudi, à New York, les familles des victimes. Ces dernières ont publiquement manifesté leur colère devant la lenteur des opérations.

Lire page 26



Les Jeux d'Atlanta

Les reportages de nos envoyés spéciaux pages 13 à 16

■ Li Xiaoshuang est le premier champion olympique chinois du concours général de gymnastique

■ Le Russe Denis Pankratov devient le nageur le plus rapide en brasse papillon

■ Deux médailles d'or françaises : le cycliste Florian Rousseau et l'équipe féminine d'épée

Une nageuse face à la rumeur



MICHELLE SMITH

IL NE SUFFIT PLUS, pour la nageuse Michelle Smith, de gagner des médailles dans la piscine olympique. Après avoir conquis une troisième médaille d'or, mercredi 24 juillet, en remportant le 200 m 4 nages, la petite Irlandaise a réussi à faire taire les journalistes qui l'accusaient de dopage, au cours d'une conférence de presse. Ses progrès soudains lui offrent la possibilité d'égalité, vendredi 26 juillet, lors de la finale du 200 m papillon, le record de quatre victoires individuelles aux Jeux, établi, en 1988, à Séoul, par la nageuse de la RDA Kristin Otto.

Rémy Ourdan

Epreuve de force au Burundi

Alors que des affrontements opposent les rebelles à l'armée régulière, l'ONU met en garde contre toute tentative de coup d'Etat à Bujumbura.

p. 2

Un entretien avec M. Boutros-Ghali

Le secrétaire général de l'ONU, qui brigue un second mandat, en dépit de l'opposition des Etats-Unis, défend son bilan.

p. 3

Vives réactions après les nominations de hauts magistrats

Le PS s'inquiète de la mise en place d'un « Etat RPR » à la tête de la justice.

p. 6 et notre éditorial p. 11

Londres se rallie au missile européen

Le gouvernement britannique a choisi le missile de croisière franco-allemand pour équiper les avions de la Royal Air Force.

p. 3

M. Chirac à l'écoute des PME

Avant d'accueillir, jeudi, à l'Elysée, le comité de pilotage du plan PME-PMI, le chef de l'Etat a rencontré, à Châtelleraut, une vingtaine de dirigeants de petites et moyennes entreprises.

p. 7

Dans les rues de Paris

La première d'une série de six promenades à travers la capitale nous conduit dans le dixième arrondissement, autour des boutiques indiennes du passage Brady.

p. 21

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 340 DR ; Islande, 144 kr ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Escudo ; République, 9 F ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 10 SKK ; Suisse, 2,50 F ; Tunisie, 1 DM ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0728 - 7.00 F



Ratko Mladic, ses abeilles et ses colonels

SARAJEVO

de notre correspondant

Son principal souci serait en ce moment... l'apiculture. A Han Pijesak, où est situé le repaire de Ratko Mladic, on ne se lasse pas de commenter la présumée désinvolture du commandant serbe. Des habitants affirment que le général va chaque matin aider les paysans à récolter les biès. Le soir, au coin du feu, on rit longtemps en se remémorant les bras d'hommeur qu'a adressés le héros national aux capitales occidentales.

Ratko Mladic serait donc devenu maître dans l'art d'élever les abeilles, tandis que le monde entier constate, encore stupéfait, l'ampleur des crimes commis à Srebrenica. Les premières auditions à La Haye ont clairement établi que le général Mladic était présent lorsque huit mille hommes ont disparu, jetés dans des charniers. Il avait aussi commandé personnellement l'intensification des bombardements sur Sarajevo. Son message aux artilleurs, capté par les services d'écoute de l'armée bosniaque, est resté célèbre : « Tirez ! Tirez sans arrêt ! Tirez sur Bosorija [le quartier ottoman] ! Vous m'avez compris ? Il faut les rendre fous ! » A

l'époque, l'Occident n'avait pas de mots assez durs pour condamner le bourreau de la Bosnie-Herzégovine.

Depuis que Ratko Mladic s'occupe d'apiculture et de moissons, personne ne mentionne plus son nom. L'amiral Leighton Smith, commandant de l'IFOR, a certes rappelé que Mladic exerçait toujours « un contrôle total » sur son armée, ce qui représente une violation particulièrement grave de l'accord de Dayton, mais le général serbe fut le grand absent du récent accord arraché par le médiateur américain Richard Holbrooke. Un accord qui exclud Radovan Karadzic de la vie politique du pays, parce qu'il est un « criminel de guerre » recherché par le Tribunal pénal international (TPI). Des chefs d'accusation absolument identiques, « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre », pèsent sur Ratko Mladic.

La dernière apparition de Ratko Mladic remonte au 28 juin, jour de la fête annuelle de son armée. Les officiers occidentaux appréhendent sa discrétion, et parfois davantage si on en croit la fascination qu'exerçait le général serbe sur les commandants successifs de la Forpronu. De Morillon à Rose et à Janvier, presque

tous ont été, un jour, charmés par le charisme de ce bon vivant, blagueur et bruyant, habile négociateur. Le général Mladic amuse, notamment lorsqu'il fait courir des rumeurs sur sa propre mort. La dernière trouvaille est d'affirmer que le héros a un double, un sosie, qu'il envoie parfois dans un hôpital afin de faire croire qu'il est gravement malade ou blessé.

Récemment, lorsqu'un colonel serbe de Han Pijesak a menacé d'abattre des hélicoptères américains, des officiers de l'IFOR se sont empressés de confier que Ratko Mladic avait permis de clore l'incident, calmant son colonel trop vindicatif. Nul n'a mentionné le fait que le général serbe avait peut-être lui-même ordonné de créer l'incident afin de tester la réaction américaine. « Mladic contrôle ses hommes, murmure un officier français. Il apaise les tensions. » L'éventualité — fragile — que le TPI puisse aider l'ex-Yugoslavie à sortir d'une logique de haine et de guerre n'est pas le soud des Etats-majors. L'homme est plus utile à Han Pijesak, à dompter les colonels et les abeilles, qu'à La Haye.

Rémy Ourdan

Tensions communautaires en Belgique

LE MOIS DE JUILLET est traditionnellement un test de l'état des relations entre les communautés qui cohabitent en Belgique. Le 11 juillet, les Flamands célèbrent l'anniversaire de la bataille des Eperons d'Or, en 1302, où la cavalerie française, menée par Robert, comte d'Artois, fut défaits par les troupes du comté de Flandre, commandées par Guy de Namur. Dix jours plus tard, le 21 juillet, la fête nationale belge commémore l'accession au trône de Léopold de Saxe-Cobourg, en 1831.

Le millésime 1996 de ce rendez-vous de la Belgique avec elle-même a été plutôt agité, témoignant des tensions communautaires qui n'ont pas été apaisées, loin de là, par la fédéralisation du pays, instaurée par les accords dits de la Saint-Michel de 1992. Le 10 juillet, lors du débat au Parlement des lois-cadres définissant les orientations fédérales pour le prochain budget, un tabou a été transgressé par un haut responsable francophone, Claude Berdeken, président du groupe PS à la Chambre des députés. S'adressant à ses collègues flamands du VLD (libéraux) et de la Volksunie (nationalistes), qui ne cessent de réclamer une autonomie accrue pour leur région, il s'est exclamé :

« Si une majorité de Flamands pensent comme vous, alors les jours de ce pays sont comptés. (...) Nous, Wallons, nous sommes fiers de nous trouver à côté d'un grand pays comme la France. Si vous voulez que la France se trouve aux portes de Bruxelles, alors allez-y ! »

Pour la première fois dans l'histoire de la Belgique moderne, un discours à tonalité « rattachiste » sortait des cercles restreints du Mouvement wallon pour le retour à la France de Maurice Lebeau ou des « réunionalistes » de Wallonie-France d'André Schreurs. Dérapage de séance ou sortie calculée ? Toujours est-il que les réactions immédiates ont été très vives, comme si l'on avait prononcé un gros mot dans la bonne société. Philippe Busquin, le président du PS francophone, réaffirme que son parti n'est pas rattachiste, mais se garde bien de désavouer formellement son collègue Eerdeken. La vox populi, telle qu'on peut la capter dans les estaminets bruxellois ou dans les couloirs des lecteurs des journaux francophones, est plutôt favorable à M. Eerdeken.

Luc Rosentzweig

Lire la suite page 11

Les New-Yorkais de Little Odessa

VENUS de Russie ou d'Ukraine, ces immigrants ont longtemps rêvé de l'Amérique. Ils se sont installés à une heure de Manhattan, à Brighton Beach. Ce quartier un peu dégingé, surnommé Little Odessa, accueille aussi des Pakistanais, des Chinois, des Coréens, des « Hispaniques ». L'école publique reçoit des enfants dont les parents parlent soixante-deux langues différentes. Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi stable souffrent de conditions de travail très dures. Pour beaucoup, le rêve américain a été brisé.

Lire page 10 l'enquête de Dominique Le Gaielloux

International	2	Finances/marchés	18
France	6	Aujourd'hui	20
Société	8	Abonnements	71
Cronos	9	Météorologie	72
Horizons	10	Musique	73
Les jeux d'Atlanta	15	Culture	75
Entreprises	17	Radio-Télévision	75

AFRIQUE Accusé de « haute trahison » par le chef de l'Uprona, le principal parti tutsi, le président burundais, d'ethnie hutu, qui s'était réfugié mardi 23 juillet à la ré-

sidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Bujumbura, a demandé à ses compatriotes, dans un communiqué, lu jeudi à la radio nationale, « de rester unis et de ne pas céder aux

solicitations des hommes politiques ». Une épreuve de force est engagée au Burundi où circulent des rumeurs de coup d'Etat, tandis que, dans le sud du pays, de violents

affrontements opposent des rebelles hutus à l'armée régulière, dominée par les Tutsis. Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis en garde contre toute tentative de ren-

verser par la force « le gouvernement légitime ». Les Etats-Unis s'apprêtent à présenter un « plan détaillé » afin de parer à un « éventuel désastre humanitaire ».

L'ONU met en garde contre toute tentative de coup d'Etat au Burundi

Alors que le chef de l'Etat est réfugié à la résidence de l'ambassadeur américain à Bujumbura, de violents affrontements opposent, dans le sud du pays, des rebelles hutus à l'armée régulière, dominée par les Tutsis

NAIROBI
de notre correspondant en Afrique de l'Est
Réfugié, depuis mardi 23 juillet, à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Bujumbura, le président burundais Sylvestre Ntibantunganya n'en a pas pour autant jeté l'éponge. Il a prononcé un discours, mercredi, à la radio nationale, pour condamner ceux qui « veulent renier la convention de gouvernement » de septembre 1994. Cet accord, qui instituait un partage du pouvoir entre la mouvance présidentielle et l'opposition, avait été dénoncé quelques heures plus tôt par le principal parti de l'opposition (Uprona). Lors d'une conférence de presse, le président de l'Uprona,

Charles Mukasi, avait accusé M. Ntibantunganya de « haute trahison » pour avoir demandé une intervention militaire étrangère au Burundi, de « collaboration évidente avec les ennemis », et d'avoir une « idéologie génocidaire ». « L'Uprona entre en contact avec les autres partenaires pour doter le pays de nouvelles institutions », avait ajouté Charles Mukasi, au moment où circulaient déjà de fausses rumeurs sur la démission du chef de l'Etat. Mais la réplique de M. Ntibantunganya, qui avait été accueillie, la veille, à coups de pierre par des manifestants tutsis - certains lui avaient aussi jeté de l'herbe, geste suprême de mépris dans la culture burundaise - a peut-être surpris

les dirigeants de l'opposition, qui s'attendaient sans doute à ce que le président démissionne sous la pression. Mais celui-ci a non seulement critiqué la décision de l'Uprona, mais réaffirmé que le plan d'Anusha - envoi de troupes étrangères au Burundi pour s'interposer entre l'armée dominée par les Tutsis et les rebelles hutus - mis en place, le 25 juin, par les chefs d'Etat de la région, devait être appliqué. Depuis lors, l'opposition tutsie se mobilise pour protester contre la venue de soldats étrangers dans le pays.

DÉSARMOI
Le fait que l'opposition n'ait pas encore annoncé de décision quant à la mise en place de nouvelles structures, et que les membres « unionistes » du gouvernement n'aient pas démissionné, trahit peut-être un certain désarroi devant la résistance du chef de l'Etat. Car tant que ce dernier refuse de quitter son poste, elle ne pourra l'écarter par un coup d'Etat, ce qui lui attirerait les foudres de la communauté internationale.

A cet égard, Julius Nyerere, l'ancien président tanzanien aujourd'hui chargé d'une médiation dans la crise burundaise, a immédiatement alerté Boutros Boutros-Ghali, en demandant au secrétaire général de l'ONU de faire appliquer des sanctions en cas de putsch à Bujumbura. Tandis qu'à l'ambassade américaine à Bujumbura on affirmait qu'un coup d'Etat était en préparation, à New



York, le Conseil de sécurité des Nations unies mettrait en garde contre toute tentative de renversement du « gouvernement légitime ».

Tout se passe comme si le président et son parti, le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), vainqueur des élections de 1993, cherchaient à éviter l'opposition à prendre ouvertement ses responsabilités en décidant de renverser l'actuel chef de l'Etat, choisi par consensus politique en septembre 1994. De passages, mercredi, à Nairobi, le président du Frodebu, Jean Minani, a déclaré que

l'écatement de la Convention de septembre 1994 ne signifiait rien de moins qu'un putsch. « Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est l'achèvement du coup d'Etat tenté par le 21 octobre 1993 avec l'assassinat de Melchior Ndadaye (premier président hutu au Burundi, tué au cours de la révolte des Tutsis) », a-t-il déclaré. M. Minani a, une fois de plus, tiré la sonnette d'alarme, estimant que son pays, mais aussi toute la région des Grands Lacs, allait s'enfoncer si la communauté internationale n'intervenait pas rapidement.

sur ses positions, menacé et insulté comme il l'est, c'est qu'il a reçu le soutien de ses hôtes américains », estime un observateur burundais. Suivant l'exemple présidentiel, d'autres dirigeants du Frodebu se seraient aussi réfugiés, par prudence, auprès de diverses missions diplomatiques.

Pour sa part, le porte-parole de l'armée, le colonel Longin Minani, s'est étonné de la décision du président de chercher une protection auprès des Etats-Unis : « Pourquoi devrait-il se cacher alors que l'armée assure sa sécurité, tout comme celle de chacun au Burundi ? » Néanmoins, des témoins rapportent que, lorsque le président s'est fait agresser, mardi, en venant rendre hommage aux 340 Tutsis massacrés le 20 juillet par les rebelles hutus dans le camp de déplacés de Bugendama, les soldats présents ont assisté à la scène sans réagir.

D'autres rappellent aussi que le président Ndadaye a été assassiné dans un camp militaire sans que le chef d'Etat-major, présent à ce moment-là, ne s'y oppose. Les forces de l'ordre, contrôlées par la minorité tutsie depuis l'indépendance, en 1962, n'ont jamais inspiré confiance aux Hutus, qui composent 85 % de la population, pour avoir notamment été impliqués dans trop de tueries.

« Le défilé national de sept jours décrété à la mémoire des Tutsis de Bugendama révèle aussi la discrimination, flagrante, par l'opposition tutsie, qui n'a jamais eu de tels égard pour les milliers de Hutus massacrés par l'armée depuis le début de la crise », remarque Jean-Marie Ngendahayo, ancien ministre des affaires étrangères aujourd'hui en exil, membre tutsi du Frodebu, qui a appelé « tous les Burundais à refuser la finalisation du coup d'Etat qui est en train de se dérouler ».

Une épreuve de force semble s'être engagée entre l'opposition tutsie et la mouvance présidentielle, dont personne, à Bujumbura, ne s'avance à prévoir l'issue. Les opposants prendront-ils le risque de destituer le président ? S'ils sont convaincus, avec raison, que les Occidentaux n'ont pas l'intention d'intervenir directement au Burundi, ils savent aussi qu'ils vont s'attirer la réprobation unanime des bailleurs de fonds et provoquer probablement l'exil des députés du Frodebu, majoritaires au Parlement, qui, de surcroît, emporteraient avec eux la légitimité du pouvoir issu des élections multipartites de 1993.

L'armée a renforcé sa présence dans la capitale à la suite de rumeurs d'une attaque des rebelles, qui se sont affrontés, mercredi, aux forces de l'ordre dans le sud du pays, dans la province de Bururi, région symbolique considérée comme le centre du pouvoir tutsi depuis trente ans.

Les forces en présence

Secret militaire oblige, les estimations des forces de l'ordre varient entre 20 000 et 30 000 soldats et gendarmes, après les deux derniers recrutements : 5 000 hommes en avril 1996 et 2 200 en mars 1994. L'armée est de plus en plus souvent épaulée par de jeunes miliciens tutsis, les « Sans-états ». En face, les maquisards des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) de l'ancien ministre de l'Intérieur, Léonard Nyangoma - dont on ignore les effectifs - circulent sans difficulté dans les collines de l'arrière-pays, où ils seraient très populaires parmi les paysans hutus même s'ils n'ont pas les moyens d'y créer un véritable front. Depuis septembre 1994, la guérilla n'a cessé de prendre de l'ampleur dans tout le pays, multipliant coups de main et embuscades et compensant la faiblesse de son équipement par le nombre de ses combattants. Toutefois, le 20 juillet, les FDD se sont attaqués, pour la première fois, à un camp de déplacés tutsis protégé par une vingtaine de militaires, rapidement débordés. Même si un assaut en règle des FDD sur Bujumbura est encore improbable, l'armée régulière semble de moins en moins capable de répliquer à chaque attaque rebelle.

Washington élabore un plan pour parer à un « éventuel désastre humanitaire »

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ de l'ONU a lancé, mercredi 24 juillet, une sévère mise en garde contre toute tentative de « renverser par la force ou par un coup d'Etat, le gouvernement légitime » du Burundi. Les cinq membres permanents ont exprimé leur profonde préoccupation face à « l'évolution de la situation politique » dans le pays. La Maison Blanche s'est élevée contre un éventuel renversement du gouvernement, affirmant que Washington isolerait tout régime issu d'un coup de force. « La persistance de la violence donne seulement la maîtrise du jeu aux forces extrémistes », a souligné, mercredi, un communiqué de la présidence. Les Etats-Unis devaient présenter, jeudi, à l'ONU, « un plan détaillé » afin de « faire face à un éventuel désastre humanitaire » au Burundi.

Le Quai d'Orsay a exprimé, mercredi, des inquiétudes similaires.

Institut supérieur de technologie et de management
Paris 13 - Université de la Défense

La grande école de l'innovation
Une double compétence intégrée
Diplôme Bac + 4 / + 5
Entrée en 1^{re} année à Bac + 1 scientifique ou technique.
Entrée en 2^e année à Bac + 2 scientifique ou technique.

CONCOURS EN SEPTEMBRE

Claque des inscriptions :
• Pour l'entrée en 1^{re} année le 16 septembre 1996.
• Pour l'entrée en 2^e année le 5 septembre 1996.

Tel : (01) 41 16 73 55

Institut Supérieur de Technologie et de Management
Paris 13 Université de la Défense
92114 Paris la Defense Cedex
Laboratoire national d'innovation technologique
ANR 95-01-0017

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Le président Ntibantunganya, l'homme de la dernière chance

NAIROBI
de notre correspondant en Afrique de l'Est

C'est la deuxième fois que Sylvestre Ntibantunganya, ancien réfugié politique dans sa jeunesse, cherche asile dans une ambassade étrangère à Bujumbura. Lors de la tentative de coup d'Etat du 21 octobre 1993, il avait réussi à rejoindre la mission diplomatique française, tout comme la majorité des ministres et responsables du Frodebu qui n'avaient pas été assassinés par les militaires. Prévenu, dans la nuit, que les putschistes le recherchaient, il avait quitté à temps son domicile déguisé en employé de maison. Mais, furieux de l'avoir manqué,

les militaires avaient tué son épouse. Né le 8 mai 1956 à Nyambugu, dans le centre du Burundi, dans une famille hutu, diplômé d'histoire et de géographie, il s'est enfui au Rwanda en 1979 pour échapper aux persécutions de l'armée. Compagnon d'exil de Melchior Ndadaye - avec qui il revient au Burundi en 1993 pour y fonder par un parti politique clandestin qui deviendra le Frodebu après l'instauration du multipartisme en 1992 - M. Ntibantunganya, ancien journaliste, est nommé ministre des affaires étrangères après la victoire de sa formation aux élections générales de juin 1993.

Après l'assassinat de M. Ndadaye, il préside l'Assemblée nationale pendant le court règne du nouveau chef de l'Etat, Cyprien Ntaryamira. Après la mort de ce dernier avec le président rwandais, Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994, dans l'explosion de

l'avion qui les ramenait sur Kigali, il accède à la magistrature suprême en septembre 1994.

A cette époque, il bénéficie encore d'une grande popularité parmi les partisans du Frodebu, qui occupent 80 % des sièges du Parlement, mais un nouveau partage négocié du pouvoir débouche sur la paralysie des institutions, les rivalités politico-ethniques minant l'autorité du gouvernement dit « de coalition ». La nécessité de conserver de bonnes relations avec l'armée, proche de l'opposition tutsie, afin de maintenir le Frodebu au pouvoir, le conduit à accepter des compromis qui lui coûtent peu à peu sa popularité au profit de Léonard Nyangoma, ancien ministre de l'Intérieur et fondateur, en 1994, d'un mouvement de guérilla en lutte contre l'« armée monothétique ».

L'EXTENSION DE LA RÉBELLION

Sa présidence à haut risque a été marquée par l'extension, lente mais régulière, de la rébellion, qui a provoqué en retour la multiplication des représailles de l'armée et la radicalisation de l'opposition tutsie, l'éviction de la plupart des Hutus de la capitale ainsi que de nombreux assassinats de responsables et d'intellectuels hutus.

Aujourd'hui, son éventuelle démission achèvera sans doute de convulser les derniers optimistes au sein du Frodebu qu'aucun compromis n'est désormais possible avec l'opposition. Elle ne pourra profiter qu'à M. Nyangoma, qui affirme, depuis deux ans, que la classe politique tutsie n'est pas prête à partager le pouvoir.

J. H.

Une lettre, adressée au gouvernement israélien à la demande de ce dernier, par le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et relative à l'abrogation de la Charte de l'OLP, a été reçue, mercredi. « Cette lettre ne lève pas l'incertitude sur la suppression des articles appelant à détruire Israël », a déclaré Shai Bazar, porte-parole de M. Nétanyahou.

Le Conseil national palestinien (CNP), l'instance suprême de l'OLP, avait décidé, le 24 avril, « d'amender sa charte en annulant toutes les clauses qui contredisent les lettres de reconnaissance mutuelle », échangées entre l'Etat juif et l'OLP en 1993. Le CNP avait chargé une commission juridique d'élaborer un projet de nouvelle charte dans un délai de six mois.

(AFP Reuters)

M. de Charette constate une évolution en Israël en faveur du processus de paix

« LE FIL DE LA PAIX commence timidement à se renouer au Proche-Orient », a déclaré, mercredi 24 juillet, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, au terme d'une tournée qui l'a mené en Syrie, au Liban, en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Israël, et en Egypte.

« Nous voyons quelques signes positifs, mais il reste encore beaucoup de difficultés », a-t-il ajouté après un entretien avec le président égyptien, Hosni Moubarak.

A la question de savoir si le nouveau premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a accepté le principe de l'échange de la terre contre la paix, il a répondu : « Nous n'en sommes pas encore là mais je crois qu'il s'est déjà produit une évolution en Israël. Nous devons l'encourager en no-

tant, avec une très grande détermination et cohésion, que seul le respect des principes permettra de cheminer vers la paix ».

Après ses entretiens en Israël avec M. Nétanyahou et son homologue, David Lévy, Hervé de Charette avait constaté que « l'engagement de la France » à contribuer au processus de paix « est désormais mieux compris du côté israélien ». La position de Paris, a-t-il ajouté « n'est pas d'être l'avocat des uns plutôt que des autres ». La coopération franco-israélienne est « vitale, non seulement pour les deux pays mais aussi pour l'engagement de la France au Proche-Orient », a confirmé M. Lévy. MM. Nétanyahou et Lévy ont été invités à se rendre en France.

M. de Charette, qui a précédé de peu dans la région le coordinateur américain du processus de paix, Dennis Ross, a admis que « la région compte sur le soutien des Etats-Unis » pour la relance du processus de paix, mais, selon lui, « il y a une attente forte qui s'exprime à l'égard de la France et de l'Union européenne ».

LA CHARTE DE L'OLP

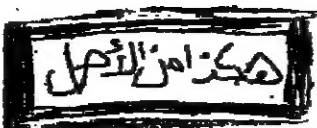
M. Ross a été reçu, mercredi, par le président syrien, Hafez el-Assad, qui, selon le porte-parole du chef de l'Etat, a « confirmé » que Damas souhaitait une paix « juste et globale » en échange de la restitution par Israël du plateau du Golan occupé en 1967. M. Ross a remis au président Assad un message de Bill Clinton avant de partir pour la Jordanie et en Israël.

J. H.

Jean Hélière

Washington contre le s

Boutros



Washington multiplie les attaques contre le secrétaire général de l'ONU

Celui-ci est déterminé à se maintenir à son poste

Bien décidés à empêcher le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, à obtenir un second mandat de cinq ans à la tête de

l'organisation, les Etats-Unis multiplient les attaques contre le diplomate égyptien. Celui-ci défend son bilan, tout en contestant des pro-

blèmes de communication (voir l'entretien que nous publions ci-dessous) et maintient sa candidature.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant
Les Etats-Unis poursuivent avec rudesse la campagne qu'ils ont entreprise pour empêcher le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, d'obtenir, à l'automne, un deuxième mandat de cinq ans à la tête de l'organisation. La dernière pique publique qu'ils viennent de lancer contre le diplomate égyptien, au début de la semaine, a suscité la colère de nombre d'Etats membres, déjà passablement exaspérés par les manières pour le moins cavalières de Washington à l'ONU et par la façon dont les Américains ont annoncé qu'ils traient jusqu'à user de leur veto au Conseil de

sécurité pour empêcher M. Boutros-Ghali de rester à la tête du secrétariat général.
L'attaque américaine s'est, une fois de plus, faite par voie de presse. « Le gouvernement américain a l'intention de surveiller de très près la manière dont M. Boutros-Ghali utilise le personnel de l'ONU pour promouvoir sa réélection », a proclamé devant les journalistes, mardi 23 juillet, James Rubin, le porte-parole de la mission américaine. M. Rubin a insisté sans fournir la moindre précision : « le personnel de l'ONU doit savoir qu'il travaille pour les Etats membres et non pas pour le secrétaire général ». L'attaque a été, assez unanimement, jugée

aussi indélicatement que mal fondée. Ironiquement, c'est une Américaine, Sylvia Foa, porte-parole du secrétaire général, qui a mené la contre-attaque. Réponse à « l'insolence » de M. Rubin : « cette atmosphère me rappelle mon enfance dans les années 50 dans ce pays car ces paroles évoquent pour moi l'époque de McCarthy » [celle de la chasse aux supposés sympathisants communistes], a lancé M. Foa. Elle a poursuivi : « Je suis écœurée par le fait que de telles allégations non corroborées puissent être lancées contre le personnel de l'ONU. Je n'arrive pas à croire que le gouvernement américain ait pu approuver ce genre de campagne scanda-

leuse de désinformation contre l'ONU ».

Les Etats-Unis s'efforceraient de faire passer un message clair et net : « abandonnez Boutros-Ghali, sauf à risquer des représailles ». A l'intention des Etats africains, le chantage est manifeste : « si vous persistez à soutenir le titulaire, le continent africain sera privé d'un deuxième mandat », ont laissé entendre les Etats-Unis. De nombreux diplomates se disent de plus en plus étonnés par le ton de la campagne américaine : « pourquoi les Etats-Unis veulent-ils humilier M. Boutros-Ghali ? ».

A. B. P.

Boutros Boutros-Ghali défend son bilan

« Les Etats ne savent toujours pas ce qu'ils veulent faire de l'ONU », déclare-t-il au « Monde »

NEW YORK (Nations unies)

de nos envoyés spéciaux
Boutros Boutros-Ghali n'en démord pas : il veut un second mandat. Armé de la patience et de la ténacité d'un fellah du Nil, le secrétaire général de l'ONU est décidé à braver l'opposition des Etats-Unis : que cela plaise ou non à Washington, il maintient sa candidature pour rester à la tête des Nations unies. Pour autant, il a le souci de ne pas envenimer les relations avec l'administration Clinton et entend camper sur une ligne la moins polémique possible : « Ce n'est pas à moi de décider. J'ai pris position en déclarant ma candidature le 19 juin dernier à Bonn » ; a-t-il récemment expliqué au Monde. Sous entend : c'est maintenant aux Etats membres de décider et d'obtenir aux quinze du Conseil de sécurité dont la voix sera déterminante.

Mais si le secrétaire général a le souci de calmer le jeu jusqu'à l'automne, quand approchera le terme de son mandat de cinq ans, les Américains restent, eux, tout aussi déterminés à lui mettre des bâtons dans les roues. « La position des Etats-Unis est la même, confie un haut responsable de l'administration américaine au Monde, c'est une irrévocable opposition à Boutros-Ghali - que cela soit juste ou injuste ». Le secrétaire général serait-il la victime de la surenchère anti-ONU à laquelle se livrent le Parti républicain et son candidat Robert Dole, et à laquelle les démocrates n'auraient pas osé s'opposer ? Possible.

Mais à ceux qui - comme la France - jugent que l'opposition américaine à un deuxième mandat Boutros-Ghali s'évanouira au lendemain d'une éventuelle victoire de M. Clinton, le 5 novembre, le même haut fonctionnaire adresse un avertissement : « Ceux-là ne comprennent rien à la vie politique américaine, notre position sera la même après les élections, nous ne voulons pas de Boutros ». Alors chacun fourbit ses armes. D'un côté, les Etats-Unis s'efforcent - selon le haut fonctionnaire - « de trouver assez de pays pour dire en privé ou en public à Boutros-Ghali qu'il veut mieux pour lui et l'Organisation qu'il renonce à sa candidature ». De l'autre, le secrétaire général, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, défend son bilan et sa vision de l'ONU. Il le fait sur le mode prudent de celui qui paraît encore espérer un compromis avec les Etats-Unis.

On lui ferait un mauvais procès à Washington quand on l'accuse, dit-il, de ne pas s'être attaché à réformer une organisation qui passe pour un monstre bureaucratique aussi peu efficace qu'il est dispendieux. Les réformes, il s'y est attaqué, il y a quatre ans, affirme-t-il, quand, un mois après son arrivée à New York, il a supprimé quinze postes de sous-secrétaires généraux. Et il se représente pour mener à bien lesdites réformes. Le « dégraissage » s'est poursuivi avec la suppression de mille emplois dans l'organigramme. En quatre ans, les différentes institutions et agences du système de l'ONU an-



M. BOUTROS-GHALI

raient appris à mieux travailler ensemble. La meilleure preuve en aurait été cette série de grandes conférences internationales - sur l'environnement, les questions sociales, la démographie, les femmes et l'urbanisation - qui ont constitué un modèle de coordination onusienne.

Seulement, le grand public ne sait pas que ce travail - technique, juridique, politique -, « c'est l'ONU ». Le grand public ne juge l'ONU qu'à travers de ses incertaines opérations de maintien de la paix. Ce gros problème de communication, c'est certainement une de nos faiblesses, confesse le secrétaire général ; notre système d'information est né de la guerre froide, c'est la langue de bois, on ne doit pas parler et, confrontés à la désinformation que peuvent pratiquer les Etats, nous n'avons pas les moyens de répondre ».

De là à accepter la critique, parait celles qui lui sont couramment adressées : « Vous n'avez pas su vendre l'ONU », il y a un pas qu'il ne veut pas franchir. « J'ai su vendre l'ONU en Chine, au Japon, en Afrique », en Europe aussi, à l'exception de la Grande-Bre-

tagne. Mais aux Etats-Unis ? « Aux Etats-Unis également », assure le diplomate égyptien. Il cite une série de sondages qui feraient état de la popularité des Nations unies dans l'opinion américaine. Si « crise de confiance il y a, c'est, dit-il, entre l'administration et le Congrès au sujet de l'ONU ou directement entre le Congrès et les Nations unies, mais pas avec l'opinion publique » américaine.

Au reste, pour expliquer le malaise que connaît l'ONU, ces problèmes d'image et de communication paraissent marginaux. Les difficultés actuelles des Nations unies ont des causes plus profondes. Elles tiennent à cette phase de transition que traversent les relations internationales avec, à la fois, la fin de la guerre froide, la globalisation des échanges et les phénomènes de rejet et de repli nationaliste et tribal que produit cette dernière. « Avec la guerre froide, il y avait pour l'ONU un rôle évident de cadre de contact » (entre les deux camps) et, simultanément, d'accompagnement de la décolonisation.

« Aujourd'hui les Etats ne savent pas encore ce qu'ils veulent faire des Nations unies, tout le monde est en train de patager », observe le secrétaire général ; le véritable problème dépend des Etats membres. Veulent-ils une organisation forte ou bien une organisation qui sert à organiser des débats ? Face à une question de fond, qui n'a pas encore trouvé sa réponse, le secrétaire général n'a que « des pouvoirs et une influence limités » et le loisir de mesurer à quel point la recherche d'un nouveau rôle pour l'ONU ne constitue pas la priorité des gouvernements.

Cat, si tel était le cas, ils n'au-

COMMENTAIRE RÉSIGNATION AFRICAINE ?

Les Etats africains font nombre au palais de verre de Manhattan : pas moins d'une bonne cinquantaine. Sont-ils, pour autant, en mesure d'imposer le maintien de l'un des leurs, Boutros Boutros-Ghali, au poste très convoité de secrétaire général de l'ONU pour un second mandat de cinq ans ? Rien n'est moins sûr depuis que les Etats-Unis ont clairement indiqué que sa candidature a presque tout pour leur déplaire. Bien peu d'Etats africains - à l'exception peut-être des plus malades comme la Burundi et le Rwanda - critiquent la manière dont M. Boutros-Ghali a géré les affaires du monde, notamment celles du continent noir. Son mandat a été « globalement positif », juge Casimir Oye Mba, chef de la diplomatie d'un pays - le Gabon - qui, dans le pré carré francophone, donne le ton. C'est dire que les uns et les autres se seraient félicités de voir l'actuel secrétaire général de l'ONU conclure, en toute sérénité, sa mission à son terme naturel. Prenant en compte un rapport des forces qui ne leur est pas fa-

vorable, les Etats africains semblent aujourd'hui se résigner à l'idée de « lâcher » M. Boutros-Ghali. « A quel sert d'aller irrémédiablement au-devant d'une situation de blocage, explique M. Oye Mba, puisque les Etats-Unis nous ont avertis qu'ils opposeraient à tout coup leur droit de veto à la réélection de l'actuel secrétaire général de l'ONU ? » L'essentiel, pour ne pas perdre la face, est de contenir la Maison Blanche, n'est-il donc pas de confier le poste à un autre Africain puisqu'il revient presque de droit, pour le prochain mandat, à un des leurs ?

Aussi certains Etats africains - surtout au sein de la « famille » francophone - se sont mis en quête d'un candidat idoine à la succession de M. Boutros-Ghali. « Nous avons déjà deux ou trois noms en tête », assure le ministre gabonais, qui refuse de dévoiler leur identité. Le Ghanaïen Kofi Annan, déjà sous-secrétaire général de l'ONU, chargé des opérations de maintien de la paix, compterait au nombre des impétrants, mais il a contre lui d'ignorer la langue de Molière. Cette « faute » est-elle pardonnée ?

Jacques de Barrin

Afsané Bassir Pour et Alain Frachon

La Grande-Bretagne construira un missile de croisière avec la France et l'Allemagne

LONDRES. Le gouvernement britannique devait annoncer, jeudi 25 juillet, sa décision de choisir le missile de croisière Casom pour équiper les avions de la Royal Air Force. Ce missile air-sol, qui porte une charge classique sur 200 à 400 kilomètres et qui se dirige automatiquement sur sa cible avec une précision de quelques mètres, est développé à partir d'un missile conçu à l'origine par le groupe français Matra, l'Apache, déjà acquis par l'armée de l'air allemande (Le Monde du 18 juillet). Pour la version britannique, Matra a décidé de s'associer avec British Aerospace. Les deux entreprises avaient, en mars, en prévision du choix du gouvernement britannique, pris l'initiative de rapprocher leurs activités dans le domaine des missiles. D'autre part, le premier ministre, John Major, a décidé de lancer l'étude d'un missile anti-chars à longue portée, auquel l'industrie française serait associée. Enfin, le gouvernement britannique a pris la décision de moderniser sa flotte d'avions de patrouille maritime. Au total, ces trois initiatives représentent un investissement global de quelque 80 milliards de francs.

Le général Lebed estime que l'élargissement de l'OTAN ne menace pas la Russie

LONDRES. Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité russe, a estimé dans un entretien au Financial Times, publié jeudi 25 juillet, que l'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe orientale ne représente pas une menace pour la sécurité de la Russie, contrairement à ce qu'affirment la plupart des dirigeants russes, dont Boris Eltsine. Interrogé sur la perspective d'une expansion de l'OTAN à l'est, Alexandre Lebed, arrivé troisième au premier tour de l'élection présidentielle de juin, répond : « Personnellement, je suis serein devant cette question. (...) D'autres ont peut-être plus envie de faire de la propagande, mais je crois que la Russie ne peut tout simplement pas se montrer agressive. (...) La Russie ne projette de combattre personne. Il en est réellement ainsi. Ce grand poing de l'OTAN est donc brandi pour des batailles en l'air ».

Le gouvernement turc appelle à l'arrêt des grèves de la faim dans les prisons

ISTANBUL. Le ministre turc de la justice, Sevtik Kazan, a appelé, mercredi 24 juillet, les grévistes de la faim dans les prisons à arrêter leur mouvement. Deux autres détenus sont décédés, jeudi 25 juillet, dans les prisons d'Ankara et d'Istanbul, portant à cinq le nombre de morts. Le ministre a promis que l'Etat n'aurait pas recours à la force contre les grévistes. M. Kazan a cependant exclu la fermeture de la prison de haute sécurité d'Eskisehir (centre), une des principales demandes des détenus. Le ministre a fait ces déclarations à l'issue d'une réunion avec le gouverneur d'Istanbul, le maire et les directeurs de deux prisons de la ville, Bayrampasa et Umranîye, deux des principaux foyers du mouvement de grèves de la faim qui en est à son 68^e jour. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ BOSNIE : la visite à La Haye du ministre de la Justice des Serbes de Bosnie a été confirmée, mercredi 24 juillet, par le porte-parole du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), Christian Chartier. Le ministre, Marko Arsovic, doit se rendre aux Pays-Bas, « au début de la semaine prochaine » pour des entretiens sur « la coopération entre la Republika Srpska et le Tribunal », a indiqué M. Chartier. - (AFP)

■ ALGÉRIE : le président Liamine Zeroual a proposé, mercredi 24 juillet, d'organiser, avant les législatives prévues en 1997, un référendum sur le projet de réforme constitutionnelle, permettant d'écarter, de jure, les islamistes du jeu politique. - (AFP)

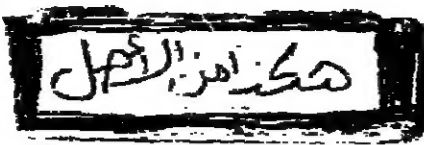
■ SOMALIE : au moins 23 personnes ont été tuées et 35 autres blessées, mercredi 24 juillet, lors des combats dans le quartier sud de Médina à Mogadiscio. Selon des témoins, les forces du général Mohammed Farah Aidid, principal chef de guerre, ont pris de nouveaux territoires, aux troupes de leur rival, le président autoproclamé Ali Mahdi Mohamed. - (AFP)

SCIENCES ET AVENIR

La France médiévale

Grand jeu-concours de l'été :
le Moyen Age en questions

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



« Vache folle » : Londres prend des mesures destinées à prévenir la transmission de la maladie par le mouton

Dans l'attente d'une décision communautaire, le gouvernement britannique joue la prudence

Le ministre de l'Agriculture britannique, Douglas Hogg, a annoncé, mardi 24 juillet à la Chambre des communes, une série de mesures

destinées à prévenir tout risque d'une éventuelle transmission de la maladie de la « vache folle » (ou ESB) à travers la consommation de

viande d'agneau ou de mouton, en précisant qu'il préférerait, cette fois, « se tromper dans le sens de la prudence ».

LONDRES

Devant une assemblée dégagée par la proximité des vacances parlementaires et guère mobilisée sur cette affaire, M. Hogg a rendu publiques les propositions faites par le Comité consultatif sur l'encéphalopathie spongiforme (SEAC), qui préconise : 1. de travailler en coopération étroite avec les partenaires européens, notamment avec la France, à l'égard de laquelle il n'a pas tari d'éloges ; 2. de retirer de la chaîne alimentaire humaine les cervelles de moutons de plus de six mois par la destruction des têtes (langue exceptée), dans l'attente d'une décision communautaire ; 3. d'entreprendre enfin de nouvelles recherches. M. Hogg et le SEAC ont réaffirmé : « Il n'y a aucune menace directe pour la santé humaine », et il ne s'agit que de « précautions en réponse à ce qui ne semble être qu'un risque théorique ».

En fait, ces mesures s'appliquent

également aux chèvres - mais pas aux cervidés - et toucheront aussi la rate. Mais il n'est pas question pour le moment de retirer du circuit la moelle épinière, ou ces abats, dont les écossais raffolent sous la forme de haggis (pâté de bœuf farci). Elles ne seront pas mises en place avant septembre, au plus tôt, dans l'attente de la consultation des professionnels intéressés et de la rédaction des textes. Tout cela devrait être d'autant mieux accepté que ces mesures sont faciles à appliquer, peu coûteuses, et que les Britanniques ne mangent pas de cervelle.

Mais Francis Anthony, responsable de l'Association des vétérinaires, tout comme le professeur Richard Lacey, qui avait été à l'avant-garde de la campagne contre la « vache folle », jugent ces mesures inutiles. Certes, M. Anthony reconnaît aux expériences de transmission de l'ESB au mouton un « intérêt scientifique », mais il affirme qu'il

n'existe aucune preuve d'une augmentation récente de la tremblante du mouton en France comme au Royaume-Uni. « Je suis praticien et je n'ai pas vu de traces d'un nouveau système de maladie chez le mouton. Si les risques existaient, on aurait constaté une augmentation de la maladie chez les ovins depuis 1985. »

« QUESTIONS-CLÉS »

Le rapport du SEAC rendu public, mardi, est pourtant plus prudent. Il reconnaît que les souris à qui ont été inoculés des tissus de cerveau et de rate des six moutons auxquels on avait transmis l'ESB (par voie orale ou intracérébrale) ont « développé une incidence élevée d'encéphalopathie spongiforme ». Il rappelle que la production de « concentrés » alimentaires pour ovins est passée de 1 tonne pour 230 moutons en 1984 à 1 pour 80 en 1992 et que, même si les farines animales sont interdites depuis juin 1988, une contamination

dans les chaînes de production « pourrait avoir eu lieu ». Si les cas de tremblante sont en baisse et si les derniers n'avaient aucun lien avec l'ESB, « on ne dispose pas encore d'études suffisamment représentatives ».

« Il est donc possible que des farines animales aient transmis l'ESB à des ovins. Les questions-clés sont : 1. l'étendue de l'infection, si elle a eu lieu ; 2. si elle a pu conduire à une transmission suffisante de l'agent de l'ESB pour être devenue une infection endémique. (...) Si les études devaient démontrer qu'une partie du cheptel ovin est atteint de manière endémique, les risques potentiels pour les humains ne seraient plus des regards comme mineurs, comme cela a été le cas dans le passé, et des mesures pour protéger la santé publique devraient certainement être envisagées », ajoute le SEAC, qui conclut en affirmant : « L'incidence d'une tremblante au Royaume-Uni ne sera pas acceptable à long terme », et il faut envisager « de la contrôler et de l'éradiquer ».

Le mouton est au moins aussi important que le bœuf, dans l'alimentation des Britanniques, qui en consomment 5,8 kilos par personne et par an (contre 10,8 en 1964). Le gigot et les côtelettes sont, comme le rôti de bœuf, le rosbif, des traditions sacrées. Qui plus est, le cheptel de 42 771 000 têtes - dont la moitié d'agneaux de moins d'un an - est en augmentation (35,8 millions en moyenne en 1984-1986). Il fait vivre 100 000 éleveurs dans 88 370 fermes et a rapporté 280 millions de livres sterling, soit 2,25 milliards de francs, en 1995. Il s'agit d'une exportation en progression constante, puisqu'elle a pratiquement triplé en direction de l'Union européenne en dix ans, passant de 60 000 tonnes à 174 000. Et la France est le premier consommateur de mouton britannique.

R. G.

Patrice de Beir

Satisfaction mitigée des syndicats agricoles français

C'EST avec une satisfaction mitigée que les organisations professionnelles agricoles ont accueilli les diverses décisions arrêtées par le conseil des ministres de l'agriculture européenne réunis à Bruxelles, les 22 et 23 juillet. La FNSEA exprime « sa satisfaction puisque les décisions répondent au moins partiellement à ses revendications », mais elle déplore « la frilosité des instances communautaires face à la dimension des enjeux ». Pour le syndicat majoritaire, le fait de porter de 400 000 à 700 000 tonnes de viande bovine la quantité maximale autorisée en 1996 pour les achats d'intervention est une bonne mesure qui « devrait permettre de gérer dès la fin de l'été le marché des bœuf », ces jeunes bovins de 10-12 mois. En revanche, le Modéfi (proche du Parti

communiste) estime que cette mesure est insuffisante pour stopper la chute des prix et il réclame des décisions pouvant « protéger le marché intérieur des importations ».

L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), elle aussi, demande de freiner « les importations d'animaux vivants » et regrette que les ministres n'aient pas adopté une « position claire sur la maîtrise de la production bovine », au-delà des mesures conjoncturelles. Elle plaide notamment pour « la transformation des veaux » (façon pudique de parler de leur abattage et de leur destruction) âgés de quelques jours, issus des troupeaux de vaches laitières et qui encombrant le marché.

La baisse du taux obligatoire de jachère (de 10 % à 5 %) - un sujet

sur lequel Paris, très demandeur, s'oppose à l'Allemagne - est considéré comme une bonne avancée. L'APCA se réjouit surtout de l'abandon de la notion de « pénalité » affectant les céréaliers qui auraient dépassé en 1996 les surfaces autorisées. Fortement exportatrice, la France va tenter de conquérir des marchés, par exemple la Chine. « La situation va s'améliorer », indique l'Association générale des producteurs de blé (AGPB) qui aurait souhaité un taux de « 0,6 % ». Selon l'AGPB, la réduction des surfaces en jachère induite par la mesure va permettre un économie, sur le budget européen, d'environ 600 millions de francs. Autant donc pour faciliter l'indemnisation des éleveurs de bovins.

R. G.

Patrice de Beir

Les méandres politico-financiers du monde bancaire russe

LA TENSION monte dans le monde bancaire en Russie. En l'espace de quelques jours, la Tveruniversbank s'est vu retirer sa licence par la Banque centrale et Inkombank, cinquième établissement du pays par la taille de ses dépôts, jugé l'un des plus sérieux de la place, a pour sa part subi des retraits massifs. Cet établissement fait même face à des rumeurs de faillite. Dans les deux cas, pourtant éloignés, se conjuguent une série de facteurs financiers, économiques, et comme c'est souvent le cas en Russie, politiques. Le président de la banque centrale, Sergueï Doublinine, illustre récemment la crise bancaire en comparant les effets de l'argent et ceux de l'alcool : « dès que les gens reçoivent de l'argent, ils commencent à boire beaucoup de vodka et à acheter n'importe quoi ». Ce même Sergueï Doublinine rétorque pourtant à ceux qui, depuis des mois, prônaient une crise bancaire majeure en Russie, que rien de tel ne se profile. Selon lui, l'univers des 2 100 banques que compte aujourd'hui la Russie ne devrait être modifié qu'à la marge. Pourtant, depuis le début de l'année, 300 établissements se sont déjà vus retirer leur licence.

Le climat financier russe explique les déboires de la Tveruniversbank, dix-septième établissement du pays par le montant de ses dépôts. L'établissement, basé à Tver, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Moscou, a, tout comme la plupart des autres banques, réalisé de très importantes opérations sur le marché des emprunts publics, connus en Russie sous l'acronyme GKO.

DÉPENDANCE

Selon Andreï Vassiliev, directeur de l'Institut d'analyse économique de Moscou, la dette publique interne s'est gonflée de 16 milliards de dollars (18 milliards de francs) au cours du seul premier semestre. Les rendements réels des GKO, qui avaient atteint jusqu'à plus de 100 %, en raison de la dévaluation de l'inflation et du maintien d'une prime de risque élevée sur le marché obligataire russe, ont commencé à diminuer sensiblement, amputant d'autant les profits des banques. Certaines banques, comme la Tveruniversbank, auraient en outre réalisé, à perte, des opérations spéculatives sur l'immobilier. Plus généralement, la forte pro-

portion de créances douteuses pèse sur les bilans bancaires. Nés pour la plupart très récemment, les établissements russes pratiquent peu les activités traditionnelles du monde bancaire - collecte de dépôts et octroi de prêts. Les placements spéculatifs, un temps sur le marché des devises, puis sur celui des obligations, enfin sur les secteurs jugés porteurs comme l'immobilier, les rendent très dépendants de tout renversement de tendance. La véritable ouverture du marché des GKO aux étrangers, qui se traduira forcément par une chute des rendements, sera donc source de pertes considérables.

Ces établissements ont été par ailleurs accusés tout au long de la campagne électorale d'allégeances politiques diverses. Leurs rivalités pour le partage des flux de l'économie n'ont pas cessé avec la réélection de Boris Eltsine. Ainsi, Inkombank, qui avait dénoncé le programme de prêts bancaires à l'Etat en échange de prises de participation dans les grandes entreprises du pays, entretenait des liens étroits avec le général Lebed.

F. L.

Rouslan Khasboulatov négocie la paix pour les Tchétchènes

MOSCOU

Alors que l'offensive militaire russe en Tchétchénie ne connaît pas de répit depuis plus de deux semaines, le président indépendantiste Zelimkhan Iandarbiyev a marqué un point dans sa guerre idéologique contre Moscou, par une désignation qualifiée de « sensationnelle » dans les médias russes : l'ancien président du Soviet suprême russe, Rouslan Khasboulatov, a confirmé, mercredi 24 juillet, qu'il avait été nommé « chef du groupe des conseillers » de la direction indépendantiste pour mener des négociations de paix avec Moscou. Une telle manœuvre, au moment où les tentatives de l'OSCE de renouer le dialogue entre les belligérants se heurtent à l'intransigence russe, permet au côté tchétchène de faire preuve de sa bonne volonté aux

yeux de l'opinion russe. Rouslan Khasboulatov reste, en effet, perçu comme « loyaliste » envers Moscou, au point que Boris Eltsine lui-même avait envisagé de le désigner comme son représentant en Tchétchénie, passant l'éponge sur l'épisode de la révolte armée du Parlement russe qu'il avait dirigée en 1993.

« Rouslan Imranovitch est devenu plus intelligent », avait alors estimé le président russe. Mais le Kremlin a finalement choisi de miser sur un autre cheval, l'ancien chef du Parti communiste en Tchétchénie, Dokou Zavgayev. Rouslan Khasboulatov, après avoir constaté sur place l'impopularité profonde de ce dernier et le large soutien dont jouissent les indépendantistes, a alors changé - une nouvelle fois - son fusil d'épaule.

Lui qui avait soutenu, dans les faits et en parole, l'invasion mili-

taire russe tout en se présentant comme un médiateur, s'est mis à réclamer un retrait total de l'armée russe de Tchétchénie (couplée avec un statut d'association) et à dénoncer avec virulence le régime de Dokou Zavgayev. Ce qui convenait parfaitement aux indépendantistes, inquiets du rôle accru acquis par M. Zavgayev à la faveur du vide de pouvoir à Moscou, où Boris Eltsine, malade, s'entoure de rivaux avides de lui succéder.

M. Tchermomyrdine et M. Lebed n'hésitent sans doute pas à s'accuser réciproquement de « brader les intérêts de la Russie » au cas où l'un ou l'autre chercherait à marquer des points en faisant la paix en Tchétchénie. Un proche du premier ministre a déjà accueilli par des sarcasmes la première exigence de M. Khasboulatov pour mettre fin aux combats : une rencontre personnelle avec Boris Eltsine. Un proche du général Lebed, le nouveau ministre de la Défense, Igor Radionov, a pour sa part évoqué, mercredi, la « possibilité » de « traiter la plate sanglante » de Tchétchénie - une expression calquée sur celle de Mikhaïl Gorbatchev annonçant le retrait de ses troupes d'Afghanistan.

Mais, en attendant que la situation à Moscou s'éclaircisse, les indépendantistes ont répondu aux tirés aériens et d'artillerie russes par leurs propres raids sur les arrières des troupes adverses. En outre, ils dénoncent le recours aux attentats terroristes menés récemment contre des garnisons russes, qui sont fièrement revendiqués par l'intermédiaire commandant Salman Radouev, lequel joue un rôle marginal au sein de la direction tchétchène.

Sophie Shihab

L'administration européenne menace de se retirer de Mostar

Les Croates refusent le résultat des élections

SARAJEVO

L'administration de l'Union européenne à Mostar a annoncé, mercredi 24 juillet, qu'elle pourrait quitter la ville si les Croates continuent de refuser le résultat des élections municipales. Le 30 juin, la liste bosniaque « Mostar unifiée » de Safet Orucovic, le maire musulman, avait emporté le scrutin face à la liste séparatiste du maire croate, Mijo Bratkovic. Le porte-parole de l'UE à Mostar a indiqué que son administration avait proposé, à contrecoeur, un retrait, tandis que les quinze confirmations qu'ils quitteraient Mostar le 4 août si les Croates ne respectaient pas leurs engagements.

Le nouvel administrateur, Sir Martin Garrod, n'aura pas attendu longtemps pour essayer de clarifier une situation extrêmement complexe, et dangereuse pour la diplomatie occidentale. Nommé le 15 juillet pour six mois, Sir Martin Garrod est un expert de la question bosniaque, puisqu'il est arrivé avec la première équipe européenne en juin 1994. Cet ancien officier des commandos britanniques, spécialiste du renseignement, est connu pour son franc-parler et ses décisions parfois tranchantes. Il a le soutien des diplomates présents au sein de l'administration européenne, souvent dégoûtés par l'impulsivité de l'UE à mettre au pas les extrémistes croates.

BOSNIE

L'hypothèse d'un départ de l'Union européenne de Mostar est violemment critiquée par Sarajevo. « Un retrait bénéficierait uniquement à la ligne croate, et il laisserait toute la population de la ville », a affirmé Mirza Hajdic, un porte-parole de la présidence bosniaque. M. Hajdic se dit convaincu que « seule une pression des Européens sur le président croate Franjo Tudjman peut faire changer de position les extrémistes croates ». Sarajevo espère que l'UE va rester à Mostar, et poursuivre sa mission de réconciliation de la ville, qui se solde pour l'instant par un échec total.

Les Croates ont en effet refusé de participer au premier conseil municipal mixte, arguant d'une anomalie dans le déroulement du

scrutin. Il était en fait hors de question d'aller enterrer l'élection de Safet Orucovic comme « nulle », même si M. Orucovic ne serait de toute façon devenu qu'un maire théorique. La ville, elle, serait restée divisée par la simple pression des polices nationalistes, notamment de la police croate, qui veille scrupuleusement à la séparation ethnique des communautés.

TEST

Ce boycottage des premières institutions électorales de l'après-guerre met en danger le processus de paix. Un départ de l'UE serait sans doute catastrophique pour Mostar, où les tensions sont déjà vives, et pour la construction de la fédération croato-musulmane, bien que cette dernière soit placée sous l'étroit contrôle de Washington.

Les Croates réclament à présent la création d'une « administration municipale temporaire » jusqu'aux élections générales de septembre prochain, mais leur désir profond est que les Européens quittent Mostar. Ils auraient ainsi le champ libre afin de poursuivre la division de la ville. Carl Bildt, le haut représentant international en Bosnie, juge la situation « très inquiétante ». M. Bildt indique : « Zagreb a un rôle important à jouer pour résoudre ce problème », renvoyant la balle dans le camp du président Tudjman, qui soutient ardemment les séparatistes croates d'Herzégovine.

La situation est préoccupante, notamment parce que Mostar devait être un test avant le scrutin du 14 septembre en Bosnie-Herzégovine. Cette crise devrait permettre de voir si les Occidentaux ont les moyens d'exiger le respect des résultats électoraux. Sarajevo s'interroge sur le sens de l'annonce brutale de Martin Garrod. L'administrateur a-t-il pris acte de la décision de placer l'UE devant ses responsabilités ? Ou a-t-il exprimé une volonté européenne de quitter la ville, offrant ainsi au camp croate toute liberté d'attiser les haines interethniques et de contester la poursuite du processus de paix ?

Rémy Ourdan

Belgrade et de Sarajevo signent trois accords économiques

SARAJEVO

La Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et la Bosnie-Herzégovine ont signé, mercredi 24 juillet, trois accords économiques, présentés comme une reprise des liens entre Belgrade et Sarajevo. Aucun progrès n'a cependant été enregistré sur le plan politique, entre ces deux pays ennemis qui s'étaient reconnus mutuellement lors de la signature de l'accord de Dayton. Le rétablissement de relations diplomatiques n'est toujours pas à l'ordre du jour. La Serbie a apparemment posé des conditions, inacceptables pour Sarajevo.

La première est que la Bosnie-Herzégovine retire sa plainte pour « agression et génocide » introduite contre la Yougoslavie auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye. La seconde condition, selon le ministre bosno-croate des affaires étrangères, Jadranko Prlic, est que Sarajevo reconnaisse Belgrade comme unique successeur de l'ancienne fédération yougoslave (RFY) alors que les républiques indépendantes actuelles se bécotaient justement pour le partage des biens yougoslaves.

Les trois accords portent sur la suppression des visas, le rétablissement des lignes téléphoniques et du trafic aérien, ferroviaire et routier, ainsi que sur l'ouverture de chambres de commerce dans les capitales respectives. S'ils étaient suivis d'effet, ils seraient très importants pour recréer des

liens entre Serbes et Bosniaques, et ils contribueraient à isoler un peu plus Pale, le chef des séparatistes serbes bosniaques. Belgrade s'est satisfaite de la « stabilisation de la situation dans la région », tandis que Sarajevo estimait que « l'état créé est énorme ». « Une page est tournée », a conclu John Menzies, l'ambassadeur américain en Bosnie.

CERTAINES

De sources diplomatiques, on craint toutefois que ces accords ne soient qu'un « coup d'épée dans l'eau », tant que le fossé demeure au niveau politique. La rencontre entre le président serbe, Slobodan Milosevic, et le vice-président bosniaque, Ejup Ganic, a eu lieu sous la pression du médiateur américain, Richard Holbrooke, qui en avait négocié les modalités, lors de sa tournée, la semaine dernière.

La visite de M. Ganic en Serbie a été critiquée de toutes parts. Les ultranationalistes serbes, à Pale et à Belgrade, ont signalé leur mécontentement face à ce qui équivalait, à leurs yeux, à une reconnaissance de l'état de Bosnie-Herzégovine. Pour leur part, les opposants bosniaques démocrates ont dénoncé la « main tendue » à Slobodan Milosevic, au moment où les enquêteurs du Tribunal de La Haye continuent d'exhumer les corps de musulmans dans la région de Srebrenica.

R. O.

L'Union européenne pour contrer la...

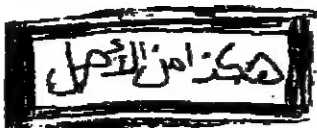
La presse...

Les Etats-Unis...

la commercialisation...

les athlètes...

le Docteur...



L'Union européenne prend des dispositions pour contrer la loi américaine Helms-Burton

La proposition de la Commission devra être adoptée à l'unanimité par les Quinze

Après le feu vert politique du Conseil des ministres des affaires étrangères, reçu le 15 juillet, l'Union européenne se prépare à contrer efficace-

ment la loi Helms-Burton qui permet aux Américains de sanctionner les entreprises européennes (mais aussi canadiennes, mexicaines, colombiennes...) faisant des affaires avec Cuba. Les États-Unis envisagent d'autre part une deuxième loi visant cette fois le commerce avec l'Iran et la Libye.

Europe. Une fois prête, la proposition de la Commission sera soumise aux Quinze, qui doivent l'adopter à l'unanimité. Ce vote devrait intervenir lors d'une des prochaines réunions du Conseil des ministres de l'Union en septembre. Le règlement est rédigé de telle manière qu'il pourra contrer les effets aussi bien de la loi D'Amato que de la loi Helms-Burton.

La Commission envisage d'interdire aux entreprises européennes de se plier aux injonctions de la justice américaine au titre de la loi Helms-Burton

La contre-offensive européenne ne se limite pas au chapitre 3 de la loi Helms-Burton. Les experts de l'UE (comité de l'article 115) ont délibéré récemment sur les suites à donner à la procédure en cours devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). A la rentrée, l'Union demandera l'instauration d'un « panel », c'est à dire d'une ju-

ridiction d'arbitrage, afin de faire mettre en exergue le caractère illégal de la législation américaine au regard des règles de l'OMC.

Enfin le riposte à l'article 4 de la loi Helms-Burton est également en train de s'organiser : il s'agit de la disposition, déjà appliquée, qui permet d'interdire aux dirigeants des entreprises incriminées l'accès au territoire américain. Des contre-mesures du même ordre pourront être prises par les autorités nationales de l'UE - mais de manière coordonnée - à l'égard de responsables de compagnies d'outre-Atlantique.

Philippe Lemaître

■ L'ADMINISTRATION américaine a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 24 juillet, la création d'un Centre de surveillance des accords commerciaux (Trade Compliance Center) chargé de contrôler, d'enquêter et d'évaluer la bonne application par des pays tiers des accords commerciaux bilatéraux comme multilatéraux. Le centre collectera des informations auprès des ambassades américaines à l'étranger et des associations professionnelles. Geste de méfiance à l'encontre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), la création de cet organisme avait été préconisée par l'administration démocrate peu de temps après l'arrivée de Bill Clinton à la Maison blanche. - (APR)

Une intoxication alimentaire affecte des milliers de personnes au Japon

Le gouvernement envisage des « mesures nationales »

TOKYO

de notre correspondant

Sans prendre les proportions sociales et économiques de la maladie de la « vache folle », une intoxication alimentaire que certains scientifiques qualifient déjà d'« épidémie » prend, au Japon, une ampleur alarmante. Coup sur coup, trois personnes sont mortes - un homme de cinquante-six ans, une femme de quatre-vingt-cinq ans et une enfant de dix ans - au cours des derniers jours, portant à sept le nombre des décès. Depuis juin, près de neuf mille personnes ont été intoxiquées, essentiellement dans la région du Kansai (Osaka-Kyoto). Le gouvernement a décidé, mardi 23 juillet, la formation d'une commission interministérielle spéciale. « Des mesures nationales s'imposent », a déclaré le premier ministre, Ryutaro Hashimoto.

Dans la ville de Sakai règne une grande nervosité. 6 000 personnes, dont un grand nombre d'écoliers - vingt sont dans un état grave - ont été intoxiquées apparemment par les repas servis dans les cantines. La municipalité multiplie les appels à partir d'un petit avion pour inviter les habitants à respecter les mesures élémentaires d'hygiène, à laver soigneusement les denrées alimentaires et à ne rien manger qui ne soit pas cuit.

RETARDS

Si le responsable de cette intoxication - le bacille 0-157 - a été identifié, les spécialistes n'ont pu jusqu'à maintenant déterminer l'origine de la contamination. Mercredi, le résultat des examens menés sur la nourriture distribuée dans 90 écoles de Sakai a été publié. Aucun des 1 352 aliments analysés ne contenait le bacille, pas plus que les pousières recueillies dans les cuisines ou l'eau donnée aux enfants.

Le bacille 0-157, découvert en 1982, aux États-Unis, semble, dans le cas nippon, particulièrement virulent : il est à l'origine de la mort de 17 personnes au Canada en 1993-1994, mais c'est la première fois qu'il fait autant de victimes.

Commencant à se manifester par des crampes d'estomac, il provoque des symptômes comparables à ceux de la dysenterie, accompagnés de vomissements et de saignements des parois intestinales puis de dysfonctionnement des reins. Il semble qu'il puisse se transmettre d'une personne à une autre par les selles mais aussi par l'eau des piscines, par exemple. Même une fois que les colibacilles ont été éliminés chez un malade, leur toxicité demeure. « La dysenterie peut généralement être maîtrisée par des mesures d'hygiène, mais ce n'est pas le cas du bacille 0-157 », estime Toshio Shimada, chef du laboratoire des infections intestinales à l'Institut de la santé publique.

Philippe Pons

Les États-Unis pourraient bientôt autoriser la commercialisation de la pilule abortive RU 486

WASHINGTON

de notre correspondant

La rencontre a eu lieu, voici quelques jours, à Calabasas, dans le Maryland. Les membres du conseil consultatif de la Food and Drug Administration (FDA) avaient été regroupés dans un hôtel étroitement surveillé par la police. Avant d'entrer dans une salle de conférence, ils ont dû passer par un registre. Le convoi passa ensuite un barrage de police, et arriva à l'immeuble sans fenêtre où devait se tenir la réunion. Après distribution des badges, les participants furent inspectés par un détecteur de métal. Il y eut plusieurs votes : par 6 voix et 2 abstentions, les huit membres de la commission décidèrent que les avantages de la pilule abortive RU 486 l'emportent sur ses inconvénients. Et par 6 voix contre 2, ils conclurent que l'étude réalisée en France auprès de 2480 femmes ayant utilisé la RU 486 était suffisante pour justifier une commercialisation aux États-Unis.

Huit ans après la France, qui a commercialisé la pilule abortive en septembre 1988, l'Amérique pour-

rait donc faire de même. La FDA n'est certes pas liée par les recommandations de son conseil consultatif, mais il est probable qu'elle se précipitera dans le même sens. Les précautions policières extraordinaires qui ont entouré le processus de décision, s'expliquent par le caractère hautement polémique de la question de l'avortement.

CAMPAGNES D'INTIMIDATION

Les cliniques où l'on pratique l'interruption volontaire de grossesse qui ont été assiégées par des manifestants belliqueux ne se comptent plus. Des dizaines de praticiens ont eu à subir des campagnes d'intimidation, voire des brutalités physiques, de la part d'« ultras », et nombre d'entre eux se déplacent aujourd'hui armés. L'éventuelle législation de la RU 486 risque d'exacerber encore plus le débat sur l'avortement.

Les laboratoires Roussel-Uclaf, qui fabriquent la molécule en France, ainsi que leur maison-mère allemande Hoechst, échaudés par

les procès et le boycottage dont ils ont été victimes dans les années 80, ont créé, en 1994, leurs droits d'exploitation aux États-Unis au Population Council, organisation de recherche à but non lucratif sur le planning familial. Celle-ci a, à son tour, créé « Advances in Health Technology », une société qui sera chargée de la commercialisation. Si la FDA approuve définitivement la RU 486, le nom du distributeur sera connu, mais celui du fabricant restera secret.

De nombreux articles ont été publiés dans la presse américaine pour souligner que la molécule, administrée par voie orale avec une progestérone (qui provoque la contraction de l'utérus, et donc l'expulsion de l'embryon), était efficace à 95 %, si elle était administrée avant la septième semaine de grossesse. La commercialisation de la RU 486 pourrait profondément modifier les termes du débat sur l'avortement aux États-Unis. Devant les menaces des groupes anti-avortement, le nombre des médecins acceptant de pratiquer des IVG a régressé de plus de 20 % en dix ans, pour atteindre

2400, selon l'Institut Alan Guttmacher, favorable au droit à l'avortement.

Quelque 1,3 million d'avortements ont été pratiqués en 1993, selon les statistiques fédérales, contre 1,4 million trois ans plus tôt. En permettant aux femmes d'avoir recours à l'IVG dans la discrétion du cabinet d'un généraliste ou d'un gynécologue, et non plus dans le cadre de cliniques spécialisées placées de facto sous haute surveillance de médecins à pratiquer des IVG. Pour les femmes ayant décidé d'interrompre leur grossesse, il s'agit également d'une alternative « douce » à l'avortement par voie opératoire.

C'est bien ce qui inquiète les groupes anti-avortement, qui disposent d'une forte influence au sein du Parti républicain. De son côté, l'administration démocrate souhaite manifestement que la FDA donne son feu vert avant l'élection présidentielle du 5 novembre.

Laurent Zecchini

Si vous voulez savoir à quoi jouent les athlètes olympiques avant et après les Jeux, c'est facile, c'est sur La Cinquième.

«Déclics d'été : spécial Atlanta» Du 29 juillet au 2 août à 15h30.

Comme chacun sait, les Jeux Olympiques, c'est tous les quatre ans. Que font entre-temps les athlètes, c'est ce que



La Cinquième

On en apprend tous les jours

Déclics d'été vous propose de découvrir. Regarder entre les Jeux, c'est encore une autre façon de regarder les Jeux...

JUSTICE La nomination de Jean-François Burgelin et d'Alexandre Benmakhlouf, mercredi 24 juillet en conseil des ministres, respectivement aux postes de procureur gé-

ral près la Cour de cassation et de procureur général près la cour d'appel de Paris, a suscité de nombreuses réactions. « Le gouverne-

ment a mis en place de l'Etat RPR à la tête de la justice, a estimé le Parti socialiste, tandis que le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) a qualifié ces nominations de « coup de

force du pouvoir exécutif ». • PLUS MODÉRÉE, l'Union syndicale des magistrats a considéré que la nomination du directeur du cabinet du garde des sceaux au poste de pro-

curateur général de Paris est « dans la logique institutionnelle ». • L'ASSOCIATION professionnelle des magistrats (APM, droite) a fait part de sa satisfaction.

Les magistrats divisés après la nomination de MM. Benmakhlouf et Burgelin

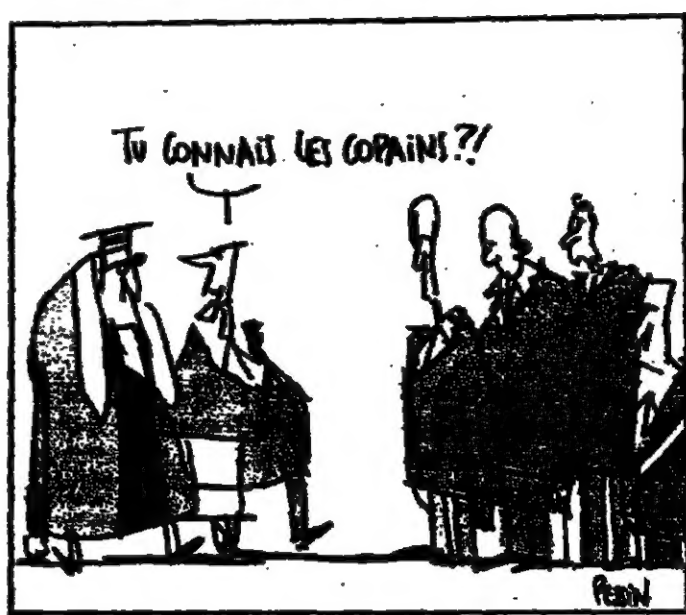
Tandis que le Parti socialiste s'inquiète de la mise en place d'un « Etat RPR » à la tête du parquet, l'avis des syndicats professionnels diverge : le Syndicat de la magistrature (gauche) crie au « coup de force », mais l'USM (modérée) se refuse à tout procès d'intention

MÊME ATTENDUE, la nomination de Jean-François Burgelin et d'Alexandre Benmakhlouf, deux magistrats très proches du pouvoir, mercredi 24 juillet en conseil des ministres, aux deux plus hauts postes du ministère public en France, a suscité une vague de réactions critiques. Le Parti socialiste, par la voix de son délégué national à la Justice, Marie-Pierre de La Gontrie, a concentré ses attaques sur la nomination de l'actuel directeur du cabinet du garde des sceaux, Alexandre Benmakhlouf, au poste de procureur général près la cour d'appel de Paris. « Le gouvernement poursuit avec obstination (...) la mise en place de l'Etat RPR à la tête de la Justice », indique le communiqué du PS. « Toute la hiérarchie du parquet de Paris, compétente sur l'ensemble du territoire et

bien entendu sur Paris et sur l'Ile-de-France, qui se trouve directement concernée par les affaires de financement du RPR, est donc, aujourd'hui, occupée par des magistrats très proches du pouvoir. » La nomination de l'ancien procureur général de Rouen, Gabriel Bestard, au poste de procureur de la République à Paris, rendue publique en pleine polémique judiciaire sur l'appartenance du premier ministre (Le Monde du 1^{er} novembre 1995), avait déjà suscité la méfiance de l'opposition, renforcée depuis par les décisions de classement successivement prises par le nouveau procureur dans les affaires immobilières concernant MM. Juppé, Pandraud, Cabana et Tibéri, tous membres du RPR. Outre les nominations de MM. Benmakhlouf et Burgelin, le gouvernement a égale-

ment promu plusieurs magistrats du parquet qui ont eu à connaître des affaires hautement « signalées » : Jean-François Lorans, procureur de la République de Grenoble, devient procureur général de Besançon; Jean-Amédée Lathoud, procureur de la République de Lyon, et Jean-Louis Nadal, procureur général de Lyon, deviennent respectivement procureur général de Riom et d'Aix-en-Provence. C'est le directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, François Fallot, lui aussi réputé proche de M. Toubon, qui est nommé à la tête du parquet général de Lyon. Son remplacement à la tête de la direction la plus sensible de la chancellerie n'est pas encore connu.

« ATTRISTANT ET NAVRANT » Qualifiant d'« affaire assez grave » la nomination de proches du garde des sceaux à la tête du ministère public, Pierre Moscovici, secrétaire national du PS, chargé des études, et proche de Lionel Jospin, a déclaré au Monde que « M. Toubon [était] un homme politique avant d'être un garde des sceaux impartial ». Jeudi matin 25 juillet, Jack Lang a jugé, sur RTL, le choix de M. Benmakhlouf et Burgelin « attristant et navrant ». Pour l'ancien ministre socialiste, « il serait inimaginable, dans un quelconque autre pays démocratique d'Europe, que le directeur de cabinet du ministre de la Justice puisse être nommé patron du parquet de la capitale du pays ». Ancien ministre de la Justice, le maire (PS) d'Ades, Michel



Vauzelle, a affirmé « qu'un nouveau seul [venait] d'être franchi » avec la nomination de M. Benmakhlouf. « Après avoir échoué dans sa tentative d'intimider le Conseil supérieur de la magistrature pour la nomination de magistrats du siège, a conclu M. Vauzelle, le pouvoir aujourd'hui tient sa revanche : il illustre clairement son idée de l'indépendance de la magistrature. »

Chez les magistrats, seul le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) s'est réellement indigné des nominations annoncées, qu'il qualifie de « coup de force du pouvoir exécutif ». La promotion du directeur du cabinet de M. Toubon, estime le SM, est « l'aboutissement d'une véritable stratégie politicienne destinée à permettre à ce magistrat (...) de superviser l'activité des procureurs du ressort de la cour d'appel et de gérer au plus près le développement judiciaire des affaires susceptibles de mettre en cause la maîtrise de l'Etat et le RPR ». Envisageant sa critique, le SM affirme qu'« une telle situation est la conséquence logique d'un système observant qui permet à l'exécutif de maîtriser entièrement la nomination des magistrats du parquet, et de disposer par là même d'une influence réelle sur le déroule-

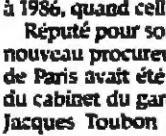
ment des affaires sensibles ». En toute logique, l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), proche de la majorité, n'a pas caché sa satisfaction. Georges Rench, président de l'APM, a qualifié MM. Burgelin et Benmakhlouf de « hauts magistrats aux qualités professionnelles reconnues et au-dessus de tout esprit partisan ». L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), organisation majoritaire, s'est pour sa part montrée soulagée que le pouvoir éide un conflit ouvert avec le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) au sujet de M. Benmakhlouf, qui voulait initialement devenir président de la cour d'appel de Paris, un poste sur lequel le CSM, où l'USM détient la majorité, dispose du pouvoir de décision. Le secrétaire général de l'USM, Valéry Tuvy, a estimé que la nomination de M. Benmakhlouf « n'est ni un obstacle juridique, ni un obstacle politique », ajoutant que M. Burgelin avait quant à lui « toutes les qualités requises ». Le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche), enfin, a regretté que le pouvoir politique ait « tendance à confondre indépendance de la magistrature et méthode américaine de sélection des hauts magistrats en fonction de leur sensibilité ou affinité politique ».

Jean-Michel Dumay et Hervé Gattegno

Pierre Mérand à la tête du SCPC

Le procureur général d'Aix-en-Provence, Pierre Mérand, succède à Bernard Chaila à la tête du service central de prévention de la corruption (SCPC). Créé en 1993 et placé sous l'autorité du garde des sceaux, ce service rend des « avis » juridiques sur les faits qui lui sont soumis, entre autres, les collectivités. Le poste de M. Chaila était vacant depuis le 12 décembre 1995, date à laquelle il avait été nommé conseiller à la Cour de cassation.

A soixante-deux ans, Pierre Mérand prend les rennes d'un service controversé. Le 11 juillet 1995, le SCPC avait été saisi par des élus socialistes pour rendre un avis sur le cas de l'attribution d'un appartement de la Ville de Paris au fils d'Alain Juppé, après que le parquet de Paris eut refusé d'ouvrir une information à ce sujet. Cette saisine avait provoqué la colère de Jacques Toubon, qui avait assuré par avance que le SCPC n'était « pas habilité à constater les infractions pénales ». Le SCPC avait estimé, le 25 septembre, qu'un cas similaire à celui de l'appartement HLM du fils d'Alain Juppé constituait bien un délit d'ingérence.



Portrait

Il a été le secrétaire général adjoint de 1984 à 1986, quand celle-ci se forgeait une identité. Réputé pour son calme et son impassibilité, le nouveau procureur général près la cour d'appel de Paris avait été appelé à prendre la direction du cabinet du garde des sceaux, dès l'arrivée de Jacques Toubon place Vendôme en mai 1995.

Alexandre Benmakhlouf, maître des opportunités

HOMME DE COULOIR plus que de prétoire, Alexandre Benmakhlouf est un proche de Jacques Chirac, avec qui il a travaillé étroitement comme conseiller technique à Matignon d'avril 1986 à mai 1988, pendant la première cohabitation, et comme conseiller juridique à la Mairie de Paris de juin 1989 à octobre 1991. Pourfendeur de la gauche judiciaire dans les années 80, il appartient à la vieille garde de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite).

Il a été le secrétaire général adjoint de 1984 à 1986, quand celle-ci se forgeait une identité. Réputé pour son calme et son impassibilité, le nouveau procureur général près la cour d'appel de Paris avait été appelé à prendre la direction du cabinet du garde des sceaux, dès l'arrivée de Jacques Toubon place Vendôme en mai 1995.

L'absence de conseiller technique à l'action publique à ce cabinet a fait de lui le gestionnaire discret des affaires et l'interlocuteur politique des parquets, via la direction des affaires criminelles et des grâces.

Né le 9 septembre 1939 à Oran (Algérie), ce fils d'avocat, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris, est diplômé d'études supérieures de droit privé. Il a d'abord été substitut à Meaux (Seine-et-Marne) en 1970, puis à Versailles (Yvelines) en 1972, avant d'être détaché pour une dizaine d'années à la chancellerie.

Alexandre Benmakhlouf était vice-président du tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) lorsque Jacques Chirac l'a appelé à Matignon en 1986.

DIFFICILE À DÉCRYPTER On ne le reverra dans les palais qu'entre 1991 et 1993 en tant que président de chambre à la cour d'appel de Versailles. En novembre 1993, toujours au ministère de la Justice, il est nommé directeur des affaires civiles et du sceau. Sa fonction de directeur de cabinet du garde des sceaux lui avait valu le grade d'avocat général à Paris.

Personnage énigmatique et courtois, amateur de livres anciens, celui qui aura la maîtrise de l'opportunité des poursuites sur Paris et l'Ile-de-France est, selon ses amis, un homme de principes et d'idées, auxquelles il reste fermement attaché.

Ceux qui ne le partagent pas parlent, quant à eux, d'un homme difficile à décrypter, silencieux, d'une discrétion qui confine au secret. Avec l'appui de son ministre, ce magistrat au profil florentin briguait la place de premier président de la cour d'appel de Paris, avant que cette candidature ne cristallise le conflit qui opposa récemment le Conseil de la magistrature à l'Elysée.

Jean-François Burgelin, serviteur zélé du pouvoir

SA FRANCHISE, sa sincérité, pour les uns, ses lapsus, pour les autres, lui ont valu une étiquette de serviteur zélé du gouvernement. « Si par malheur le délit était constitué », avait dit Jean-François Burgelin à propos de l'affaire de l'appartement d'Alain Juppé, dont l'Association des magistrats parisiens avait mis en cause les conditions d'acquisition.

Le procureur général près la cour d'appel de Paris estimait qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre le premier ministre, alors que le procureur de la République de Paris, Bruno Cotte, avait classé la plainte en raison de « l'opportunité de poursuites », mais en indiquant que « le délit de prise illégale d'intérêt lui était apparu comme constitué ».

Ancien directeur du cabinet d'Alain Chabaud au ministère de la Justice en 1986, M. Burgelin avait été nommé au poste-clé de procureur général près la cour d'appel de Paris en février 1994, par Pierre Méhaignerie. Né le 17 décembre 1936 à Metz, M. Burgelin a effectué l'essentiel de sa carrière comme magistrat du siège, avec un détour par le cabinet du giscardien Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travaux imputés, en 1976. Directeur de l'Ecole nationale de la magistrature en 1978, il était devenu, en 1982, président de chambre à la Cour d'appel de Paris.

BAVARD A l'opposé de son successeur, Alexandre Benmakhlouf, M. Burgelin fait figure de bavard, et ses prises de position passent rarement inaperçues. A la fin de 1994, au nom de « l'intérêt de la bonne administration de la Justice », il prône le dessaisissement du juge Halphen dans l'affaire Schuller-Marchal, avant de nuancer ses propos indiquant que la notion de « bonne administration de la Jus-

Jean-François Burgelin, serviteur zélé du pouvoir

« tice », dans une affaire aussi complexe, peut évoluer. A l'automne 1995, il estime qu'il n'y a pas infraction dans l'affaire de l'appartement de M. Juppé.

A l'audience de rentrée de la cour d'appel de Paris, le 9 janvier 1996, il insiste cette fois, au risque de provoquer un tollé chez les magistrats soucieux de leur indépendance, sur la prudence à adopter en matière de lutte contre la corruption.

« Si tout le monde s'accorde sur la nécessité qu'il y a de lutter contre la corruption, dit-il, et si personne ne conteste à la magistrature le rôle prépondérant qu'elle entend mener en cette matière, de nombreuses voix s'élèvent pour mettre en garde les juges contre la tentation qu'ils pourraient avoir de s'écarter en justifiant. » Si le « feu de la Justice » doit passer sur la corruption, continue-t-il, c'est un feu avec lequel les juges ne doivent pas « jouer », sans à prendre le risque que « la démocratie » ne s'y brûle.

Jugé trop « interventionniste » par ses détracteurs, M. Burgelin apparaît néanmoins moins « politique » que M. Benmakhlouf qui lui succédera, en tout cas moins charismatique. Dans une interview au Monde, Yves Mény, directeur du Centre Robert-Schuman-Institut universitaire européen de Florence et auteur de La Corruption de la République, donnait ainsi la clé du personnage (Le Monde du 15 janvier) : « Le ministre de la Justice [Jacques Toubon] affirme qu'il ne donne pas d'instructions de non-poursuite dans les affaires individuelles, mais il s'agit d'une version pieuse pour enfants sages ! Il y a en effet mille et une façons de faire savoir à mi-voix ce que souhaite le gouvernement. Prenez le récent discours de M. Burgelin : en s'interrogeant sur la notion d'abus de biens sociaux et en recommandant la prudence en matière de lutte anti-corruption, il répond en fait, directement, aux préoccupations de son maître. » C'est ce qui s'appelle une réputation.

J.-M. Dy

Magistrats ou fonctionnaires, l'ambiguïté des « parquetiers »

LES CIRCONSTANCES qui ont entouré la nomination d'Alexandre Benmakhlouf au poste de procureur général près la cour d'appel de Paris soulignent d'un trait caricatural la dépendance des magistrats du parquet à l'égard du pouvoir politique.

Pourtant, depuis le XVIII^e siècle, de puis le XIX^e siècle, de puis le XX^e siècle, le pouvoir politique a toujours été un véritable pouvoir judiciaire alors qu'ailleurs, la dépendance du parquet existe toujours mais de manière plus subtile, plus discrète, en bénéficiant soit à de

petits pouvoirs locaux soit à des puissances économiques.

En France, à droite comme à gauche, beaucoup considèrent qu'il est normal qu'un gouvernement dispose des moyens lui permettant d'appliquer une politique pénale cohérente sur l'ensemble du territoire. Mais derrière ce qui apparaît comme un but honorable se cache parfois des intentions moins avouables. Ce n'est pas sur les grandes options judiciaires du gouvernement que le bât blesse, mais sur ce que l'on appelle « la gestion des affaires individuelles ». Par le biais de « l'opportunité des poursuites », elle aussi consacrée par la loi, le parquet peut « classer sans suite » une affaire qui dérange le pouvoir. Supprimer cette prérogative du parquet reviendrait à installer le système dit de « la poursuite légale » qui criminalise une poursuite automatique de toutes les infractions constatées.

Sédulants en apparence, ce système, pratiqué dans quelques pays, revient en fait à transférer le classement du parquet vers le juge. Dans de nombreux cas, le refus de poursuivre est nécessaire et les juristes évoquent souvent des décisions d'opportunité prises en matière d'usage de stupéfiants ou pour des infractions en relation avec de graves troubles sociaux. Mais la liste

des classements « honorables » est bien plus élevée, car elle contient une foule de cas particuliers où l'abandon des poursuites constitue la meilleure réponse sociale. Si cette prérogative se justifie, il est bien difficile d'empêcher son détournement.

Certes, la plainte en constitution de partie civile permet de forcer la mise en mouvement de la machine judiciaire lorsque le parquet se montre peu empressé. Cependant, cette disposition, même si elle a un rôle régulateur, possède aussi ses effets pervers. Trop souvent utilisée comme arme politique, elle a perdu une grande partie de son crédit et le combat procédural avec le parquet prend parfois des allures de joutes pardaennes dont la justice ne sort pas grande.

Si les magistrats du parquet considèrent dans leur ensemble qu'il est bien difficile de supprimer le lien hiérarchique avec le ministère de la Justice et le principe de l'opportunité des poursuites, ils souhaitent cependant bénéficier d'une plus grande autonomie, surtout sur le plan politique. Tel qu'il est rédigé actuellement, le statut des membres du parquet les place dans une position délicate, car la carrière de ces magistrats dépend de la chancellerie. En outre, la nomination des procureurs généraux étant décidée en

Maurice Peyrot

M. Chirac menacées par

Le ministre de la Justice, Jacques Toubon, a annoncé la nomination de Jean-François Burgelin et d'Alexandre Benmakhlouf aux postes de procureur général près la cour d'appel de Paris et de procureur général près la Cour de cassation. Cette nomination a suscité de nombreuses réactions critiques. Le Parti socialiste, par la voix de son délégué national à la Justice, Marie-Pierre de La Gontrie, a concentré ses attaques sur la nomination de l'actuel directeur du cabinet du garde des sceaux, Alexandre Benmakhlouf, au poste de procureur général près la cour d'appel de Paris. « Le gouvernement poursuit avec obstination (...) la mise en place de l'Etat RPR à la tête de la Justice », indique le communiqué du PS. « Toute la hiérarchie du parquet de Paris, compétente sur l'ensemble du territoire et bien entendu sur Paris et sur l'Ile-de-France, qui se trouve directement concernée par les affaires de financement du RPR, est donc, aujourd'hui, occupée par des magistrats très proches du pouvoir. » La nomination de l'ancien procureur général de Rouen, Gabriel Bestard, au poste de procureur de la République à Paris, rendue publique en pleine polémique judiciaire sur l'appartenance du premier ministre (Le Monde du 1^{er} novembre 1995), avait déjà suscité la méfiance de l'opposition, renforcée depuis par les décisions de classement successivement prises par le nouveau procureur dans les affaires immobilières concernant MM. Juppé, Pandraud, Cabana et Tibéri, tous membres du RPR. Outre les nominations de MM. Benmakhlouf et Burgelin, le gouvernement a également promu plusieurs magistrats du parquet qui ont eu à connaître des affaires hautement « signalées » : Jean-François Lorans, procureur de la République de Grenoble, devient procureur général de Besançon; Jean-Amédée Lathoud, procureur de la République de Lyon, et Jean-Louis Nadal, procureur général de Lyon, deviennent respectivement procureur général de Riom et d'Aix-en-Provence. C'est le directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, François Fallot, lui aussi réputé proche de M. Toubon, qui est nommé à la tête du parquet général de Lyon. Son remplacement à la tête de la direction la plus sensible de la chancellerie n'est pas encore connu.

Le ministre de la Justice, Jacques Toubon, a annoncé la nomination de Jean-François Burgelin et d'Alexandre Benmakhlouf aux postes de procureur général près la cour d'appel de Paris et de procureur général près la Cour de cassation. Cette nomination a suscité de nombreuses réactions critiques. Le Parti socialiste, par la voix de son délégué national à la Justice, Marie-Pierre de La Gontrie, a concentré ses attaques sur la nomination de l'actuel directeur du cabinet du garde des sceaux, Alexandre Benmakhlouf, au poste de procureur général près la cour d'appel de Paris. « Le gouvernement poursuit avec obstination (...) la mise en place de l'Etat RPR à la tête de la Justice », indique le communiqué du PS. « Toute la hiérarchie du parquet de Paris, compétente sur l'ensemble du territoire et bien entendu sur Paris et sur l'Ile-de-France, qui se trouve directement concernée par les affaires de financement du RPR, est donc, aujourd'hui, occupée par des magistrats très proches du pouvoir. » La nomination de l'ancien procureur général de Rouen, Gabriel Bestard, au poste de procureur de la République à Paris, rendue publique en pleine polémique judiciaire sur l'appartenance du premier ministre (Le Monde du 1^{er} novembre 1995), avait déjà suscité la méfiance de l'opposition, renforcée depuis par les décisions de classement successivement prises par le nouveau procureur dans les affaires immobilières concernant MM. Juppé, Pandraud, Cabana et Tibéri, tous membres du RPR. Outre les nominations de MM. Benmakhlouf et Burgelin, le gouvernement a également promu plusieurs magistrats du parquet qui ont eu à connaître des affaires hautement « signalées » : Jean-François Lorans, procureur de la République de Grenoble, devient procureur général de Besançon; Jean-Amédée Lathoud, procureur de la République de Lyon, et Jean-Louis Nadal, procureur général de Lyon, deviennent respectivement procureur général de Riom et d'Aix-en-Provence. C'est le directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, François Fallot, lui aussi réputé proche de M. Toubon, qui est nommé à la tête du parquet général de Lyon. Son remplacement à la tête de la direction la plus sensible de la chancellerie n'est pas encore connu.

هكذا من الناحية

M. Chirac manifeste sa sollicitude aux PME menacées par la conjoncture économique

Le chef de l'Etat craint le mécontentement des petits patrons

Jacques Chirac a réuni jeudi 25 juillet, à l'Elysée, le comité de pilotage du plan annoncé à la fin de 1995 à Bordeaux par Alain Juppé en fa-

veur des petites et moyennes entreprises. Mercredi, le chef de l'Etat s'est rendu à Châtelleraut (Vienne), dont le maire est Edith Cresson (PS),

pour y rencontrer des chefs de PME. La conjoncture défavorable affecte particulièrement les petites entreprises.

CHÂTELLERAUT
de notre envoyée spéciale

Les « clientèles » privilégiées du président de la République ne se portent pas très bien. Les agriculteurs se débattent avec l'affaire de la « vache folle », les militaires gèrent des restructurations douloureuses. Restent les PME. La crainte de Jacques Chirac est que ces petites et moyennes entreprises, fragilisées par une conjoncture morose, ne se laissent emporter, à leur tour, par la dépression.

C'est donc à titre préventif que le chef de l'Etat a tenu à leur manifester son attention. Avant d'accueillir, jeudi 25 juillet, à l'Elysée, la réunion exceptionnelle du comité de pilotage du plan PME-PMI, Jacques Chirac s'est rendu, mercredi 24 juillet à Châtelleraut, dans la Vienne, pour une rencontre avec une vingtaine de dirigeants de petites entreprises.

L'opération avait été montée avec soin par Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat et président de la région Poitou-Charentes, qui avait symboliquement retenu la ville dont Edith Cresson est le maire.

DOLÉANCES

Entre M. Chirac et l'ancien premier ministre socialiste, la conversation est assurée dès lors qu'il s'agit de s'en prendre aux banques ou aux administrations. Devant un public qu'ils savent particulièrement sensible à ce type de réquisitoire, M. Chirac et M. Cresson ont pu jouer, sans retenue, leur partition favorite.

Dans un département où 94 % des entreprises ont moins de dix salariés, les petits patrons se sont fait l'écho des doléances des PME françaises : un imbroglio de textes juridiques qui handicapent les pro-

cessaires de transmission d'entreprise ; l'allongement des délais de paiement ; les problèmes de crédit ; la pression de la concurrence internationale.

« C'est à partir de la croissance que nous rétablirons l'emploi », a observé M. Chirac après deux heures d'entretien à huis clos, mais la croissance ne vient pas de l'extérieur. C'est nous qui la faisons par notre aptitude à surmonter les difficultés et notre volonté de développer au maximum la capacité à innover des PME. » Celles-ci, a-t-il ajouté, jouent « un rôle irremplaçable dans le dynamisme de la nation ».

Le chef de l'Etat a abordé aussi la question de la réduction du temps de travail, que les patrons de PME regardent avec circonspection.

Très sur le volet par M. Raffarin, les chefs d'entreprise invités à participer à la table ronde ont apprécié cette visite présidentielle. Dominique Lenoir, président de l'Union patronale de la Vienne et patron de l'Atelier de réalisation industrielle (ARI), qui accueillait la rencontre dans ses locaux, en espère « un coup de pouce à l'application du plan ». « Le président est dans le camp des PME », leur a assuré M. Raffarin.

TABLEAU MOROSE

Les petites entreprises ont bien besoin de ce soutien. L'enquête structurelle de conjoncture du Crédit d'équipement des PME (Cepme) dresse un tableau morose de leurs activités. Le millier d'entreprises interrogées prévoient

une hausse de 1,3 % en moyenne de leur chiffre d'affaires cette année, contre 4,2 % en 1995. Le rythme d'embauche s'est ralenti, et les trésoreries se ressentent dangereusement, surtout dans le bâtiment et le tourisme. 67 % des chefs d'entreprise jugent leur rentabilité satisfaisante, contre 73 % en juin 1995.

L'investissement se maintient, mais l'enquête relève qu'« en cas d'atonie persistante de la demande, les dirigeants de PME pourraient ralentir le rythme de renouvellement de leur outil de production ». L'insuffisance de la demande est en effet considérée comme le premier facteur de limitation de l'investissement.

A la sollicitude du chef de l'Etat correspond celle du premier ministre, Alain Juppé, qui a réuni, jeudi dans la matinée, un comité interministériel sur le plan PME-PMI. Celui-ci devrait être une des tâches de chapitre de la communication gouvernementale à la rentrée.

Pascale Caussat

Chambre de commerce de Marseille : critiques contre la « petite semaine »

L'ACCORD signé à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Marseille pour la « petite semaine » de travail de quatre jours (Le Monde du 24 juillet) a été critiqué, mercredi 24 juillet, par le ministère de l'Industrie, qui regrette cette initiative « isolée » et juge que « le coût de l'opération pèsera sur les entreprises de la région qui financent en partie la CCI, via la taxe professionnelle ». L'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI) juge, elle aussi, « malencontreuse » une décision qui « ne peut en aucun cas servir de référence aux discussions actuellement en cours dans l'institution consulaire ». Henri Roux-Alezais, président de la chambre de Marseille, qui s'était jusqu'à présent refusé à diffuser la moindre information sur l'accord, a répondu qu'il s'agit d'un « malentendu, basé sur une information incomplète ». Selon lui, le coût de l'opération serait de « 19 millions de francs, financés à hauteur de 10 millions de francs par le personnel, qui abandonne notamment 3 millions de francs d'avantages acquis, le reste provenant d'économies de fonctionnement ».

DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT** : dans la polémique qui l'oppose à Alphonse Arzel, sénateur (UDF-FD) du Finistère et président du syndicat des communes bretonnes victimes de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz en 1978 (Le Monde du 24 juillet), M. Christian Huglo, mari du ministre de l'environnement Corinne Lepage, a indiqué qu'il avait signé, le 16 juillet, un premier chèque de 1,7 million de francs (sur une somme de 4,8 millions qu'il doit au syndicat), sous réserve, notamment, d'un pourvoi en cassation. M. Huglo précise, d'autre part, qu'il n'y a pas de différend entre les victimes de l'Amoco-Cadiz et M. Lepage, mais entre la SCP d'avocats Huglo et associés et M. Arzel.

■ **MONNAIE** : Alain Juppé a déclaré, mercredi 24 juillet, devant les chefs des postes d'expansion économique réunis à Paris, que « nous devons aller vers une plus grande stabilité monétaire mondiale, condition essentielle à une croissance durable ». Il a dénoncé les dévaluations compétitives, qui « nuisent gravement à l'équité des échanges en Europe ».

■ **ASSURANCE-MALADIE** : Georges Jollès (CNFP), vice-président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, propose la création d'une « cellule de crise » chargée d'élaborer des « mesures d'urgence » pour freiner la dérive des dépenses de santé. Faut-il de quoi, prévient-il dans un entretien publié par Le Quotidien du médecin mercredi 24 juillet, « il faudra réfléchir à des moyens moins sympathiques ».

Hausse des dépôts de bilan au premier semestre

Le nombre des défaillances d'entreprise croît depuis l'automne 1995. La SFAC (Société française d'assurance-crédit) en a dénombré 16 593 au premier trimestre 1996 et 17 393 au deuxième, le plus mauvais résultat trimestriel depuis la fin 1993.

Les secteurs les plus touchés, en comparaison avec le premier semestre 1995, sont le bâtiment et les travaux publics, avec une hausse de 16 % du nombre des défaillances, l'immobilier (+14 %) et les cafés-restaurants (+13 %). Parmi les plus grosses entreprises défaillantes, on retrouve trois sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs : IFL Dapta Mallinjo (meubles, décolletage et travail des métaux), le promoteur immobilier Pierre 1^{er} et la Lainière de Roubaix (textile).

En dehors de la morosité de la conjoncture, la SFAC souligne la faiblesse de l'économie allemande, qui explique, selon elle, l'augmentation des défaillances en Alsace (+35 %) et en Lorraine (+23 %).

M. Juppé réduit le temps de travail à la mairie de Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondant

En s'installant dans le fauteuil de Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux, Alain Juppé n'a pas oublié qu'il succédait au père de la « Nouvelle Société ». Dès son arrivée, le nouveau maire a laissé entendre qu'il comptait poursuivre l'œuvre de son prédécesseur, qui avait déjà fait de sa mairie un « laboratoire social » en signant quinze contrats de progrès durant son « règne ».

Le seizième, signé par M. Juppé et Force ouvrière, largement majoritaire dans les services municipaux - qui comptent 4 125 salariés, dont 695 contractuels et plus de 400 personnes en contrat emploi-solidarité - porte sur la durée du temps de travail. Il vise à passer de trente-sept à trente-cinq heures hebdomadaires sans diminution de salaire, en maîtrisant la progression de la masse salariale (800 millions de francs en 1996, soit 51 % du budget de fonctionnement de la ville), donc sans augmentation de la pression fiscale. La CFDT a attendu plusieurs semaines pour parapher le document, tandis que la CGT, qui n'a jamais signé aucun accord avec l'administration bordelaise, reste sur sa position.

« Nous avons signé le lancement d'un processus, explique Georges Dubernet, secrétaire de FO des employés municipaux de Bordeaux. Ce contrat vise à améliorer le service public, en le rendant plus compétitif. Pour nous, c'est une façon de lutter contre les privatisations. Si l'administration espère un meilleur rendement, nous souhaitons que ce contrat ait une influence bénéfique sur l'emploi en permettant, au minimum, de remplacer les départs à la retraite, ce qui n'est plus le

cas depuis plusieurs années, et en intégrant des vacataires. »

Le contrat de progrès devrait aboutir à une nouvelle organisation du travail, qui sera effective au plus tard le 1^{er} septembre 1997. Cette date concerne essentiellement le personnel des écoles, qui pourra ainsi commencer l'année scolaire selon les nouvelles dispositions. Pour les syndicats, les discussions actuellement menées avec Jean-Jacques Ardouin, secrétaire de la mairie, et Claude Bocchio, adjoint au maire chargé de l'administration générale, doivent continuer en respectant deux préalables : ne pas toucher à la journée continue là où elle existe (principalement dans les services techniques) et être menées dans la plus grande transparence, avec la participation des agents.

GROUPES DE « PILOTAGE »

Pour M. Dubernet, le « réaménagement doit se faire par secteurs d'activité, chacun ayant ses spécificités ». « Il est donc essentiel, souligne-t-il, que chaque service soit directement impliqué dans la négociation. Les groupes de « pilotage » qui vont se mettre en place début septembre devront intégrer cette donnée. »

En signant ce contrat de progrès, FO confirme son attachement à la politique contractuelle, dans la mesure où elle suppose une collaboration qui engage les uns et les autres. Pour le premier ministre, il s'agit de créer une nouvelle dynamique au sein des municipalités de Bordeaux et de montrer sa capacité à réussir sur le plan social. C'est aussi une façon de ne pas laisser à d'autres maires l'exclusivité d'initiatives largement médiatisées. - (Interim.)

L'agence de l'énergie atomique de Vienne va expertiser les atolls de Polynésie

LES EXPERTS de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) séjourneront à Mururoa jusqu'en 1998, a indiqué, jeudi 25 juillet, à Papeete, le vice-amiral André Le Berre, commandant supérieur des forces armées en Polynésie.

Le but de cette mission, dont les travaux seront rendus publics, est d'effectuer le bilan radiologique de Mururoa et de Fangataufa, les deux sites des essais nucléaires français. « L'AIEA est une agence internationale totalement indépendante, a-t-il ajouté, et la France est le seul pays membre du « club » nucléaire à laisser une telle organisation travailler sur le lieu de ses expérimentations. »

Les spécialistes de l'Agence de Vienne auront pour tâche d'établir des « projections géologiques » du site, c'est-à-dire qu'ils vont tenter de prévoir les différents scénarios de l'évolution géologique des

atolls, les résultats de leurs premiers travaux devraient être connus dès 1998.

DÉMANTÈLEMENT

Le vice-amiral Le Berre a confirmé les projets de la France, à savoir le démantèlement des installations, la remise d'une partie du matériel au Territoire et aux communes, et enfin le retour à la nature des deux atolls, avec néanmoins le maintien d'une équipe de surveillance d'une trentaine de légionnaires.

Ces derniers seront installés sur la base de Hao (à 200 kilomètres au nord de Mururoa), une installation militaire qui sera renforcée au cours des prochains mois et qui passera de cent cinquante hommes à quatre cents en 1998, avec pour mission la mise en œuvre de la piste aérienne.

Sur les mille trois cents militaires de la direction des centres

d'expérimentations nucléaires (Dircen), un millier vont rentrer en métropole et deux cent cinquante seront affectés au renforcement de la base de Hao. Quant à la reconversion des trois cents employés civils recrutés localement, elle devrait prendre plusieurs aspects, avec le versement d'une prime de départ de 500 000 francs en moyenne, un reclassement dans la fonction publique (éducation nationale ou DOM-TOM) ou des aides financières pour la création d'entreprises.

Enfin, le vice-amiral Le Berre a précisé que les forces armées en Polynésie (deux mille hommes) seront peu touchées par les restructurations militaires mises en œuvre en métropole, avec, au contraire, une extension de la formule du service militaire adapté (SMA) déjà présent aux Marquises, à Tuamotu et dans d'autres archipels de Polynésie.

PROGRAMME ÉOLIEN FRANÇAIS (ÉOLE 2005) APPEL A CANDIDATURES

1 - OBJET
Dans le cadre du programme ÉOLE 2005, EDF en collaboration avec le Ministère de l'Industrie et l'ADEME, lance un premier appel à candidatures pour la fourniture, par des producteurs autonomes, d'électricité d'origine éolienne pour une puissance totale de 50 MW.

Cet appel à candidatures comporte deux tranches. La première, d'environ 15 MW est réservée aux propositions ayant déjà mesuré le potentiel éolien de leurs sites. La deuxième tranche, de 35 MW, est ouverte aux propositions qui auront équipé leurs sites de systèmes de mesures le 31 octobre 1996 au plus tard.

2 - PRÉSELECTION DES CANDIDATS
Les entreprises ou groupements d'entreprises (constitués ou à constituer) désireux de participer à ce programme doivent proposer leur candidature pour la première et/ou la deuxième tranche du programme. EDF, les Ministères concernés (l'Industrie, l'Environnement et la Recherche) et l'ADEME procéderont à une présélection à partir des documents (rédigés en langue française) fournis par les candidats. Un dossier de consultation sera ensuite envoyé à chaque présélectionné.

Les critères de présélection mesureront la capacité du proposant et de ses partenaires et fournisseurs à mener à bien un projet éolien. Les garanties nécessaires doivent être apportées dans les domaines suivants :

- Niveau de qualification :
 1. Références techniques antérieures sur les aérogénérateurs ou leurs composants ;
 2. Système d'assurance qualité ou certification des matériels utilisés (aérogénérateur et/ou composants) ;
 3. Références en terme de montage de projets éoliens (sites et puissance installée, date de mise en service) ou d'autres projets industriels comparables ;
 4. Références en terme d'exploitation de centrales éoliennes (sites et puissance installée, date de mise en service et disponibilité des éoliennes) ou d'autres installations de production d'électricité.
- Capacité financière à mener à bien un projet éolien.

3 - CRITÈRES DE SÉLECTION DES PROJETS
A titre d'information, les critères de sélection des projets seront les suivants :

- Le prix d'achat du KWh figurant dans l'offre
 - L'intérêt économique des projets
 - L'intérêt à terme des solutions techniques retenues
 - La fiabilité technique et financière
 - Le respect de l'environnement
 - L'avis des collectivités territoriales
- Par ailleurs, une certaine diversité sera recherchée vis à vis :
- Des régions d'implantation
 - Des aérogénérateurs utilisés
- La puissance des installations éoliennes, sur un site donné, sera comprise entre 1,5 MVA et le plafond légal de 8 MVA.

4 - TERRITOIRES CONCERNÉS
Les installations éoliennes, objets de ce programme, seront installées sur les territoires de métropoles et des Départements d'Outre-Mer desservis par EDF au titre de concessions de distribution publique.

5 - CALENDRIER
La date limite de réponse pour la présélection est le 1^{er} octobre 1996.
Les présélectionnés (pour les 2 tranches) seront avisés à compter du 15 octobre 1996.
Les dossiers de consultation concernant la première et la deuxième tranche seront adressés aux présélectionnés avant le 1^{er} novembre 1996.
La date limite de réponse pour la première tranche est le 31 décembre 1996.
La date limite de réponse pour la deuxième tranche est le 30 avril 1997.

6 - ADRESSE DE RÉCEPTION DES RÉPONSES
Les dossiers de présélection doivent parvenir avant le 1^{er} octobre 1996 à 12 heures par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Direction des Études & Recherches
Département Machines
6, Quai Watier BP 49
78401 CHATOU Cedex

Les dossiers doivent parvenir sous double enveloppe. L'enveloppe extérieure devra porter les mentions suivantes : « Ne pas ouvrir » et « Présélection du 1^{er} octobre 1996 pour l'appel à candidatures éolien ». L'enveloppe intérieure devra porter le nom du proposant et la mention suivante : « Présélection du 1^{er} octobre 1996 pour l'appel à candidatures éolien ».

7 - RENSEIGNEMENTS
Des renseignements complémentaires sur la procédure peuvent être obtenus auprès de :

A-R. LAALI
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Direction des Études & Recherches
6, Quai Watier BP 49
78401 CHATOU Cedex
Fax : 30 87 75 47



سكينة الرحيل

TERRORISME Un an après l'explosion d'une bombe dans une rame du RER B, à la station Saint-Michel, à Paris, les enquêteurs ont acquis la certitude qu'une seule et même

équipe de terroristes a organisé la série d'attentats et de tentatives d'attentats qu'a connue la France, du 25 juillet au 2 novembre 1995. ■ SI L'IDENTITÉ exacte des poseurs de

bombes pour chaque action terroriste reste à déterminer, les juges Bruguière et Le Vert ont réussi à établir l'organigramme du réseau, financé depuis Londres par Rachid

Ramda, alias « Abou Fares », aujourd'hui dans l'attente de son extradition de Grande-Bretagne, et coordonné en France par Ali Touchent, alias « Tarek », toujours en fuite.

■ LES FAMILLES des victimes devaient se rassembler place Saint-Michel, jeudi 25 juillet dans l'après-midi, pour célébrer la mémoire des huit personnes tuées dans le RER.

Une seule et même équipe a organisé la campagne d'attentats de 1995

Un an après l'explosion d'une bombe à la station Saint-Michel du RER parisien, les juges Bruguière et Le Vert ont acquis la certitude d'avoir « neutralisé » l'ensemble du réseau mis en place par le GIA algérien

LE PREMIER ANNIVERSAIRE de l'attentat commis le 25 juillet 1995 contre le RER parisien à la station Saint-Michel a provoqué, ces derniers jours, un renforcement discret des mesures de sécurité autour des lieux dits « sensibles », en particulier dans la capitale. Un an après cet attentat, qui devait être le premier d'une série meurtrière dont le bilan s'élève à huit morts et plus de cent trente blessés, les enquêteurs se trouvent toujours dans l'incapacité de dire qu'il a effectivement posé l'engin explosif dans une rame de la ligne B du RER. Les analyses des fragments de la bombe, confectionnée à partir d'une bouteille de gaz remplie d'un mélange de poudre, de clous et de boulons, n'ont permis la découverte d'aucun indice.

Paradoxalement, magistrats et policiers spécialisés dans la lutte antiterroriste ont acquis la conviction qu'en dépit de l'incertitude sur leurs identités, les auteurs de cet attentat ont, depuis, été « neutralisés ». Conduite par les juges Jean-Louis Bruguière et Laurence Le Vert, les investigations menées par la police judiciaire et les services de renseignement permettent en effet de conclure qu'une seule et même organisation a frappé - ou tenté de frapper - à neuf reprises sur le sol français.

Placée sous l'autorité de Boualem Bensaïd, un étudiant algérien de vingt-neuf ans spécialement dépeché par le GIA pour mener



une campagne terroriste et interpellé le 1^{er} novembre 1995, cette organisation comptait bien trois branches - les groupes de Vaulx-en-Velin, Chasse-sur-Rhône et Lille. Ses principaux membres sont aujourd'hui incarcérés, à deux notables exceptions près : Khaled Kelkal, chef du groupe de Vaulx-en-Velin, a été tué le 29 septembre, au cours d'une fusillade contre des gendarmes, et Ali Touchent, alias « Tarek », autre homme semble avoir été « activé » par les responsables du GIA en Europe pour accueillir Boualem Bensaïd, alias « Mehdi », à son arrivée

déchapper à toutes les recherches. Visé par un mandat d'arrêt international, le jeune homme figurait déjà sur la liste des personnes à interpellier, le 9 novembre 1993, dans un foyer de L'Hay-les-Roses, lors de la première grande opération policière contre les milieux islamistes. Mais il était, déjà, passé entre les mailles du filet.

COMPTABLE SCrupULEUX Entré en France en 1988, le jeune homme semble avoir été « activé » par les responsables du GIA en Europe pour accueillir Boualem Bensaïd, alias « Mehdi », à son arrivée

Chronologie

■ 11 juillet 1995 : deux tueurs assassinent l'imam Sahraoui et l'un de ses fidèles dans sa mosquée, à Paris.
■ 25 juillet : une bombe explose dans une rame du RER à la station Saint-Michel (8 morts, 84 blessés).
■ 17 août : une bombe de gaz explose près de la place Charles-de-Gaulle, à Paris (17 blessés).
■ 26 août : un engin explosif est découvert et désamorcé sur la voie du TGV Lyon-Paris, près de Cailloux-sur-Fontaines (Rhône).
■ 3 septembre : une bombe explose à Paris sur un marché du boulevard Richard-Lenoir (11^e arrondissement), blessant 4 personnes.

■ 4 septembre : une bombe est désamorcée dans une sanisette de la place Charles-Vallon (15^e arrondissement).
■ 7 septembre : une voiture piégée explose devant une école juive de Villeurbanne (Rhône), blessant 14 personnes.
■ 6 octobre : une bombe fait 13 blessés à proximité de la station du métro parisien Maison-Blanche, dans le 13^e arrondissement.
■ 17 octobre : une bombe explose dans une rame du RER entre les stations Musée-d'Orsay et Saint-Michel (19 blessés).
■ 2 novembre : les policiers interpellent à Lille un groupe d'islamistes qui s'apparentait à déposer une bombe de gaz sur un marché de la ville.

riques ont été passés sur le combiné portable de Kelkal, puis à un hôtel du 14^e arrondissement, qui ont permis de découvrir que les deux hommes y avaient loué une chambre les 23 et 24 juillet 1995.

Le 14 août, soit trois jours avant le deuxième attentat, Ali Touchent mentionnait dans son carnet l'achat de 2 200 francs de « friandises ». Boualem Bensaïd a indiqué, depuis, aux enquêteurs que ces « friandises » étaient en fait des boulons. Les pages suivantes signalent, dans le même esprit, de nombreux achats de « chocolats » et de « bonbons », qui désignent à l'évidence des matériaux autrement plus mortifères. Le 5 août, en revanche, le greffier-terroriste n'a pas pris la peine de dissimuler l'objet de la dépense engagée : « Total dépenses : 2 607 francs, dont 130 gaz + 100 tendeur + 119 F chariot + 300 F journaux + 300 F cabas + 200 F tickets de bus ». Un mois plus tard, le 4 septembre, une bombe sera désamorcée dans une sanisette de la place Charles-Vallon (15^e arrondissement) : l'engin était,

Des liens entre le groupe Kelkal et la rue Myrha

Si les deux assassins de l'imam Sahraoui n'ont pas été identifiés, le fusil Winchester qu'ils ont utilisé le 11 juillet 1995 a été formellement reconnu dans l'arme retrouvée le 27 septembre, sur le campement du groupe Kelkal. Le même fusil avait été utilisé, le 7 juillet, à Bron (Rhône), dans une fusillade entre Kelkal et ses complices et des policiers. Les assassins de l'imam Sahraoui avaient, en outre, abandonné rue Myrha un sac contenant, entre autres, 10 mètres de corde. Une autre partie de la même corde a été découverte dans l'appartement de la rue Frédéric-David (Paris, 16^e arrondissement), qu'occupait Boualem Bensaïd, l'envoyé du GIA. Dans son précédent logement parisien, boulevard d'Ornano, les policiers ont retrouvé deux bidons de chlorate, achetés au Brice de la porte d'Italie, dont un ticket de caisse avait aussi été trouvé au fond du sac « oublié » rue Myrha.

comme les précédents, composé d'une bouteille de gaz, mais cette fois dissimulée dans une sorte de cabas muni d'un chariot, le tout fixé à l'aide de tendeurs.

Nul ne sait si « Tarek » participait en personne à l'attentat de Saint-Michel, ni d'ailleurs à aucun autre. Aux policiers, Boualem Bensaïd l'a promptement présenté comme son supérieur direct - « J'ai rejoint les rangs des moudjahidines à la demande de Tarek », et affirmé qu'il faisait partie des poseurs de bombe du RER, le 17 octobre, jour de l'attentat de la gare d'Orsay. Le rôle de régisseur joué par Ali Touchent incluait en tout cas la réception des fonds en provenance d'Angleterre, d'où Rachid Ramda, alias « Abou Fares » - actuellement détenu en Angleterre et en attente d'une extradition vers la France - expédiait des virements vers un compte de la banque Riavaud, à Paris. L'interpellation, le 4 novembre à Londres, de cet autre membre du GIA a permis de compléter l'organigramme du réseau terroriste qui, en 1995, portait la guerre sainte sur le sol français.

Après la mort de Khaled Kelkal, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, avait indiqué avoir « le sentiment que c'est la même équipe qui a procédé aux différents attentats ». Alors jugé bâffi par bon nombre d'enquêteurs, ce pronostic n'a pas été démenti par les faits.

A. Da.

Hervé Gattegno

Le difficile travail de deuil des familles de victimes

LE 25 JUILLET 1995, Annick et son mari revenaient de faire des courses lorsque la radio leur a appris l'explosion à la station Saint-Michel. Le cœur d'Annick s'est emballé : elle savait qu'à cette heure-là Véronique, sa fille de vingt-six ans, empruntait cet itinéraire. Elle a appelé chez elle, demandé qu'elle se signale dès son retour. Vers 1 heure du matin, le téléphone a sonné. Véronique avait péri dans l'attentat. Depuis, « vous vous couchez avec l'angoisse, avec la douleur, et le matin, vous vous réveillez pareil », raconte Annick.

Longtemps, en quête d'oubli, elle a pris des somnifères. « Mais c'est abrutissant. On oublie, on s'endort, je croyais que je n'avais plus de rêves. Mais si, j'en ai encore ; enfin, si on peut appeler ça des rêves. Véronique y a toujours des accidents. Ou alors, je sens que je la perds. Je cours, je me précipite, mais elle s'échappe, elle s'en va, et je ne peux rien faire. Le 25 juillet, je n'ai pas su la protéger, et je m'en veux. J'aurais pu l'appeler, la retarder, faire quelque chose pour qu'elle ne prenne pas cette rame-là de RER. Des choses idiotes. »

Le travail de deuil des « attendants », c'est-

à-dire les proches des victimes ou les témoins mêmes d'un drame, est plus compliqué que lors de deuils « normaux ». Non seulement on y fait l'expérience de la méchanceté humaine, mais « plus l'agresseur est impliqué dans l'acte, tel un attentat, un viol ou des tortures, plus le traumatisme de la mort est mal vécu », explique le professeur Louis Crocq, président de la cellule médico-psychologique d'urgence couplée au SAMU mise en place le 28 juillet 1995. Depuis un an, des attendants racontent à des psychologues ce qu'ils ont vécu et ressenti. « Plus les soins sont précoces, insiste le professeur Crocq, moins les séquelles sont sévères. »

« PAS LE DROIT D'OUBLIER » Les familles se voient également distribuer des formulaires qui les éclairent sur les troubles qu'elles risquent d'éprouver, comme Annick : cauchemars, sentiments de culpabilité et de vulnérabilité notamment. Ils disparaissent plus vite si l'on comprend ce qui les a provoqués.

Annick a rencontré un psychologue de

l'Inavem (Institut national d'aide aux victimes et de médiation) une partie de l'année, qui l'a aidée à surmonter son changement d'état. Mais elle a cessé de le rencontrer, « parce que ça me coûte, d'y aller ». « Je ne sais pas si ma douleur aurait été différente si Véronique avait disparu dans un accident de voiture : on est préparé à cette idée, on sait que ça peut arriver. Mais l'attentat, on ne Pa pas vu. Je ne sais pas si ma peine aurait été différente. Je ne connais pas celle-là », constate-t-elle. Jeudi après-midi, avec son mari et la sœur de Véronique, elle devait aller se recueillir à la fontaine de la place Saint-Michel, en compagnie des autres familles et victimes de la vague d'attentats de l'été 1995. « Au bout d'un an, c'est curieux, reprend Annick, quand on entend parler des attentats, ça nous fait mal. En même temps, on a besoin qu'on se souvienne de notre fille. Les gens n'ont pas le droit d'oublier que les victimes comme elle paient pour on ne sait pas quoi. Si on pense à eux, ils sont vivants quelque part. »

Aude Dassonville

Les Savoies développent une politique de prévention des incidents géologiques

LES ALPES sont imprévisibles. Et pas seulement pour les amoureux de l'escalade. Les coulées de boue et les crues consécutives aux intempéries qui ont nécessité, mercredi 24 juillet, l'évacuation de neuf cents personnes à Bourg-Saint-Maurice (Savoie), ont été précédées ces dernières semaines par trois séismes. D'une magnitude de 3,2 degrés sur l'échelle de Richter le 15 juillet, de 3,2 degrés le 21 juillet et de 4,3 degrés le 23 juillet, ils ont secoué la Haute-Savoie. Heureusement sans gravité, ces événements ont mis en évidence les dangers liés aux phénomènes naturels dans cette région où s'activent les scientifiques du service de restauration des terrains en montagne (RTM) de l'Office national des forêts (ONF).

En Haute-Savoie, un tiers des expertises de RTM concernent des sites touristiques qu'il s'agit de protéger en réalisant des travaux d'aménagement préventifs. L'été, les accidents les plus courants proviennent de l'activité des torrents. A la suite d'orages en altitude, quelques minutes suffisent à transformer de riant ruisseaux en véritables furies. Les catastrophes du Grand-Bornand (Haute-Sa-

voie), le 14 juillet 1987 (23 morts), ou de Vaison-la-Romaine (Vaucluse), le 22 septembre 1992 (38 morts et 4 disparus) l'ont tristement rappelé.

TORRENT CORRIGÉ La lutte contre la « divagation torrentielle » représente les deux tiers du coût des travaux réalisés par RTM. Ainsi, un chantier a permis de contenir le Nant-Bourdon, un torrent situé sur la commune de Passy. Trois voies de circulation se retrouvaient régulièrement bloquées par des chutes de pierres lors de crues, jusqu'au jour où l'une des voies disparut dans un affaissement de terrain. Aujourd'hui, le torrent est « corrigé » : quatre paliers de béton cimentent sa pente et l'empêchent de creuser davantage son lit, les rives ont été raidies afin d'éviter toute nouvelle divagation, et la partie supérieure de la colline a été reboisée pour stabiliser les terrains. En aval, faute de crédits suffisants et d'enjeux proches (une route ou des habitations), la poursuite de la pose de ces gouttières géantes attendra encore.

A 1 500 mètres au-dessus de La Tour, un hameau proche de Cha-

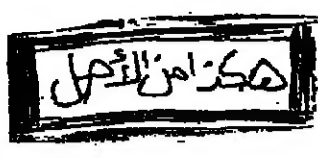
monix essentiellement peuplé de touristes, un autre affaissement constitue une menace réelle. A raison de 60 à 80 mètres par an, en surplomb d'un sentier de randonnée, un pan entier de montagne descend dans la vallée. Un fort orage, entraînant une crue et des infiltrations abondantes, accélérerait le glissement de terrain et mettrait directement en danger le village situé en contrebas. RTM, qui surveille la zone depuis plusieurs années, a fini par convaincre les élus d'entreprendre un chan-

tier. Un tunnel de 800 mètres de long sur 3 de large va être prochainement aménagé, à 25 mètres sous terre.

LES EFFRÈS DE LA CHALENNE La région et le département assurent en général 75 % du coût des travaux, mais se pose avec acuité le problème de la prise en charge de l'entretien. Depuis 1994, une personne morale (la commune, donc le maire) peut être appelée à comparaître devant le tribunal correctionnel. Les maires ont donc

Evacuation de 900 personnes à Bourg-Saint-Maurice

Neuf cents personnes ont été évacuées, mercredi 24 juillet dans la soirée, à Bourg-Saint-Maurice (Savoie) à la suite des intempéries qui ont fait déborder une rivière et provoqué des coulées de boue. Selon la préfecture, qui indique que plusieurs campings ont également été évacués, aucune victime n'est à déplorer et de nombreuses personnes ont été hébergées dans un centre de vacances. Le glissement de la rivière Arbone a entraîné la formation d'un mur de boue d'une hauteur de 1,5 mètre sur une longueur de 150 mètres à l'entrée ouest de Bourg, coupant la circulation sur la route nationale 90 et la route départementale 86. Deux ponts situés à l'entrée de la commune n'ont pas résisté au débordement du torrent et les trains en provenance de Modiries ne pouvaient accéder à Bourg-Saint-Maurice. Des coulées de boue, qui ont rendu impraticable la route, isolent par ailleurs depuis mercredi les stations de Val-d'Isère et Tignes.



DISPARITIONS

Parthénios III Coïnidis

Patriarche grec-orthodoxe d'Alexandrie

LE PATRIARCHE grec-orthodoxe d'Alexandrie, Parthénios III Coïnidis, est décédé mercredi 24 juillet, dans l'île d'Amorgos, dans les Cyclades, où il effectuait un pèlerinage au monastère de Panaghia Hossioviotissa. Il était né à Port-Saïd, en Égypte, en 1920.

Après avoir effectué son cursus scolaire dans les écoles grecques d'Égypte, il s'était rendu à Constantinople (Istanbul) pour étudier la théologie. Mgr Parthénios a ensuite obtenu une licence de lettres anglaises à Oxford. Il était polyglotte et parlait parfaitement grec, anglais, français, italien et arabe. Il avait été élu à la tête du patriarcat d'Alexandrie et de toute l'Afrique en 1987, au lendemain de la mort du patriarche Nicolas Vareloupoulos. Auparavant, il avait représenté le patriarcat au Conseil mondial des Églises, à Genève, dont il était un des présidents, et était patriarche de Carthage (Tunisie, en Libye), couvrant tout le Maghreb (3 000 Grecs orthodoxes vivent au Maroc).

Le général Jean MARZLOFF est décédé, lundi 22 juillet, à Saint-Denis-de-Palme (Cher), dans sa quatre-vingt-septième année. Né le 8 août 1909 à Brest, cet ancien saharien est un spécialiste de l'arme blindée. Après des affectations au Levant et au Maghreb, il débute avec la 1^{re} armée française en Provence à l'été 1944. En 1953, il commande le 8^e régiment de hussards et, en 1961, la 1^{re} division légère d'intervention. En 1963, il commande l'école d'application qui forme les officiers de l'arme blindée et de la cavalerie, à Saumur. En 1965, il est inspecteur de l'arme blindée-cavalerie. Il quitte l'uniforme avec le rang de général de corps d'armée pour prendre la présidence de la Compagnie française d'assistance spécialisée (Cofras) et, à ce titre, il va jouer un rôle déterminant dans la formation,

par la France, de l'armée de terre saoudienne et dans son équipement en blindés français, parmi lesquels le char de combat AMX-30. Grand-croix de l'Ordre national du Mérite, le général Jean Marzloff était commandeur de la Légion d'honneur.

JEAN GAIZT, fondateur de *La Nouvelle République des Pyrénées*, est décédé mercredi 24 juillet à Tarbes. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Journaliste depuis 1930, Jean Gaizt fut le directeur général du quotidien du soir, diffusé dans les Hautes-Pyrénées, à sa création en 1944. En 1979 il devint administrateur et le resta jusqu'en 1987. Il avait créé deux sociétés, La Société pyrénéenne d'édition et d'imprimerie, qui appartenait maintenant au groupe La Dépêche du Midi.

Edmond et Marie-Claude Falcomet, Michel et Jacqueline Falcomet, Marie-France et André Perod, Claude Falcomet, François et Jacqueline Falcomet, Annie et Guy Cambron et leurs enfants, M. Bernard Falcomet, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FALCONNET, survenu, le 23 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 27 juillet, à 9 h 30, en l'église de Saint-Denis-en-Chaleraie.

Condolences aux registres.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Félavy, Fain, Landel, Régnier, Moign, Depuy, font part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

Marie-Joséphine FÉLAVILLE, née KECAMER, survenue, le 22 juillet 1996, à Paris.

La cérémonie sera célébrée, le 26 juillet, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-Roi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Dagry, 77340 Cesson, 15, rue de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

— Etienne Bois-Gabai, Ariane, François, Jean et Aurélien Heibron, Ida Kéber, ont la tristesse de faire part du décès, le 19 juillet 1996, de

M^{me} Cécile GABAI, née LEHER, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

12, rue Pierre-Leroux, 75007 Paris.

— M^{me} Renée Chevasus, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès brutal de

docteur Jean CHEVASSUS, ophtalmologiste, survenu, le 22 juillet 1996, à l'âge de soixante-treize ans.

6, rue Crozatier, 43000 Le Puy.

docteur Jean CHEVASSUS, ophtalmologiste, survenu, le 22 juillet 1996, à l'âge de soixante-treize ans.

6, rue Crozatier, 43000 Le Puy.

«Prêlat universel et ecuménique», Mgr Parthénios entretenait d'excellents rapports avec les communautés musulmane, juive, et avait été récemment appelé à jouer les médiateurs dans le conflit qui avait opposé le patriarche de Constantinople, Mgr Bartholoméos, à celui de Moscou, Mgr Alexei. Il est décédé avant de réaliser son rêve d'une messe réunissant les Églises orthodoxes et catholiques, qui se serait tenue à Jérusalem à la veille du troisième millénaire. La communauté grecque orthodoxe d'origine arabe est d'autant plus sensible à la mort de Mgr Parthénios qu'il était le premier patriarche arabophone d'Alexandrie.

Les évêques du patriarcat d'Alexandrie et d'Afrique doivent se réunir la semaine prochaine à Alexandrie pour élire un *locum tenens* chargé d'assurer l'intérim du patriarche.

L'élection du nouveau patriarche, qui interviendra dans les prochains jours, se déroule en deux temps : d'abord le clergé et les laïcs élisent trois évêques, en

suite un tirage au sort est effectué par le Saint Synode. Le patriarche d'Alexandrie et d'Afrique compte 250 000 fidèles, qui constituent la troisième communauté orthodoxe du continent, après l'Église autocephale éthiopienne et l'Église copte d'Égypte.

Plus de la moitié des Grecs orthodoxes sont originaires d'Afrique noire, tandis que les autres sont russes, grecs, syro-libanais ou palestiniens. Le patriarchat compte une dizaine d'évêchés situés notamment en Afrique du Sud, au Ghana, au Cameroun, en Tanzanie, en Libye et au Kenya. Le patriarchat grec orthodoxe d'Afrique compte aussi plus d'une centaine d'églises, plusieurs missions, dispensaires et écoles. Il faut y ajouter les 20 000 Grecs orthodoxes qui vivent en Égypte, répartis entre six évêchés, et qui disposent d'une trentaine d'églises concentrées au nord du pays. C'est la seconde communauté orthodoxe dans la vallée du Nil, après celle des coptes.

Alexandre BUCCIANTI

Edmond et Marie-Claude Falcomet, Michel et Jacqueline Falcomet, Marie-France et André Perod, Claude Falcomet, François et Jacqueline Falcomet, Annie et Guy Cambron et leurs enfants, M. Bernard Falcomet, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FALCONNET, survenu, le 23 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 27 juillet, à 9 h 30, en l'église de Saint-Denis-en-Chaleraie.

Condolences aux registres.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Félavy, Fain, Landel, Régnier, Moign, Depuy, font part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

Marie-Joséphine FÉLAVILLE, née KECAMER, survenue, le 22 juillet 1996, à Paris.

La cérémonie sera célébrée, le 26 juillet, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-Roi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Dagry, 77340 Cesson, 15, rue de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

— Etienne Bois-Gabai, Ariane, François, Jean et Aurélien Heibron, Ida Kéber, ont la tristesse de faire part du décès, le 19 juillet 1996, de

M^{me} Cécile GABAI, née LEHER, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

12, rue Pierre-Leroux, 75007 Paris.

— M^{me} Renée Chevasus, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès brutal de

docteur Jean CHEVASSUS, ophtalmologiste, survenu, le 22 juillet 1996, à l'âge de soixante-treize ans.

6, rue Crozatier, 43000 Le Puy.

Edmond et Marie-Claude Falcomet, Michel et Jacqueline Falcomet, Marie-France et André Perod, Claude Falcomet, François et Jacqueline Falcomet, Annie et Guy Cambron et leurs enfants, M. Bernard Falcomet, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FALCONNET, survenu, le 23 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 27 juillet, à 9 h 30, en l'église de Saint-Denis-en-Chaleraie.

Condolences aux registres.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Félavy, Fain, Landel, Régnier, Moign, Depuy, font part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

Marie-Joséphine FÉLAVILLE, née KECAMER, survenue, le 22 juillet 1996, à Paris.

La cérémonie sera célébrée, le 26 juillet, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-Roi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Dagry, 77340 Cesson, 15, rue de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

— Etienne Bois-Gabai, Ariane, François, Jean et Aurélien Heibron, Ida Kéber, ont la tristesse de faire part du décès, le 19 juillet 1996, de

M^{me} Cécile GABAI, née LEHER, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

12, rue Pierre-Leroux, 75007 Paris.

— M^{me} Renée Chevasus, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès brutal de

docteur Jean CHEVASSUS, ophtalmologiste, survenu, le 22 juillet 1996, à l'âge de soixante-treize ans.

6, rue Crozatier, 43000 Le Puy.

Edmond et Marie-Claude Falcomet, Michel et Jacqueline Falcomet, Marie-France et André Perod, Claude Falcomet, François et Jacqueline Falcomet, Annie et Guy Cambron et leurs enfants, M. Bernard Falcomet, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FALCONNET, survenu, le 23 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 27 juillet, à 9 h 30, en l'église de Saint-Denis-en-Chaleraie.

Condolences aux registres.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Félavy, Fain, Landel, Régnier, Moign, Depuy, font part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

Marie-Joséphine FÉLAVILLE, née KECAMER, survenue, le 22 juillet 1996, à Paris.

La cérémonie sera célébrée, le 26 juillet, à 15 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-Roi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Dagry, 77340 Cesson, 15, rue de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

— Etienne Bois-Gabai, Ariane, François, Jean et Aurélien Heibron, Ida Kéber, ont la tristesse de faire part du décès, le 19 juillet 1996, de

M^{me} Cécile GABAI, née LEHER, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

12, rue Pierre-Leroux, 75007 Paris.

— M^{me} Renée Chevasus, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès brutal de

docteur Jean CHEVASSUS, ophtalmologiste, survenu, le 22 juillet 1996, à l'âge de soixante-treize ans.

6, rue Crozatier, 43000 Le Puy.

CONCOURS

Agrégations

Biochimie, génie biologique

Stéphane Aubagnac (19), Vincent Bernard (16), Carole Boulet (24), Sandrine Carré (9), Marion Coudré (14), Nathalie Choumard (28), Silvana Dargatzis (22), Christophe Doglioli (17 et ex æq), Géraldine Dren (9), Sophie Goy (20), Dominique Elienne (29), Anne Faria (19), Thierry Gélvez (14), Estelle Gauthier (9), Monna Gérard (14), Elsa Giovannini (24), Catherine Humbert (17 et ex æq), Françoise Laitour (2), Laetitia Lévy (26 et ex æq), Christian Maury (24), Vanessa Maller (9), Charlotte Morille (7), Florian Petit (20), Sophie Rassin (4), Anne Robert (20 et ex æq), Yael Ruffin (9), Madeleine Ruffin (10), Laurent Tiffandier (23), Valérie Védine (4).

Mathématiques

Bruno Abadie (146), Sandrine Agallat (349), Philippe Agnes (99), Abdelhak Al-Jean (249), Stéphane Alazard (25), Patrick Alazard (27), Jean-Roger Allery (28), Jean-Marc Antonelli (200), Nathalie Attali (379), Jérôme Andouard (309), Jean-Marie Andrieux (98), Denis Angier (259), Sébastien Angier (359), Mathilde Augusta (182), Pierre Augue (118), Sylvie Ayas (120), Jean-Matthieu Bally (339), Stéphane Balas (366), Christophe Balzac (238), Sébastien Baptiste (137), Cécile Barlet (119), Nathalie Barzant (239), Alexandre Bascop (339), Gaëlle Basset (209), Jean-Jacques Basset (249), Anne Baudouin (209), Christine Beck (240), Judy Begue (240), Fanny Beguin (18), Juliette Bellard (99), Dalila Belhaj (89), Christine Bellin (92), Joël Bellache (9), Valérie Bellecave (119), Jérôme Ben El Mamoun (207), Fanny Ben Mena (18), Frédéric Bernard (347), Damien Berthet (329), Sylvain Beson (334), Frank Blier (240), Patrick Blier (149), Erik Bliak (70), David Biron (309), Emmanuel Blanc (98), Gilles Blanchard (7), Thomas Blatter (340), Elisabeth Biond (189), Viviane Boleaux (339), Emília Botconnet (40), Jérôme Boile (270), Raphaël Boudier (14), Médine Boudin (30), Mathilde Borg (9), Guilhem Bouchet (229), Eric Bouchon (64), Charles Bouchet (16), Carole Bouchet (237), Jean-Marc Bouclet (90), François Bouclet (277), Jean-Michel Bru (309), Olivier Bouquard (39), Olivier Bouquard (39), Olivier Bouquard (102), Emmanuel Bouquet (34) Drie Boutat (379), Virginie Bouteau (332), Marie Brin (269), Jean-François Brupic (139), Serge Brucet (277), Jean-Michel Bru (309), Sylvain Buisson (24), Rami Buisson (137), Michel Buisson (132), Carine Buisson (209), Pascal Buisson (174), Frédéric Buisson (279), Sébastien Calvez (179), Bruno Calhoun (346), Delphine Calhoun (161), Stéphane Canet (142), Stéphane Candide (169), Guillaume Cano Ruiz (339), Serge Canet (27), Vincent Canet (269), Sébastien Canet (269), Isabelle Caroff (97), Bruno Caroff (346), Marion Castellan (349), Claire Cécile (304), Stéphane Cerd (109), Gaëlle Cécile-Alexis (318), Didi Charf (64), Marie Chata (314), Anne Chambon (329), Laurent Chamone (239), Frédéric Chapoteau (12), Céline Chapuis (163), Pierre-Henri Chassagnon (4), Thérèse Chassagnon (139), Laurent Chevalier (339),

M. Jérzy SKOWRONEK, directeur général des Archives d'Etat de Pologne.

— M. et M^{me} Pierre Viry, M. et M^{me} Jean-Claude Viry, M. et M^{me} Jean-Pierre Viry, M. et M^{me} Jean-Michel Viry, M. et M^{me} Christian Viry, ses enfants, Mathilde, Sophie, Boris, Marie-Laure, Grégoire, Ludovic, Nicolas, Julien, Thibault, Martin, Cyprien, Léonore et Marie, ses petits-enfants, Lucie, Clémence et Adèle, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Paul VITRY, né HÉLÈNE SAUTÉLET, avocat honoraire à la cour de Paris,

survenu le mercredi 24 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année, muni des sacrements de l'Église, à Larmor-Baden (Morbihan).

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, sa paroisse, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e.

Prions pour elle.

Unissons dans cette prière, ses époux,

Jean-Paul VITRY, décédé le 3 septembre 1989, et son fils,

Jean-Claude VITRY, décédé le 13 mars 1983,

55, quai de Bourbon, 75004 Paris.

— Le Bureau national de météorologie a la très grande tristesse de faire part de la disparition accidentelle de

Jean ZARA, chef de la mission internationale et rédacteur en chef du bulletin du BNM,

survenue, le 18 juillet 1996, dans la cabanote aérienne de la TWA.

M. Jérzy SKOWRONEK, directeur général des Archives d'Etat de Pologne.

— M. et M^{me} Pierre Viry, M. et M^{me} Jean-Claude Viry, M. et M^{me} Jean-Pierre Viry, M. et M^{me} Jean-Michel Viry, M. et M^{me} Christian Viry, ses enfants, Mathilde, Sophie, Boris, Marie-Laure, Grégoire, Ludovic, Nicolas, Julien, Thibault, Martin, Cyprien, Léonore et Marie, ses petits-enfants, Lucie, Clémence et Adèle, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Paul VITRY, né HÉLÈNE SAUTÉLET, avocat honoraire à la cour de Paris,

survenu le mercredi 24 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année, muni des sacrements de l'Église, à Larmor-Baden (Morbihan).

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, sa paroisse, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e.

Prions pour elle.

Unissons dans cette prière, ses époux,

Jean-Paul VITRY, décédé le 3 septembre 1989, et son fils,

Jean-Claude VITRY, décédé le 13 mars 1983,

55, quai de Bourbon, 75004 Paris.

— Le Bureau national de météorologie a la très grande tristesse de faire part de la disparition accidentelle de

Jean ZARA, chef de la mission internationale et rédacteur en chef du bulletin du BNM,

survenue, le 18 juillet 1996, dans la cabanote aérienne de la TWA.

M. Jérzy SKOWRONEK, directeur général des Archives d'Etat de Pologne.

— M. et M^{me} Pierre Viry, M. et M^{me} Jean-Claude Viry, M. et M^{me} Jean-Pierre Viry, M. et M^{me} Jean-Michel Viry, M. et M^{me} Christian Viry, ses enfants, Mathilde, Sophie, Boris, Marie-Laure, Grégoire, Ludovic, Nicolas, Julien, Thibault, Martin, Cyprien, Léonore et Marie, ses petits-enfants, Lucie, Clémence et Adèle, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Paul VITRY, né HÉLÈNE SAUTÉLET, avocat honoraire à la cour de Paris,

survenu le mercredi 24 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année, muni des sacrements de l'Église, à Larmor-Baden (Morbihan).

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 27 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, sa paroisse, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e.

Prions pour elle.

Unissons dans cette prière, ses époux,

Jean-Paul VITRY, décédé le 3 septembre 1989, et son fils,

Jean-Claude VITRY, décédé le 13 mars 1983,

55, quai de Bourbon, 75004 Paris.

— Le Bureau national de météorologie a la très grande tristesse de faire part de la disparition accidentelle de

Jean ZARA, chef de la mission internationale et rédacteur en chef du bulletin du BNM,

survenue, le 18 juillet 1996, dans la cabanote aérienne de la TWA.

LE MONDE / VENDREDI 26 JUILLET 1996 / 9

Christine Chevrier (304), Sylvie Chillard (286), Marc Christofel (264), Nathalie Cima (118), Eric Cour (379), Stéphane Collier (364), Florence Comas (344), Benoît Comblat (366), Charles Cordier (338), Valérie Cos (299), Benoît Cosson (138), Laurence Costantini (329), Jérôme Courtois (349), Jérôme Coustou (389), Christophe Cramail (339), Benoît Crepon (104), Allan Cwynar (320), Marc Dambrière (114), Claire Danneville (340), Alain Darnis (177), Jérôme David (318), Frédéric de Jaeger (10), Charles de La Loe (279), Marianne Debois (249), Charlotte Dehoust (379), Emmanuel Denis (304), Frédéric Desbats (9), François Desseque (346), Jean-Luc Desseque (218), Cyrille Denis (239), François Desseque (79), Amara Dhacene (250), Pascale di Rita (79), Jean Dirlaison (339), Christophe Doche (182), Nathalie Douas (259), Leonhadtiste Donati (99), Quentin Douner (58), Pierre Drillon (379), Lionel Dubost (349), Jean-Michel Dumas (117), Eric Dumas (99), Luc Dumay (34), Frédérique Dupe (204), Amick Dupuy (349), Emmanuel Dupuis (254), Sophie Dupuy (107), Joseph Elbaz (279), Emmanuelle Epalle (241), Valérie Ermenaut (349), Marc Esipic (209), Claude Fabre (309), Emmanuel Fary (178), Nathalie Fave (164), Dominique Fave (241), Charles Fave (19), Mathieu Fave (239), Karine Fautier (339), Françoise Fichet (169), Thomas Follet (379), Mathieu Follat (219), Ludovic Freitag (130), Christoph Frings (176), Patricia Fromager (193), Emmanuelle Frossard (119), Sabine Fuchs (349), Olivier Garet (62), Nathalie Gaudin (346), Eric Gaudron (20), Pierick Gaudry (198), Olivier Gaudier (84), Sandrine Gaye (77), Emmanuel Gelfroy (82), Emmanuel Gerber (201), Anand Gille (210), Isabelle Gilon (309), Vincent Githon (18), Stéphane Gonnard (2), Claire Grancher (227), Hervé Gras (78), Magali Gramin (66), Hélène-Cécile Gramin (284), Claire Groussier (49), Pascal Grose (339), Nicolas Gruyer (142), Laurent Guguen (150), Pierre Guichet (69), Delphine Guérin (169), Eric Guichet (30), Delphine Guérin (169), Edwige Goudard (62), Benoît Guy (309), Frédéric Guyonmarché (61), Marie-Laure Hallot (139), Charlotte Hannebert (162), Frédéric Haret (219), Philippe Henrici (209), Tréphine Jallot (79), Julien Jalon (197), Francis Jamet (39), Thierry Jeannin (247), Stéphane Julien (309), Emmanuelle Kierke (339), Isabelle Kierke (309), Michel Kierke (339), Julien Labat (379), Christophe Lachut (198), Stéphane Lachut (209), Michel Laffont (219), Jean-Augustin Landier (69), Bruno Langlois (122), Jean-Marie Lapeyre (31), Laurence Larcy (153), Meryse Lavallée (214), Gaëlle Lavigne (339), Erven Le Bezouet (344), Philippe Le Besnoit (152), Typophile Le Méhane (279), Anne Lehoucq (319), Antoine Lejay (146), Hélène Lejeune (136), Sophie Lemaitre (48), Anne Lemaitre (129), Pascal Lemaitre (122), Romain Leprieux (104), Emmanuel Lescot (177), Jean-Marie Lescot (177), Stéphane Lichet (224), Patrick Lohse (74), Frédéric Loup (269), Armand Louvet (269), Sébastien Lutz (269), Cécile Macchi (17), Romain Madec (339), Jean Madec (18), Sophie Maille (108), Eric Malicot (212), Odile Maunet (329), Xavier Mauguin (319), Jérôme Marchandise (279), Christophe-Marie Maréchal (189), Jean-Marie Maréchal (189), Olivier Marquet (298), Anne-Marie Maréchal (278), Axel Martinot-Lagard (309), Manuel Matencio (278), Véronique Maunet (139), Lolé Mayet (139), Frédéric Maunet (379), Chris-

Anniversaires de décès

— Le 23 juillet 1995.

le bûcheron **Jean-Francis ABECCASSIS STECK** nous quitte.

Ses amis se souviennent.

— Il y a deux ans, ma mère, **Andrée DONOT**, nous quitte.

A jamais, notre dîné était brisé. Depuis, son absence nous obsède.

Jean-Francis Donot.

— Le 26 juillet 1976.

Robert GÉRY quitte ce monde et les siens.

En ce vingtième anniversaire de sa mort, une pensée, une prière, sont adressées à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part des familles Gery et Feurtchak.

— Le 27 juillet 1986.

Louis WARASSE, ENA promotion Guy-Debas, officier de la Légion d'honneur, nous quitte.

Une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

Remerciements

— Hélène Luc, Nadine et Jean-Pierre, Serge et Sylvie, Alina, Thibaut, Tim, Ella, Et toute la famille, profondément touchés par les témoignages de soutien et de sympathie qui leur ont été adressés, remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à eux lors du décès de

Louis LUC, maire de Choisy-le-Roi, survenu le 12 juillet 1996.

Anniversaires de décès

— Le 23 juillet 1995.

le bûcheron **Jean-Francis ABECCASSIS STECK** nous quitte.

Ses amis se souviennent.

— Il y a deux ans, ma mère, **Andrée DONOT**, nous quitte.

A jamais, notre dîné était brisé. Depuis, son absence nous obsède.

Jean-Francis Donot.

— Le 26 juillet 1976.

Robert GÉRY quitte ce monde et les siens.

En ce vingtième anniversaire de sa mort, une pensée, une prière, sont adressées à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part des familles Gery et Feurtchak.

— Le 27 juillet 1986.

Louis WARASSE, ENA promotion Guy-Debas, officier de la Légion d'honneur, nous quitte.

Une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

Remerciements

— Hélène Luc, Nadine et Jean-Pierre, Serge et Sylvie, Alina, Thibaut, Tim, Ella, Et toute la famille, profondément touchés par les témoignages de soutien et de sympathie qui leur ont été adressés, remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à eux lors du décès de

Louis LUC, maire de Choisy-le-Roi, survenu le 12 juillet 1996.

Anniversaires de décès

— Le 23 juillet 1995.

le bûcheron **Jean-Francis ABECCASSIS STECK** nous quitte.

Ses amis se souviennent.

— Il y a deux ans, ma mère, **Andrée DONOT**, nous quitte.

A jamais, notre dîné était brisé. Depuis, son absence nous obsède.

Jean-Francis Donot.

— Le 26 juillet 1976.

Robert GÉRY quitte ce monde et les siens.

En ce vingtième anniversaire de sa mort, une pensée, une prière, sont adressées à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part des familles Gery et Feurtchak.

— Le 27 juillet 1986.

Louis WARASSE, ENA promotion Guy-Debas, officier de la Légion d'honneur, nous quitte.

Une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

Remerciements

— Hélène Luc, Nadine et Jean-Pierre, Serge et Sylvie, Alina, Thibaut, Tim, Ella, Et toute la famille, profondément touchés par les témoignages de soutien et de sympathie qui leur ont été adressés, remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à eux lors du décès de

Louis LUC, maire de Choisy-le-Roi, survenu le 12 juillet 1996.

AVIS DE MESSE

Avis de messe

— M^{me} Marie-Jo Danan et ses enfants, font part de la célébration de l'office annuel dédié à la mémoire du

docteur Jacques DANAN, le 28 juillet 1996, à 19 h 30, au centre Ramban, 19, rue Galvani, Paris-17^e.

FÉLICITATIONS

Félicitations

— Compliments à

Massia Paul SIRAPIAN qui a été admise à l'École polytechnique (7/96).

COMMUNICATIONS DIVERSES

Communications diverses

— Il reste quelques places en première année de classes préparatoires aux grandes écoles (scientifiques) MPSI et PCSI.

Lycée Paul-Eluard, 93200 Saint-Denis.

Pour tous renseignements : 08-31-92-60.

CARNET DU MONDE

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-17-29-94 ou 42-17-29-96

Télécopier : 42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F

Abonnés et abonnés 95 F

Communications diverses 110 F

Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

ENQUÊTE

ork,
rique
longtemps,
ne,
e latine.



était venu. Carlos dit que la violence est seulement à deux intersections plus loin. « Les mecs, ils entrent dans le magasin avec le re-

journée, ils montent. » Un été, il fait partie de ceux qui ont manifesté un soir pour réclamer davantage de protection. Ils étaient plusieurs centaines. Personne n'en a parlé.

Au Centre de défense des droits des immigrés, Jackson Chin s'occupe bénévolement de la « hotline », une ligne de téléphone spécialement destinée aux appels d'urgence. Un manutentionnaire chinois a été licencié « dix minutes avant de toucher son salaire » ; il travaillait 50 heures par semaine pour environ 4 000 francs par mois. Un sans-papiers, victime d'un accident de voiture, n'a pu aller à l'hôpital par peur d'être identifié et expulsé. Un ouvrier a eu une crise cardiaque sur un chantier en portant des charges de 100 kilos. Un illégal chinois, employé dans un atelier de confection, s'est fait agresser dans la rue avec les cinq cents robes qu'il allait livrer. Le patron prit peur, et refusa

F

Dominique Le Guilledoux
Dessin Filip Bniewski

4. In the event of a fire, the fire alarm should be pulled immediately.

[illegible][illegible][illegible]

مركز الصحافة

Résumé - en collaboration avec le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général ;
Jean-Jacques Béranger, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Sylvie Pignatelli
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thierry Fereczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Bessis, Bruno de Camas, Pierre Godeau, Laurent Goussier, Danièle Heymann,
Bernard La Courbe, Jean-Pierre Lemaire, Marcel Lucien, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Ruysser
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Directeur adjoint : Eric Pignatelli / Directeur adjoint : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Rullier / Directeur des relations internationales : Daniel Verrier
Médias : André Laroche
Conseil de surveillance : Alain Rullier, président ; Claude Cornu, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1950), Jacques Foccart (1950-1962),
André Laurens (1962-1982), André Fontana (1982-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Droits de la société : tous nos droits sont réservés à l'exception de ceux de la société
Capital social : 500 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde International, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Aina Presse, Le Monde Patrimoine
SIRET SOCIAL : 41 85 000 000 CLAUDE ROSENZWEIG - 2000 PARIS CEDEX 05
Tél. : (0) 1 42 37 46 00. Télécopieur : (0) 1 42 37 46 01. Tél. 24 h : 01 42 37 46 00

Tensions communautaires en Belgique

Suite de la première page

On crêpe en effet M. Berdekens d'avoir mis fin, au moins en paroles, à la paralysie de la Communauté française face au rouleau compresseur flamand. Des voix discordantes se font néanmoins entendre. Charles Picqué, ministre-président, socialiste et francophone, de la région bruxelloise, n'a pas apprécié que la capitale soit exclue du redécoupage de la Belgique suggéré par M. Berdekens. Olivier Deleuze, président du groupe écolo à la chambre, se voit très mal, lui, « comme un Breton supplémentaire dans une France centralisée ».

Le pavé dans la mare de M. Berdekens faisait suite à une accumulation de « provocations » flamandes qui ont mis les nerfs francophones à vif, avec pour résultat de donner à cette polémique un tour acerbé. « Il y en a marre des humiliations », expliquait quelques jours plus tard Claude Berdekens, stigmatisant l'arrogance des dirigeants politiques de Flandre qui font assaut de surenchères pour apparaître aux yeux de leurs électeurs comme les meilleurs défenseurs de l'identité flamande et de l'autonomie financière de cette riche région.

Le discours dominant dans le Nord du pays est nourri du ressentiment envers une Wallonie accusée de profiter abusivement de la solidarité fédérale, notamment dans le domaine des prestations sociales, dont la majorité des leaders flamands demande la « communautarisation ». Cela signifierait, pour de nombreux observateurs, un coup fatal porté à l'Etat belge. Les succès du Vlaams Blok, l'extrême droite séparatiste flamande, poussent les formations démocratiques à ne pas apparaître trop « mous » dans le débat communautaire. Ainsi, le SP (parti socialiste flamand), jusque-là très modéré dans la revendication autonome, vient de faire un pas vers les idées « confédéralistes » défendues avec vigueur par Luc Van den Brande, le ministre-président de Flandre, bête noire des francophones qui le surnomme « Radovan des Brandes ».

PAROLES ROYALES

Cette poussée de fièvre séparatiste a amené le roi Albert II, lors de son discours à l'occasion de la fête nationale, à prononcer une condamnation très ferme du séparatisme : « En Belgique, le choix fédéral, qui implique le rejet de toute forme de séparatisme, n'est pas dicté par un certain conservatisme (...) L'histoire a tissé entre les habitants de toutes nos régions et communautés des liens personnels, familiaux, culturels et économiques. Vouloir couper ces liens créerait beaucoup de souffrance et nous appauvrirait, non seulement économiquement, mais aussi humainement et culturellement ». Ces paroles royales d'apaisement auront-elles l'effet escompté ? Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, qui a « constitué » le discours du roi, est persuadé, pour sa part, que les urbiens communautaires « apaiseront un fois l'autisme venu ». Il se concentre sur son objectif immédiat, qui est de mettre la Belgique en état de faire partie du remier peloton d'entrée dans la sonale unique en 1999. Il n'empêche, d'un « compromis belge » à l'autre, du type de celui qui a mis, provisoirement, fin à l'éternelle crise des Fournons (janvier 1995), la tension

communautaire reste le problème principal d'une Belgique qui, par ailleurs, se veut européenne à part entière. Que restera-t-il de commun entre les Belges une fois l'euro mis en place et la défense commune réalisée ? Rien ne peut aujourd'hui empêcher Flamands, Wallons et Bruxellois d'échafauder des scénarios pour l'avenir, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas marqués par une farouche volonté de consolider l'unité d'une nation en proie aux forces centrifuges.

On ne pourra pas éternellement, à Paris, se retrancher derrière la sacro-sainte règle de non-ingérence dans les affaires intérieures de la Belgique, comme vient de le faire le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, invité à donner son avis sur les propos « rattachistes » de Claude Berdekens. Rares sont les hommes politiques français qui se sont intéressés de près à ces aspirations wallonnes. Jacques Legendre, sénateur RPR du Nord, maire de Cambrai, montre, en vain, de la sympathie pour les aspirations rattachistes, qui ne laissent pas insensibles le républicain romantique qu'est Jean-Pierre Chevènement.

L'éclosion de la Belgique n'est pas pour demain mais les polémiques récentes, comme le constate la politologue Evelyne Lantzen, « ancrent chez les gens l'impression que l'on va vers quelque chose d'irréversible, même si cela n'est pas forcément le cas ». Il faudra alors se souvenir de la position du général de Gaulle qui estimait, en 1946, qu'une demande formulée par un gouvernement wallon légitime devrait être prise en considération par la France.

Luc Rosenzweig

QUE LE SPECTACLE sportif soit inséparable d'une certaine dose de chauvinisme, nul, sans doute, n'en disconvient, mais que le public réserve toute sa ferveur à ses champions nationaux sans le moindre égard pour ceux des autres pays ni la moindre curiosité pour leurs performances, il y a là comme une trahison de l'esprit même de la compétition, qui suppose le respect de l'adversaire et l'attention portée à ses efforts. Or, avec les Jeux d'Atlanta, une étape paraît franchie dans le développement d'un nationalisme sportif qui résume l'enjeu de la manifestation au nombre des médailles obtenues par chaque délégation et transforme les tournois en autant de batailles patriotiques.

Certes, l'identification des peuples à leurs champions sportifs n'est pas un phénomène nouveau. De Hitler à Staline, les dictateurs ont abusé de ces passions

RECTIFICATIFS

ADJOINTS AU MAIRE DE PARIS

Après l'élection, lundi 22 juillet, de trois nouveaux adjoints au maire de Paris, le nombre des adjoints est désormais de quarante-quatre, et non de quarante et un, comme nous l'avons écrit par erreur dans notre article intitulé « MM. Toubon et Tiberi font cause commune sur le projet Paris Rive gauche » (Le Monde du 24 juillet).

HAENDEL

Dans notre article sur le spectacle présenté à Avignon par le chorégraphe Alain Platel, Bonjour, madame, comment aller-vous... (Le Monde du 23 juillet), nous avons attribué à l'opéra de Haendel, par suite d'une erreur de transmission, le titre de Cécile au lieu de Serse, autre nom de Xerxès, roi de Perse.

CETTE fois, le dispositif semble à peu près complet : le locataire de l'Élysée est l'ancien maître de Paris ; celui de l'hôtel Matignon en a été l'adjoint ; le garde des sceaux est toujours maître du XII^e arrondissement, et, pour couronner le tout, le nouveau procureur général de Paris est l'ancien conseiller juridique de l'ancien maître de Paris... Le verrouillage, en somme, est parfait. Les juges d'instruction qui enquêtent sur des affaires mettant en cause des personnalités proches du RPR auront bien du mal à s'échapper un jour à briser leurs doulières.

M. Toubon, qui se targue de passer « 99 % de son temps à des actions de fond pour la justice », a décidément bien du talent. Et la mémoire un peu courte. Qu'on se souvienne : Jacques Chirac venait d'être élu et présidait le premier conseil des ministres. L'un de ses premiers mots fut d'affirmer qu'il entendait « donner à la justice les moyens d'une totale indépendance ». Quelques jours plus tard, à peine arrivé Place Vendôme, Jacques Toubon réunissait les procureurs généraux. Rendait compte pour la presse de cette réunion, Alexandre Benmakhlouf soulignait

Le Monde

EDITORIAL

« Tenir » les juges

que le garde des sceaux avait « clairement pris l'engagement de ne jamais ordonner à un procureur général d'arrêter les poursuites ». « Nous jouerons le jeu de la loi, et seulement ce jeu-là », avait ajouté M. Benmakhlouf, avant de préciser : « Nous estimons que l'article 36 du code de procédure pénale, qui précise que le ministre peut enjoindre à un procureur général d'engager des poursuites, interdit déjà d'envisager un changement sans suite ».

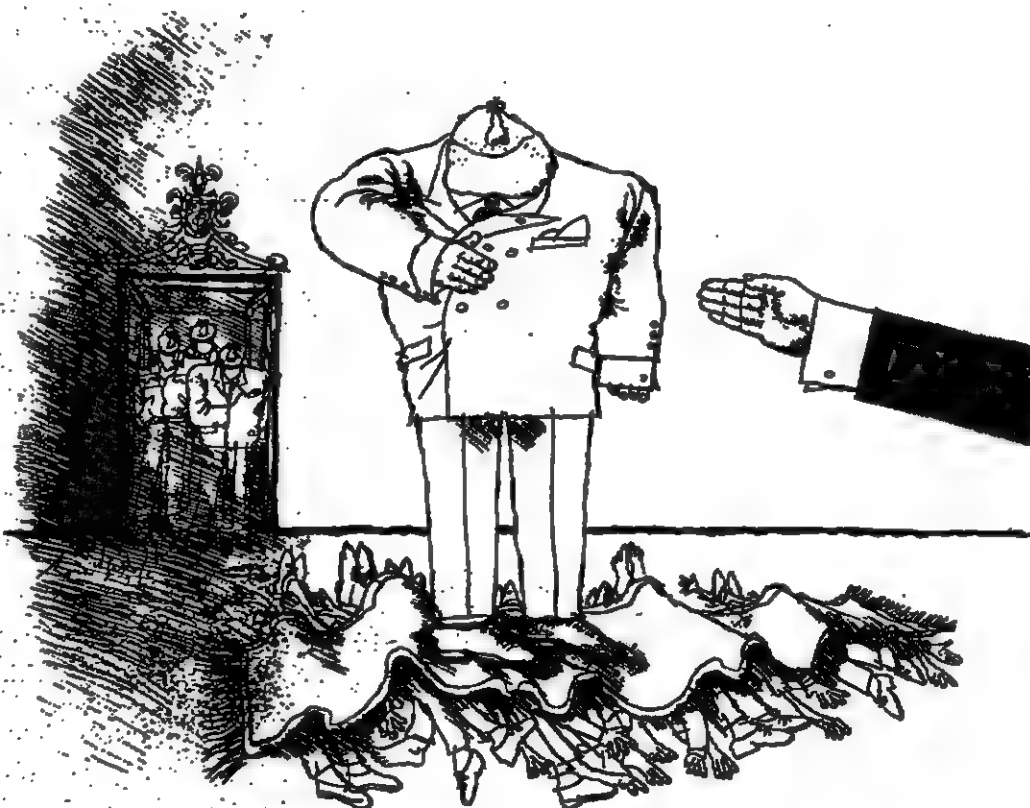
M. Toubon pourra dorénavant, tout à loisir, se consacrer à ses chères « actions de fond ». On peut être certain qu'il n'aura pas à enjoindre quoi que ce soit à un procureur général de Paris qui fut, avant d'être directeur du cabinet du garde des sceaux, conseiller technique de M. Chirac à l'hôtel Matignon, puis conseiller juridique du même M. Chirac à la mairie de Paris. Les apparences seront sauves, et M. Toubon pour-

ra continuer d'affirmer qu'il n'est pas le « ministre des affaires ». Procs d'intention ? Les événements de ces dernières semaines justifient, hélas !, toutes les craintes.

N'a-t-on pas vu des officiers de police judiciaire refuser - fait sans précédent - d'assister un juge d'instruction, en l'occurrence Eric Halphen, chargé de l'affaire des HLM de Paris, qui souhaitait perquisitionner au domicile de l'actuel maître de Paris, Jean Tiberi ? Jacques Toubon, Alain Juppé et Jacques Chirac ont refusé de s'exprimer sur cette affaire quand ils y étaient invités par les journalistes. Il est vrai que Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, avait dit l'essentiel en « couvrant » ses policiers.

C'est sous la gauche que les juges ont entrepris d'instaurer les affaires gênantes pour le pouvoir politique ou pour l'établissement économique ou médiatique. Le RPR n'a jamais fait mystère de son intention de les ramener au bercail. La V^e République des vingt premières années savait en effet « tenir » ses juges, ce qu'un ministre d'aujourd'hui, lorsqu'il était dans l'opposition, reprochait aux socialistes de ne pas faire. Le pouvoir chiracien entend revenir aux sources. Au risque de se tromper d'époque.

Guerre et Paix par Ronald Searle



L'irrésistible chauvinisme sportif

maïsaines et les démocraties elles-mêmes n'ont pas manqué de les utiliser à leur profit. En France, victoires et défaites des athlètes nationaux apparaissent comme des affaires d'Etat, qui suscitent les plus vives émotions collectives, auxquelles le président de la République lui-même ne craint pas de s'associer.

Le sport peut donc être, à bon droit, considéré comme la continuation de la politique par d'autres moyens, mobilisant les foules et provoquant, selon les cas, la fierté ou la désolation.

Toutefois, en France au moins, la préférence accordée traditionnellement aux compétitions françaises par le public et par les commentateurs ne semblait pas jusqu'ici exclusive d'un certain intérêt pour les exploits des autres. Après tout, sans ménager leur soutien à Laurent Jalabert puis à Richard Virenque, les spectateurs massés sur les routes du Tour de France, comme les téléspectateurs rassemblés devant leur écran, ont salué avec ferveur les succès du Danois Bjarne Riis, comme ils avaient applaudi, au cours des années précédentes, à ceux de l'Espagnol Miguel Indurain. Il y a quelques semaines, en dépit des dérives chauvines de certains journalistes, les amateurs de football, tout en encourageant l'équipe d'Alain Jaquet, avaient su apprécier aussi, comme il convenait, le jeu de ses adversaires.

D'où vient qu'à l'occasion des Jeux d'Atlanta l'impression prévaut que des limites ont été dépassées et que désormais seuls les Français retiennent l'attention des Français ? Sans doute cette impression tient-elle pour une part au fait que les tricolores ont enlevé en quelques jours plus de médailles qu'on ne s'y attendait et que cette « divine surprise » est en elle-même un événement.

Sans doute aussi les commentateurs de la télévision française, assistés de consultants qui font eux-mêmes partie des équipes engagées dans la compétition, ont-ils largement contribué, par leur parti pris clairement affirmé, au déséquilibre de la « couverture » médiatique. Mais ces explications ne suffisent pas.

Ce qui est en cause, c'est d'abord le lien de plus en plus étroit qui unit le sport aux Etats. Ceux-ci s'affrontent, avant même que la compétition ne commence, pour obtenir l'honneur de l'accueillir puis, par athlètes interposés, pour démontrer leur puissance. Certes, pour régler les questions de supériorité internationale, il est bon que les conflits sportifs se substituent, les plus souvent possible, aux conflits militaires. Mais ce sont bien de véritables armées que préparent les Etats pour affirmer leur force sur les stades.

EXIGENCES MEDIATIQUES

Ce n'est pas un hasard si les participants, même s'ils ne chantent pas tous l'hymne de leur pays, brandissent en cas de victoire le drapeau national, communiant avec leur public dans l'exaltation du bonheur collectif.

La logique commerciale aurait pu corriger cette logique politique. Comme le notait récemment l'hebdomadaire anglais The Economist, « plus les entreprises soutiendront les athlètes, moins les sportifs dépendront de l'Etat » (Le Monde du 23 juillet).

De ce point de vue, on pourrait faire observer que le principe des équipes multinationales, dicté par des considérations purement économiques, combat efficacement le chauvinisme. La formation du cycliste Danois Bjarne Riis est allemande, celle de Laurent Jalabert espagnole et celle de Luc Leblanc italienne. Quand des

Français se mettent au service d'un leader d'une autre nationalité ou quand, à l'inverse, ils bénéficient du concours de champions étrangers, le nationalisme n'a plus beaucoup de sens. En football, les matches de la Coupe d'Europe, où des Français jouent dans des équipes italiennes et des Allemands, des Brésiliens ou des Africains dans des équipes françaises, ont également habitué le public au mélange des nationalités.

Pour les Jeux olympiques, la logique économique, identifiée aux exigences médiatiques, produit apparemment l'effet contraire. Les chaînes de télévision ayant choisi de diffuser par priorité dans chaque pays les épreuves dans lesquelles les ressortissants nationaux ont des chances de médailles, tout se passe comme si chacune des nations assistait à des Jeux différents. Les téléspectateurs américains, par exemple, ne voient pas le même spectacle que les téléspectateurs français. Ils peuvent donc s'enthousiasmer pour les succès de leurs nageurs pendant que les Français vibrent à ceux de leurs escrimeurs ou de leurs judokas. On comprend que les annonceurs jugent cette formule plus rentable.

Sans doute ces particularités nationales s'effaceront-elles partiellement quand viendront les compétitions d'athlétisme, plus fédératrices que les autres en raison de leur prestige et de la diversité des participants. La volonté d'universalisme n'en est pas moins menacée par les tentations du nationalisme médiatique, qui conduit de plus en plus les chaînes de télévision française à n'être présentes que si des Français sont en lice. Ce n'est pas vraiment conforme à la vocation des Jeux olympiques ni à celle du sport en général.

Thomas Fereczi

DANS LA PRESSE

LIBERATION

Jean-Michel Helvig

Le candidat Jacques Chirac avait promis que les cabinets ministériels seraient « allégés » (adieu il voulait, à juste titre, les supprimer), mais les mauvaises manières sont restées. Elles ont même empiété, avec ce « bouclage » judiciaire sans précédent. La gauche, qui ne peut se prévaloir d'une vertu à toute épreuve sur le plan de l'indépendance de la justice, n'avait pas osé, ou su, aller aussi loin. Il est vrai qu'elle ne s'était pas trouvée dans la situation de la Chiracologie d'aujourd'hui, dont l'état-major entier est passé de l'hôtel de Ville aux palais de la République, devenant exceptionnellement vulnérable dès lors que les juges commencent à tirer les fils parisiens du financement du RPR. Il y a péri à tous les étages, et jusqu'au plus élevé. A ce niveau, on ne cherche même plus à sauver les apparences.

LA TRIBUNE DES FOSSÉS

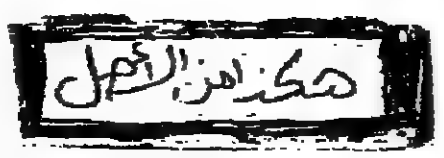
Pascal Aubert

Les relations entre le pouvoir politique et les magistrats sont-elles aussi « saines » que l'assure Jacques Chirac ? Le sort réservé à certaines « affaires » récentes peut conduire les Français à s'interroger sur ce point. Peut-on encore parler d'« indépendance » de la justice lorsqu'on apprend qu'un grand magistrat, bénéficiant d'une importante promotion, a passé sept des dix dernières années, loin des tribunaux, au service du pouvoir politique qui l'honore ? Manque-t-on à ce point en France de magistrats chevronnés, incontestés et seulement préoccupés de justice qu'il faille inévitablement promouvoir des hommes dont l'intégrité professionnelle est, à tort ou à raison, ternie par leurs fréquentations politiques ? Plus fondamentalement, un pouvoir - celui-ci ou celui qui l'ont précédé - est-il à ce point peu sûr de la probité de ses magistrats qu'il éprouve le besoin de mettre en place des hommes investis de « sa » confiance ?

RTE

Christine Clerc

De quoi ont-ils donc si peur ? Car enfin, il fallait que la peur de voir éclater de nouvelles affaires encore plus menaçantes pour le pouvoir fût bien grande pour que Jacques Chirac et son ministre Jacques Toubon prennent le risque de se voir accuser de malhonnêteté la justice, en se livrant à un nouveau jeu de chaises musicales qui aboutit à la nomination, au poste de procureur général près la cour d'appel de Paris, d'Alexandre Benmakhlouf. En théorie, rien de choquant. Benmakhlouf est magistrat, et la nomination du procureur relève du gouvernement. On pourrait même dire que le président de la République s'est incliné devant le Conseil supérieur de la magistrature. Au départ, en effet, Chirac voulait nommer son ancien conseiller juridique premier président de la cour d'appel. Ce qui aurait provoqué un tollé. Mais cette position de repli, si légale soit-elle, passe encore pour une provocation du seul fait que Benmakhlouf fut conseiller à l'hôtel de Ville de Paris et eut, comme tel, à connaître des dossiers sensibles désormais de son ressort. Comme si, décidément, les affaires n'en finissent pas d'empoisonner l'action gouvernementale.



La République et les symboles

par Paul-Marie Couteaux

A l'occasion du quinzième centenaire de la conversion de Clovis, le président de la République a créé en avril une commission chargée de commémorer « les origines de la France ». C'était reconnaître une évidence régulièrement soulignée par une étonnante floraison d'initiatives consacrées au roi mérovingien (pas moins de quatorze ouvrages édités ou réédités cette année, s'ajoutant à des bandes dessinées, dossiers de revues, pèlerinages, sons et lumières, jusqu'au lancement d'une fusée Clovis par des élèves de l'Institut national des sciences appliquées de Rennes).

Pour les Français, le mythe de Clovis et ses symboles, Reims, Soissons, Tolbiac, continue à vivre. Or, un mythe n'est pas une légende, encore moins une fable, mais la rencontre d'une réalité et d'un sens. Cette vie lointaine étant désormais relativement connue, seul est en discussion le sens que nos générations entendent à leur tour lui donner.

Hélas, pour la première fois depuis longtemps, la signification est obscure. Excepté un colloque organisé en catimini, pour aïdier honteusement, dans un recoin de la Sorbonne en mai, la fameuse commission remplit l'office habituel des commissions : enterrer son objet. En sorte que, dans le vide officiel, on n'entend plus que les interprétations parcellaires ou

partisanes jouant au gré de leurs obsessions avec le mythe fondateur : après Jeanne d'Arc et les trois couleurs, le Front national récupère la vieille figure du roi de France (pourtant un immigré...). Divers intégrismes en profitent. Les uns pour célébrer ce qu'ils appellent le « baptême de la France » contre les principes bibliques de séparation des pouvoirs spirituel et temporel, dont le « rendez à César » n'est qu'une figure... Les autres pour décréter que « l'ensemble de l'histoire de France n'est qu'un mythe », laissant entendre qu'il n'y a là que mensonges et fantasmes, ce que la malveillance peut en effet montrer de tout mythe, prise de la Bastille et « bataille » de Valmy compris. Ainsi, ce qui devait réunir finalement divise.

L'affaire est plus profonde et plus grave que ne paraissent le croire les têtes légères qui dirigent nos institutions. Leur abstention confie l'essentiel de cette commémoration dite nationale... au pape ! Certes, il est naturel, et certainement honorable, que l'Eglise donne un vif éclat au souvenir d'un baptême qui a tant compté dans son histoire. En revanche, il est moins honorable que, ajoutant à la confusion, divers mouvements empêchent municipalités et régions de l'accueillir dignement, comme si cette visite remettait en cause la séparation des Eglises et de l'Etat. Diverses manifestations sont annoncées pour septembre,

tandis que la municipalité de Reims se voit interdite de débattre le moindre son.

Ces interprétations polémiques ne font que déplacer sur le terrain religieux un acte dont le sens fut très largement politique. Ce baptême est politique dans son inspiration (plus encore que la ruse par laquelle le conquérant s'attachait le clergé des Gaules, il y a dans la conversion une quête fort moderne de légitimité, le roi immigré cherchant en épousant la religion

Avec Clovis, ce n'est pas la France chrétienne qu'il est interdit de commémorer mais la France tout court, qui doit renoncer à ses symboles aux parages du nirvana européen

majoritaire un lien avec son peuple).

Il est aussi par ses effets : il désaisit les évêques de leurs pouvoirs civils, établit une distinction nette entre spirituel et temporel (alors que l'Empire romain faisait du christianisme la religion d'Etat). Le concile d'Orléans en 511, où Clovis refuse de se rendre, en est une éclatante illustration - parmi d'autres, car le roi franc établit de fait une véritable liberté religieuse, tolère le paganisme même parmi

les siens, appelle à sa cour d'anciens clercs arianistes, reçoit dans plusieurs villes les représentants des communautés juives.

Il choisit pour capitale Paris, qui, loin d'être une métropole chrétienne comme Tours ou Reims, rappelle surtout les cultes romains ou druidiques.

En réalité, le baptême est une victoire remportée, non sur la libre-pensée, comme on tente curieusement de le faire accroire, mais sur les modèles théocratiques

De ces vérités, les anti-commémorateurs n'ont cure : un personnage dont Lavoisier aussi bien que Bainville, de Gaulle aussi bien que Jaurès ou Barrès ont fait une référence nationale, il faut s'en débarrasser. Ce n'est pas la France chrétienne qu'il est interdit de célébrer, comme il y a un siècle aux parages des lois laïques, mais la France tout court, qui doit renoncer à ses symboles aux parages du nirvana européen.

Qu'ils prennent garde cependant : la France n'est pas une donnée de nature, elle ou péninsule. Elle n'est ni une évidence, ni une providence, ni un Valt au sens allemand, mais une commune référence d'hommes et de femmes d'origines et de sensibilités fort diverses à quelques principes, figures politiques ou mythes qui ne remplissent leur rôle que dans un large consentement.

Ce n'est pas impunément qu'on en fait des mystifications, érodant un peu plus un lien social qui, outre qu'il est le seul moyen de faire vivre ensemble soixante millions de personnes, est la condition de toute solidarité, aujourd'hui plus nécessaire que jamais pour tant d'être exclus ou simplement égarés sans repères dans un monde indéchiffrable pour beaucoup.

A moins qu'on ne préfère obstinément la débrouillardise générale, la solitude et la folie, et que les Français sans mémoire, sans

principes et sans exigences soient bonnement livrés à « l'univers international » et ses diverses constructions. Ou qu'on veuille s'amuser encore, pour le plaisir des jeux et des partis, à casser ce qui reste d'unité française, changer l'heure de nos montres pour ne pas avoir la même que M. Le Pen, ouvrir à la démolition un véritable boulevard en lui abandonnant tout le « champ symbolique » (ce voit vient de s'élever pour qu'on renonce au défilé du 14 juillet, « payé bien cher pour n'amuser que les électeurs du Front national »...).

C'est ainsi que les « républicains » détruisent ou laissent détruire minutieusement la socialisation exquise mais bien fragile qu'était naguère la République.

Peut-être le président de la République, apparemment impressionné par quelques articles de journaux, s'aviserait-il qu'il est le gardien du tabernacle national et, veillant à ne pas laisser au pape la célébration exclusive d'un personnage avant tout politique, prendrait-il enfin quelque initiative un peu spectaculaire. François Mitterrand, après tout, n'avait pas laissé au Parti socialiste le soin de commémorer la prise de la Bastille... Pour le reste, que les uns et les autres fassent ce qu'ils veulent !

Paul-Marie Couteaux est professeur associé (droit européen) à l'université Paris-VIII.

Clovis a-t-il jamais livré la bataille de Tolbiac ?

par Pierre-Georges Lorris

S 'il est un événement historique ancré dans la mémoire des Français - et l'un des premiers qu'on leur apprend à l'école - c'est assurément la victoire remportée par Clovis à Tolbiac sur les Alamans. Et aucun d'eux n'ignore que c'est à l'issue de ce combat que le roi franc fit le vœu de se convertir au christianisme si le « Dieu de Clotilde » lui donnait la victoire.

Après cent autres historiens, Balinville peut écrire dans son *Histoire de France* : « Lorsque à Tolbiac (496), Clovis fit vœu de recevoir le baptême s'il était vainqueur, l'ennemi était allemand. »

Or Clovis n'était pas à Tolbiac et n'a jamais fait le vœu de devenir chrétien !

La science historique contemporaine a fait justice de ces deux légendes, mais celles-ci n'en continuent pas moins d'être enseignées dans les écoles et répétées de manuel en manuel.

Que l'origine de notre histoire soit, comme celle de la Grèce ou de Rome, entourée de légendes, c'est là un accident inévitable dû à la naïveté des premiers chroniqueurs et à l'absence de sens critique des premiers historiens qui les utilisèrent. La source quasi exclusive des renseignements que l'on possède sur le règne de Clovis est, on le sait, l'*Histoire ecclésiastique des Francs* que l'évêque de Tours, saint Grégoire, écrivit à la fin du VI^e siècle, c'est-à-dire un siècle après le règne de Clovis.

Que l'origine de notre histoire soit entourée de légendes, c'est un accident inévitable

On a très justement appelé son auteur le père de l'histoire de France, et on l'a fréquemment comparé à Hérodote autant pour ses qualités de narrateur que pour la candeur avec laquelle il accueille et répète toutes les fables venues à sa connaissance. C'est dans son *Histoire* que l'on trouve l'anecdote du « vœu de Tolbiac » (comme d'ailleurs celle du « vase de Soissons »).

Lorsque, au V^e siècle, un moine de Fleury, Aimoin, écrit en latin l'une des premières histoires de France, l'*Historia Francorum*, il se sert nécessairement de l'*Histoire ecclésiastique des Francs* pour raconter le règne des premiers rois mérovingiens : il y reproduit ainsi l'anecdote du « vœu de Tolbiac ».

A son tour, cette *Historia Francorum* fut utilisée par les moines de Saint-Denis lorsqu'ils composèrent en latin leur vaste compilation historique, dite des *Chroniques de Saint-Denis*, dont beaucoup plus tard leurs successeurs tirèrent la première histoire de France écrite en français : les *Grandes Chroniques de France*. Le « vœu de Tolbiac » passa naturellement en français dans les *Grandes Chroniques* des phrases quasi textuelles de Grégoire de Tours.

Et c'est ainsi que le « vœu de Tolbiac » entra définitivement dans l'histoire classique.

Or que dit exactement Grégoire de Tours ?

D'une part, au livre II, chapitre 30 : « La reine (Clotilde) ne cessait donc de supplier le roi (Clovis) de reconnaître le vrai Dieu [...] mais rien ne put l'y décider jusqu'à ce que, dans une guerre avec les Alamans, [...] arriva que l'armée de Clovis allait être taillée en pièces. Alors Clovis, plein de ferveur, éleva les mains vers le ciel et [...] s'écria : « Jésus-Christ [...], si tu m'accordes la victoire sur mes ennemis [...], je croirai en toi et je me ferai baptiser en ton nom [...]. » Comme il disait ces paroles, les Alamans, tournant le dos, commencèrent à se mettre en déroute ; et voyant que leur roi était mort ils se soulevèrent à Clovis. [...] Ces événements se passaient dans la quinzième année de son règne. »

« Dans une guerre » : c'est la seule précision - si l'on ose dire - donnée par l'évêque de Tours, avec celle de l'année du règne, qu'on peut rapporter à l'an 496 grâce à la chronique de l'évêque d'Avanches, Marius, rigoureusement datée en années consulaires. Dès lors, où a-t-on trouvé l'indication du lieu, Tolbiac ?

Dans un tout autre chapitre (livre II, chapitre 37) où, parlant de la grande victoire remportée à Vouillé par Clovis sur le roi des Goths, Alaric, Grégoire de Tours écrit : « Il (Clovis) avait avec lui comme auxiliaire le fils de Sigebert, le Boïen, nommé Chlodéric. »

Et, à propos du surnom du père de cet allié, il ajoute : « Ce Sigebert donna d'un coup qu'il avait reçu à un genou à la bataille de Tolbiac contre les Alamans. »

Les historiens modernes ont rejeté ce vœu au rang de fable pittoresque mais inacceptable

C'est cette simple allusion au père de son allié qui, mal interprétée, a fait croire que le combat après lequel Clovis se serait converti s'est déroulé à Tolbiac !

Cependant, rien dans ce texte n'autorise à penser que Clovis, roi des Francs Salins, assistait le père de son allié, Sigebert, roi des Francs Ripuaires, lorsque ce dernier fut blessé à un genou en livrant bataille à Tolbiac (Zülpich, près de Cologne, où il résidait) à ses voisins alamans. La trop fameuse identification du lieu de la victoire remportée par Clovis ne repose-t-elle que sur une confusion ou une simple déduction ?

De plus, le vœu lui-même que Clovis aurait prononcé pendant cette bataille impossible à localiser a été à son tour infirmé par une convaincante étude de Mgr Saller. La meilleure preuve en est que saint Acte, évêque de Vienne, félicitant Clovis de sa conversion, ne fait pas la moindre allusion à ce vœu ni à la victoire miraculeuse qui en aurait été la conséquence. Un tel silence constitue bien la plus forte présomption contre la légende très postérieure recueillie par Grégoire de Tours.

Les historiens modernes, l'éminent médiéviste Calmette notamment, ont catégoriquement rejeté ce « vœu » au rang de fables pittoresques mais inacceptables, tout autant que la ténacité idéologique de Tolbiac comme lieu de la bataille livrée par Clovis aux Alamans.

Pierre-Georges Lorris est un ancien magistrat.

★ Ce texte a été publié une première fois dans *Le Monde* du 2 août 1990.

Retour du Rwanda par Jean-Pierre Boucher

J 'e suis de retour d'une mission de formation à Kigali, au Rwanda, dans le cadre d'une association française de juristes qui participe à la reconstruction de l'appareil judiciaire rwandais après sa totale destruction lors du génocide de 1994.

Après une semaine passée à Kigali en contact avec des juges, des magistrats et des juristes, j'ai eu l'occasion de visiter un chantier devenu un ossuaire d'environ 3 500 victimes dans une petite église, je ressens le devoir de témoigner.

Témoinner de ce que ce petit pays, sans ressources, qui se débat dans les difficultés de la misère, a connu, entre avril et juillet 1994 un terrible génocide dont les récits et les traces sont insoutenables et inimaginables au XX^e siècle.

Témoinner de ce que ces massacres épouvantables ont pu avoir lieu, à la machette le plus souvent, en présence et parfois aux pieds des soldats occidentaux et français en particulier, présents pour assurer la sécurité et le départ des Européens !

Témoinner aussi de ce que cette plaie encore béante pour le peuple rwandais risque à tout moment de

faire basculer certains dans les horreurs de la vengeance et qu'aujourd'hui les assassins continuent, notamment ceux des tribunaux qui pourraient devenir des accusateurs devant une hypothétique justice.

Il faut juger. Vite. Avant que d'autres drames, dans le même pays ou la même région, ne surviennent

Cette justice, attendue et indispensable à une reconstruction, se heurte encore, plus de deux ans après les faits, à des difficultés matérielles de tous ordres que nous avons peine à imaginer : pas de moyens de communication, pas de moyens de déplacement dans un pays dépourvu de transports en commun, pas de matériel de bureau tout simplement, aucun moyen en matière de police scientifique, des enquêteurs jeunes et

inexpérimentés, des magistrats trop peu nombreux et présentant les mêmes handicaps malgré une volonté et une motivation extraordinaires.

Une justice qui n'est pas rendue non plus à ce jour par le Tribunal pénal international pour le Rwanda, institué par l'ONU, pour lequel les Etats tardent à verser leur contribution et qui semble s'orienter vers des débats de procédure et des exceptions dilatoires.

La conscience de la communauté internationale doit assurer l'exercice d'une justice saine et équitable pour juger les assassins. C'est la l'histoire d'un système de droit universel qu'il faut construire et qui représente un progrès considérable des droits de la personne humaine.

Mais il faut juger, il faut le faire vite, avant que d'autres drames dans le même pays ou la même région ne surviennent. Sans un effort particulier et immédiat des pays riches pour aider la justice rwandaise et le Tribunal d'Arusha, il sera trop tard. Nous ne pouvons plus dire que nous ne savions pas.

Jean-Pierre Boucher est magistrat.

AU COURRIER DU « MONDE »

POUR L'HONNEUR DE LA CNIL

Jamais la CNIL (Commission nationale de l'Informatique et des libertés) n'avait failli. Quelles qu'aient été les convictions des dix-sept membres qui la composent et quelle qu'ait été la majorité au pouvoir, elle avait toujours su, avec autorité et en toute indépendance, honorer ses rendez-vous. Face aux tentations qu'offre aux pouvoirs le développement de l'informatique, la CNIL a toujours fait prévaloir la protection de la vie privée. (...) Le 9 juillet 1996, la CNIL avait rendez-vous avec un ancien maire d'arrondissement de Paris qui avait entrepris en toute illégalité de fixer les opinions politiques de ses électeurs. Ce rendez-vous a mal tourné. M. Dominati ne vint pas.

La politique l'accompagnait, qui nous fit tourner la tête. Le résultat est triste pour notre institution. (...) Les faits étaient pourtant établis. Nous les avons consignés : soixante-neuf opposants politiques fichés en tant que tels, des centaines de noms d'électeurs accompagnés de codifications de couleurs mystérieuses, des fichiers inaccessibles car protégés par des mots de passe indéchiffrables. Mais la cause était entendue. Cela méritait bien une abolition... pédagogique. Espérons toutefois qu'une telle décision ne fera pas jurisprudence.

dence et n'encouragea pas les partis politiques à fixer désormais les électeurs qui leur sont défavorables.

Espérons également que nos concitoyens n'en viendront pas à penser que les opinions politiques, que la loi du 6 janvier 1978 a classées parmi les données les plus sensibles, avec l'origine ethnique, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale ou les mœurs des personnes, ne sont plus protégées par la CNIL. (...) Honoré d'avoir été désigné par le Conseil économique et social pour siéger à la CNIL, je suis engagé politiquement. Comme eux très attaché à la CNIL, j'espère que cette affaire n'aura entamé ni son indépendance, ni son crédit, ni la confiance (qu'ont en elle) nos concitoyens.

Pierre Schapira, Paris

RECRUTEMENTS UNIVERSITAIRES : RIEN DE NEUF SOUS LE SOLEIL !

Si le diagnostic posé dans *Le Monde* du 18 juillet par l'Association de réflexion sur l'enseignement supérieur et la recherche (Areser) sur les défauts de la procédure actuelle de recrutement des universitaires est bien exact, le remède préconisé - un concours national - n'a rien d'une nouveauté. C'est, ni plus ni moins, le système de l'agrégation du supérieur, en vi-

gneur depuis exactement un siècle (1896) et maintenu contre vents et marées dans les disciplines des deux premiers groupes (droit, sciences et de gestion).

La question qui mériterait d'être posée est de savoir si ce système protège mieux que d'autres les candidats contre le népotisme, les injustices et les inégalités, s'il est compatible avec une véritable autonomie scientifique des universités, et si son coût ne serait pas prohibitif. Rien n'est moins sûr.

Le fond du problème est que les universités françaises n'ont aucune culture réelle et ancienne d'autonomie et que le pouvoir, quel qu'il soit, considère le recrutement des universitaires comme un enjeu politique plus important que le recrutement des juges ou des policiers. Lorsqu'on cessera de modifier les procédures après chaque changement de majorité politique, on sera accompli aux universités françaises un pas décisif vers l'âge adulte. Encore faudra-t-il les y maintenir.

Des solutions avancées par Areser, il en est une que nous retenirons volontiers : l'obligation de mobilité. La sécheresse des idées est souvent la conséquence de l'immobilité des enseignants et des chercheurs.

Alain Alcouffe et **Jacques Pommardé**, Toulouse

LA CHRONIQUE de Nicole Zana « Fragments de vies » de Jacques Pommardé page 11



MICHEL LE PEN

L a chronique de Nicole Zana « Fragments de vies » de Jacques Pommardé page 11

Bo

Le gilet rouge

« Hémorri... »

LA CHRONIQUE
de Nicole Zand
« Fragments de vies »
récits de Jacques Rossi,
page II



MICHEL LE BRIS
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 26 JUILLET 1996

L'INVENTION
EN AVEYRON
pages IV et V



LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
« L'animal politique »
page VI

Lorsque, il y a dix ans, le 14 juin 1986, Jorge Luis Borges mourait à Genève, les essais, les thèses qui lui étaient consacrés avaient pu remplir, déjà, une imposante bibliothèque. En outre, depuis bien longtemps, la gloire avait oublié son prénom et fait de son patronyme une épithète, ce qui est un gage de pérennité, mais comporte presque toujours une restriction : dire « proustien », se réduit souvent à l'évocation prévisible des allées et venues de quelque narrateur dans sa mémoire ; dire « kafkaïen », se limite à suggérer une quête enlaidie d'obstacles successifs, qui n'aboutit jamais ; en qualifiant de « joycien » un roman, on insinue que celui-ci est une promesse d'ordre verbal ou — mais le mot est de Borges à propos d'*Ulysse* — que « plus que l'œuvre d'un seul homme il semble être celle de nombreuses générations ».

Enfin, lorsqu'on risque l'adjectif « borgésien », on suscite l'image éphémère d'un métaphysicien poète qui erre dans une bibliothèque impénétrable, laquelle serait aussi un labyrinthe destiné à se fondre et se confondre avec l'univers.

Certes, on peut affirmer que ce que Borges propose d'emblée est une méthode de révision incessante des données que, par habitude, paresse ou superstition, on a acceptées, une fois pour toutes. Il est également indiscutable que son idéal littéraire, illustre mais persistant dans son œuvre tout au long de sa vie, portait le poète vers l'impersonnel, voire l'apocryphe : il aimait répéter avec Emerson, qu'une seule personne est l'auteur de tous les livres qui existent dans le monde ; et, avec Valéry, qu'une histoire approfondie de la littérature pourrait se faire sans que le nom d'un seul écrivain y fût prononcé. Sa plus grande ambition littéraire ? « Écrire un livre, un chapitre, une page, un paragraphe, qui n'ait rien à voir avec mes obsessions, mes préférences, ni mes habitudes ; qui ne s'adresse pas de ma haine, de mon temps, ni de ma terreur ; qui paraisse à Buenos Aires



Borges, jeux de styles

Autobiographe paradoxal ou scribe impersonnel au service de la littérature, l'écrivain argentin cherchait, au travers de son œuvre une cohérence supérieure, universelle

son propre avertissement, il éprouvait un fort penchant « pour les sophismes, les calembours et toutes formes de contorsion verbale ». Il observait que « toute littérature en fin de compte est autobiographique : tout ce qui fait état d'un destin et nous le fait voir est poétique », qu'il s'agisse « d'œuvres personnelles » (Montaigne, De Quin-

ces, Whitman) ou de fictions romanesques. Rappelons, en passant, que, tout jeune, il se considérait comme un poète lyrique, tout en inclinant, déjà, à la poésie épique — sans doute par nostalgie de cette vie péruvienne qu'il avait menée ses ancêtres, héros de l'indépendance sud-américaine. Le lent apprentissage de l'anglo-saxon, la familiarité acquise avec les anciennes littératures scandinaves, allaient accom-

plir cette éducation ; et l'âge mûr atteint, il préférait, à l'entendre, les « durs sagas nordiques » à (ce n'était qu'un exemple) Baudelaire — « poète que ma jeunesse a vénéré ». Cela dit, la manière lyrique et la manière épique se sont, jusqu'à la fin, disputées son inspiration. Mais revenons à sa conviction d'une fatalité autobiographique liée à la littérature : au fil des années, Borges deviendra pour lui-même l'une des références récurrentes ; aussi, dans *L'Auteur et autres textes* (1), qu'il publie à l'âge de soixante ans, on trouve la page désormais célèbre, intitulée « Borges et moi » (dont il dit, dans la préface qu'il rédigea trois semaines avant sa mort pour l'édition de ses œuvres complètes dans « La Pléiade », qu'il ne lui semble pas impensable qu'une anthologie de l'avenir en

tienne compte). « Borges et moi » : « Il serait exagéré de prétendre que nos relations sont mauvaises. Je vis et me laisse vivre pour que Borges puisse aujourd'hui sa littérature. (...) Il y a des années, j'ai essayé de me libérer de lui et j'ai passé des mythologies de bonhumeur aux jeux avec le temps et avec l'irréel, mais maintenant ces jeux appartiennent à Borges et il faudra que j'imaginer autre chose. De cette façon, ma vie est une fuite où je perds tout et où tout va à l'oubli ou à l'autre. Je ne sais pas lequel des deux écrit cette page. »

Plus tard encore, en 1967, Borges répondait à Georges Charbonnier (2), qui l'interrogeait sur la littérature : « Dans mes contes il y a, je l'espère, une partie intellectuelle et une autre partie, plus importante, je pense : le sentiment de la solitude, de l'angoisse, de l'indifférence, du caractère

imaginé le Cavalier Marin, le poète d'Adonis, au style si contourné, sur son lit de mort. Il contemple une rose, cette rose qu'il a tant de fois masquée de métaphores, et il comprend qu'elle existe dans son éternité et non dans ses phrases : « que nous pouvons mentionner ou évoquer, mais jamais exprimer » ; qu'un livre n'est pas « un miroir du monde, mais une chose de plus ajoutée au monde ».

Alors, dans son poème « La Lune », après avoir recensé les plus fines métaphores qui la célèbrent, il conclut en disant qu'il n'y a, parmi les mots, qu'un seul mot qui puisse nous rappeler la lune : « Ce mot est le mot "lune" » — après avoir fait allusion au « maléfice / de nous qui remplissons l'office / de changer notre vie en paroles ». Et encore une fois, Borges, pourtant si fidèle à ses admirations, prend le contre-pied du Borges qui, en 1922, raillait Whitman d'avoir cru qu'il suffisait d'énumérer les noms des choses pour que l'on pût saisir sur le champ combien elles sont uniques et prodigieuses.

L'ensemble de ces éléments successifs, parfois avec de longs intervalles, parfois dans un même recueil de nouvelles ou de poèmes, mûrit-il à l'unité de l'œuvre, si chère au lecteur ?

De passage à Paris, en janvier 1983, Borges me demanda de lui lire les traductions en français de sa poésie. Malheureusement, au cours des séances de lecture, il avait regretté, sans plus, d'avoir écrit tel ou tel poème. Mais lorsqu'on est arrivé à cette épique composée de deux sonnets, dont le titre est une date, 1964, où le poète — un *desdichado* — dit son malheur et invoque la mort « qui nous libère / du soleil, de la lune et de l'amour », Borges s'exclama, scandalisé : « C'est sentimental ! » Et moi, je lui vantais la beauté de ces vers et les lui lus. Il y eut un silence, puis, à mi-voix : « Bon ! Puisque ce qui est sentimental existe aussi en ce monde, je dois m'y résigner, non ? »

Ainsi renouait-il, Borges, avec le rêve impossible du scribe au service de la littérature, qui accepte que si une chose est digne d'être chantée, toutes les sont, et confirmait la cohérence interne de son œuvre, une cohérence supérieure, universelle.

(1) Gallimard, 1965
(2) Entretien avec Jorge Luis Borges, Gallimard, 1967
(3) *La Vérité de parole*, Mercure de France, 1988

comme il aurait pu paraître à Oxford ou à Pergame... »

Si l'on rappelle, ici, cette ambition à la fois démesurée et d'une modeste, c'est dans le dessein de mettre en évidence la pluralité de vocations, pour ainsi dire, apparemment ou réellement opposées qui attirèrent Borges, et qui, ensemble ou tour à tour, ont contribué à la richesse de son œuvre.

Ainsi, en 1926 — à l'époque où, de

Le gilet rouge de Théophile Gautier

« Hernani », Hugo, Nerval... « Souvenirs » de l'épopée romantique et leçon d'une éclatante audace

SOUVENIRS DU ROMANTISME
de Théophile Gautier.
Postface d'Ariel Denis,
Le Seuil, L'École des lettres »,
200 p., 45 F.

Le 25 février 1830, à Paris, a lieu un événement extraordinaire : une pièce de théâtre d'un auteur de vingt-huit ans déchaîne les passions. La salle est en effervescence. On écoute à peine, on crie, on s'insulte, on se méprise du regard, on en vient presque aux mains. Les *flamboyants* s'en prennent aux *grisâtres*, autrement dit une jeunesse anarchiste et aristocratique, cheuveux longs et vêtements provocants, s'oppose aux bourgeois vindicatifs et apertés, banquiers, magistrats, journalistes, professeurs, académiciens à perruque, professeurs et nantis de la Restauration. Les jolies femmes, avec un instinct sûr de la situation, se mettent à applaudir les partisans de la pièce révolutionnaire. Un garçon de

dix-neuf ans, surtout, se fait remarquer par son gilet rouge éclatant, véritable déclaration de guerre civile au lâche consensus moral de l'époque, à la démission sociale généralisée. Ce mauvais sujet s'appelle Théophile Gautier. Il est venu avec une bande d'énergumènes recrutés par un certain Gérard Labrunie (plus connu, par la suite, sous le nom de Nerval) soutenir le jeune auteur énergique et génial qu'ils considéraient comme leur mentor : Victor Hugo.

Le scandale est celui d'*Hernani*. Février, donc. En juillet, ce sera la rue, et l'Émeute. Gautier écrit ses *Souvenirs du romantisme* en 1874, quarante-deux ans après cette scène. Il a soixante et un ans, il est célèbre, il va mourir, il aura des funérailles nationales. Une autre insurrection, beaucoup plus importante,

la Commune, vient d'être écrasée par l'éternel parti gris. Gautier écrit : « Nos poésies, nos livres, nos articles, nos voyages seront oubliés ; mais l'on se souviendra de notre gilet rouge... Il ne nous déplaît pas, d'ailleurs, de laisser de nous cette idée, elle est farouche et hautaine... » Avis aux fusillards versaillais. Il écrit aussi : « On ne saurait imaginer à quel degré d'insignifiance et de pâlisme en était arrivée la littérature. » Que voulait l'armée romantique ? « La vie, la lumière, le mouvement, l'audace de pensée et d'exécution, le retour

aux belles époques de la Renaissance et à la vraie Antiquité. Nous rejetons le coloris effacé, le dessin maigre et sec, la composition paresseuse à des groupements de mannequins, que l'Empire avait légués à la Restauration. » La plume de Gautier vibre d'émotion, il met son gilet rouge

pour disparaître ; il sait d'ailleurs qu'il a eu beau s'habiller autrement, on ne lui a jamais pardonné (pas plus qu'aux autres) son engagement de l'époque. Il fait revivre ses compagnons de jeunesse et de poésie, au moment où « tout germe, tout bourgeonnait, tout éclatait à la fois ». Hugo, en ce temps-là ? Un « parfait gentleman ». Nerval ? Un personnage surnaturel, cheuveux blonds, « yeux étoilés de bleu », marchant continuellement, s'arrêtant pour écrire dans un petit cahier, travaillant sans cesse, mais ne voulant pas que cela se vole. Bref, un certain nombre d'individus appelés à reparaître un jour, sous d'autres noms, pour incarner le signe des temps, quand le moment est venu, contre toute attente, de bousculer ceux qui, « de leurs défilés mains tremblotantes, cherchent à tenir fermée la porte de l'avenir ». Un tract pour aujourd'hui, en somme.

Philippe Sollers



Livres de poche



J.M.G. Le Clézio

LA QUARANTAINE

« Il nous avait fait visiter, Matrice, Rodrigues, tout l'archipel des Mascareignes dans le sillage de ses ancêtres. Ne manquez pas le voyage sur l'île Plate : ce caillou éternel tout ce que nous savons du monde. »

Jean-Louis Esine, Le Nouvel Observateur

« Un livre important, une œuvre littéraire de première grandeur. »

Pierre Lepape, Le Monde

« La Quarantaine est un roman, un beau roman dense, d'une architecture narrative soignée... J.M.G. Le Clézio a pleinement réussi. »

Jorge Semprun, Le Journal du Dimanche

GALLIMARD

سكس اس اس

II / LE MONDE / VENDREDI 26 JUILLET 1996

littératures

David Garnett, la fantaisie en toute liberté

Inscrite en réaction contre le puritanisme de la société victorienne, l'œuvre du romancier anglais est l'expression d'un esprit sans cesse conduit par l'instinct du bonheur

ASPECTS OF LOVE
de David Garnett.
Traduit de l'anglais
par Anouk Neuhoft,
préface de François Gallix,
éd. Christian Bourgois,
192 p., 95 F.

UN HOMME AU ZOO
(A Man in a Zoo),
de David Garnett.
Traduit par Betty Collin,
illustrations de R. A. Garnett,
éd. Christian Bourgois,
140 p., 95 F.

LE RETOUR DU MARIN
(The Sailor's Return)
de David Garnett.
Traduit par Lucienne Lanusse,
éd. Christian Bourgois,
189 p., 95 F.

ELLE DOIT PARTIR
(Go She Must)
de David Garnett.
Traduit par Aurélien Digeon,
éd. Christian Bourgois,
235 p., 95 F.

David Garnett, Bunny comme on le surnommait, fut sans conteste l'un des membres les plus charmants du Bloomsbury group. Né dans une famille d'érudits (moins distinguée cependant que celle de Virginia Woolf), il connut dès son plus jeune âge les grandes figures littéraires de l'époque et, tout naturellement, rejoignit à Charleston, puis à Londres, autour de Virginia et Leonard Woolf, les intellectuels en vue de ce temps : Lytton Strachey, l'économiste Maynard Keynes, E. M. Forster, le peintre Vanessa Bell, son frère Virginia Woolf, et Duncan Grant, son ami, qui était peintre également. David Garnett devint bientôt inséparable de ce couple. Bien des années plus tard, en 1940, il devait épouser Angelica Bell, la fille de Vanessa et de Duncan, comme il s'était, dit-on, engagé à le faire au moment où elle naquit. Vengeance contre Duncan

Grant, avec lequel il entretenait une liaison, ou contre Vanessa ? Fidélité à une promesse ancienne ou goût d'une logique perverse ? Bunny, « ce jeune *Corydon* naturel, impétueux, audacieux et innocent », tel qu'il apparaît aux yeux de la très jeune Angelica, démontre par cette action d'être la vitalité de l'esprit de Bloomsbury et ce qu'il comportait de cruauté. En réaction contre la rigide société victorienne, cet esprit se voulait libre, tolérant, dénué de préjugés et de ces passions basses que sont la possessivité et la jalousie. Chacun des romans de Garnett est l'illustration du bon-

heur que procure une telle liberté quand la société ne prend pas pour tâche de le détruire. Cependant, Angelica Garnett, dans *Trompeuse gentillesse*, son autobiographie, raconte une autre histoire, mêlée de douleur et d'amertume celle-ci, et, révélant sous les apparences la réalité profonde des sentiments, corrige quelque peu la vision, toute de charme, qu'on a en général de David Garnett : « Bunny, s'il agissait à mon avis par egoïsme, égoïsme et peut-être vengeance... et s'il fut ainsi conduit à faire d'une fille innocente une victime... » (1).

Que Garnett ait été fasciné par la liberté des instincts et l'expression spontanée de la sexualité, ses romans aujourd'hui réédités (avec de très jolies illustrations de Ray Marshall, sa première femme) le prouvent, qui prennent si souvent pour thème central l'animalité. A commencer par *La*

posée sur la cage, une pancarte inscrivait le public de l'espèce présentée : « *Homo sapiens, homo, sapiens natus in Ecce...* ». La situation est poussée à l'absurde suivant une implacable logique.

La question de la sexualité est toujours au centre de *Aspects of Love*, avec un magnifique portrait de femme : Rosa, belle, libre, épanouie, qui, par amour, éprouve un homme distingué et vieillissant, aussi patient et tolérant qu'elle est ardente, puis collectionne les jeunes amants, tout en vivant en parfaite harmonie avec l'époux de ses rêves, Rose, modèle de la femme moderne, était aussi, de l'aveu de David Garnett, la femme idéale. La leçon est claire : la jalousie n'est pas de mise, elle provoque la folie et le meurtre, le jeune Alex, qui était amoureux de Rosa, l'apprendra à ses dépens. Le roman s'achève avec la mort de Sir George ; selon les vœux

du défunt, une grande fête est organisée sur la terre qu'il aimait, celle de Rabelais, on y chante, on y boit et on y danse, comme il l'avait voulu... Le roman fut publié en 1955. La libération des mœurs autorisait sans doute l'issue optimiste que Garnett refusa au *Retour du marin* (1925).

La tragédie de William Turgott, le marin revenu de ses voyages au long cours, de la belle Tulip, son épouse noire, et de Sambo, leur enfant, montre l'insidieux, le fatal cheminement de la haine dans une communauté villageoise, étroite d'esprit et ignorante. Sans doute peut-on voir maintenant dans le personnage de Tulip, qui possède toutes les qualités dont est dépourvue la société blanche - elle est gaie, vive, spontanée, libre et courageuse - une sorte de racisme inversé ; sans doute peut-on s'amuser des tableaux de l'Afrique que Garnett oppose à la scène anglaise : l'esprit de fantaisie y règne et les images présentées semblent prôner plus d'un rêve nostalgique du bon sauvage et d'un rejet farouche des contraintes du puritanisme que d'une observation, si lointaine soit-elle, de la réalité. Il n'en reste pas moins que le roman sait toucher et convaincre le lecteur, comme l'époux, dans *Elle doit partir*, le retour au village de la jeune femme épanouie : dans les deux cas, il y voit le plus tendre amour qu'il faut payer pour la liberté. Mais le sort d'Anne Damock, qui retrouve, dans un presbytère transformé en refuge, son père devenu fou, paraît plus enviable que celui de la jeune Tulip et de William Turgott, que pourchasse, au sein de l'odyssée d'une campagne anglaise, toute la méchanceté du monde. Il faut lire, ou relire, ces romans pour leur humour et leur fantaisie, pour tout ce qu'ils nous révèlent d'une société anglaise dans sa recherche d'une liberté aux formes multiples.

Christine Jordis

(1) Angelica Garnett, *Trompeuse gentillesse*, traduit de l'anglais par Sabine Paris, éd. Christian Bourgois, 1986.

Coups de soleil

Annika Idström souffle le chaud et froid dans un récit où les êtres révèlent crûment leur animalité

LETTERS A TRINIDAD
(Kirjelmä Trinidadille)
d'Annika Idström.
Traduit du finnois par Gabriel Rebournet,
Callimard, « Du monde entier »,
192 p., 90 F.

Exposés au grand soleil, les abîmes les mieux protégés finissent forcément par s'ouvrir et par libérer le venin qu'ils renferment. C'est au spectacle de cette effrayante maturation que convie le livre d'Annika Idström, tout entier baigné d'une étrange et mortelle lumière. Au centre du halo, il y a Seppo Siirén, « du bureau des impôts d'Helsinki », en vacances dans le sud d'Israël avec sa femme et sa fille. En quelques jours ponctués de visites et de baignades, le fonctionnaire voit exploser l'ordre factice qui régentait sa vie. De son écriture glacée, implacablement morne par moments, l'auteur réussit à engendrer un malaise aussi étouffant que le climat dans lequel évoluent ses personnages.

Car le soleil est à la fois le grand coupable et le grand libérateur. La vie est un cauchemar tragique, c'est entendu, mais un cauchemar qui peut rester tel - c'est-à-dire réel - tant que le dépaysement et la météo ne s'en mêlent pas. En Finlande, le héros pouvait parquer ses angoisses et le sentiment de son insuffisance dans l'enclos bien clos de ses balades. Loin de ses bases, au contraire, il se trouve obligé de batailler pour sauvegarder sa tranquillité de façade.

Tout à la quête d'un bonheur qui se résume à l'absence de conscience, pris dans une sorte de banquette sentimentale, Seppo nous est montré comme un obsédé du différenciel. Chaque chapitre raconte les pauvres bastingsages auxquels il se raccroche de plus en plus maladroitement pour éloigner sa peur : les « brochures touristiques » dont il fait grand usage

lorsque la violence menace, l'exercice physique et ses vertus supposées, l'organisation matérielle du voyage. Côté nord, donc, la phrase est plate, l'observation prosaïque et l'optimisme de rigueur. Le récit multiplie les tournures négatives et les constats qui tournent court pour ne pas se transformer en vérités insoutenables.

« Continuer comme avant, c'est ça, comme avant. » Mais comment parvenir à ignorer les catastrophes, à se contenter de dire « Merde ! (...) ma coquette est restée dans la voiture ! », lorsque votre femme et son amant vous abandonnent en plein désert ? Comment ne pas voir que votre fille, cette « fillette » qui n'en est plus une depuis longtemps, cette « handicapée » atteinte d'une mystérieuse débilité, souffre intensément d'abandon ? C'est que, côté sud, il y a le soleil, celui qui « brille trois cent soixante jours par an », celui qui « éblouit vos yeux et vous aveugle au point que vous finissez par ne plus rien voir, pas même votre main ».

Ce soleil, Annika Idström en inonde, en éclipse le roman. Il obstrue l'horizon « comme si l'air était saturé d'un liquide brillant ». Il rend fon et incide à la fois, exaltant les instincts sexuels et dévotement abruptement la part animale de chacun. Dans ses rêves les plus abominables, Seppo imagine qu'il dépense sa femme à coups de dents. Quant à elle, après avoir manqué d'étrangler sa fille soi-disant éblouie, elle se retrouve à terre, « la salive lui coulant de la bouche en longs filets blancs ». Des animaux, des « fauves » qui finissent par découvrir la vérité lorsque, tout au bout du roman, la « fillette » deviendra seule semblable à un ange, cette enfant que le récit, parlant par les yeux des parents, avait toujours présentée comme une bête. Alors seulement « la » fillette, être indéterminé, sera rallié à Seppo par un possessif. Trop tard.

Raphaëlle Régnier

d'autres mondes

Vingt ans au Goulag

FRAGMENTS DE VIES
(Vingt ans dans les camps soviétiques),
récits de Jacques Rossi.
Ed. Elilia (Dauphin Diffusion),
45, rue de la Tombe-Issoire,
75014 Paris 176 p., 98 F.

Le Français du Goulag... Il est à peu près inconnu chez nous. Agé aujourd'hui de près de quatre-vingt-sept ans, Jacques Rossi ne tire aucune vanité de cet exotisme pénitentiaire réservé à quelques idéalistes que la vie a vaccinés. Il vient seulement de publier son premier livre en français, *Fragments de vies*. Un recueil de courtes nouvelles, une cinquantaine de croquis, rapides, souvent vitrioliques, vus de l'intérieur du système soviétique, qui sont le fruit de l'expérience vécue et qui exposent crûment une logique aberrante en apparence qui était une machine à briser des vies. « *Avant ! Avant, sale fasciste ! Fumier ! Ordure !* ». Brièvement, froidement, semble-t-il, sans confondre le sarcasme avec la sécheresse. Sans s'apitoyer.

Une vie de militant, une vie de communiste, une vie de zek. Né à Bourg-en-Bresse en 1909 alors que son père vient de mourir, il passe son adolescence à Varsovie avec sa mère qui, mariée avec un Polonais, meurt en 1920. Il devient membre du Parti communiste polonais clandestin, à dix-sept ans. Six mois plus tard, il est condamné à neuf mois de forteresse pour avoir distribué des tracts appelant les conscrits, en cas de guerre, à tourner leurs armes contre les capitalistes et les propriétaires fonciers polonais. Contacté par le Komintern à cause de ses talents de polyglotte, il va commencer à circuler à travers l'Europe et même l'Afrique sous de fausses identités pour transmettre le courrier,

« Garder la mémoire, se souvenir de ce qu'on n'a pas su ou pas voulu savoir » : voilà ce que rappelle Nicole Zand, dans cette ultime chronique, après nous avoir proposé, pendant dix ans, de partager ses passions, sa curiosité, sa culture, sa longue expérience du journalisme.

Jo. S.

Avec, parfois, d'étranges coïncidences qui pourraient faire douter de l'infailibilité de la Guepéou, comme cette « croisière » qu'il fit « de Gènes jusqu'à un port de la Méditerranée orientale » avec un faux passeport suédois, enfermé dans sa cabine pendant toute la traversée pour ne pas rencontrer un autre Suédois qui était à bord. Et qui était en réalité un autre agent du Komintern ! Au début des années 30, Jacques Rossi est envoyé à Paris sous une fausse identité qu'aujourd'hui encore il ne veut pas révéler, officiellement comme étudiant de hindi, d'ourdou et de chinois aux Langues O. En octobre 1937, envoyé en Espagne, derrière les lignes de Franco, avec un émetteur clandestin, il est rappelé soudain et sans expli-

cation à Moscou. Il éprouvera finalement une sensation de soulagement lorsqu'il sera envoyé à la Loubianka, puis transféré à la Boutyria, prison de deuxième classe réservée aux subalternes. « Nous sommes plus d'une centaine dans notre cellule. Des apparatchiks du Parti et de l'Etat, des militaires, des ingénieurs, des étudiants, des diplomates, un philosophe, des experts, un sourd-muet, quelques communistes étrangers, un ancien bolchevik qui a pris part aux révolutions de 1905 et de 1917. Personne ne comprend ce qui lui arrive. »

C'est là que commencent les *Fragments de vies*, comme des éclats de moments, qui laissent l'autobiographie comme la grande Histoire en pointillés, et qui, entre littérature et témoignage, donnent à l'imagination la faculté d'approcher la terreur qui gît dans les détails : les commissaires interrogateurs qui se relaient pendant des jours et des nuits, eux-mêmes pris dans l'engrenage de la purge ; le pénal de l'Armée rouge qui au bout de six mois de tortures et d'isolement a fini par avouer n'importe quel et qui se croit quitte ; le paysan accusé d'espionnage au profit du Japon ; le bourgeois de la Tcheka qui dévoile les secrets du métier - un coup de pied au derrière tout en appuyant sur la détente - pour que le sang n'éclabousse pas la tunique ; le moineau aussi insouciant qu'effrayé qui s'est posé sur la fenêtre aveugle de la prison de Krasnoyarsk et qui évoque le général d'Eric von Stroheim dans *La Grande Illusion*.

En 1939, après deux ans d'incarcération à Moscou, on l'envoie vers les camps, dans des wagons à bestiaux. A Norilsk, sur le 70 parallèle où il peut faire jusqu'à moins 57 degrés. « J'avais énormément de chance : une bonne santé, pas de famille, pas

d'angoisse ; la plupart de mes camarades, surtout les étrangers, étaient écrasés par leur malheur alors que moi, j'étais conscient que c'était l'occasion de comprendre et d'apprendre ce qu'était cette Union soviétique qui était mon rêve, et dont je n'avais connu que les clandestins. » Condamné à huit ans de camp de redressement, on ne le relâche pas. « On me libère en 1945, sans que je puisse quitter Norilsk, mais je ne reçois plus ma ration quotidienne de prisonnier, et il faut que je la gagne. Et en 1948 on m'a fabriqué une nouvelle peine, sous prétexte que j'aurais transmis un message à l'ambassade de France pour demander un avion pour me récupérer. Toujours sans juge, j'ai été condamné à vingt-cinq ans de plus. J'ai calculé que j'aurais dû

sortir en 1973 ! Mais gentiment Staline est mort. Je ne l'ai pas su tout de suite, parce que à ce moment j'étais dans une prison centrale près du lac Baïkal. »

Assigné à résidence à Samarkand après le XI^e congrès, on lui permettrait, en 1961, après une grève de la faim, de revenir en Pologne où il demeurerait jusqu'à la retraite, en 1978, enseignant la civilisation française à l'université de Varsovie et commençant à travailler à l'œuvre de sa vie : un « dictionnaire historique du système pénitentiaire soviétique et des termes officiels qui s'y rapportent » intitulé *Le Manuel du Goulag*. Après un séjour au Japon, il obtient une aide de l'université de Georgetown à Washington pour mener ses recherches et revient vers son pays natal en 1985 avec le désir de raconter ce qu'il avait appris là-bas. « J'ai découvert avec surprise que mon témoignage n'intéressait que fort peu de monde. Et même qu'il dérangeait (...). J'ai donc

failli renoncer à me faire entendre. » Les éditeurs français n'ont pas été intéressés par cette « somme concentrationnaire », ouvrage de référence sociologique et linguistique, différent des œuvres désormais classiques de Solzhenitsyne, Herling, Czapka, Stajner. Cependant, le livre paraît en 1987 à Londres en langue russe et en traduction anglaise chez Overseas Publications Interchange avec une préface d'Alain Besançon, puis aux Etats-Unis avec une préface de Robert Conquest (Paragon House, New York, 1989) et en Russie (Prosvet, Moscou, 1991). L'édition française, enfin, est annoncée pour l'automne aux éditions Saint-Germain-des-Près.

Mais il faut lire, préambule au Manuel, ces *Fragments* qui dérangent parce qu'ils mettent en lumière l'inconscience des « belles âmes » rencontrées au hasard des baraquements des camps, des cellules, des transferts, avec des dévots convaincus que les autres codétenus sont des sauteux et qu'eux-mêmes ont été arrêtés par erreur, et se persuadent que si on leur faisait subir les épreuves réservées aux véritables ennemis du peuple, c'était afin de rendre les choses crédibles. Un mirage que Rossi, sans dévoiler pourtant les mystères du service secret, voudrait expliquer : « Mais, me direz-vous, que diable étiez-vous allé faire dans cette galère ? Eh bien, en 1937, quand a débuté mon odyssey, communiste fervent, j'étais un agent au service du Komintern, prêt à tous les sacrifices pour instaurer sur terre le règne de la justice sociale. Si on m'avait dit que je servais la cause en me jetant de la tour Eiffel, je l'aurais fait sans hésiter. (...) Peut-être que, sans mes années de Goulag, j'aurais eu du mal à comprendre. » Des *Fragments* à ne pas manquer.

Martine Silber

Un brin de folie dans l'Eire

LA VIERGE, LE JOURNALISTE ET LE VIEUX VÉLO
(Why Should You Doubt Me Now?)
de Mary Breasted.
Traduit de l'anglais (Irish-Union)
par Jean-Pierre Aoustin,
Denoël, 428 p., 145 F.

La situation en Irlande ne prête guère à rire. Il faudrait peut-être en faire un pays imaginaire pour pouvoir s'amuser sans arrière-pensée. A lire ce portrait si marqueté, coasse et volutes gringot, on pourrait croire son auteur naïf d'Hibernia (en latin dans le texte). Mais Mary Breasted est une journaliste américaine. Mariée à un diplomate irlandais, elle a vécu à Dublin, puis à Londres, avant de s'établir dans l'Irlande en novembre 1993 et d'être un peu déçue par l'histoire, en particulier sur ces questions politico-religieuses que sont le divorce (admis depuis le référendum du 24 novembre 1995) et l'avortement. Peu importe, c'est l'ambivalence qui compte et ce vent de folie qui fait qu'on est tout le temps désarçonné, que rien n'est prévisible, qu'on a envie de se remémorer certaines phrases, certaines situations pour se raconter des « crûges » (des crâques), tout seul, en catimini, dans les dîners où l'on s'ennuie. Exemples, au hasard, cette pauvre femme qui reste coincée dans sa robe de mariée (un test pour savoir si elle avait mangé après deux ans d'abstinence), ou ce pauvre homme désespéré qui se confesse - sous l'empreinte de l'alcôve, bien entendu - dans une synagogue ou encore le nonce apostolique soupçonné d'entretenir une liaison coupable avec son cuisinier italien pour lui avoir payé alors qu'il était sous la douche. Sans oublier la Vierge en pleine crise d'apparitions et de réapparitions dans des endroits saugrenus (chambre à coucher, garage, capot de voiture, pub...) et toutes sortes d'autres choses encore.

Martine Silber

Michel Le Bris
Le temps d'un...
des lettres...

UNIVER EN BRETAGNE
du Michel Le Bris
1996, 120 F.

A l'heure de l'été, le temps d'un...
du Michel Le Bris
1996, 120 F.

Michel Le Bris, ou la vivacité du souvenir

Le temps d'un livre, d'un retour sur cette terre bretonne qui l'a vu naître, cet infatigable voyageur des lettres renoue avec son enfance. Sous le double signe de l'éblouissement et du rythme

UN HIVER EN BRETAGNE
de Michel Le Bris.
Ed. Nil,
203 p., 120 F.

Force de l'entendre parler du monde comme il parle de son jardin et de le voir côtoyer les grands écrivains de la planète qu'il reçoit chaque année à Saint-Malo, on avait presque oublié qu'il était de quelque part. A force d'assister au combat qu'il mène inlassablement contre toutes les formes d'exclusion littéraire, on avait presque oublié qu'il était écrivain. A force de le voir plonger comme un bédouin dans la vie et l'œuvre de R. L. Stevenson, on avait presque oublié que sa passion pour la littérature était dans la droite ligne de ses rêves de gosse. « Ma mère, en récompense de mon succès à l'examen d'entrée en sixième, m'avait offert un livre. Magnifique... Il s'agissait de *La Guerre du feu*, de *Rosny aîné*, en "Bibliothèque Rouge et Or". Et là, comment dire ? J'ai été foudroyé net des premières phrases (...). Comme si, tout à coup, le monde s'ouvrait en deux devant moi, comme les battants d'une porte. Et derrière, il y avait des mondes, à l'infini. J'étais comme fou. » (1).

Pou, il l'est sans doute resté cet « homme aux semelles de vent », qui, de mai 68 au festival des Étonnants voyageurs, parcourt son morceau de siècle en jonglant avec ce que les gens sensés s'obstinent à considérer comme des contradictions. A ceux qui s'étonnent qu'on puisse mettre sur un même plan le romantisme allemand et le roman noir américain, Novalis et Chandler, il répond en étant conjointement rédacteur en chef de *La Cause du peuple* et de *Jazz Hot*.

Cet infatigable destructeur de frontières est aussi un bâtisseur acharné de ponts qui, à travers l'immense réseau de la littérature mondiale, nous aide à comprendre ce que c'est bien le rythme qui donne



« Je suis né ici, de cette histoire inachevée entre terre et mer »

son sens à l'œuvre. « Elle ne signifie rien, sinon elle-même, elle ne répond pas mais révèle, elle est cette expérience qui, par le rythme, tend à transformer l'individu en sujet (1). »

DISSIDENCE ET FICTION

De cette certitude intime, Le Bris a fait un credo qu'il marie avec l'obstination du Breton qu'il est : la seule littérature qui vaille est celle qui dit le monde, celle qui s'élabore dans le creux où se mêlent dissidence et fiction.

Alors, sans doute parce qu'il en avait assez de théoriser sa passion, Michel Le Bris a pris le temps de s'arrêter chez lui, dans la baie de Morlaix, pour y retrouver le cœur même de son combat. Celui qu'il évoquait dans la phrase magnifique

qui ouvre *L'Homme aux semelles de vent* : « Et nos vaisseaux étaient de pierre et nous étions très bons (2). » Les vaisseaux de pierre sont toujours là, et l'homme qui se souvient du gamin qu'il était a certainement eu, le temps d'une méditation, la pureté de la vraie bonté. « Je suis au moins une chose : je suis né ici, de cette histoire inachevée entre terre et mer, et que jamais ne pourrai m'être des ces moments éblouis de mon enfance. »

Le ton est donné. Sous le double signe de l'éblouissement et du rythme, *Un hiver en Bretagne* est un écrivain impétueusement engagé dans le présent - un de ceux qui n'usent pas de leur passé comme d'une béquille - un livre posé

comme un jalon sur une vie qui n'a pas du tout l'intention de s'arrêter.

En regardant derrière lui, Le Bris donne à ses souvenirs la vigueur qu'il leur doit. Il fait de sa nostalgie un principe roboratif et universel car, si le décor est à lui, ses rêves sont communs à presque tous les gosses, y compris ceux qui, comme lui, sont nés dans la plus extrême pauvreté. Aucune impudeur, aucun secret, mais bien la certitude d'avoir assisté en naissant à la naissance du monde.

Le Bris ne se penche jamais sur son passé dans ces phrases superbes où il évoque le mouvement des marées, la pêche à pied, la geste des corsaires, la dureté de ces marins coriaces comme la mer, la misère des ramasseurs de goémon ou les fêtes et les succès du glorieux *Torch Team* (Torch comme torché ?), le club de voile déjanté dont sont sortis pas mal d'artistes de la navigation à voile. Il le regarde avec tendresse et amusement comme pour dire : « Regardez les gens. C'est de là que je viens. Pas mal, non ? »

Un hiver en Bretagne se lit comme un livre de sport. Un grand coup d'air en haut de la côte avant d'attaquer le reste de l'étape. L'album d'un gamin qui a appris à vivre avec des gens du calibre de cet « Antonio Balidar, le Portugais devenu rascaille jusqu'à la caricature, qui, haché menu par une frégate qu'il s'était mis en tête d'attaquer sur sa coquille de noix, contraindre à laisser porter pour se dégriser, vocifère, furieux, au capitaine anglais qui lui demandait : Quel est le nom du brave que j'ai combattu ? - C'est un Jean-foutre, hé cornard, puisqu'il ne t'a pas pris ! » « Presque rien, vous dis-je : toute la beauté du monde. »

Patrick Raynal

(1) *Fragments du royaume*, conversations avec Yvon Le Men, Parole d'aube, 1995, 248 p., 95 F.
(2) *Graust*, 1977 ; Payot, 1992.

Les dizains du solitaire

Détails fortuits ou événements profonds, William Cliff scande sa vie dans un chant sans apprêt

JOURNAL D'UN INNOCENT
de William Cliff.
Gallimard, 150 p., 95 F.

Les nombreux admirateurs de l'œuvre provocante et élégante, classique et crue, de ce grand poète belge qu'est William Cliff seront peut-être surpris de le voir emprunter, sans autre forme de procès, son titre à Tony Duvert qui, il y a exactement vingt ans, publiait aux éditions de Minuit un texte homonyme, récit de ses jeunes amours masculines. Ils ont, certes, des points communs. Mais Tony Duvert était un moraliste, pamphlétaire, prompt à l'imprécation adressée aux familles qu'il honnissait, qu'il vomissait. Il le serait encore s'il n'aurait pas publié. Sa voix nous manque.

Les accents de William Cliff, tout aussi singuliers et émoissants, tout aussi enthousiastes et ardents, sont, si l'on peut dire, moins « extérieurs », plus tournés vers lui-même, plus attentifs à un cheminement intérieur, intime, inexplicable à lui-même. En choisissant une forme encore plus contraignante et marquée par le temps, qu'est le dizain de décasyllabes, prisé par Maurice Scève, William Cliff s'arrache à notre époque : il s'en détourne avec une sorte d'insolence douce, pour affirmer sa solitude parfois paisible, parfois blessée. Sans ponctuation, sans majuscule, seulement scandés par le rythme implacable de la prosodie, des rimes, des alternances, ses monologues poursuivent un journal intime rédigé en vingt ans précises sur sept recueils.

Remontant à sa petite enfance, William Cliff revendique le parrainage de Blake, dans des élan de christianisme sensuel et halluciné : « de William Blake je reçus le sceau définitif incorruptible et venant renaitre chaque jour avec le feu joyeux que la tendre enfance proclame va-t'en mon corps va-t'en jouer aux

Jeux du corps mais toi mon âme sois de flamme ». Évoquant des détails très réalistes de sa vie quotidienne, il accorde, avec un naturel qui fait tout son don poétique et une distance à peine un peu guidée, son humeur variable, mais rarement très violente, du moins dans le présent recueilli car on l'a connu plus agressif, au carcan draconien de la forme à laquelle il se tient. On le voit de Marguerite Duras, s'assourissant avec un walkman, un robinet qui coule dans un hôtel minable de Toulouse, une tempête, Glenn Gould interprétant une transposition de Wagner, et mille réminiscences dont celle du voyage en Amérique du Sud, déjà décrit dans *Amérique* (1) : détails fortuits ou événements profonds et nécessaires d'une vie de poète sont les points de départ d'images, de formules, de chants souvent simplement esquissés, mais où l'on perçoit une noblesse évidente, immédiate, sans que jamais la formule ne soit recherchée ou forcée. Les nuages du ciel normand ? « Les anges noirs accourus de la mer étendent leurs manteaux devant notre aube puis se fatiguent l'un voit à travers leurs voiles noirs quelques rayons qui passent ».

Mais cette grâce innée, qui est aussi une harmonie du poète avec le monde, si hostile soit-il, ne conjure pas une véritable hardiesse du néant et de l'ennui baudelairien « béant dit-il pour avaler le monde » ou de « l'origine horrible » de Mallarmé. Le poète s'arrête parfois de rêver, de contempler pour réfléchir amèrement sur ses vers, retrouvant une attitude romantique au fond intemporelle et un désespoir face à la vanité de vivre, fruit du Hasard et de la Nécessité, « ces deux stupides gorgones ». Avec lui, la poésie n'est pas la pose affectée d'un écrivain qui veut faire court et beau.

René de Ceccatty

(1) Gallimard, 1983.

Julien Green, la ferveur de l'instant

Voluptés d'un paysage, bonheur d'une amitié ou regards douloureux sur le monde. Dans le seizième volume de son « Journal », le romancier expose son désir toujours ardent d'explorer la grâce du moment

POURQUOI SUIS-JE MOI ?
Journal (1993-1996)
de Julien Green.
Payot, 403 p., 150 F.

Ce seizième volume du célèbre *Journal* de Julien Green montre l'écrivain attentif comme jamais à l'exactitude, à la plénitude de chaque instant, à sa gravité, ses allégresses, à leur familiarité. A cette incarnation jamais démodée du sens du mystère et de la transcendance.

La musique, les rites, le drame planétaire, la volupté des paysages, les souvenirs très denses ou poignants, cette aptitude à capter et les heures capitonnées et les horreurs du temps, se succèdent dans la continuité d'une pensée frémissante. Ils nous entraînent de Paris à Oslo, de Londres à l'Australie et surtout en Italie, qu'ils nous font découvrir autres encore à travers ce voyageur avide, émerveillé, qui traverse la vie et ses contrées, jamais lassé, ironique, amusé souvent. En état d'accueil permanent.

Comme on comprend qu'il ignore tout de l'ennui : « La location je m'ennuie », une des plus terribles qui soient, car que veut-elle dire si ce n'est « Moi ennui je »... Ce qui lui importe de plus en plus, confie-t-il dès la première page, c'est d'avoir qui il est, car il reste en nous une part inconnue, un double qu'avec le temps nous finissons par deviner. Pourquoi ce compagnon de l'ombre ? Nous retrovrons là le romancier de l'énigme, si limpide et d'autant plus troublant, qui, d'Adrienne Mesurat à Léviathan, de *Mont-Cinère* à *Dieu*, de *Minuit au Vésuvien* à toujours osé affronter la part exigeante, si inexorable et contradictoire, indéchiffrable et sourdement sulfureuse de la Rédemption. Si Julien Green songe qu'à son âge (il a quatre-vingt-cinq ans) « on peut commencer à savoir

si on a répondu, correspondu à ce que l'on était vraiment », quel exemple ses *Journaux* donnent d'une correspondance totale avec soi, avec la vocation de soi ! Loin d'être réductrice, cette présence à soi devient présence absolue, qui s'ouvre avec passion, avec une lucidité sur la planète et ses tragédies : « Le désastre permanent du chômage. On a l'impression de recevoir une armée battue et qui continue à être battue chaque jour. C'est une occupation lente et sans espoir. » Ou encore : « Les gosses économiques pleurent de plus en plus sur les îles pour les infâmes. Nous allons doucement vers l'horreur d'un gouvernement mondial, d'un ordre mondial, vers le Big Brother dont les directeurs des consortiums et les chefs d'État ne seront que les fonctionnaires à peine privilégiés. Présence à soi qui intègre cependant « l'impression d'être ailleurs », la sensation de « l'improbable de tout cela » ou encore « le sentiment de vivre dans un royaume de Julien Green » avec « une inquiétude [qui] croît de jour en jour ».

JOIE

Mais, de jour en jour, aussi, s'amplifie, audacieuse, invincible, cette forme de courage qu'est la joie, malgré la conscience de l'horreur. « Joie d'être sur la terre, joie de l'amitié. » Ces amitiés lumineuses, savourées comme un bonheur essentiel : un après-midi passé dans un jardin, une promenade, des soirées inoubliables dont il regrette qu'elles prennent toujours fin.

Attachement aussi à l'Italie qu'il connaît intimement, et qui, seul regret, alors qu'il ne peut « vivre dans une absence d'arbres (...), ne voit pas d'arbres dans ses rêves, elle les remplace par de l'architecture ». Car cette Italie a bien failli accueillir Julien Green menacé ces dernières années d'être expulsé de son appartement parisien. C'est aujourd'hui, fort heureusement,

de l'histoire ancienne encore que récente, mais le *Journal* rend compte de cette angoisse si maladroite, dépassée, qui, néanmoins, laisse percer, encore que rarement, l'incontournable nostalgie éprouvée à propos du présent même, si scabieusement fragilisé. « Pourrai-je jamais retrouver une chambre comme la mienne actuellement ? Chambre magique, tout rouge. Rassemblés autour de moi, dans du rouge, meubles, murs et livres semblent s'approcher de ma personne pour me protéger d'un monde devenu idiot et incompréhensible. Ici, c'est mon refuge. Et puis n'ai-je pas la forêt à côté, dans ma bibliothèque derrière la porte. Elle n'est pas toujours présente, mais hier elle l'était extrêmement. C'est mon domaine de rêve, un domaine réservé, ma forêt d'Ardenne. » Mais l'empêche toujours le désir ardent d'explorer, de goûter la grâce du moment, sans en rien refuser, ni les mélancolies ni jamais le sourire ou les rires, comme lorsque Angelo Rinaldi déclare : « Depuis quinze jours, je suis sur les genoux, sur les miens malheureusement. »

Cependant l'empêche, surtout, la beauté. Celle de la voix d'un enfant, par exemple, qui « chante une note d'une longueur qui change, elle est si belle qu'on craint de la voir finir. L'enfant la garde, la tient comme par miracle. (...) et voilà que tout à coup la note miraculeuse cesse et descend sur une note d'une beauté différente qui perce le cœur. » Sans doute pourrait-on souvent évoquer ce *Journal* dans ces termes mêmes.

La mémoire y joue un rôle naturel, car l'enfant dont se souvient Green n'a pas disparu ni la place de sa mère qu'il nous a déjà appris à aimer à travers d'autres livres, et dont l'image revient ici, sur son lit de mort alors que son fils était encore enfant : image de « l'endormie belle comme une statue aux joues lissées », et qu'il fallut effacer

pour retrouver celle de la préférée : « maman avec toutes ses rides ».

Souvenir d'Edward Green, père discret, un peu replié sur lui-même, très discipliné, lui aussi converti au catholicisme, et qu'au temps de sa vieillesse une femme demande au téléphone, pour, formée de son absence, dire d'une voix « qui mourait de douceur et de mélancolie : "Oh, comme je t'aime !" ». La dame raccroche, et Julien fait « doucement de même, à jamais, jusqu'à aujourd'hui. » Un des événements fugaces et prégnants, si clairs et non éclaircis qui jalonnent la vie de l'auteur ; un des récits qui abondent dans ce livre comme autant de brefs romans.

PREMIER REGARD

Présence y abondent les silhouettes à peine croisées mais qui révèlent le caractère aussitôt perçu, aussitôt passionnant d'individus qui demeureront anonymes. Comme s'y inscrit le charme des voyages, en Norvège, entre autres, où les tableaux du musée d'Oslo l'éblouissent : « L'attrait est fort pour le romancier que je demeurerai jusqu'à la fin. Si je vois une dame élégante, en fourrure, qui montre d'un petit garçon la neige derrière une fenêtre, j'en suis avec elle et le petit. J'ai l'âge de ce premier regard sur la neige. » Premier regard à jamais préservé et toujours opérant. Un des secrets de Julien Green, grâce auquel tout devient apparition vibrante. Les disparus ne le sont pas, leur souvenir est au présent, et les présents rejoignent tout naturellement la cohorte merveilleuse. Le lecteur lui-même en fait partie, tenu en haleine au sein de rythmes souvent adjacents aux musiques du silence. Le lecteur souvent surpris de découvrir à travers une œuvre, une voix, que la vie peut être telle. Vivante.

Viviane Forrester

Qui a tué Jésus ?

Du mystère des manuscrits de la mer Morte, Eliette Abécassis tire un captivant thriller théologique

QUMRAN
d'Eliette Abécassis.
Ramsay, 459 p., 129 F.

Au commencement était un sacré pari. Ou un projet du diable, c'est selon. Raconter l'histoire des manuscrits de la mer Morte d'une manière aussi alerte qu'un récit d'aventures et rendre de savants débats d'experts, paléographes, archéologues ou théologues, balais comme un thriller. Et il arrive que cela finisse. Car, en vérité, Eliette Abécassis, normalienne et jeune agrégée de philosophie, réussit bel et bien à tenir ses lecteurs en haleine, quatre cent cinquante pages durant, sur le fil de la plus improbable des énigmes policières : qui a tué Jésus et pourquoi ?

Au commencement, il y a donc ces fameux parchemins que des bédouins découvrirent par hasard, dans les grottes de Qumran, sur les rives de la mer Morte, un matin d'avril 1947. Rebondissant sur les mystères qui planent encore, cinquante ans après, sur l'origine et le contenu des manuscrits, Eliette Abécassis imagine qu'en 1999 un de ces rouleaux disparaît du Musée archéologique de Jérusalem. L'affaire est d'autant plus délicate que le grand prêtre de l'Église orthodoxe de la ville, qui détenait le manuscrit à l'origine, a été assassiné dans des conditions aussi étranges qu'abominables : « On l'a crucifié ! En grand secret, l'armée israélienne confie à un homme sûr, David Cohen, un archéologue de renommée mondiale, la charge de retrouver le manuscrit avec l'aide de son fils Ary, le narrateur de l'histoire, un jeune juif ultra-religieux qui va, pour l'occasion, accepter de s'éloigner de Méa Shearim, le quartier hassidique de Jérusalem.

Eliette Abécassis décrit de réjouissante façon le périple, du désert de Judée à New York, en passant par Londres et Paris, de ces deux aventuriers du parchemin

perdu. Mêlant avec une belle habileté les péripéties les plus rocambolesques, meurtriers en série, enlèvement, séquestration, bagarres, à de passionnants développements sur le hassidisme ou l'art de la paléographie.

La mission des deux héros se transforme bientôt en chemin de croix. Un à un, tous ceux qui ont approché le rouleau disparu sont victimes du mystérieux crucifié. De qui s'agit-il ? Quel secret foudroyant le manuscrit renferme-t-il ? Des informations pour localiser le fabuleux trésor du Temple ? Des révélations, intolérables pour certains, sur Jésus et les origines du christianisme ? Quel est, à cet égard, le jeu du Vatican et de la Commission biblique pontificale, également lancés dans une recherche éperdue du document ? Et c'est ainsi qu'imperceptiblement s'impose une nouvelle intrigue, largement aussi captivante que la première. Une investigation historique, religieuse et théologique sur une histoire vieille de deux mille ans et qui a changé la face du monde. Qui était Jésus ? A-t-il réellement existé et quelle a été sa vie ? Appartenait-il à la secte des esséniens, en rupture avec le judaïsme et le culte du Temple de Jérusalem ? Qui est véritablement responsable de sa mort et pourquoi l'a-t-on tué ?

On pardonnera volontiers certaines maladresses à ce premier roman, quelques dialogues d'exposition un peu lourds, quelques redondances et longueurs, tant on est emporté par l'érudition, l'intelligence, la malice et, au total, la profondeur de ce singulier roman, brillante réflexion sur la mémoire et la transmission, la foi, le mysticisme et le fanatisme religieux. La fin est à la mesure de l'imagination de l'auteur. Parfaitement surprenante comme dans tout bon thriller. Et l'on ne s'ennuiera guère qu'elle soit aussi un commencement.

Michel Abescat

**Cuisiniers, artisans, éditeurs...
les créateurs ne manquent pas
autour de Rodez et de Millau.
Mais inventer c'est aussi
retrouver une mémoire,
comme celle de l'abbé Raynal
et du poète occitan
Jean Boudou**

- (1) Pour *Luchien* (voir « Le Monde des livres » du 3 mai).
- (2) Sis passage des Maçons, l'établissement vient de fêter son cinquantième en 1995.
- (3) *Ermine et sa machine*, illustration d'Isabelle Chatellard.
- (4) Tous deux en collaboration avec Charlotte Moller.
- (5) *Narratif*, en librairie le 5 septembre 2015.

L'ANIMAL POLITIQUE
Revue « Epokhè » n° 6.
Numéro coordonné par Miguel
Abensour et Etienne Tassin.
éd. Jérôme Millon, 318 p., 180 F.

Pour justifier ce qui ne peut l'être, on a tout essayé. Le soupçon d'inhumanité, à l'usage, s'est révélé efficace et polyvalent. Qu'on veuille exclure, persécuter ou exécuter, il peut toujours être utile d'insinuer que l'autre n'est pas un homme, qu'en lui la bête encore domine, que sa sauvagerie le rattrache en fait à l'animal, pas entièrement à l'humain. Au connu, réprouvable dans toutes les formes de racisme : l'humain, chez tels ou tels, ne se réaliserait qu'imparfaitement, de manière contrefaite, apparente, illusoire. Sous les traits grossièrement imités de l'homme sapiens, sévraient en réalité des bêtes – fustes, inférieures, dangereuses, malsaines, perverses, etc. Leur dénier les droits accordés aux hommes, leur réserver un statut inférieur, les dominer et les exploiter, ne serait, en fin de compte, que justice : ces « gens-là » ne seraient pas véritablement des gens. Ce ne seraient ni des personnes ni des citoyens, seulement des sous-êtres qui, par nature, n'appartiendraient pas pleinement à la communauté morale et politique. Pas vraiment humains, ils ne sauraient avoir, légitimement, leur part de pouvoir.

L'antique définition qu'Aristote a donnée de l'homme – « l'animal politique », *zôon politikon* – est alors reprise : supposé proche de la seule vie animale, le prétendu « sous-homme » sera éloigné, sous ce prétexte, de la vie éthique collective, de cette poursuite d'idéaux communs qui rapprochent les « animaux » authentiquement doués de raison. En même temps, la pensée d'Aristote est évidemment détournée. Car cette formule, devenue si courante qu'on en oublie le sens, ne signifie pas que les humains simplement vivent en groupes, sociétés structurées, collectivités obligées. Ne pas confondre avec « n'importe quelle abeille », dit le texte d'Aristote. L'animal politique n'est pas celui

qui vit en collectivité par instinct, ni par suite des nécessités de la survie, ni même par souci de l'efficacité et de l'agrément engendrés par le partage des tâches. La nature des humains, selon Aristote, les porte au contraire à vouloir plus que la satisfaction des besoins. Ils désirent vivre « bien », c'est-à-dire selon la justice, et non simplement « bien vivre », selon le confort et l'utilité.

Savons-nous encore ce que tout cela peut bien vouloir dire ? Ce n'est pas tout à fait certain. Hannah Arendt a souligné, il y a déjà une cinquantaine d'années, combien notre compréhension de ce que les Grecs ont nommé « politique » demeure incomplète, amoindrie par la perte de la notion de « bien commun » et par le rétrécissement de l'espace public. Nous en sommes arrivés à confondre le politique et le social. Nous avons

L'homme, selon la vieille définition d'Aristote, est un « animal politique ». Dans un siècle pauvre en idéaux et riche en massacres, savons-nous ce que peut encore signifier cette formule ?

fini par penser, « spontanément », que l'homme se définit par la coexistence utilitaire avec ses semblables, non par l'instauration d'un monde commun régi par le choix du préférable. Il nous faudra donc parcourir bien du chemin pour saisir un jour, peut-être, ce que peut signifier aujourd'hui, après les dévastations totalitaires, l'idée même d'« animal politique ». L'ensemble d'études consacrées à ce thème, que viennent d'éditionner Miguel Abensour et Etienne Tassin, contribue intelligemment à en éclaircir de

nouvelles facettes. Plus qu'un numéro de revue, c'est un véritable livre collectif (1).

Du vaste parcours proposé on retiendra d'abord que l'homme n'est pas une espèce destructible. Dans un sobre et juste commentaire de l'œuvre de Robert Antelme, l'« *Expérience humaine* » (2), Anne-Marie Roviello rappelle comment échouent, malgré l'ingéniosité dans l'horreur dont les bourreaux font preuve, les pires tentatives de déshumanisation. Avilis, affamés, apeurés, anonymes... ceux que les nazis torturent et assassinaient ne cessent pas d'être humains : au moment même où tout est mis en œuvre pour faire d'eux « des bêtes malades et dévoties », il apparaît que le projet est irréalisable. En effet, la peur même de n'être plus humain définit l'homme. La crainte de se réduire à l'animalité n'est nulle part plus humaine que dans la possession d'une série de traits biologiquement descriptibles. Elle s'incarne au contraire dans la liberté, l'absence de définition préalable, le

néant interne à l'existence – ce qui fait défaut à l'animal. Dans les situations extrêmes des camps, où tout est fait pour briser les solidarités et dissoudre les liens, la communauté fondamentale des humains resurgit comme par éclaircissement, par bribes, dans des gestes inattendus et des regards inespérés. Ces parenthèses infimes dans l'effacement suffisent à rendre une forme de vie, virtuellement infinie, à la communauté. Ce qui manque, à jamais, ce sont les mots. Si « l'animal politique » survit à l'inhumain, « l'animal parlant » demeure incapable de dire ces moments où il va « retourner à la nuit, à la pierre de la figure sans nom ». Ces expériences-là n'ont pas de phrases dans lesquelles s'exprimer, s'inscrire et se transmettre. Il appartient à leur souffrance singulière de demeurer impossible à décrire : le langage humain ne peut dire l'inhumain. Il tourne, s'approche, tente, échoue. Il sait depuis la première seconde qu'il ne peut qu'échouer. Il est dépourvu de moyen pour peindre ce qui est sans couleur.

Peut-être le langage des hommes a-t-il aussi bien du mal, pour d'autres raisons, à dire ce qui est multicolore. Le bigarré, le zébré, le polychrome, tout ce qui est peint de couleurs variées, les nuances mêlées, les taches juxtaposées, les dissonances et les chromatismes, les contrastes, leurs disparités, leurs complémentarités, leurs ruptures, le jeu infini et mobile des teintes et des

Zarathoustra affectionne une ville au nom étrange, évoquant un bovidé peint de couleurs variées. Que veut-il dire ? Seroit-ce l'image d'une nouvelle démocratie ?

lumière semblent échapper aux mailles de la langue. C'est pourquoi Nietzsche a choisi, comme nom de la ville préférée de Zarathoustra, « la Vache multicolore » (*Die bunte Kuh*). Il semble être souvenu notamment, comme le note Sébastien Bauer, de ce vers où Théogonis de Mégare affirme que le sage est « multicolore » (*polikhronos*, en grec : peint de couleurs diverses). Multiplicité déconcertante, variété des aspects : l'image parle d'elle-même – inutile de glosier. Mais la vache ? Que vient-elle faire là ? En quoi est-elle un « animal politique » ?

La vache possède, aux yeux de Nietzsche, une relation exemplaire au temps. Cette bête méditante en effet rumine. Elle ne cesse donc de voir revenir indéfiniment l'identique. Sa mastication sans fin se fait, si l'on veut, l'équivalent continu en pratique, le fin du ressentiment

envers le temps. La vache symboliserait cette sagesse qui sait que tout revient, qui l'accepte, et qui ne désire point autrement. La grande panse pacifique dédient un autre avantage majeur. Elle ne peut vivre seule (les vaches vont en troupeau), mais n'est pourtant pas grégaire. Rien à voir avec les moutons, dépourvus d'autonomie, agglutinés béhémotes. Le bovidé ruminant est solitaire auprès des autres. Ces bêtes vivent ensemble, mais à distance, chacune comme absorbée dans le travail pensif de son gros estomac. Ce pourrait être l'image – approximative, plus ou moins déformée – d'une forme politique où la communauté n'écarterait pas les singularités individuelles. Dans les termes de Nietzsche : une politique qui ne serait plus soumise aux contraintes et aux tristesses artificielles de la morale.

Le seul point faible de la vache, tout compte fait, c'est sa robe. Blanche, noire, tachetée, ou rousse, voilà qui est monotone et terne. C'est pourquoi il faut la dénaturer, la bigarrer, la patchworker, la transformer en palette multiple. Même nos vaches de couleur vive – violettes dans les alpages, pour un chocolat au lait, rouges sur boîte ronde pour un fromage fondu – sont encore lamentablement monochromes.

Il nous faut des vaches multicolores, aux couleurs changeantes et inimitables. Pas de sujet unifié, pas d'apparence uniforme. De l'international, interculturel, internet. Des croisements, des instabilités, des hasards. D'autres formes d'animalité humaine.

C'est peut-être ainsi que pourront s'inventer des formes politiques nouvelles, des démocraties d'après – après les horreurs, les faux-semblants et les croyances vaines. Peut-être. On peut toujours rêver. C'est fêlé.

(1) Ont participé à cet ouvrage : Sébastien Bauer, Michel-Pierre Edmond, Elisabeth de Fontenay, Michel Haas, Jean-Louis Labarrière, Jean-Marie, Marie-Nicolas, Marc Riche, Anne-Marie Roviello, Jacques Vanciel, Jean-Marie Vidal, et d'autres encore.
(2) Collection « Tel », Gallimard, 1979.

Eloge de la vache multicolore

Douce puissance

Le « diktat » du sens a refoulé, selon Serge Tisseron, l'emprise sensorielle de l'image. Une emprise qu'il faut accepter comme gage de plaisir

LE BONHEUR DANS L'IMAGE
de Serge Tisseron.
Ed. Les Empêcheurs de penser en rond, 138 p., 84 F.

Comprendre l'efficacité des images, c'est le propos de ce petit livre alerte et clair. Il serait banal, si l'auteur ne recommandait, pour ce faire, de libérer enfin l'image de la question du sens. Par quoi l'opuscule devient brûlot. Jugez plutôt. Trop d'interprétation, nous dit l'auteur, trop de sens, trop d'écologie. A force de traiter les images comme des signes – originalité occidentale, et de s'acharner à les lire comme des mots, on a oublié la source de l'emprise très singulière qu'elles ont sur nous, à commencer par le

sensoriel épanouissement que beaucoup suscitent. Oublié ? Non : refoulé. Le sens fait censure, et Serge Tisseron, en bon clinicien de l'inconscient, qui a écrit récemment un *Tintin* chez le psychanalyste, a flairé dans notre manie du déchiffrement une

Régis Debray

sorte de refoulement idéologique propre à nous empoisonner la vie. Il propose rien de moins : que réhabiliter tout ce qu'exèbre la saine tradition, théologique et critique : le fétichisme, par exemple, cette attitude réputée illusoire (mais au fond assez justifiable) qui fait comme si l'image contenait l'objet ou la personne dont elle est son double. Ces-

sons, nous dit Tisseron, d'incriminer le déficit symbolique de l'image, d'y voir un moindre verbe, l'éternel second des hiérarchies symboliques ; gardons-nous de l'absoudre seulement, à la façon du critique d'art Greenberg, à partir du moment où elle se fait totalement et purement signe, comme il advient avec l'art abstrait, conceptuel et minimal. L'opium du peuple nous « phagocyte », nous « aliène », nous « manipule » ? En bien, c'est ce qu'il a de meilleur ! Au lieu de protester contre l'effet d'emprise, mettons notre langage à la hauteur de notre plaisir.

L'image matérielle rend heureux, et pour comprendre pourquoi il ne faut pas interroger la relation intelligible d'un signifiant avec son référent, mais la relation pragmatique, affective et motrice, que nous entretenons avec elle – photo, vignette, tableau, écran. Tisseron l'ordonne autour de deux axes : une relation d'enveloppement (on s'y blottit, on s'y réchauffe, on y plonge) ; une relation transformatrice (on peut remanier psychiquement son contenu et, en l'intégrant, nous nous transformons nous-mêmes), qui exalte. L'image est un espace à habiter et à modeler. Claude Lorraine l'avait bien vu, à propos de la peinture hollandaise. On l'a dans la peau, parce qu'elle nous recouvre de sa propre eau. Les pouvoirs de l'image, en somme, passent par le corps – le sien et le nôtre.

Ce n'est sans doute pas la première émeute contre « l'impérialisme du sens ». L'étonnant, et le démonstratif, c'est que l'émeutier sorte des rangs des brigades d'interprétation les mieux accréditées au sein de l'armée intellectuelle, la psychanalyse freudienne. Voyons-y... un signe, joyeux et prometteur.

Affaires obscures

Denis Robert ouvre son carnet de bord des affaires pour en démonter les mécanismes. Faute de preuve, sa dénonciation tourne court

PENDANT LES AFFAIRES, LES AFFAIRES CONTINUENT...
de Denis Robert.
Stock, 266 p., 120 F.

Je voudrais raconter le dessous des cartes, expliquer les mensonges des journalistes, des magistrats, des politiques, a dit un jour Denis Robert. « Tu vas te griller avec toutes les sources », lui a répondu son informateur. « Pas sûr », a rétorqué le journaliste. Voici, résumé en quelques lignes, le livre de Denis Robert, écrit malgré les avertissements, contre les découragements. Dans le monde de Denis Robert, personne n'a plus d'illusions sur rien, sauf lui. Il y a les grands patrons, prêts à acheter tout et tout le monde ; les politiques, repus de cynisme et de mauvaises pensées ; les magistrats, qui ne sont pas tous à la hauteur de la tâche ; le bon peuple, enfin, qui ne sait pas tout le mal qu'on lui fait, mais qui pourrait bien, un jour ou l'autre, prendre le mors aux dents.

Et puis, bien sûr, il y a les journalistes. Denis Robert ne les porte pas dans son cœur. Il n'a pas toujours tort. Le monde des médias est fait d'hypocrisie, de veulerie et de vanité. « Nous sommes dans un pays, écrit-il, où les candidats à la présidence choisissent leurs journalistes quand ils passent à la télé. Et où les journalistes l'acceptent comme s'il s'agissait d'une immuable tradition. » Pendant douze ans, Denis Robert a tenu la rubrique « Affaires » de *Libération*. Il a vécu cette déception durant laquelle l'investigation a cessé d'être une pratique pour devenir une réécriture. Il s'est fâché contre ce « consentement » général qui est l'antidote de la révolte. « En sortant mes histoires d'hommes politiques plus ou moins corrompus, j'ai pensé un moment aller contre ce consentement. C'était une erreur (...), j'ai participé à un enchaîne-

ment médiatique dont je me sens prisonnier. » Jugé à l'aune de cette indignation sincère, le manichéisme de Denis Robert n'est pas inutile, presque roboratif, souvent émouvant. Son livre est le journal de bord d'un enquêteur en proie au doute, naviguant entre le roman et l'essai, la politique et le polar. Denis Robert a les idées noires comme les caisses qu'il recherche et l'argent qui les remplit. Seul dans un monde qui semble conçu par George Orwell et filmé par Yves Boisset, le journaliste, pourtant, ne tient pas toutes ses promesses. Il n'est certes pas le premier à vider ses carnets de notes dans un livre où, sous prétexte de dénoncer un système, on s'affranchit de règles heureusement en vigueur dans la presse. Quelques noms sont lâchés, certaines pratiques dénoncées, mais les preuves manquent souvent à l'appel. Lorsque la dénonciation se fait mécanique, un rien malsain, certaines pages inspirent le malaise. « J'écris ce livre, confesse-t-il, parce qu'au journal je ne peux pas écrire cela. » Le « consentement » général est-il vraiment seul en cause ?

Autour de Denis Robert, les violeurs d'omerta, les briseurs de consignes, les traîtres de secrets sont partout et mille part. Ils sont dissimulés, déguisés, codés comme des comptes en Suisse : « Nez fin », « Plein aux as », « Zed », « Magic Man » et surtout « Gorge profonde », ce « porteur de sacs à billets, ami de présidents et de ministres », qui, à l'en croire, pourrait, juste en ouvrant la bouche, « envoyer le tiers du gouvernement à la Santé ». A son ami, qui l'a baptisé ainsi en mémoire de l'informateur secret des journalistes du *Washington Post* qui enquêtait sur le Watergate, « Gorge » raconte des histoires de valises de billets, de sociétés paracatanes, de ministres achetés, etc. Robert les consigne dans son

étrange éphéméride des « affaires ». Autour d'un bon déjeûner, « Gorge » lui a conté l'histoire d'un journaliste corrompu : 50 000 francs dans une enveloppe pour un sujet en « 20 heures ». Il lui a donné son nom, mais lui a fait jurer de n'en parler à personne. L'épisode figure dans le livre, puisque tout doit y figurer. Sauf le nom. Pas une fois, Denis Robert ne s'interroge : et si « Gorge » se trompait ? Et si mentait ? Au demeurant, la pratique, est sans risques, puisque personne ne pourra démentir Robert, brole du noir, mais tire à blanc.

En feuilletant ces embryons de scandales jetés aux quatre vents, cette matière brute servie sans accompagnement, on songe avec dépit à la règle que s'étaient fixée, justement, les deux journalistes du *Watergate*, Woodward et Bernstein : leur « Gorge profonde » ne devrait jamais être cité, pas même anonymement ; surtout, son rôle devrait se limiter à « confirmer des informations recueillies ailleurs, et les placer dans une perspective d'ensemble ». A l'inverse, sur un mode semi-biaisé, les débus de piste offerts par des sources dont il est seul à pouvoir mesurer la fiabilité, Denis Robert n'évite pas le piège d'une dénonciation trop facile, parce que trop générale, et somme toute guère plus légitime que de simples rumeurs. « Ce que je raconte est terrible, mais il faut, hélas ! le croire puisque « Gorge » me l'a dit », sous-entend-il. Mais peut-on mettre les gens en examen sur la foi de lettres anonymes ?

La principale révélation du livre de Denis Robert est là, dans l'océan qui sépare l'homme qui chuchotait dans les parkings de Washington et ceux qui dépeignent du coq au vin avec les journalistes, français en tirant des noms avec délectation. Cet océan-là reste à franchir.

Hervé Gattegno

Le Monde EDITIONS

DIX CLEFS
pour comprendre
L'ÉPIDÉMIE

Dix années de lutte
avec Arcat-sida

Sous la direction de Frédéric Edelmann

Réflexions de fond, notamment éthiques, propositions d'actions, analyses ou évaluations des mécanismes mis en œuvre dans la lutte contre l'épidémie. Un livre utile pour faire face à la complexité du sida.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Grandeur et désillusions océanes

Sous l'influence de Colbert et d'un vaste lobby groupant intendants financiers et techniciens, Louis XIV se lance dans les années 1680 à la conquête des océans. Evoquant la naissance de la Marine royale, Daniel Dessert analyse l'échec de cette ambitieuse aventure

LA ROYALE
Vaisseaux et marins
du Roi-Soleil
de Daniel Dessert.
Fayard, 396 p., 150 F.

Dunkerque, 1680. « J'ai dit très content des travaux du port et du vaisseau que j'ai examinés de cette manière... l'entendrait mieux présenter les lettres de marine que je ne faisais car j'ai vu le vaisseau de toutes manières et faire toutes les manœuvres tant pour le combat que pour faire route. Je n'ai jamais vu d'hommes si bien faits que les soldats et les matelots ; si je vois jamais beaucoup de mes vaisseaux ensemble, ils me feront grand plaisir. » Ainsi s'exprime la royale satisfaction de Louis XIV après sa visite au port et son éphémère passage à bord de l'Entrepreneur. Il comprendrait mieux désormais la chose maritime. Il était temps ! Voilà près de vingt ans que la France s'était vraiment lancée dans l'aventure militaire du grand large à la suite de quelques brèves tentatives des cardinaux-ministres. C'est cette aventure que le nouveau livre de Daniel Dessert évoque avec érudition, compétence et originalité.



Combat naval de Beachy Head (Beveziers) remporté par la flotte de l'amiral comte de Tourville contre les Anglais le 10 juillet 1690

Incertaines, ne pouvait se réaliser bon de cet indispensable support à la fois financier, technique et social. Et le livre de souligner à l'envi les liens étroits que les intendants des ports entretenaient avec les principaux fournisseurs et les officiers de marine ; tout ce petit monde se trouvant réuni au puissant lobby des Colbert et aux maîtres de la finance louis-quatorzième. L'omose entre le pouvoir économique, le pouvoir administratif et technique, entreprise et entretenu par la volonté exclusive du ministre rémois, puis de son fils Seignelay, aurait dû conduire à des triomphes éclatants et répétés, assurant à jamais la plus grande gloire de Louis sur le royaume de Neptune. Les résultats s'avèrentent beaucoup moins brillants que chacun, à Ver-

saillies, à Brest ou à Toulon, ne l'avait escompté. Et le livre, en proposant d'expliquer cette contradiction, prend un tour allégorique iconoclaste.

ATOUTS

Les lamentations habituelles, relatives aux échecs successifs de la marine française - qui ne sera dénommée « La royale » qu'au XIX^e siècle - faisaient toujours entendre la même plainte : ce pays n'a jamais eu de vocation maritime ! La belle affaire, s'écrit Dessert qui, dans le mouvement, refuse l'idée d'un atavisme national tendant en alignant les réels atouts de la France dans ce domaine. Le déterminisme géographique avec plus de deux mille kilomètres de côtes, les villes portuaires, la volonté politique, le commerce,

grand et petit, l'énorme croissance de la flotte de guerre qui, entre 1661 et 1715 pur utiliser environ neuf cents bâtiments de toutes sortes et, pour une bonne part, neufs et standardisés, la mobilisation enfin d'une importante population navigante. Alors, pourquoi ces pertes multiples, ces défaites et, à terme, la domination écrasante de l'Angleterre sur les mers à la mort de Louis XIV en 1715 ? Avant même d'envisager les responsabilités, les raisons ne manquent pas. Spatiales avec l'éloignement extrême entre le centre de décision et les pôles d'exécution littoraux ; avec la distance considérable entre la plupart des zones d'approvisionnement (Nivernais, Bourgogne, Franche-Comté, Savoie) et les arsenaux. On y ajoutera les mauvais

atterrages de la majorité des ports, Brest et Toulon exclus, et le choix calamiteux de Rochefort pour édifier le grand havre de la façade atlantique. Tous ces aléas ont incontestablement pesé sur le développement harmonieux et efficace de la marine du roi. Mais pour Dessert, l'essentiel n'est pas là. Avec beaucoup (trop ?) d'insistance, il désigne les vrais fautifs. Les chefs de guerre, matamores et pusillanimes, décidés devant la menace ennemie à saborder la flotte de Toulon... dès 1707 ; mais plus encore le clan de la coulèuvre, entendez Colbert et ses affidés. Les ambitions du secrétaire d'Etat à la marine étaient immenses. Celles du roi ne l'étaient pas moins. Et puisque la puissance du souverain se mesurait aussi à sa capacité à contrôler la mer, l'ancienne créature de Mazarin servirait les uns pour assouvir les autres. Dès lors, rien ne fut trop beau. La construction à grande échelle de superbes vaisseaux qui manifestaient la gloire du Bourbon à travers les lourdes et somptueuses décorations des châteaux et des proues ; la levée de dizaines de milliers d'hommes assujettis désormais à un service militaire obligatoire ; l'encouragement porté aux meilleurs constructeurs français ou étrangers. Ces prétentions cependant se trouverent brisées par l'esprit gestionnaire qui présida aussi à leur lancement et à leur réalisation. Comment rentabiliser un tel instrument de combat, comment s'assurer de l'efficacité de la nouvelle administration alors que tout passait par des réseaux d'influence concurrents qui finissaient par se neutraliser pour avoir cherché à être les premiers en cour ?

Bref, si Daniel Dessert reconnaît du bout de la plume quelques qualités à Jean-Baptiste, tout en étant plus magnanime avec son Seignelay de fils, actif et débouché, il ne l'en rend pas moins res-

ponsable in fine de l'impuissance dont sembla le plus souvent frappée la marine du Roi-Soleil, capable seulement « d'être forte avec les faibles ». Cette thèse séduisante et sans complaisance qui court à travers tout le livre participe en fait de l'entreprise de remise en perspective que l'auteur poursuit depuis longtemps. La majesté du grand roi ne fut qu'une façade qui masqua laborieusement sa servitude à l'égard du monde de l'argent, la seule puissance qui compte. Colbert l'aura vite saisi au défilé de Nicolas Fouquet d'abord. Mais, derrière les projets flatteurs et la trépidation de la souveraineté maritime du contrôleur général des finances, la dépendance, face aux réalités du système fisco-financier limitant progressivement les présomptueuses perspectives que Louis et son ministre avaient tracées pour leur marine. Face à de redoutables adversaires, la réalité s'avéra cruelle. La boucle du projet historiographique de Dessert est-elle bouclée ?

Peut-être pas. Mais dans la lignée de ses autres travaux, *La Royale* déboulonne les statues et pourfend les thuriféraires habituels du monarque et de ses serviteurs. Si Seignelay et Tourville trouvent grâce dans ces pages, n'est-ce pas pour mieux exécuter Colbert, le superbe, et Duquesne, l'usurpateur, qui réussit encore aujourd'hui à tromper son monde. Dans ce combat, les batteries du vaisseau Dessert font souvent mouche et possèdent une sainte-barbe bien garnie.

Alain Cabanetos

(1) Fayard, 1987.
* Signalons également l'hommage à Jean Meyer, le plus conventionnel *Etat, Marine et Société*, textes réunis par Martine Accer, Jean-Pierre Poussou, Michel Vergé-Franceschi et André Zysberg (Presses de l'Université de Paris Sorbonne, 496 p., 280 F.).

La famille Pygmalion

Loin d'être en voie de disparition, la cellule familiale constitue à présent, selon le sociologue François de Singly, un lieu essentiel de reconnaissance et de valorisation de l'identité personnelle

LE SOI, LE COUPLE ET LA FAMILLE
de François de Singly.
Nathan, coll. « Essais & Recherches », 255 p., 139 F.

On a annoncé la crise de la famille, voire sa faillite. Nouvelles alarmantes pour ceux qui la voulaient immuable, fausses nouvelles nous dit le sociologue François de Singly qui, depuis longtemps, se penche sur la question. Si les unions n'ont plus la stabilité d'autrefois et si les recompositions familiales se multiplient, la famille a encore de beaux jours devant elle et une fonction sociale tout à fait essentielle. Certes, elle a changé : son rôle, déconstruit, est moins lié à la transmission du patrimoine économique et moral qu'à la promotion de l'individualité de chacun de ses membres. Conformément aux exigences de la société individualiste contemporaine, elle devient un lieu privilégié de « révélation de soi », un espace de reconnaissance et de valorisation de l'identité personnelle, celle des partenaires du couple comme celle de leurs enfants.

François de Singly développe cette analyse à partir de matériaux aussi riches que divers, de nombreux entretiens et, moins classiquement, une kyrielle de romans et de films. Il ne fait pas qu'y puiser exemples et illustrations suggestives, mais en dégage également un cadre théorique, l'imaginaire étant un réservoir extraordinaire de figures et modèles. Ainsi, le mythe de Pygmalion dans les *Métamorphoses* d'Ovide, sa transposition dans la pièce de George Bernard Shaw, comme la reprise du thème (bien que sans référence au mythe initial) dans *Tendre est la nuit* de Francis Scott Fitzgerald, réunis par le sociologue, offrent l'« idéal-type des échanges conjugaux dans les sociétés contem-

poraines ». Chez Ovide, Galatée, la vierge sculptée dans l'ivoire blanc, que son créateur se met à aimer, est tout entière née de leurs actions conjuguées. En revanche, dans la pièce, Higgins, le professeur, ne fait pas Eliza, la marchande de fleurs, à partir de rien, il révèle ses dispositions cachées. Cependant il demeure à son égard dans un rôle de pédagogue où l'affectif a peu de place. Finalement, c'est dans le roman de Fitzgerald qu'amour, pédagogie et thérapie sont liés : Dick, le psychiatre, s'prend de sa patiente, l'épouse et voue son temps à son accomplissement. En donnant à sa femme le « sentiment continu d'exister », il confonde l'identité de celle-ci et la sienne en retour. Son comportement correspond parfaitement à la nouvelle fonction de la conjugalité conçue comme relation de validation réciproque.

INSTABILITÉ

Cette nouvelle version des unions n'est pas pour autant garante de stabilité. En effet, « soumis à la pression sociale de l'épanouissement personnel, les couples modernes doivent suivre le rythme des transformations identitaires de chacun ». Faute d'y parvenir, leurs liens s'étiolent et ils s'éloignent. C'est là, selon l'auteur, une des raisons de Pygmalion car, quand sa partenaire s'est pleinement réalisée, l'œuvre, ailleurs, est à recommencer. L'inverse est-il également vrai ? La femme, ayant aidé son compagnon à devenir authentiquement lui-même, va-t-elle en aimer un autre, auprès de qui elle pourra de nouveau exercer ses talents tout en exaltant sa propre personnalité ? « Les femmes peuvent aussi devenir des Pygmalions », affirme François de Singly, qui s'en tient néanmoins ici à « la vision des hommes ». Nul ha-

sard, au demeurant, s'il n'y a pas de mythe symétrique au féminin. Les autres figures « idéal-typiques » qu'il distingue, également masculines, sont d'ailleurs nettement patinées de tradition. L'époux « gentleman » encourage aimablement l'activité professionnelle de sa femme, sans véritablement investir dans la réussite de cette dernière, à qui il rappelle aussi ses obligations familiales. Quant à l'époux « mari », il accepte cette activité comme complément de revenu, mais non comme « moyen de définition personnelle » pour elle, car il la veut avant tout maîtresse de maison.

Dans le domaine des relations parents-enfants, l'exigence de l'épanouissement individuel est également profondément inscrite. L'enfant n'est plus perçu comme une pâte malléable que morale et autorité façonnent, mais comme un individu à part entière, digne de respect, doté d'une « personnalité latente » et de potentialités cachées, dont il faut, là encore, favoriser l'éclosion. Tel est le rôle crucial des parents, que les normes psychologiques contribuent à définir. La bonne éducation en famille doit permettre « la construction du soi enfantin » et assurer « l'identité individualisée » de l'adolescent. Reste, et cela ne va pas toujours sans contradictions, à conjuguer l'enjeu éducatif (du côté de l'épanouissement) et l'enjeu de réussite scolaire (du côté du statut). Avec finesse, et en s'appuyant sur les propos de nombreux parents, François de Singly montre comment les uns et les autres cherchent à concilier ce double impératif - entre école nouvelle et collège d'excellence - pour que leur progéniture soit à la fois pourvue de capacités propres et d'un solide capital scolaire, afin de mettre toutes les chances de son côté, en anticipant la valeur sociale de l'individu dans notre société.

Au sein de la famille ainsi redé-

finée s'ébauche, parfois avec difficultés, « une autre manière d'être père », moins souveraine et lointaine, plus proche physiquement et affectivement. Néanmoins, son implication n'est pas la même que celle de la mère : sa disponibilité reste moindre, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale n'est pas un impératif pour lui, il ne se sent pas tenu d'accorder une attention continue aux besoins de chacun et il ne consacre qu'un temps circonscrit aux siens. Surtout, son rôle diffère : il « doit être celui qui, tout en étant pas autoritaire, marque les frontières entre le privé et le public, entre le permis et le défendu », il « sert de pontage de médiateur entre le monde extérieur et son enfant », tandis que sa femme fait plutôt le lien « entre le monde intérieur de l'enfant et lui-même ».

Finalement, on s'apprendrait donc réciproquement, en famille, à jongler avec des injonctions contradictoires, à conjuguer des normes aussi interiorisées qu'opposées, bref à trouver ce difficile équilibre entre le « soi intime » et le « soi statutaire » qu'impose l'individualisme contemporain. L'homme, invité à se dépouiller de ses prérogatives d'autorité sans pour autant devenir le copain de ses enfants ; ces derniers, sommés d'être aussi « bien dans leur peau » que bons à l'école ; chacun des conjoints enfin, censé aider l'autre à devenir lui-même, en s'efforçant de tout concilier, et sans qu'aucun ne soit lésé, ont tous une lourde tâche, toujours à recommencer. Cela ne va pas sans tensions ni crises récurrentes. La famille Pygmalion n'est pas un lieu de socialisation tranquille.

Nicole Lapierre
* Signalons dans la revue trimestrielle dirigée par Pierre Bourdieu *Actes de la recherche en sciences sociales* la parution d'un numéro consacré à « La famille dans tous ses états » (Sens, n° 113, 112 p., 69 F.).

Fiscalité et contrat social

DE LA PRESSION FISCALE EN GÉNÉRAL ET DE NOTRE PORTE-MONNAIE EN PARTICULIER
de Philippe Manière.
Plon, 242 p., 100 F.

Comme on se prend de plus en plus les pieds dans le tapis fiscal, il est bon qu'un auteur, un journaliste n'appartenant pas au sérail, prenne la plume. Qu'est-ce qui ne va pas ? Notre analyste, libéral bon teint, rejoint les thèmes bien en cour : les prélèvements sont abusifs ; les allocations sous condition de ressources dissuadent l'effort comme les taux extrêmes de l'impôt sur le revenu ; les interventions économiques de l'Etat ont des effets pervers ; etc. Une valse-hésitation entre l'utopie libérale et la justice sociale apparaît tout au long de l'ouvrage. L'auteur se déclare contre la progressivité de l'impôt sur le revenu, demande que tous les Français - et non seulement la moitié d'entre eux - soient des « contribuables conscients », prêche pour un taux unique (de l'ordre de 7 à 10 %) de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) mais demande tout de même que les cinquante mille premiers francs soient détaxés. Il souhaite la suppression du SMIC mais serait partisan d'une allocation égale et mensuelle pour chaque Français adulte. Selon Philippe Manière, le vrai contrat social est « celui qui offre à chacun la faculté de transformer sans entraves son talent en argent ». Un peu court, non ?

Regretions aussi que l'auteur n'ait rien dit sur la fiscalité des successions et des facilités que l'on donne à la fortune d'y échapper. La préservation des castes patrimoniales ne méritait-elle pas qu'on nous explique pourquoi il est important de les conserver pour la bonne marche de la société en général et de l'économie en particulier ?

Pierre Drouin

TOM TOPOR

LE CODICILLE

« Réflexion sur la vérité, celle de l'Histoire, celle des âtres, roman de la culpabilité, portrait vibrant d'une société américaine ravagée par la mauvaise conscience, fascinant face-à-face entre les morts et les vivants... »

Le *Codicille* est un de ces romans qui ne vous lâchent jamais, qui vous reviennent brusquement à la mémoire des années après qu'on en a refermé les pages. Comme une bombe à retardement.

LE MONDE

belfond

مركز التحليل

manuel levinas

PODIUM

1 PREMIER KO du tournoi de boxe au bout de 156 combats : le super-léger français Nordine Moussil a battu le Pakistanais Ullah Usman au deuxième tour.

2 SECONDE des favoris de l'épreuve du kilomètre, l'Australien Shane Kelly, champion du monde 1995, n'a pu contester le titre au Français Florian Rousseau : la fixation de sa chaussure gauche s'est séparée de la pédale dès le départ.

3 TROIS tireurs étaient opposés en barrages dans la finale du double trap, remportée par l'Autrichien Rainer Mark. L'Italien Albano Pera (argent) et le Chinois Bing Zhang (bronze) ont été plus heureux que le Coréen Park Chul-Sun.

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Seconde zone

Quand la nuit tombe sur Atlanta, une humidité tiède descend sur les choses et les gens, obligeant les automobilistes à activer leurs essuie-glaces. A cette heure poisseuse, mercredi 24 juillet, Paul Palmer était encore le seul et unique Britannique à avoir une médaille passée au cou depuis le début des Jeux olympiques. Pour certains, cette situation constituerait un légitime motif de satisfaction. Pour ce jeune Anglais, elle est le motif d'un grand courroux. En substance, il pense qu'il aurait pu gagner le 400 m nage libre, et ne pas se contenter de la deuxième place, s'il avait bénéficié de meilleures conditions financières pour s'entraîner. Comme à vingt et un ans on prend rarement des pincettes pour exprimer le fond de sa pensée, Palmer a parlé haut et clair : « Nous avons été traités comme des citoyens de seconde zone. » En tout cas, le bilan provisoire des médailles place la patrie du sport moderne en dix-neuvième position, au rang d'une puissance de seconde zone. Quand un athlète s'autorise à ruer dans les brancards, comme Paul Palmer, il se fait en principe remettre à sa place par ses dirigeants sportifs. Ceux-ci ont une expérience séculaire de ce genre de situations. Ils savent toujours répliquer aux blancs-becs qui se prévalent de leur position sur un podium pour prendre à partie les uns ou les autres. Or, dans ce cas, il n'en a rien été. Un officiel de la délégation britannique, Kevin Hickey, a même abondé dans le sens de Palmer : « Paul a raison. Dans toutes nos équipes, il y a des gens possédant un fort potentiel. Ce qui nous fait défaut, ce sont les structures pour leur permettre de gagner les médailles. » Et le cas du vice-champion olympique du 400 m nage libre est bien exemplaire : le jour, quand il ne s'entraîne pas, il travaille comme homme de peine dans un restaurant italien et, le soir, il dort chez ses parents. N'y a-t-il d'autre choix, en économie libérale, qu'entre le vedettariat et le prolétariat pour les sportifs ? Gageons que la Grande-Bretagne sortira de la queue du peloton dès que l'athlétisme

commencera. Les récriminations de Paul Palmer seront alors vite oubliées. Reste que ce n'est pas de la bouche d'un des médaillés français que pourraient sortir pareilles critiques. Ceux qui ne sont pas professeurs de sport, comme Jeannie Longo, Stéphane Trainean et Jean-Pierre Amat, bénéficient d'une convention, c'est-à-dire de revenus et d'un temps de travail aménagé au sein d'une entreprise publique ou privée. La Mairie de Paris aide ainsi Djamel Bouras et Ghani Yalouz ; le conseil général du Val-de-Marne, c'est Christophe Gagliano. David Douillet et Sophie Monesse sont au Crédit lyonnais, Eric Srecki à la BNP, Lionel Plamenali à La Poste, Valérie Barjols et Robert Leroux chez Bouygues. Le ministère de la défense s'occupe de Christine Ciot. Et les trois derniers sont étudiants. Avec ce bricolage « à la française », dont on a pu longtemps douter de l'efficacité, la délégation olympique tricolore se trouve en troisième place du classement, derrière la Russie et les Etats-Unis. Ne sont-elles époustouflantes, ces conventions ?

Alain Giraud

Li Xiaoshuang, le seigneur des agrès

Gymnastique. Pour la première fois, un Chinois remporte le concours général individuel. Il a détrôné le Biélorusse Scherbo qui, dépit, doit se contenter du bronze

SEULES les cossolades malicieuses du Russe Alexei Nemov, deuxième, parviennent à déridier son ex-compatriote, Vitaly Scherbo, vaincu sur la table de conférence de presse. Le Biélorusse, qui n'a jamais été gracieux dans la défaite, s'accommode fort mal de sa médaille de bronze au concours général individuel de gymnastique. D'autant que le vainqueur est sa bête noire, Li Xiaoshuang, déjà champion du monde en titre de la spécialité.

Avec ses cheveux soyeusement plaqués à gauche et sa médaille autour du cou, le gymnaste chinois n'a pourtant pas l'air plus menaçant qu'un premier communié. Mais Scherbo ne lui pardonne pas l'effronté perpétré lors des championnats du monde de Sabae, Japon, en octobre dernier. Nemov indisponible, Li Xiaoshuang avait déclaré que l'absence de son « seul véritable adversaire » l'avait servi et que la faiblesse de Scherbo aux anneaux ne faisait pas de lui « un réel danger ».

Le sextuple médaillé des Jeux de Barcelone avait vu rouge. Depuis, il ignore souverainement Li Xiaoshuang, mais évalue sévèrement toutes ses évolutions en compétition. Comme mercredi 24 juillet au Georgia Dome : « Je ne critiquerai pas les juges maintenant car la compétition n'est pas terminée », a déclaré Scherbo, mais vous m'en entendez parler après les Jeux. Je ne conteste pas les notes qu'ils m'ont attribuées, mais celles qu'ils ont mises à un autre gymnaste, je n'aurais peut-être pas gagnées l'an dernier. Alexei Nemov a été excellent et je n'étais pas loin de lui. »

Cette passion de poivrots à Li Xiaoshuang lui apparaît comme une terrible injustice. Il a trop be-

taillé pour ce rendez-vous olympique fort compromis il y a encore cinq mois. A la mi-décembre, Vitaly a arrêté l'entraînement pour rester, nuit et jour, au chevet de son épouse, Xina, plongée dans le coma à la suite d'un grave accident de voiture. Il lui a parlé à en perdre haleine, sans certitude qu'elle l'entendrait à nouveau un jour. Presque miraculeusement sauvée en février, Xina l'a enjoint de se remettre au travail. Il s'est exécuté avec application, s'adonnant l'argent aux championnats d'Europe.

ÉPAULES FRAGILISÉES

L'idée d'épauler sa femme en réus- sissant un gros coup à Atlanta a alors germé dans son esprit. Après tout, quatre années seulement s'étaient écoulées depuis son insolent hold-up de Barcelone. « Chez nous, on ne connaît que l'or lorsqu'il s'agit des Jeux », dit-il crânement, alors Xina sera forcément déçue. Mais Vitaly Scherbo ne pouvait raisonnablement espérer mieux que le bronze, mercredi. Programmé d'entrée au cheval d'arçons puis aux anneaux, les deux agrès qui sollicitent le plus ses épaules fragilisées par de nombreuses blessures, il a sans cesse couru derrière Alexei Nemov et Li Xiaoshuang. Sa fièvre l'a sauvé. Il est finalement parvenu à se hisser à la troisième place juste avant son dernier passage. Un exercice au sol plein et admirablement exécuté lui a assuré cet accessit qui le fait bouder.

Li Xiaoshuang ne se risque pas à une embarrance qui pourrait nourrir la colère de Scherbo. Il est trop conscient que l'omission d'un élément dans l'entraînement au sol d'Alexei Nemov lui a valu cette consécration : être le premier de son pays champion olympique du



Déçu par son parcours lors de l'épreuve par équipes, le gymnaste chinois Li Xiaoshuang s'est bien repris, notamment au saut de cheval. (Mike Blake, Reuters.)

concours général. D'un mouvement propre à la barre fixe, il a conclu l'affaire. Il sait que, dans quelques minutes, il ne sentira plus peser sur lui le regard accusateur de Scherbo. En attendant, le Chinois sert au parterre de journalistes des phrases convenues sur les aléas de la compétition. D'une voix monocorde, il débite l'histoire de sa carrière : sa détection, et celle de son frère jumeau Li Deshuang - récent retraité de l'équipe nationale

chinoise pour cause de blessures -, par un coach dans les rues de Xian-tan, les entraînements draconiens mais « bien utiles » dispensés dans son pays, etc. Enfin, il s'éclipse, « contrôle antidopage oblige ». Au passage, il lance pour broder les pistes : « Alexei est très fort et jeune, Vitaly a vingt-quatre ans et beaucoup d'expérience, moi, je suis entre les deux. »

Patricia Jolly

Le dauphin furtif du bassin olympique

100 m papillon. Le russe Denis Pankratov a conquis un deuxième titre en améliorant son record du monde

AVEC Denis Pankratov, l'eau des piscines est bien une fraction captive du monde du silence. Il s'y engouffre pour mieux taire tout ce qu'il n'aime pas dire avant, tout ce qu'il ne souhaite pas raconter après. Il s'y précipite pour n'y confirmer que l'unique vérité qu'il laisse répandre à son sujet : le Russe est le maître mutique des nageurs de papillon.

Mercredi 24 juillet, il s'est avancé au départ du 100 m camouflé comme un champion furtif qui souhaiterait ne délivrer que le minimum d'informations à son sujet. Le bonnet noir cachait les cheveux blancs. Les lunettes dissimulaient les yeux d'un bleu glacé. Seuls les haut-parleurs ont laissé filtrer un élément crucial de son identité. Double recordman du monde du 100 m et du 200 m papillon, Denis Pankratov a déjà gagné à Atlanta la médaille d'or de la seconde dis-

tance. Le Russe a plongé comme pour fuir cette indiscretion. Les autres étaient déjà réapparus à la surface quand lui cherchait encore à prolonger cette intimité avec son talent, protégée par l'eau. Le nageur n'avait plus d'histoire, plus de nom. Il se résumait en cette économie de gestes, sublime, révélée par le voyeurisme des caméras immergées. Il se concentrait en ces ondulations de son corps, où tout vibrerait en harmonie, des premières phalanges des doigts aux extrémités des oreilles. Il retardait le moment où il lui faudrait se livrer aux mouvements de cette étrange nage de sémaphores flottants.

Quand Pankratov a déchiré l'enveloppe d'eau, la moitié de la première longueur était dépassée et ses bras n'ont envoyé dans l'air qu'un seul message. Le Russe allait demeurer le dominateur du papillon, n'en déplaise à Scott Miller, l'Australien qui s'acharnait derrière lui, encore accroché à sa conviction de prouver le contraire. Le virage,

la deuxième longueur attestèrent de cette puissance que Denis Pankratov ne cherchait plus à celer au fond de la piscine. En chiffres d'or, le tableau d'affichage clama la nouvelle que l'assistance avait déjà devinée.

Le nageur venait de retrancher cinq centimètres à son propre record du monde, en nageant en 52 s 27. Cette performance serait incontestable, non comme ses deux records du monde en petit bassin établis en février à Paris et non homologués parce que les organisateurs de la réunion avaient omis, malgré ses demandes, de le soumettre au contrôle antidopage. Cette péripétie l'a contraint à engager un recours contre la Fédération française de natation, corvée supplémentaire pour le nageur qui n'aime ni évoquer ses performances ni a fortiori les défendre.

A Atlanta, ses silences d'après-courues vérifièrent la réputation de Pankratov le taiseux. Avec le roi du papillon, la vie d'un champion de vingt-deux années peut tenir en deux phrases. « Je suis né à Volgograd où mes parents sont ouvriers dans une usine de tracteurs. Ce sont eux qui m'ont inscrit à la natation pour que je ne traîne pas dans la rue. » Quant aux questions d'ordre technique, aux enseignements stratégiques, ils se heurtent à un inviolable secret-défense. « Je n'ai pas à donner d'explications. Voyez mon entraîneur. »

Et l'entraîneur explique tout, justement. Il se nomme Victor Avdienko, il a fondé le Volgograd Swimming Club, miraculeuse école de natation où sont passés Alexandre Popov, le sprinter aux deux médailles d'or sur 100 m, aujourd'hui exilé en Australie, Evgeni Sadovoi, triple vainqueur aux Jeux de Barcelone, et dont Denis Pankratov est l'actuel fleuron. Pourquoi ce dernier s'exprimerait-il alors qu'il lui suffit d'illustrer dans l'eau les préceptes de son mentor ?

C'est Avdienko, en s'inspirant des études sur le déplacement des dauphins menées par un ingénieur pour l'amélioration des sous-marins soviétiques, qui lui a inculqué cette longue phase coulée, où le nageur doit apprendre à se faufiler dans l'élément aqueux. C'est lui qui a perfectionné cette technique de respiration sur le côté, qui permet d'opposer moins de résistance aux mouvements. Lui encore, qui a mis au point toutes ces méthodes d'entraînement qui décomposent et répètent chaque geste à l'infini, pour que les nageurs assemblent patiemment le puzzle d'une technique irréprochable.

Chez Victor Avdienko, maître génial aux principes envoyés par le monde entier, les efforts se mesurent en heures de travail bien compris et non en kilomètres de nage abrutissante. La vitesse s'obtient en finesse, non en force. L'eau s'amadou et ne se combat pas. Et le talent des nageurs tient en ces résultats et des records, non en ces déclarations d'intention et ces commentaires que redoute Denis Pankratov.

Alain Mercier

Jérôme Fenoglio

Victorieuse sur 200 m 4 nages, Michelle Smith bataille contre le soupçon

Triplé. La nageuse irlandaise, qui totalise déjà trois médailles, fait face aux accusations de dopage

AU CINQUIÈME jour des Jeux du Centenaire, mercredi 24 juillet, le « peuple » de la piscine d'Atlanta s'est découvert un nouveau sujet de conversation. Une polémique riche et inépuisable, évidente et pourtant incertaine, suffisamment vive pour ricocher sans faiblir de la tribune des spectateurs aux vestiaires des nageurs, en faisant un long détour par la salle de conférence de presse. Au centre des interrogations : Michelle Smith.

La nageuse irlandaise avait déjà deux médailles d'or en poche, sur 400 m et 400 m 4 nages. A la première, ses joues roses et ses longues boucles rousses avaient surpris l'assistance et amusé les chroniqueurs. Une Irlandaise championne olympique de natation, enfant unique d'une Fédération qui ne compte pas la moindre piscine de format décent, voilà

une nouveauté dont les Jeux se déclaraient ravis. A la deuxième, lundi 21 juillet, la presse américaine avait montré moins d'empressement à lui tresser quelques lauriers. La troisième victoire, mercredi soir, sur 200 m 4 nages, n'a plus seulement étonné les experts, incrédules devant les progrès d'une jeune femme de vingt-six ans dont le nom n'apparaissait même pas, en début de saison, parmi les 40 meilleurs temps mondiaux. Elle a intrigué. Et même pire : agacé.

UN MOMENT VRAIMENT SYMPA

Ce dernier succès, Michelle Smith lui a donné une forme encore inédite. A la différence de ses deux courses précédentes, elle a laissé les regards se détourner long- temps de sa ligne d'eau, la première, à l'extérieur du bassin. A l'attaque du dernier virage, sa

courte silhouette était encore à peine visible, repoussée à la quatrième place. Mais une seule longueur lui a suffi pour reprendre son rang. Elle a touché le mur en tête, sans angoisse ni vraie souffrance. Puis elle a souri doucement, chevauché la ligne d'eau pour se donner de la hauteur et sa- lui d'un signe les drapeaux irlandais sortis des rangs des spectateurs. « Un bon moment, vraiment sympa », soufflera-t-elle peu de temps après sa course. Un bon moment, le seul d'une soirée qui allait lui en réserver de bien pires.

A sa descente du podium, elle souriait encore. A la première question de la conférence de presse, le sourire l'avait déjà quittée, remplacé par un masque assez solide pour encaisser les coups. Aux accusations de dopage, formulées le plus souvent sans le moindre effet de manche, Michelle

Smith allait répondre avec une intelligence et un sens de la répartie qui eurent pour effet de réduire au silence les plus obstinés.

« Le dopage, j'en connais un rayon, dit-elle d'une voix cassante. J'ai été testée si souvent, ces derniers temps, que je suis sûrement la sportive la plus populaire parmi le personnel des laboratoires. J'ai été contrôlée à deux reprises de manière inopinée depuis le mois de mai. J'ai beaucoup progressé ces deux dernières années, c'est vrai, mais cela ne cache aucun secret. Jusque-là, je devais concilier la natation et de vraies études à l'université. Depuis, je suis nageuse à 100 %. Je nage, je mange et je dors. Six heures de travail par jour, six jours par semaine. Avec ce rythme, il serait décourageant de ne pas progresser. »

L'argument pèse sur l'assistance. Mais le soupçon perdure. Les en-

traîneurs américains et Janet Evans auraient, dit-on, associé son nom à de lourdes insinuations. « Les premiers feraient mieux de s'occuper de leurs nageurs, riposte-t-elle. Ils les entraînent encore comme on le faisait vingt ans en arrière. Quant à la seconde, elle peut bien insinuer ce qu'elle veut, cela me fait vraiment rire. J'ai le souvenir de l'avoir vue remporter plusieurs médailles d'or aux Jeux de Séoul, en 1988, alors qu'elle sortait de nulle part. Elle nageait le 400 m en 4 min 07. Si je prenais vraiment des anabolisants, je battrais sûrement son record. » Silence dans la salle. Michelle Smith se lève, remercie poliment et s'éloigne sans empressement. A ses victoires dans l'eau, elle vient d'en ajouter une autre. Sur terre.

100



Les Français

● **AVIRON.** Le quatre de couple, le quatre sans barreur poids légers messieurs et le deux de couple poids légers dames qualifiés pour les demi-finales après les repêchages.

● **BADMINTON.** Etienne Thobois éliminé au premier tour par Jun Sun (Chine).

● **BOXE.** Le super-léger (63,5 kg) Nordine Mouchi et le mi-lourd (81 kg) Jean-Louis Mandengue se qualifient pour le deuxième tour en battant respectivement Ufah Usman (Pak.) et Pourtaghi Ayoub Ghoschi (Iran).

● **CYCLISME.** Florian Rousseau champion olympique du kilomètre, et qualifié pour le deuxième tour de la vitesse avec Frédéric Magné. Félizia Ballanger qualifiée pour les huitièmes de finale de la vitesse et Philippe Ermenault pour les quarts de finale de la poursuite.

● **ESCRIME.** Laura Flessel, Sophie Moreesse et Valérie Barlois cham-

piommes olympiques par équipes à l'épée. Jean-Philippe Daurelle, Franck Ducheix et Damien Touya battus en quarts de finale du sabre par équipes par la Pologne (45-42).

● **GYMNASTIQUE.** Sébastien Taya et Frédéric Nicolas terminent respectivement 26^e et 33^e du concours général.

● **HANDBALL.** Bon départ des Français contre l'Espagne (27-25).

● **JUDO.** Christophe Gagliano (71 kg) bat Khallum Boldbaatar (Mong.) pour la médaille de bronze après avoir été battu d'entrée par Sébastien Pereira (Bré.). Magali Baton batte au premier tour par Driulis Gonzalez (Cuba), puis par Nicola Falbrother (GB) en repêchage.

● **NATATION.** Franck Esposito (54 s 02) et Jean-Christophe Sarnin (2 mn 16 s 26) sixièmes des finales B sur 100 m papillon et 200 m brasse. Éliminés en séries : Stéphane Perrot sur 200 m brasse (2 mn 18 s 58), Nédège Clifton sur 200 m 4 nages (2 mn 25 s 25) et le relais 4x100 m 4 nages dames (4 mn 15 s 69).

● **SPORTS ÉQUESTRES.** Koris Vieules, Rodolphe Scherer, Jacques Dulcy et Marie-Christine Duroy prennent la quatrième place du concours complet par équipes.

● **TENNIS.** Mary Pierce et Arnaud Boetsch qualifiés pour le deuxième tour en battant respectivement Olga Barabanschikova (Biel.) et Brett Steven (NZ).

● **TIR.** Jean-Paul Gros 12^e au double trap. Marc Memmesie 17^e.

● **VOILE.** Après quatre régates, Jean-Mar de Chavigny, vainqueur de la quatrième manche, remonte à la 5^e place provisoire, Mand Herbert est 6^e chez les dames, Philippe Presti est 7^e en Finn et Guillaume Florent 15^e en Laser. Disqualifiés dans la troisième régata, Marc Bouët, Gildas Morvan et Sylvain Chotouder sont 14^e en Soling. Pour leur première manche en 470, les frères Berthet ont fini 16^e, Florence Lebrun et Amabel Chaudvin 13^e.

● **VOLLEY-BALL DE PLAGE.** Christian Pénaud et Jean-Philippe Jodard battent les japonais (15-12) au deuxième tour.

Au bout du kilomètre, Florian Rousseau

Cyclisme. Vingt-quatre ans après Daniel Morelon, un pistard français devient champion olympique

SUR LA PISTE. groggy, le coureur se libère de sa machine futuriste et enfourche la modeste bicyclette de course qu'on lui glisse sous les fesses. L'effort a été si intense qu'il peut à peine marcher. Seuls quelques tours de roue, accomplis d'une pédalée lente et relâchée, vont pouvoir délier les muscles de ses jambes et desserrer l'étau qui brida ses poumons. C'est ainsi que Florian Rousseau s'extraît de l'effort qui a fait de lui le champion olympique du kilomètre départ arrêté.

Cette épreuve éclair est la plus éprouvante du cyclisme. Un « jeu » assaillant qui consiste à démarrer arrêté pour porter la vitesse au maximum au prix d'un effort si explosif, si douloureux qu'il fait souvent peur aux cyclistes. Comme maintenus en apnée, ils doivent ignorer les symptômes de leur douleur pendant une minute et quelques secondes. Tous franchissent la ligne d'arrivée à bout de forces.

PLACE SOUS OXYGÈNE

Champion olympique du kilomètre, Florian Rousseau manifeste d'ailleurs quelques réticences à fêter ainsi le diable. Il ne s'y risque que quatre fois par ans, pour régler ses marques : le championnat régional, le championnat de France, une Coupe du monde et un grand événement. Aux championnats du monde, en 1994, à Palerme, il s'était quasiment évanoui sur le podium. L'année suivante, à Bogota, il avait été placé sous oxygène à l'arrivée. A Atlanta, une bouteille et un masque l'attendaient au bord de l'anneau.

La souffrance, Florian Rousseau la connaît et l'assume. Ce blond aux traits doux et au verbe timide a décidé de consacrer sa vie à la piste : « C'est le tiers-Etat du cyclisme, lâche-t-il. Mais c'est tellement bon de courir contre le temps. » Gamin, il voulait être footballeur, puis routier-sprinter. Sa carrure et son amour-propre le prédisposaient à la piste. Il est fort et gagnier. A la route, il préfère donc rapidement la lutte en solitaire, contre le chronomètre. Il gagne, facilement, et il aime cela.

La suite ? Une routine du haut niveau. Le garçon est repéré dans son club. A seize ans, il est



Florian Rousseau a bouclé le kilomètre en 1 mn 2 s 712. A vingt-deux ans, il a déjà remporté tous les titres sur cette distance. (Reuter.)

invité à venir s'entraîner à l'Insep. A l'époque, la fédération entendait sortir la piste française du gouffre en la finançant et en ouvrant deux centres d'entraînement à Vincennes et à Hyères. Il est rejoint par Frédéric Magné et Philippe Ermenault - qualifié, mercredi, pour les demi-finales de la poursuite individuelle - qui composent aujourd'hui, autour de lui, l'une des meilleures équipes du monde.

Très vite, Florian Rousseau étonne par sa motivation et sa détermination. Il veut devenir un prodige de la piste. Fasciné par l'anneau, il s'entraîne aujourd'hui quatre à cinq heures par jour, six jours par semaine : « Je passe mon temps à me faire souffrir pour gagner encore des millèmes de seconde », dit-il. Son entraînement est à part, basé sur la puissance et la vélocité.

An lieu des 20 000 km auxquels s'astreignent les coureurs classiques du kilomètre, il n'en parcourt que 7 000 et s'acharne sur

des séries de démarrages arrêtés suivis de 30 secondes de course et sur de longues séances de musculation. Avec 82 kilos pour 1,80 mètre, il s'est modelé pour la violence d'un effort explosif plutôt que pour l'endurance.

Ce goût pour l'effort absolu lui interdira sans doute de passer un jour à la course sur route : « Je vis pour la piste et je cours après les médailles », insiste-t-il. Ses résultats parlent pour lui. En une courte carrière, il collectionne déjà les titres de champion du monde du kilomètre : chez les juniors en 1992 et chez les seniors en 1993 et 1994.

LES ANGOISSES D'UNE SALE NUIT

Mais, l'année suivante, il s'était fait souffler la première place et son titre aux championnats du monde à Bogota. « Cette défaite fut le premier revers de sa carrière sur le kilomètre. Elle l'a aiguillonné, raconte Gérard Quintyn. Il a encore moins hésité à aller rouler sous la pluie. » Depuis

dix mois, Florian Rousseau préparait les Jeux olympiques avec plus de force. Il vivait presque enfermé à l'Insep, refusait de partir gagner des monceaux d'argent au Japon, n'acceptant que quelques courses à Paris.

Trois semaines avant l'épreuve olympique, il est tombé à l'entraînement et a passé deux jours à l'hôpital, victime d'une brûlure - provoquée par la glissade sur la piste - et de contusions. Qu'importe. Passé les angoisses d'une sale nuit et d'un petit déjeuner difficilement avalé, il a retrouvé ses forces sur le bois surchauffé de la piste de Stone Mountain.

Quatre heures après avoir estenu son organisme en une minute, Florian Rousseau, rayonnant, s'est encore qualifié pour le deuxième tour de la vitesse - 200 mètres en une dizaine de secondes - qui avait lieu jeudi. Un exercice qualifié d'exploit.

Bénédicte Mathieu

DÉPÊCHES

■ **MÉDAILLES.** Avec deux nouveaux titres et un total de 16 médailles, la France est remontée en troisième position à l'issue de la journée de mercredi (six or, trois argent, sept bronze), devancée seulement par la Russie, passée en tête (22 médailles, onze d'or), et les Etats-Unis (28 médailles, dix d'or).

■ **CYCLISME.** Lors de la première journée des épreuves sur piste, mercredi 24 juillet, l'Italien Andrea Collinelli a amélioré deux fois le record du monde du 4 km poursuite pour le porter à 4 mn 19 s 153. L'ancien record (4 mn 20 s 089) était détenu par l'australien Bradley McCree, qu'il devait rencontrer jeudi en demi-finales.

■ **CONCOURS COMPLET.** Remontée à la quatrième place après le parcours de fond, l'équipe de France n'a pu bondir sur le podium lors du saut d'obstacles. Pas mal quand même pour une équipe affaiblie par l'affaire « Twist la Beige », le cheval de Jean-Lou Bilgot, refoulé à son arrivée aux Etats-Unis pour des raisons vétérinaires.

■ **GYMNASTIQUE.** L'Américaine Keri Strug, qui s'était blessée mardi à la cheville gauche lors du concours par équipe, a renoncé à participer jeudi au concours général individuel des J.O. d'Atlanta. Elle sera remplacée par Dominique Moceanu, la quatrième gymnaste de l'équipe des Etats-Unis.

■ **ATHLÉTISME.** Inscrite sur 400 m - distance dont elle est championne olympique et championne du monde - ainsi que sur 200 m, la Française Marie-José Pérec ne déciderait de sa participation au demi-tour de piste qu'au lendemain de la finale du tour complet. Elle s'est aussi déclarée « très détendue », à l'inverse de ce qui s'était passé avant son titre de Barcelone.

■ **HALTÉROPHILIE.** Le secrétaire général de la Fédération internationale d'haltérophilie, Tamas Ajan, a jugé possible, mercredi 24 juillet, l'introduction de l'haltérophilie féminine aux Jeux de Sydney en l'an 2000.

■ **BASE-BALL.** Cuba, favori du tournoi, est assuré de disputer les demi-finales après sa victoire, aux dépens de la Corée du Sud (14-1). Cuba devance au classement les Etats-Unis, vainqueur de l'Italie (15-3).

De l'or sur le sable fin d'Atlanta Beach

Volley-ball de plage. Avec un vieux jeu à la sauce californienne, on a fait un sport olympique. L'occasion de s'offrir la mer à la campagne

IMAGINONS la plage de Palavas-les-Flots transférée en pleine forêt de Fontainebleau : du sable fin, des parasols, des effluves de crème solaire et la foule des estivaux qui se retrouveraient soudain parachutés entre les pins et les chênes centenaires. Ce serait la mer sans la mer, la grande verte à défaut de la grande bleue.

Eh bien, Atlanta étant située à 400 km de l'océan, il a fallu dénicher un endroit de ce genre pour accueillir le volley-ball de plage, promu discipline olympique. C'est donc dans un vaste parc que les organisateurs ont érigé des tribunes et déversé de pleins camions de sable blanc. Ne manquent que les cocotiers, mais c'est sans doute une question de sol.

Mardi 23 juillet, au premier jour de compétition, les Améri-

cains se sont donc rendus autour de ce bac à sable comme s'ils allaient sur les rivages de Floride, la serviette sous le bras, en bermuda ou en maillot de bain. C'était à celle qui porterait le plus belles lunettes de soleil, à celui qui exhiberait les pectoraux les plus rebondis. L'Amérique bronzée et satisfaite des clubs de mise en forme avaient investi le domaine des écuries.

L'histoire prêterait à sourire si ce sport, pratiqué en duo, n'était une discipline des plus sérieuses, contrôlée par la puissante Fédération internationale de volley-ball en salle (FIVB). Aux Etats-Unis et au Brésil, le circuit professionnel passionne le public. Les compétitions sont richement dotées en dollars, à la manière du tennis ou du golf. Les champions au physique de maître nageur at-

tirent les partenaires financiers. Les femmes ne sont pas en reste : les Brésiliennes rivalisent de popularité avec bien des joueuses de football.

AFFAIRE D'INITIÉS

En France, le « beach » demeure néanmoins une affaire d'initiés. Christian Penigaud et Jean-Philippe Jodard, présents au jeu, se sont lancés les premiers dans le professionnalisme et prennent part aux tournois internationaux. Brigitte Lesage et Anabelle Prawerman font aussi figures de pionnières.

Ces deux anciennes joueuses de l'équipe de France en salle sont les seules à pratiquer ce sport à haut niveau. Elles ne sont pas pour autant professionnelles et négocient avec leurs employeurs respectifs leur partici-

pation à des stages ou à des compétitions.

A les entendre, ce sport pourrait constituer un complément estival de la saison en salle. « Il nous faut fournir un gros travail d'intégration pour être mieux considérées dans le volley français, estime Anabelle Prawerman. Aujourd'hui, la fédération nous aide, mais cela n'a pas toujours été le cas. Vu le nombre de plages dans notre pays, il existe pourtant un potentiel énorme ! De nombreuses joueuses voudraient se lancer. Un peu comme les disciplines de glisse telles que le surf des neiges le beach est dans l'air du temps. C'est une ambiance particulière, très conviviale. Si l'on me dit que c'est un amusement, je ne me vexe pas : le sport doit rester un plaisir ! »

Philippe Broussard

Christophe Gagliano, le médaillé inattendu

Judo. Repêché après une défaite d'entrée, le poids léger de Maisons-Alfort revient de loin

C'EST L'HISTOIRE d'une médaille qui revient de loin. Il y a trois semaines encore, Christophe Gagliano était cloué au lit par une blessure au dos. Un vilain pincement de disques vertébraux, venu sans prévenir, l'empêchait de marcher, de s'entraîner, de croire en ses chances olympiques. Et le voici promu miraculé d'Atlanta, réjouissant vainqueur de l'improbable. Comme si, décidément, le sort lui refusait la banalité des histoires simples.

Comment imaginer parcours plus tourmenté ? A la première heure du tournoi des moins de 71 kilos, mercredi 24 juillet, Christophe Gagliano s'effondre dans les bras d'une défaite précoce, donnant l'image d'un judoka sans barge et sans grâce, combattant inconnu.

Il n'avait d'espoir que dans le repêchage, après pratiquement deux heures d'attente, le temps du doute et des regrets, mais aussi l'occasion unique de se refaire un moral. « J'ai retrouvé à ce moment-là toutes mes sensations, raconte-t-il. Je me suis dit que je ne pouvais pas gâcher comme ça huit ans de travail. »

FAIM DE VICTOIRES

Au bout d'un après-midi essouffant, vécu comme une douce déception, il accrochait donc le bronze autour de son cou, et devenait le quatrième médaillé de l'équipe de France masculine, en cinq jours de compétition. Gagliano avait surmonté le stress de son départ manqué. Et redécouvrait toute la finesse que lui reconnaissent ses adversaires.

« J'ai réussi à me concentrer sur les détails techniques des combats, expliquait-il, et à m'abstraire de tout ce qu'il y avait d'incontrôlable pour moi, le public, l'arbitrage. » Une sorte de consécration pour ce jeune homme de vingt-neuf ans, qui vit ses premiers Jeux olympiques. Dans une équipe de France riche en fortes personnalités, il fait figure de ténor, peut-être parce qu'il ne ressemble pas à ses coéquipiers, qu'il s'est moins plié qu'eux dans le moule efficace de la fédération de judo.

« Pour donner sa mesure de judoka, Christophe a besoin d'être poussé, témoigne René Rambier, l'entraîneur de l'équipe masculine. Ce qui lui manque un peu, c'est l'agressivité. » Malgré sa régularité dans le haut niveau et ses revendications répétées d'« une faim de victoires », Gagliano ne pense pas qu'à son sport. Il confesse volontiers sa curiosité pour des domaines bien éloignés des tatamis. Il a suivi des études de gestion à l'université de Paris-Dauphine, couronnées par une maîtrise en management du sport. Aujourd'hui encore, il rêve de « fréquenter d'autres gens, de s'ouvrir la tête ». Et sa médaille de bronze n'y aura rien changé.

P. Ce.

مركز العمل

Mauvaise humeur

Serions-nous, Français, d'incorrigibles râleurs, prêts à critiquer tout ce qui ne correspond pas aux canons en vigueur dans l'Hexagone, ricanant et caustiques vis-à-vis d'hôtes qui se mettent en quatre pour nous faire plaisir ? Les échos renvoyés d'Atlanta par nos équipes dépêchées sur place, tous médias confondus, pourraient confirmer ce travers national, s'ils n'étaient pas confortés par le même état d'esprit chez des confrères étrangers dont nous pouvons, grâce aux bienfaits du câble, capter l'image et les propos.



MUTS BLANCHES

Allemands, Italiens et Néerlandais sont d'accord avec Gérard Holtz, qui vilipendait, mercredi soir, l'ethnocentrisme du robinet d'images américain, privilégiant outrageusement les compétiteurs nationaux. « On se croirait revenu aux Jeux de Mexico en 1968, nous sommes contraints de revenir aux

méthodes de travail de l'époque », se plaignait le responsable du service des sports de l'Agence France-Presse devant l'inefficacité du système informatique censé transmettre de manière sûre et rapide les résultats.

Tout cela fait l'affaire de Pierre Mauroy, sénateur, maire de Lille, qui s'en retourne dans son belfroi soulagé après deux semaines où on a pu l'apercevoir à plusieurs reprises en supporteur jovial et enthousiaste des athlètes français. Les ch'timis n'ont aucune raison d'avoir des complexes face aux mégamécaniques Géorgiennes, et les Jeux de Lille en 2004, si Dieu et le CIO leur prêtent vie, seront mieux organisés, pour la bonne raison qu'il est quasi impossible de faire plus mal, a-t-il affirmé en substance. Peut-être même cela va-t-il donner des idées à Philippe Séguin, qui vient de prendre le relais de Pierre Mauroy pour assurer la permanence politique olympique : pourquoi pas Epinal ?

Il n'en reste pas moins que des travaux pratiques de médiologie, comme dirait Régis Debray, nous sont offerts gracieusement à l'occasion de ces Jeux. Ce n'est pas parce que l'on est capable de faire CNN que l'on maîtrise l'art de filmer les événements sportifs. On se rend compte in vivo que notre plaisir à regarder

une compétition doit beaucoup au talent des obscurs qui ont l'œil collé au viseur et aux artistes méconnus qui règnent sur les manettes en régie. L'école Canal Plus n'a pas encore fait d'émules outre-Atlantique, ce qui nous ramène au moins une décennie en arrière, dans une télévision sportive primitive et sans grâce.

Comme on est bien obligé de se faire son cinéma soi-même, on peut rêver de l'usage qu'aurait fait un réalisateur de talent de ce combat des « coachs » qui se déroule en arrière-plan, et qui, parfois, crée une intensité dramatique plus grande que la compétition elle-même. Tel cet affrontement entre la montagne de grasse cubaine portant catogan, tout droit sortie d'un roman d'Hemingway, et son métallique homologue coréen, dont on aurait aimé entendre les raucques exhortations adressées à son poulain, sur le tatami.

Enfin, nous persistons à signer dans nos plus expresses réserves concernant l'admission du tir parmi les disciplines olympiques, qui provoque des plaisanteries de très mauvais goût, comme l'obtention de sa première médaille d'or par la Yougoslavie, grâce à M^{me} Ivosev.

Luc Rosenzweig

NET OLYMPIQUE

CHAMAILLIERES. Le site officiel des Jeux reste discret sur les ca-fouillages de l'organisation. Mais les cybermantes peuvent consulter des centaines de groupes de discussion sur le réseau. DejaNews, un moteur de recherche qui enregistre tous les messages échangés sur le Net, dévoile une incroyable variété de commentaires. On trouvait mercredi 24 juillet plus de cent messages liant les mots « olympique » et « désastre ». Les Américains sont sur la défensive, usant, au besoin, de l'humour pour défendre Atlanta, la Google, le pays tout entier et même le capitalisme.

La chaîne de télévision NBC, qui produit l'essentiel des images, est abondamment mise en cause. Les Américains lui reprochent spécifiquement des accusations de dopage à l'endroit des athlètes chinois, le fait qu'un de ses commentateurs a présenté l'équipe d'Argentine de basket comme « le

premier essai de l'équipe américaine », voire la simple rétransmission des sifflets adressés aux Cubains par le public de la zone.

Bien sûr, les Cybermantes, fiers d'informatique, se déchaînent pour traiter des ratés du système de gestion des épreuves et de leurs résultats. « Croyez-moi, j'ai souffert plus que toute autre personne que vous puissiez trouver », plâle un informaticien impliqué dans l'affaire et qui épanche son cœur sur le réseau. On met en cause la gestion des messages et de circulation des données et de circulation chaque demande de résultats sur un terminal du système comme un cas unique. Engorgement inévitable.

Mais l'explication la plus savoureuse reste encore celle-ci : « La couverture des Jeux par NBC était tellement mauvaise, dit un utilisateur du réseau, que tout le monde, à Atlanta, a tenté de se tourner vers les écrans de résultats des organisateurs ».

Les footballeurs français qualifiés, tout doucement

Sédentarité. Vainqueurs de l'Arabie saoudite (2-1), les joueurs de Raymond Domenech resteront à Miami pour rencontrer le Portugal en quart de finale, samedi 27 juillet

MIAMI (Floride). - Ni jaune, ni rouge. Pas un seul carton. Il y a des matches amicaux disputés dans un moins bon esprit. Cette dernière rencontre du groupe B n'était pourtant pas sans enjeu. Selon le résultat et l'ampleur du score, les Français pouvaient aussi bien être éliminés que finir en tête de la poule. Ils pouvaient retourner, penauds, aux affaires du championnat de France, ou rester à Miami pour rencontrer l'Argentine, les États-Unis ou le Portugal. Ils pouvaient aussi être obligés de démentager une fois de plus, à Birmingham (Alabama) cette fois, pour disputer leur quart de finale, s'ils terminaient deuxième. La soirée était piégée. De celles que le football français ne vit pas toujours bien, surtout face à une équipe réputée plus faible.

Déjà éliminée, l'Arabie saoudite ne souhaitait pas quitter les Jeux sur la pointe des pieds. Dans l'Orange Bowl, stade désert dès que le football produit n'est ni brésilien ni féminin, les Saoudiens auraient aimé laisser leur empreinte, cette ébauche de style carloca que prêche leur entraîneur brésilien Ivo Wortmann. Ils en ont été empêchés par des Français sérieux, disciplinés et séduisants.

HUIT OCCASIONS

A la fin du match, l'entraîneur Raymond Domenech pouvait louer la « maturité » et la « maîtrise » de ses joueurs, malgré l'étrouffement du score. Les statistiques - cette gourmandise du public américain - en disent plus long que le sec communiqué de victoire. Deux buts à un, certes, mais que d'occasions ! Pas moins de huit en première mi-temps, moins ratées par des Tricolores que sauvées par des exploits du gardien Hussain Al Sadik, ou par l'arrière Mohammed Al Jahani sur la ligne de but.

Le penalty transformé par Florian Maurice (20'), en réparation d'une faute commise sur lui-

même, n'est qu'un pauvre reflet de la créativité des attaquants français. Avec sa manière élégante de chat jouer avec une pelote, le Havrais Vikash Dhorasoo caressait le jeu dans le sens du poil, faisaient rouler le style français, montrait patte de velours au milieu du terrain pour mieux griffer à l'approche de la cage. C'est lui qui donna, d'un court centre en retrait dans la surface de réparation, le but de la victoire à Antoine Sibierski (49').

Le véritable suspense était all-

leurs. A Orlando, où l'Espagne, longtemps menée deux buts à zéro par l'Australie, était virtuellement éliminée. Revenus en extrême (3-2), les Espagnols laissent tout de même la première place du groupe aux Bleus à la faveur de la différence de buts.

Restait à connaître l'adversaire. Ce sera le Portugal, deuxième de son groupe derrière l'Argentine. Les joueurs apprécient de pouvoir rester à Miami pour ce quart de finale. Leur entraîneur, pourtant prompt à se plaindre des incessants déplacements de son équipe pendant le premier tour, n'aurait pas détesté aller à Birmingham. Il redoute une forme d'« embourgeoisement » de ses troupes au bord de la piscine du Sheraton.

« Changer évide de s'installer dans des habitudes, explique-t-il. Personnellement, je ne supporte pas la routine, au point de ne jamais faire deux fois de suite les mêmes entraînements. » Mardi, il avait improvisé une séance dans un parc public, près de l'hôtel, plutôt que sur les terrains du village olympique, à une bonne heure de route. La monotonie ne menace pas non plus la composition de son équipe, jamais la même depuis le début du tournoi. D'ici à samedi, Domenech devra remplacer Martin Djedou (entorse du genou) et Omar Diez (entorse de la cheville). Un match sans carton n'est pas un match sans risque.

Jean-Jacques Bozonnet



Peloton groupé à Wassaw Sound

Les concurrentes de l'épreuve de voile forment une escadre serrée au départ de leur troisième régata, mercredi 24 juillet, au large de Savannah.

La manche a été gagnée par la Néo-Zélandaise Aron McIntosh. Après une journée de compétition normale, la veille, le programme de la voile a de nouveau été bouleversé par l'orage. (Mike Segars/Reuters)

LE PROGRAMME DES ÉPREUVES

(Heure française)

JEUDI 25 JUILLET

Aviron. Demi-finales. 15.00 : deux sans barreur D ; 16.00 : deux sans barreur M ; 16.30 : deux de couple D ; 16.40 : quatre sans barreur M ; 17.00 : huit M ; 17.30 : huit D.

Badminton. Sélections de fin de tournoi. 15.00 : 2000 m D (qualification) ; 15.30 : 1000 m D (qualification) ; 16.00 : 1000 m D (qualification) ; 16.30 : 1000 m D (qualification) ; 16.40 : 1000 m D (qualification) ; 16.50 : 1000 m D (qualification) ; 17.00 : 1000 m D (qualification) ; 17.30 : 1000 m D (qualification) ; 17.40 : 1000 m D (qualification) ; 17.50 : 1000 m D (qualification) ; 18.00 : 1000 m D (qualification) ; 18.30 : 1000 m D (qualification) ; 18.40 : 1000 m D (qualification) ; 18.50 : 1000 m D (qualification) ; 19.00 : 1000 m D (qualification) ; 19.30 : 1000 m D (qualification) ; 19.40 : 1000 m D (qualification) ; 19.50 : 1000 m D (qualification) ; 20.00 : 1000 m D (qualification) ; 20.30 : 1000 m D (qualification) ; 20.40 : 1000 m D (qualification) ; 20.50 : 1000 m D (qualification) ; 21.00 : 1000 m D (qualification) ; 21.30 : 1000 m D (qualification) ; 21.40 : 1000 m D (qualification) ; 21.50 : 1000 m D (qualification) ; 22.00 : 1000 m D (qualification) ; 22.30 : 1000 m D (qualification) ; 22.40 : 1000 m D (qualification) ; 22.50 : 1000 m D (qualification) ; 23.00 : 1000 m D (qualification) ; 23.30 : 1000 m D (qualification) ; 23.40 : 1000 m D (qualification) ; 23.50 : 1000 m D (qualification) ; 24.00 : 1000 m D (qualification) ; 24.30 : 1000 m D (qualification) ; 24.40 : 1000 m D (qualification) ; 24.50 : 1000 m D (qualification) ; 25.00 : 1000 m D (qualification) ; 25.30 : 1000 m D (qualification) ; 25.40 : 1000 m D (qualification) ; 25.50 : 1000 m D (qualification) ; 26.00 : 1000 m D (qualification) ; 26.30 : 1000 m D (qualification) ; 26.40 : 1000 m D (qualification) ; 26.50 : 1000 m D (qualification) ; 27.00 : 1000 m D (qualification) ; 27.30 : 1000 m D (qualification) ; 27.40 : 1000 m D (qualification) ; 27.50 : 1000 m D (qualification) ; 28.00 : 1000 m D (qualification) ; 28.30 : 1000 m D (qualification) ; 28.40 : 1000 m D (qualification) ; 28.50 : 1000 m D (qualification) ; 29.00 : 1000 m D (qualification) ; 29.30 : 1000 m D (qualification) ; 29.40 : 1000 m D (qualification) ; 29.50 : 1000 m D (qualification) ; 30.00 : 1000 m D (qualification) ; 30.30 : 1000 m D (qualification) ; 30.40 : 1000 m D (qualification) ; 30.50 : 1000 m D (qualification) ; 31.00 : 1000 m D (qualification) ; 31.30 : 1000 m D (qualification) ; 31.40 : 1000 m D (qualification) ; 31.50 : 1000 m D (qualification) ; 32.00 : 1000 m D (qualification) ; 32.30 : 1000 m D (qualification) ; 32.40 : 1000 m D (qualification) ; 32.50 : 1000 m D (qualification) ; 33.00 : 1000 m D (qualification) ; 33.30 : 1000 m D (qualification) ; 33.40 : 1000 m D (qualification) ; 33.50 : 1000 m D (qualification) ; 34.00 : 1000 m D (qualification) ; 34.30 : 1000 m D (qualification) ; 34.40 : 1000 m D (qualification) ; 34.50 : 1000 m D (qualification) ; 35.00 : 1000 m D (qualification) ; 35.30 : 1000 m D (qualification) ; 35.40 : 1000 m D (qualification) ; 35.50 : 1000 m D (qualification) ; 36.00 : 1000 m D (qualification) ; 36.30 : 1000 m D (qualification) ; 36.40 : 1000 m D (qualification) ; 36.50 : 1000 m D (qualification) ; 37.00 : 1000 m D (qualification) ; 37.30 : 1000 m D (qualification) ; 37.40 : 1000 m D (qualification) ; 37.50 : 1000 m D (qualification) ; 38.00 : 1000 m D (qualification) ; 38.30 : 1000 m D (qualification) ; 38.40 : 1000 m D (qualification) ; 38.50 : 1000 m D (qualification) ; 39.00 : 1000 m D (qualification) ; 39.30 : 1000 m D (qualification) ; 39.40 : 1000 m D (qualification) ; 39.50 : 1000 m D (qualification) ; 40.00 : 1000 m D (qualification) ; 40.30 : 1000 m D (qualification) ; 40.40 : 1000 m D (qualification) ; 40.50 : 1000 m D (qualification) ; 41.00 : 1000 m D (qualification) ; 41.30 : 1000 m D (qualification) ; 41.40 : 1000 m D (qualification) ; 41.50 : 1000 m D (qualification) ; 42.00 : 1000 m D (qualification) ; 42.30 : 1000 m D (qualification) ; 42.40 : 1000 m D (qualification) ; 42.50 : 1000 m D (qualification) ; 43.00 : 1000 m D (qualification) ; 43.30 : 1000 m D (qualification) ; 43.40 : 1000 m D (qualification) ; 43.50 : 1000 m D (qualification) ; 44.00 : 1000 m D (qualification) ; 44.30 : 1000 m D (qualification) ; 44.40 : 1000 m D (qualification) ; 44.50 : 1000 m D (qualification) ; 45.00 : 1000 m D (qualification) ; 45.30 : 1000 m D (qualification) ; 45.40 : 1000 m D (qualification) ; 45.50 : 1000 m D (qualification) ; 46.00 : 1000 m D (qualification) ; 46.30 : 1000 m D (qualification) ; 46.40 : 1000 m D (qualification) ; 46.50 : 1000 m D (qualification) ; 47.00 : 1000 m D (qualification) ; 47.30 : 1000 m D (qualification) ; 47.40 : 1000 m D (qualification) ; 47.50 : 1000 m D (qualification) ; 48.00 : 1000 m D (qualification) ; 48.30 : 1000 m D (qualification) ; 48.40 : 1000 m D (qualification) ; 48.50 : 1000 m D (qualification) ; 49.00 : 1000 m D (qualification) ; 49.30 : 1000 m D (qualification) ; 49.40 : 1000 m D (qualification) ; 49.50 : 1000 m D (qualification) ; 50.00 : 1000 m D (qualification) ; 50.30 : 1000 m D (qualification) ; 50.40 : 1000 m D (qualification) ; 50.50 : 1000 m D (qualification) ; 51.00 : 1000 m D (qualification) ; 51.30 : 1000 m D (qualification) ; 51.40 : 1000 m D (qualification) ; 51.50 : 1000 m D (qualification) ; 52.00 : 1000 m D (qualification) ; 52.30 : 1000 m D (qualification) ; 52.40 : 1000 m D (qualification) ; 52.50 : 1000 m D (qualification) ; 53.00 : 1000 m D (qualification) ; 53.30 : 1000 m D (qualification) ; 53.40 : 1000 m D (qualification) ; 53.50 : 1000 m D (qualification) ; 54.00 : 1000 m D (qualification) ; 54.30 : 1000 m D (qualification) ; 54.40 : 1000 m D (qualification) ; 54.50 : 1000 m D (qualification) ; 55.00 : 1000 m D (qualification) ; 55.30 : 1000 m D (qualification) ; 55.40 : 1000 m D (qualification) ; 55.50 : 1000 m D (qualification) ; 56.00 : 1000 m D (qualification) ; 56.30 : 1000 m D (qualification) ; 56.40 : 1000 m D (qualification) ; 56.50 : 1000 m D (qualification) ; 57.00 : 1000 m D (qualification) ; 57.30 : 1000 m D (qualification) ; 57.40 : 1000 m D (qualification) ; 57.50 : 1000 m D (qualification) ; 58.00 : 1000 m D (qualification) ; 58.30 : 1000 m D (qualification) ; 58.40 : 1000 m D (qualification) ; 58.50 : 1000 m D (qualification) ; 59.00 : 1000 m D (qualification) ; 59.30 : 1000 m D (qualification) ; 59.40 : 1000 m D (qualification) ; 59.50 : 1000 m D (qualification) ; 60.00 : 1000 m D (qualification) ; 60.30 : 1000 m D (qualification) ; 60.40 : 1000 m D (qualification) ; 60.50 : 1000 m D (qualification) ; 61.00 : 1000 m D (qualification) ; 61.30 : 1000 m D (qualification) ; 61.40 : 1000 m D (qualification) ; 61.50 : 1000 m D (qualification) ; 62.00 : 1000 m D (qualification) ; 62.30 : 1000 m D (qualification) ; 62.40 : 1000 m D (qualification) ; 62.50 : 1000 m D (qualification) ; 63.00 : 1000 m D (qualification) ; 63.30 : 1000 m D (qualification) ; 63.40 : 1000 m D (qualification) ; 63.50 : 1000 m D (qualification) ; 64.00 : 1000 m D (qualification) ; 64.30 : 1000 m D (qualification) ; 64.40 : 1000 m D (qualification) ; 64.50 : 1000 m D (qualification) ; 65.00 : 1000 m D (qualification) ; 65.30 : 1000 m D (qualification) ; 65.40 : 1000 m D (qualification) ; 65.50 : 1000 m D (qualification) ; 66.00 : 1000 m D (qualification) ; 66.30 : 1000 m D (qualification) ; 66.40 : 1000 m D (qualification) ; 66.50 : 1000 m D (qualification) ; 67.00 : 1000 m D (qualification) ; 67.30 : 1000 m D (qualification) ; 67.40 : 1000 m D (qualification) ; 67.50 : 1000 m D (qualification) ; 68.00 : 1000 m D (qualification) ; 68.30 : 1000 m D (qualification) ; 68.40 : 1000 m D (qualification) ; 68.50 : 1000 m D (qualification) ; 69.00 : 1000 m D (qualification) ; 69.30 : 1000 m D (qualification) ; 69.40 : 1000 m D (qualification) ; 69.50 : 1000 m D (qualification) ; 70.00 : 1000 m D (qualification) ; 70.30 : 1000 m D (qualification) ; 70.40 : 1000 m D (qualification) ; 70.50 : 1000 m D (qualification) ; 71.00 : 1000 m D (qualification) ; 71.30 : 1000 m D (qualification) ; 71.40 : 1000 m D (qualification) ; 71.50 : 1000 m D (qualification) ; 72.00 : 1000 m D (qualification) ; 72.30 : 1000 m D (qualification) ; 72.40 : 1000 m D (qualification) ; 72.50 : 1000 m D (qualification) ; 73.00 : 1000 m D (qualification) ; 73.30 : 1000 m D (qualification) ; 73.40 : 1000 m D (qualification) ; 73.50 : 1000 m D (qualification) ; 74.00 : 1000 m D (qualification) ; 74.30 : 1000 m D (qualification) ; 74.40 : 1000 m D (qualification) ; 74.50 : 1000 m D (qualification) ; 75.00 : 1000 m D (qualification) ; 75.30 : 1000 m D (qualification) ; 75.40 : 1000 m D (qualification) ; 75.50 : 1000 m D (qualification) ; 76.00 : 1000 m D (qualification) ; 76.30 : 1000 m D (qualification) ; 76.40 : 1000 m D (qualification) ; 76.50 : 1000 m D (qualification) ; 77.00 : 1000 m D (qualification) ; 77.30 : 1000 m D (qualification) ; 77.40 : 1000 m D (qualification) ; 77.50 : 1000 m D (qualification) ; 78.00 : 1000 m D (qualification) ; 78.30 : 1000 m D (qualification) ; 78.40 : 1000 m D (qualification) ; 78.50 : 1000 m D (qualification) ; 79.00 : 1000 m D (qualification) ; 79.30 : 1000 m D (qualification) ; 79.40 : 1000 m D (qualification) ; 79.50 : 1000 m D (qualification) ; 80.00 : 1000 m D (qualification) ; 80.30 : 1000 m D (qualification) ; 80.40 : 1000 m D (qualification) ; 80.50 : 1000 m D (qualification) ; 81.00 : 1000 m D (qualification) ; 81.30 : 1000 m D (qualification) ; 81.40 : 1000 m D (qualification) ; 81.50 : 1000 m D (qualification) ; 82.00 : 1000 m D (qualification) ; 82.30 : 1000 m D (qualification) ; 82.40 : 1000 m D (qualification) ; 82.50 : 1000 m D (qualification) ; 83.00 : 1000 m D (qualification) ; 83.30 : 1000 m D (qualification) ; 83.40 : 1000 m D (qualification) ; 83.50 : 1000 m D (qualification) ; 84.00 : 1000 m D (qualification) ; 84.30 : 1000 m D (qualification) ; 84.40 : 1000 m D (qualification) ; 84.50 : 1000 m D (qualification) ; 85.00 : 1000 m D (qualification) ; 85.30 : 1000 m D (qualification) ; 85.40 : 1000 m D (qualification) ; 85.50 : 1000 m D (qualification) ; 86.00 : 1000 m D (qualification) ; 86.30 : 1000 m D (qualification) ; 86.40 : 1000 m D (qualification) ; 86.50 : 1000 m D (qualification) ; 87.00 : 1000 m D (qualification) ; 87.30 : 1000 m D (qualification) ; 87.40 : 1000 m D (qualification) ; 87.50 : 1000 m D (qualification) ; 88.00 : 1000 m D (qualification) ; 88.30 : 1000 m D (qualification) ; 88.40 : 1000 m D (qualification) ; 88.50 : 1000 m D (qualification) ; 89.00 : 1000 m D (qualification) ; 89.30 : 1000 m D (qualification) ; 89.40 : 1000 m D (qualification) ; 89.50 : 1000 m D (qualification) ; 90.00 : 1000 m D (qualification) ; 90.30 : 1000 m D (qualification) ; 90.40 : 1000 m D (qualification) ; 90.50 : 1000 m D (qualification) ; 91.00 : 1000 m D (qualification) ; 91.30 : 1000 m D (qualification) ; 91.40 : 1000 m D (qualification) ; 91.50 : 1000 m D (qualification) ; 92.00 : 1000 m D (qualification) ; 92.30 : 1000 m D (qualification) ; 92.40 : 1000 m D (qualification) ; 92.50 : 1000 m D (qualification) ; 93.00 : 1000 m D (qualification) ; 93.30 : 1000 m D (qualification) ; 93.40 : 1000 m D (qualification) ; 93.50 : 1000 m D (qualification) ; 94.00 : 1000 m D (qualification) ; 94.30 : 1000 m D (qualification) ; 94.40 : 1000 m D (qualification) ; 94.50 : 1000 m D (qualification) ; 95.00 : 1000 m D (qualification) ; 95.30 : 1000 m D (qualification) ; 95.40 : 1000 m D (qualification) ; 95.50 : 1000 m D (qualification) ; 96.00 : 1000 m D (qualification) ; 96.30 : 1000 m D (qualification) ; 96.40 : 1000 m D (qualification) ; 96.50 : 1000 m D (qualification) ; 97.00 : 1000 m D (qualification) ; 97.30 : 1000 m D (qualification) ; 97.40 : 1000 m D (qualification) ; 97.50 : 1000 m D (qualification) ; 98.00 : 1000 m D (qualification) ; 98.30 : 1000 m D (qualification) ; 98.40 : 1000 m D (qualification) ; 98.50 : 1000 m D (qualification) ; 99.00 : 1000 m D (qualification) ; 99.30 : 1000 m D (qualification) ; 99.40 : 1000 m D (qualification) ; 99.50 : 1000 m D (qualification) ; 100.00 : 1000 m D (qualification) ; 100.30 : 1000 m D (qualification) ; 100.40 : 1000 m D (qualification) ; 100.50 : 1000 m D (qualification) ; 101.00 : 1000 m D (qualification) ; 101.30 : 1000 m D (qualification) ; 101.40 : 1000 m D (qualification) ; 101.50 : 1000 m D (qualification) ; 102.00 : 1000 m D (qualification) ; 102.30 : 1000 m D (qualification) ; 102.40 : 1000 m D (qualification) ; 102.50 : 1000 m D (qualification) ; 103.00 : 1000 m D (qualification) ; 103.30 : 1000 m D (qualification) ; 103.40 : 1000 m D (qualification) ; 103.50 : 1000 m D (qualification) ; 104.00 : 1000 m D (qualification) ; 104.30 : 1000 m D (qualification) ; 104.40 : 1000 m D (qualification) ; 104.50 : 1000 m D (qualification) ; 105.00 : 1000 m D (qualification) ; 105.30 : 1000 m D (qualification) ; 105.40 : 1000 m D (qualification) ; 105.50 : 1000 m D (qualification) ; 106.00 : 1000 m D (qualification) ; 106.30 : 1000 m D (qualification) ; 106.40 : 1000 m D (qualification) ; 106.50 : 1000 m D (qualification) ; 107.00 : 1000 m D (qualification) ; 107.30 : 1000 m D (qualification) ; 107.40 : 1000 m D (qualification) ; 107.50 : 1000 m D (qualification) ; 108.00 : 1000 m D (qualification) ; 108.30 : 1000 m D (qualification) ; 108.40 : 1000 m D (qualification) ; 108.50 : 1000 m D (qualification) ; 109.00 : 1000 m D (qualification) ; 109.30 : 1000 m D (qualification) ; 109.40 : 1000 m D (qualification) ; 109.50 : 1000 m D (qualification) ; 110.00 : 1000 m D (qualification) ; 110.30 : 1000 m D (qualification) ; 110.40 : 1000 m D (qualification) ; 110.50 : 1000 m D (qualification) ; 111.00 : 1000 m D (qualification) ; 111.30 : 1000 m D (qualification) ; 111.40 : 1000 m D (qualification) ; 111.50 : 1000 m D (qualification) ; 112.00 : 1000 m D (qualification) ; 112.30 : 1000 m D (qualification) ; 112.40 : 1000 m D (qualification) ; 112.50 : 1000 m D (qualification) ; 113.00 : 1000 m D (qualification) ; 113.30 : 1000 m D (qualification) ; 113.40 : 1000 m D (qualification) ; 113.50 : 1000 m D (qualification) ; 114.00 : 1000 m D (qualification) ; 114.30 : 1000 m D (qualification) ; 114.40 : 1000 m D (qualification) ; 114.50 : 1000 m D (qualification) ; 115.00 : 1000 m D (qualification) ; 115.30 : 1000 m D (qualification) ; 115.40 : 1000 m D (qualification) ; 115.50 : 1000 m D (qualification) ; 116.00 : 1000 m D (qualification) ; 116.30 : 1000 m D (qualification) ; 116.40 : 1000 m D (qualification) ; 116.50 : 1000 m D (qualification) ; 117.00 : 1000 m D (qualification) ; 117.30 : 1000 m D (qualification) ; 117.40 : 1000 m D (qualification) ; 117.50 : 1000 m D (qualification) ; 118.00 : 1000 m D (qualification) ; 118.30 : 1000 m D (qualification) ; 118.40 : 1000 m D (qualification) ; 118.50 : 1000 m D (qualification) ; 119.00 : 1000 m D (qualification) ; 119.30 : 1000 m D (qualification) ; 119.40 : 1000 m D (qualification) ; 119.50 : 1000 m D (qualification) ; 120.00 : 1000 m D (qualification) ; 120.30 : 1000 m D (qualification) ; 120.40 : 1000 m D (qualification) ; 120.50 : 1000 m D (qualification) ; 121.00 : 1000 m D (qualification) ; 121.30 : 1000 m D (qualification) ; 121.40 : 1000 m D (qualification) ; 121.50 : 1000 m D (qualification) ; 122.00 : 1000 m D (qualification) ; 122.30 : 1000 m D (qualification) ; 122.40 : 1000 m D (qualification) ; 122.50 : 1000 m D (qualification) ; 123.00 : 1000 m D (qualification) ; 123.30 : 1000 m D (qualification) ; 123.40 : 1000 m D (qualification) ; 123.50 : 1000 m D (qualification) ; 124.00 : 1000 m D (qualification) ; 124.30 : 1000 m D (qualification) ; 124.40 : 1000 m D (qualification) ; 124.50 : 1000 m D (qualification) ; 125.00 : 1000 m D (qualification) ; 125.30 : 1000 m D (qualification) ; 125.40 : 1000 m D (qualification) ; 125.50 : 1000 m D (qualification) ; 126.00 : 1000 m D (qualification) ; 126.30 : 1000 m D (qualification) ; 126.40 : 1000 m D (qualification) ; 126.50 : 1000 m D (qualification) ; 127.00 : 1000 m D (qualification) ; 127.30 : 1000 m D (qualification) ; 127.40 : 1000 m D (qualification) ; 127.50 : 1000 m D (qualification) ; 128.00 : 1000 m D (qualification) ; 128.30 : 1000 m D (qualification) ; 128.40 : 1000 m D (qualification) ; 128.50 : 1000 m D (qualification) ; 129.00 : 1000 m D (qualification) ; 129.30 : 1000 m D (qualification) ; 129.40 : 1000 m D (qualification) ; 129.50 : 1000 m D (qualification) ; 130.00 : 1000 m D (qualification) ; 130.30 : 1000 m D (qualification) ; 130.40 : 1000 m D (qualification) ; 130.50 : 1000 m D (qualification) ; 131.00 : 1000 m D (qualification) ; 131.30 : 1000 m D (qualification) ; 131.40 : 1000 m D (qualification) ; 131.50 : 1000 m D (qualification) ; 132.00 : 1000 m D (qualification) ; 132.30 : 1000 m D (qualification

هكذا من الناحية

ENTREPRISES

LE MONDE/VENDREDI 26 JUILLET 1996

FINANCE Le sauvetage laborieux du Crédit foncier de France (CFF) va entrer sans phase active. La Caisse des dépôts et consignations (CDC) devrait lancer, sous la pression

des pouvoirs publics, une offre publique d'achat (OPA) sur l'institution financière spécialisée dans le financement de l'immobilier. ● LE SCHEMA DE REPRISE a été présenté, mer-

credi 24 juillet, au conseil de surveillance de la CDC. L'OPA serait suivie d'une OPR (offre publique de reprise). ● LES ACTIONNAIRES ne verraient pas forcément d'un mau-

vais oeil l'opération pour autant que le prix leur convienne. ● L'ADAM (Association de défense des actionnaires minoritaires) estime qu'un repreneur, quel qu'il soit, doit payer

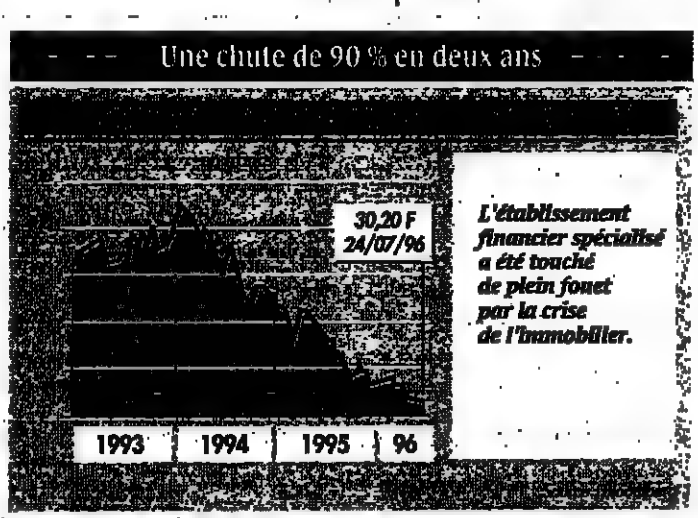
au moins 100 francs par action. La cotation des actions du Crédit foncier a été suspendue, jeudi 25 juillet, dans l'attente de la publication d'un communiqué.

La Caisse des dépôts doit se porter au secours du Crédit foncier

La cotation des actions de l'institution spécialisée dans le financement de l'immobilier a été suspendue à la Bourse de Paris. C'est le prélude au lancement d'une offre publique d'achat

LE TITRE du Crédit foncier de France (CFF) a été suspendu de cotation, jeudi 25 juillet, à la Bourse de Paris dans l'attente de la publication d'un communiqué. L'intense opération de lobbying qui s'est déroulée depuis quelques jours en faveur de la survie, en l'état, du Crédit foncier de France va-t-elle avoir l'effet escompté ou au contraire risque-t-elle de précipiter le démantèlement de l'institution ?

Depuis l'assemblée générale du 28 juin, qui a approuvé les comptes 1995 faisant apparaître près de 11 milliards de pertes dues à des provisions massives (Le Monde du 30 juin), le 31 juillet - échéance fixée par le ministre de l'économie et des finances pour trouver une solution de reprise - était considérée par la direction du Foncier comme une date théorique. Le 29 avril, Jean Arthuis avait en effet fixé cette date butoir au gouverneur du Foncier, Jérôme Meyssonnier : « L'Etat facilitera la réalisation d'un schéma d'adossage économiquement crédible et assurant la sécurité de la dette du CFF. Un tel schéma devra impérativement être arrêté avant le 31 juillet », avait déclaré le ministre dans un communiqué. Le report de l'assemblée générale extraordinaire, à laquelle devait être soumise la réduction du capital du CFF, laissait présager que le gouvernement trouverait une prouesse pour laisser discrètement passer la fin du mois de juillet et donner un peu



plus de temps à Jérôme Meyssonnier.

La déclaration de Jacques Chirac, le 14 juillet, sur la mauvaise gestion notamment du Crédit foncier ; la montée au créneau, le 22 juillet, du sénateur PS de l'Hérault, Gérard Delafu, « alerté par les personnels de la délégation régionale de Montpellier » qui appelaient ses collègues à rallier un comité de défense du Foncier sur le thème : « sauver le Crédit foncier, c'est sauver le logement social » ; la pétition signée par quatre-vingt-six députés de la majorité réclamant une commission d'enquête parlementaire à l'instar de celle du Crédit lyonnais ; la mobilisation sans faille des personnels de l'institution qui défendent leur

emploi et ont publiquement fait appel - via une publicité dans Le Monde - à l'arbitrage du chef de l'Etat, sont autant de coups de projecteurs qui ont remis le 31 juillet à l'ordre du jour.

MEYSSONNIER AMERICAIN

Peut-être n'est-ce d'ailleurs pas une mauvaise chose. Car le problème du Foncier a bien été tourné dans tous les sens possibles et imaginables, aucune solution « crédible économiquement », selon les termes de Jean Arthuis n'a pu aujourd'hui se dégager. Et on voit mal comment l'Etat pourrait apporter de nouvelles idées. Les caisses d'épargne qui seraient les plus intéressées n'ont pas apprécié la

baïsse du taux de rendement du Livret A, dont elles ont le monopole, et ne sont plus prêtes à faire un quelconque effort. L'idée d'adjoindre le Crédit foncier à une compagnie d'assurance qui aurait pu valoriser la clientèle de l'institution pour développer l'activité d'assurance-vie a été abandonnée. Les étrangers vers lesquels s'était tourné l'ancien gouverneur du Crédit foncier, Jean-Claude Collin - remercié en janvier 1996 - n'avaient pas été jugés suffisamment convenables.

Il y a quelques jours, Jérôme Meyssonnier confiait l'alternative qui s'offrait à lui : un (autre) repreneur américain déniché par le sous-gouverneur Jean-Pascal Beauregard, mais « dont le gouvernement ne voudrait pas » et « une solution d'extinction des activités du Crédit foncier, concédée par la Caisse des dépôts et le Trésor ».

Ce n'est évidemment pas une présentation aussi brutale qu'est sur le point d'annoncer Bercy. Mais la constance avec laquelle Philippe Lagayette, directeur général de la Caisse des dépôts, réaffirme que « l'intervention de la Caisse des dépôts, quelle qu'en soit la forme, ne se fera jamais au détriment de sa solidité financière et de sa rentabilité », démontre qu'il se battra pied à pied avec le Trésor pour ne pas dévaliser la notation de la Caisse. Il l'a montré lorsqu'il s'est agi, à l'automne 1995, de donner un ballon d'oxygène au CFF, qui n'était plus en mesure de se refinancer sur

les marchés en raison de la faiblesse de sa notation par les agences de rating. La Caisse lui a alors consenti un prêt de 20 milliards sur dix-huit mois, mais aux conditions du marché.

S'il peut résister à la poussée du prix leur convienne. Le fonds d'investissement américain Templeton qui détient 10 % du capital du Foncier a voté les comptes 1995 dans l'espoir qu'une telle opportunité lui serait offerte. Il ne s'inscrira pas dans ce schéma à n'importe quel

La CDC, le bras séculier de l'Etat

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) est une institution publique sans équivalent, tant par son statut qui la met sous le contrôle du Parlement que par la diversité de ses métiers. A plusieurs reprises, une réforme de la CDC a été envisagée, afin de séparer les missions d'intérêt général et les activités concurrentielles qu'elle exerce. Mais les pouvoirs publics n'ont jamais voulu prendre le risque de casser un outil si utile.

La Caisse regroupe des activités bancaires et financières classiques, la gestion des fonds d'épargne et de financement du logement social, la gestion de caisses de retraite publiques, l'assurance-vie via sa filiale la Caisse nationale de prévoyance, le soutien au développement des PME (CEPME) et les services aux collectivités locales. Elle gère la collecte du Livret A des Caisses d'épargne et de La Poste. Fin 1995, son total de bilan était de 866 milliards de francs et l'encre des fonds d'épargne gérés dépassait 1 000 milliards de francs.

Trésor, Philippe Lagayette, tentera donc d'aménager à son profit le schéma de reprise auquel il est de plus en plus acculé. Celui-ci, présenté, mercredi 24 juillet, au conseil de surveillance de la CDC, passerait par la prise de contrôle du Foncier via une OPA (offre publique d'achat) suivie d'une OPR (offre publique de reprise). Une porte de sortie que les actionnaires ne verraient pas forcément d'un mauvais oeil pour autant que le

Le Conseil constitutionnel autorise la réforme du statut de France Télécom mais rappelle l'opérateur à ses obligations de service public

FRANÇOIS FILLON, ministre de la poste et des télécommunications, a constaté, « avec satisfaction », mercredi 24 juillet, que le Conseil constitutionnel avait déclaré conforme à la Constitution la loi relative à l'entreprise nationale France Télécom et n'avait pas retenu l'argumentation des députés socialistes qui avaient déposé un recours contre ce texte (Le Monde du 25 juillet). Aux yeux des parlementaires socialistes, le changement de statut de France Télécom et l'ouverture de 49 % du capital à des actionnaires privés ouvraient la voie à une privatisation de l'entreprise et pouvaient menacer son caractère de service public national. Pour le Conseil, il n'en est rien.

Mais les neuf sages assortissent ce qu'ils de considérations qui encadrent de façon rigoureuse le processus. Ils constatent, tout d'abord, qu'en prévoyant que l'Etat restera majoritaire dans la future entreprise le législateur a respecté le préambule de la Constitution de 1946, selon lequel « tout bien, toute entreprise dont l'exploitation, ou, acquiert, les caractères d'un service public na-

tional ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de l'Etat ». De ce fait, le Conseil souligne : « Dans le cadre de cette loi, il serait impossible d'abandonner la participation majoritaire de l'Etat ». Un tel abandon ne pourrait résulter, insiste-t-il, « que d'une loi ultérieure », qui serait, alors, une loi de privatisation.

Le Conseil constitutionnel considère, en outre, que le changement de statut juridique de France Télécom ne peut, « en aucune façon, affaiblir l'entreprise du respect des prescriptions à valeur constitutionnelle s'attachant à l'accomplissement des missions de service public qui lui incombent ». Il note que la nouvelle loi ne remet pas en cause l'article 8 de la loi de 1990, relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

« CONTINUITÉ »

Or cet article précise qu'un cahier des charges fixe les droits et obligations des exploitants publics, notamment en ce qui concerne « les condi-

tions dans lesquelles sont assurées la desserte de l'ensemble du territoire national, l'égalité de traitement des usagers, la neutralité et la confidentialité des services », ainsi que « la qualité et la disponibilité des services ». Il est donc clair, pour le Conseil, que le principe de « continuité », spatiale et temporelle, du service public est garanti par la nouvelle loi.

Mais, là encore, il met en garde l'Etat - et le futur opérateur - contre toute tentation de déroger à ces règles. La décision du Conseil précise : « Il appartiendra aux autorités juridictionnelles et administratives de veiller strictement au respect, par l'entreprise France Télécom, des principes constitutionnels régissant le service public, notamment dans la gestion des biens transférés ». Les travaux pour la privatisation partielle de France Télécom vont donc pouvoir débuter. L'Etat sera conseillé par Paribas et Deutsche Morgan Grenfell, et l'opérateur par la BNP et Merrill Lynch.

Gérard Courtois

La Banque d'Angleterre renforce le contrôle des banques

TIRANT LES ENSEIGNEMENTS de la déroute de la banque Barings en février 1995, la Banque d'Angleterre a annoncé, mercredi 24 juillet, un renforcement de son arsenal de surveillance du système bancaire. S'appuyant sur une étude du cabinet de consultants Arthur Andersen, menée pendant neuf mois pour tirer les conclusions de l'affaire Barings, la banque centrale compte engager 101 personnes supplémentaires dans les services chargés de la surveillance des quelque cinq cents banques installées en Grande-Bretagne et prévoit de porter leurs effectifs à 486 personnes.

Les ressources allouées chaque année à la supervision des établissements seront accrues de 25 %. Elles sont actuellement de 35 millions de livres sterling (273 millions de francs) et devraient ainsi être augmentées de 7 à 8 millions de livres par an sur les trois prochaines années.

DEPÊCHES

■ **EUROTUNNEL** : le coprésident britannique d'Eurotunnel Alastair Morton sera remplacé par Robert Malpas, dès qu'un accord aura été conclu avec les banques créditrices sur la dette de la société, a annoncé mercredi 24 juillet Eurotunnel. Robert Malpas, soixante-neuf ans, est président du groupe de matériels industriels Cookson. Il ne disposera pas d'un rôle exécutif. Patrick Ponsolle détiendra la majeure partie des commandes de gestion de la société. M. Morton a aussi indiqué que les discussions sur l'endettement d'Eurotunnel se prolongent en raison d'un désaccord entre les banques.

■ **RIVIERA** : le SPMP (Syndicat des producteurs de matières plastiques), le fabricant de bacs Riviera, a été contraint au dépôt de bilan, mardi 23 juillet, à la suite de l'échec d'un projet de reprise par l'industriel lillois Nortene, spécialiste du jardinage. Le projet s'est heurté au refus de la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône d'accorder un crédit de 15 millions de francs à SPMP contre garantie bancaire du CEPME et du Crédit national.

■ **BOEING** : le constructeur aéronautique américain va doubler sa production d'appareils d'ici à 1999 pour la porter au rythme de quarante-six par mois, selon des fournisseurs du groupe cités par le Wall Street Journal mercredi 24 juillet. Cette hausse des commandes rassurera les 113 000 salariés du groupe après la perte de 30 000 emplois ces dernières années.

■ **PHILIPS** : le groupe néerlandais a annoncé, le 25 juillet, qu'il supprimera 6 000 emplois dans son activité électronique grand public en trois ans. Le groupe a annoncé une perte de 456 millions de florins (1,3 milliard de francs) au deuxième trimestre 1996.

La micro-informatique d'Olivetti resterait déficitaire en 1996

L'américain Compaq, numéro un mondial des PC, prévoit quant à lui un bon second semestre

LE GROUPE ITALIEN Olivetti a annoncé le 24 juillet qu'il ne s'attend pas, malgré un deuxième trimestre 1996 relativement bon, que sa filiale spécialisée dans les ordinateurs personnels (PC) présente des comptes à l'équilibre fin 1996 comme promis. « Compte tenu de l'état du marché, notre objectif de vendre 900 000 micro-ordinateurs cette année est de voir à la baisse et il vaut mieux prévoir une perte limitée », a indiqué Francesco Calo, le nouveau directeur général, qui a cependant souligné que les restructurations menées dans cette entité ont produit un « effet positif ».

L'activité PC a enregistré un bénéfice impossible de 1,1 milliard de francs (3,6 millions de francs) au deuxième trimestre, sur un chiffre d'affaires de 479 milliards de francs, en hausse de 8 %. Mais sur le premier semestre les comptes demeurent dans le rouge : le résultat impossible est déficitaire de 15,8 milliards de francs. Le chiffre d'affaires s'élève à 1 000 milliards de francs, 340 000 ordinateurs ayant été vendus, soit une progression de 17 % sur les six premiers mois

de 1995. L'avenir que réservera Olivetti à son activité PC, principale responsable des pertes du groupe ces cinq dernières années, n'est pas clair. Carlo De Benedetti, le président du groupe, a plusieurs fois répété que cette activité devrait être à l'équilibre fin 1996, sinon elle serait fermée ou vendue. A en croire Francesco Calo, aucune de ces deux solutions n'est envisagée. « Les PC ont représenté

220 milliards de francs de pertes d'exploitation l'an dernier. Au second semestre cette année nous serons sortis de ce scénario », a-t-il indiqué le 24 juillet, sans plus de précision.

Si Olivetti prévoit que la demande en PC va se ralentir au second semestre 1996, le fabricant américain Compaq, numéro un mondial des PC, anticipe quant à lui un second semestre « fort ».

Pour le troisième trimestre, le groupe table sur une croissance de 10 % de ses ventes. Sur les six premiers mois de 1996, son chiffre d'affaires a progressé de 27 %, à 8,2 milliards de dollars (41 milliards de francs). Son bénéfice net s'est élevé à 501 millions de dollars, soit une hausse de 8,4 %, chiffre supérieur aux prévisions des analystes.

Mais, là encore, il met en garde l'Etat - et le futur opérateur - contre toute tentation de déroger à ces règles. La décision du Conseil précise : « Il appartiendra aux autorités juridictionnelles et administratives de veiller strictement au respect, par l'entreprise France Télécom, des principes constitutionnels régissant le service public, notamment dans la gestion des biens transférés ». Les travaux pour la privatisation partielle de France Télécom vont donc pouvoir débuter. L'Etat sera conseillé par Paribas et Deutsche Morgan Grenfell, et l'opérateur par la BNP et Merrill Lynch.

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'organisation humanitaire Refugees International

A la suite de l'entretien avec Daniel Valot, directeur de l'exploration-production de Total, qui répondait aux critiques formulées par Aung San Suu Kyi dans nos colonnes contre les investissements du groupe français en Birmanie considérés comme un soutien au gouvernement en place (Le Monde daté 21-22 juillet), Yvette Pierpaoli, représentante de l'organisation Refugees International en Europe, nous a adressé ce courrier :

« M. Valot affirme dans vos co-

lonnes que sa compagnie « a répondu aux interrogations » exprimées par Refugees International, dont je suis la représentante en Europe. Il n'en est rien. A ce jour, Total a toujours répondu par la négative aux demandes d'envoi d'observateurs indépendants dont la notoriété est incontestable sur les sites du chantier du gazoduc en territoire birman. Nous renouvelons cette demande.

« A notre connaissance, une association humanitaire opérant en

Birmanie s'est récemment trouvée dans l'obligation morale de refuser, dans la zone du futur gazoduc, une intervention généreusement financée par Total, car son contrat l'aurait tenue au secret avec interdiction de diffuser ses observations sur la région.

« Ce n'est pas sur les salariés de Total que portent nos interrogations, mais, d'une part, sur les villageois de la zone que les travaux du gazoduc ont chassés de leur terre et

forcés à chercher refuge sur la frontière thaïe, et, d'autre part, sur les travailleurs réquisitionnés de force par des sous-traitants du chantier Total-Unocal. Pour accompagner le projet de gazoduc, le régime birman a, en effet, mis en chantier de grands travaux d'infrastructure, dont les méthodes continuent de faire l'objet de condamnations régulières par la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

[Total, interrogé, maintient les propos de

Daniel Valot. La compagnie pétrolière a répondu, par courrier, le 12 janvier 1994 aux demandes formulées par Yvette Pierpaoli reçues le 25 novembre 1993. Elle précise qu'en matière d'emploi les sous-traitants appliquent les mêmes règles que celles en vigueur et détaillées dans le groupe. Ces règles sont sous le contrôle opérationnel de la firme française. Le groupe pétrolier rappelle qu'il demande à tout intervenant travaillant avec lui, contractant ou association, de respecter des règles de discrétion pour des raisons de sécurité.]

■ LA BOURSE DE TOKYO s'est très sensiblement reprise, jeudi, après sa chute de la veille. L'indice Nikkei a gagné 252,81 points à 20 883,84 points soit en hausse de 1,23 %.

■ LE DOLLAR s'inscrivait en baisse à 108,30 yens, jeudi en fin d'après-midi, sur le marché des changes de Tokyo, contre 108,45 yens à New York mercredi soir.

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi 25 juillet, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 385,30-385,40 dollars contre 384,40-384,70 la veille en clôture.

■ LA LIQUIDATION BOURSIERE de juillet s'est achevée mercredi à Paris sur une nette baisse de 6,24 %, la plus importante enregistrée sur un mois depuis le début de l'année.

■ LE TAUX D'INTERET sur les bons du Trésor américain à cinq ans s'est établi mercredi à 6,625 %, lors de l'adjudication mensuelle, son plus bas niveau depuis le mois de mai.

LES PLACES BOURSIERES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Clôture	1 août	1 août	1 août

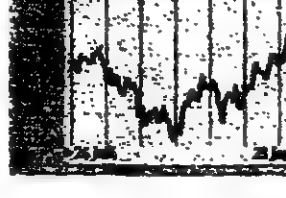
Nette hausse à Paris

LES VALEURS FRANÇAISES ont débuté le terme boursier d'août sous le signe de la hausse, jeudi 25 juillet, à la Bourse de Paris. En progression de 1,14 % au début des échanges, l'indice CAC 40 gagnait 0,98 %, à 1973,20 points, quelques minutes plus tard.

La veille, jour de la liquidation mensuelle du terme boursier de juillet, les valeurs françaises avaient terminé la séance sur un repli de 1,42 %, à 1954,10 points. Le mois boursier s'est soldé par une perte de 6,24 %, soit la plus mauvaise liquidation depuis le mois de septembre 1995. Alors que le 30 avril, au plus haut de l'année, l'indice gagnait 14,7 % par rapport au 1^{er} janvier, le gain n'est plus que de 4,4 %.

Selon certains opérateurs, la Bourse de Paris, plus dépendante de Wall Street que les autres places européennes, pourrait subir plus durement le contrecoup d'une poursuite de la chute du Dow Jones. John Lomax, stratège européen pour Merrill Lynch, se déclare néanmoins « modérément optimiste » sur le marché

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



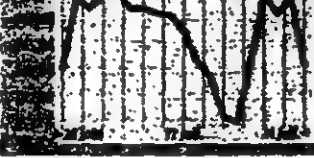
français. « Il existe un pessimisme extraordinaire sur la Bourse de Paris », constate-t-il, alors qu'avec une seule valeur technologique (Alcatel) la Bourse est peu concen-

Dassault Systèmes, valeur du jour

MAUVAISE SEANCE, mercredi 24 juillet, à la Bourse de Paris pour Dassault Systèmes. Le titre de l'entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication assistée par ordinateur a perdu 5,8 %, à 162 francs. Selon les opérateurs, l'action a souffert de sa double cotation sur le marché parisien et sur le Nasdaq de la Bourse de New York (marché électronique dédié aux valeurs de haute technologie). Introduit simultanément le 28 juin de part et d'autre de

l'Atlantique, l'offre publique de vente avait été souscrite treize fois et le titre avait terminé la première séance à 161,20 francs.

Dassault Syst. sur 1 mois



Reprise technique à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse jeudi 25 juillet en réaction technique à la chute de la veille. Les opérateurs notent, par ailleurs, que la progression du marché reste limitée par les craintes d'une hausse des taux d'intérêt. L'indice Nikkei a gagné 252,81 points, soit 1,23 %, à 20 883,84 points.

La veille, Wall Street a connu une nouvelle séance en dents de scie, parvenant toutefois à finir en modeste hausse grâce à des achats de couverture qui ont commencé sur le Nasdaq. L'indice Dow Jones, qui avait chuté de près de 80 points dans les premiers échanges, avant d'évoluer irrégulièrement à la baisse, a gagné jusqu'à 31 points à la mi-journée, avant de finir sur une avance de 8,14 points, soit 0,15 %, à

5 354,69 points. L'indice du Nasdaq avait chuté de 31 points dans la matinée pour finalement terminer sur un repli plus modéré de 6,70 points (0,64 %).

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en baisse, l'indice Footsie perdant en clôture 39,6 points, soit 1,1 %, à 3 668,3 points. La Bourse de Francfort a terminé sur un recul d'une amplitude similaire.

INDICES MONDIAUX

Indice	24/07	25/07	en %
Paris CAC 40	1954,10	1973,20	+1,14
New-York Nikkei	20 883,84	20 883,84	+1,23
Tokyo Nikkei	20 883,84	20 883,84	+1,23
Londres Footsie	3 668,3	3 668,3	-1,1
Francfort Dax 30	2447,80	2447,80	-1,1
Frankfurt Dax 30	2447,80	2447,80	-1,1
Bruxelles C20	1751,40	1751,40	-0,30
Milan MIB 30	982	982	-0,3
Amsterdam AEX	354,90	354,90	-1,5
Hambourg DAX	201,20	201,20	-1,5
Stockholm OMX	1443,51	1443,51	-1,5
Londres FTSE	2677,90	2677,90	-1,5
Hong Kong Hang Seng	10899,90	10899,90	-1,5
Singapore Straits	2197,15	2197,15	-1,5

NEW YORK

Alcoa	24/07	25/07	en %
American Express	42,62	41,37	-2,93
Allied Signal	58	57,75	-0,43
AT & T	50,25	50,25	0
Bentley	9,87	9,87	0
Biochem	65,87	64,12	-2,66
Chrysler Inc.	65,37	64,75	-0,95
Chemical Bank	97,25	96,12	-1,16
Coca-Cola Co.	45,75	46,87	+2,45
Dynegy Corp.	94,37	95,50	+1,20
Du Pont Nemours & Co.	77,25	74,87	-3,08
Eastman Kodak Co.	74,75	73,75	-1,34
Exxon Corp.	13,62	14,75	+8,29
Gen. Electric Co.	79,87	79,87	0
Goodrich T & R	41,87	42,62	+1,79
IBM	91,37	90,50	-0,94
Ind. Paper	37,62	37,62	0
J.P. Morgan & Co.	14,87	14,87	0
McCormick & Co.	65,75	65,75	0
Merck & Co.	64,62	64,62	0
Minnesota Mining & Mfg.	65,37	65,37	0
Philip Morris	99,87	99,87	0
Procter & Gamble Co.	85,50	86,12	+0,72
Sears Roebuck & Co.	11,50	11,50	0
Tesco	64,62	64,62	0
Union Carb.	37,50	36,87	-1,68
United Tech.	107,37	107,37	0
Westinghouse Electric	16,75	16,25	-3,00
Woodward	20	19,87	-0,65

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 10h15	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Ser Communication	475	+2,82	+5,79
Cap Gemini	399	+2,50	+5,14
Leonard ADP	558	+1,99	+13,67
Dassault Syst.	162	+2,50	+16,94
Sonnet-Alcatel	111,50	+2,82	+2,71
Caro Oxyg.	12,18	+0,42	+3,52
Elfage	699	+2,50	+2,50
Sac	1075	+2,50	+2,50
Dodge Finance	1270	+2,50	+2,50
Regis	50,25	+2,50	+2,50

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Clare et Trane	115,90	+0,00	+0,00
Dupont-Muller	14	+0,00	+0,00
ITT Inc.	25	+0,00	+0,00
Adipharma	81	+0,00	+0,00
Agis	102,10	+0,00	+0,00

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 10h15	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Rocky France	460,50	+2,50	+2,50
Yell	7250	+2,50	+2,50
ST Aquitaine	480,17	+2,50	+2,50
Cap Gemini	399	+2,50	+2,50
LMH Most Vision	4497	+2,50	+2,50
Alcatel	1758	+2,50	+2,50
AT & T	7407	+2,50	+2,50
GenCorp	2391	+2,50	+2,50
Stim-Coburn	2483	+2,50	+2,50
Novell Ltd	4950	+2,50	+2,50

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au 24/07	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	138,28	+0,00	+0,00
Ind. SBF 250	194,94	+0,00	+0,00
Ind. Second Marché	26,18	+0,00	+0,00
Ind. MIDCAC	124,96	+0,00	+0,00

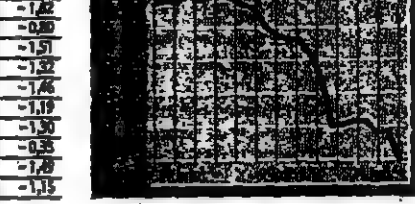
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice Midcac sur 1 mois



LES TAUX

PARIS	NEW YORK	FRANCKFORT
Jour le jour	Jour le jour	Jour le jour

Baisse du Matif à l'ouverture

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif qui sert à mesurer la performance des emprunts d'État français a débuté la séance en baisse jeudi 25 juillet. Aux alentours de 9 h 30, l'échéance septembre perdait 18 centimes à 123,10.

La veille, dans le sillage de Wall Street, et dans l'attente de la réunion du conseil de la Bundesbank - qui pourrait abaisser son taux de prise en pension -, le

contrat avait gagné 14 centimes à 123,28, sur un marché relativement actif, mais il n'a pas réussi à maintenir tous ses gains.

Le marché français a profité de la bonne orientation de l'obligataire américain qui recueille les capitaux fuyant les marchés d'actions. Le rendement des emprunts d'État à trois ans américains s'est détaché à 6,92 % contre 6,97 % mardi soir.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Avec	Après	Après	Après
Jour le jour	24/07	25/07	25/07	25/07
1 mois	3,50	3,70	3,60	3,72
3 mois	3,50	3,70	3,60	3,72
6 mois	3,50	3,70	3,60	3,72
1 an	3,50	3,70	3,60	3,72

MATIF

Échéance	24/07	25/07	25/07	25/07
Notionnel 10 %	123,28	123,10	123,10	123,10
Sept. 96	123,28	123,10	123,10	123,10
Dec. 96	123,28	123,10	123,10	123,10
Mars 97	123,28	123,10	123,10	123,10
Jun 97	123,28	123,10	123,10	123,10

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance	24/07	25/07	25/07	25/07
Jul 96	2755	2755	2755	2755
Août 96	2755	2755	2755	2755
Sept. 96	2755	2755	2755	2755
Oct. 96	2755	2755	2755	2755

LES MONNAIES

US/\$	US/DM	US/£	DM/£	£/¥
1,0841	1,4885	106,000	5,8885	7,0041

Le dollar toujours ferme

APRÈS s'être repris au cours de la journée de mercredi, le dollar continuait à gagner un peu de terrain, jeudi 25 juillet dans la matinée, sur les marchés de changes, alors que les investisseurs attendaient la réunion en début d'après-midi du conseil de la Bundesbank. Le billet vert s'échangeait à 5,0440 francs, 1,4885 deutschemark et 108,22 yens, contre respectivement 5,0365 francs, 1,4868 mark et 107,95 yens,

dans les échanges interbancaires de mercredi soir. « Si la Bundesbank baisse son taux de REPO, le dollar aura une chance de repasser au-dessus de 1,500 mark », estimait un opérateur. Le deutschemark était en légère hausse contre le franc, à 3,3885 francs, jeudi, au cours des premiers échanges, contre 3,3880 francs mercredi soir à Paris. La livre s'échangeait à 7,8350 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours 24/07	25/07	Actif	Passif
Allemagne (100 DM)	238,600	238,600	327	280
Ecu	6,780	6,780	0	0
Euro-Unité (100 £)	5,2947	5,2947	4,700	12,000
Belgique (100 F)	16,610	16,610	15,000	12,000
Portugal (100 Esc)	207,710	207,710	0	0
Italie (100 Lit)	3,4290	3,4290	1,100	1,100
Danemark (100 Kr)	87,8100	87,8100	0	0
Grèce (100 Dr)	81,260	81,260	2,700	2,700
Canada (100 C\$)	74,640	74,640	0	0
Suède (100 Kr)	21,930	21,930	1,900	1,900
Suisse (100 F)	76,6400	76,6400	72	72
Norvège (100 Kr)	415,5500	415,5500	400	400
Israël (100 NIS)	78,7700	78,7700	24	24
Argentine (100 P)	48,1200	48,1200	45,000	45,000
Espagne (100 Ptas)	40,0200	40,0200	2,700	2,700
Portugal (100 Esc)	2,2950	2,2950	2,950	2,950
Canada (100 C\$)	3,6654	3,6654	3,400	3,400
Japon (100 ¥)	4,6851	4,6851	4,450	4,450
Pérou (100 Nuevos)	111,4400	111,4400	105,000	105,000

L'OR

	cours 24/07	cours 23/07	INDICES
Or fin (100 grammes)	427,00	426,00	How-jones compo
Or fin (en lingots)	423,50	423,00	How-jones à term
Or d'Inde Londres	335,10	344,40	CRU
Paler française(20f)	358	356	
Piece suisse (20f)	359	356	Metallux (Londres)
Piece Union lat(20f)	369	356	Cette comptant
Piece 20 dollars us	2500	2500	Culture à 3 mois
Piece 10 dollars us	1400	1390	Aluminium comptant
Piece 50 pesos mex.	2325	2295	Aluminium à 3 mois

LE PÉTROLE

En dollars	Cours 24/07	Cours 25/07	En francs
Brent (100 barils)	20,44	20,44	2 1/2 et 3 mois
WTI (New York)	19,38	19,38	Nickel constant
Crude Oil (New York)	19,38	19,38	Nickel 3 et 6 mois

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	Cours 24/07	25/07	Actif	Passif
Belgique (100 F)	16,610	16,610	15,000	12,000
Portugal (100 Esc)	207,710	207,710	0	0
Italie (100 Lit)	3,4290	3,4290	1,100	1,100
Danemark (100 Kr)	87,8100	87,8100	0	0
Grèce (100 Dr)	81,260	81,260	2,700	2,700
Suède (100 Kr)	21,930	21,930	1,900	1,900
Suisse (100 F)	76,6400	76,6400	72	72
Norvège (100 Kr)	415,5500	415,5500	400	400
Israël (100 NIS)	78,7700	78,7700	24	24
Argentine (100 P)	48,1200	48,1200	45,000	45,000
Espagne (100 Ptas)	40,0200	40,0200	2,700	2,700
Portugal (100 Esc)	2,2950	2,2950	2,950	2,950
Canada (100 C\$)	3,6654	3,6654	3,400	3,400
Japon (100 ¥)	4,6851	4,6851	4,450	4,450
Pérou (100 Nuevos)	111,4400	111,4400	105,000	105,000

TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurodollar	5,37	5,37	5,37
Eurodollar	5,37	5,37	5,37
Eurodollar	5,37	5,37	5,37
Eurodollar	5,37	5,37	5,37

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	24/07	25/07
Dow Jones composite	208,21	208,21
Dow Jones à terme	208,21	208,21
CRB	240,24	240,24
Or fin (100 grammes)	427,00	427,00
Argent (100 grammes)	19,38	19,38
Platine (100 grammes)	19,38	19,38
Aluminium (100 grammes)	19,38	19,38
Cuivre (100 grammes)	19,38	19,38
Plomb (100 grammes)	19,38	19,38
Etain (100 grammes)	19,38	19,38
Nickel (100 grammes)	19,38	19,38
Argent (100 grammes)	19,38	19,38
Platine (100 grammes)	19,38	19,38
Aluminium (100 grammes)	19,38	19,38
Cuivre (100 grammes)	19,38	19,38
Plomb (100 grammes)	19,38	19,38
Etain (100 grammes)	19,38	19,38
Nickel (100 grammes)	19,38	19,38
Argent (100 grammes)	19,38	19,38
Platine (100 grammes)	19,38	19,38
Aluminium (100 grammes)	19,38	19,38
Cuivre (100 grammes)	19,38	19,38
Plomb (100 grammes)	19,38	19,38
Etain (100 grammes)	19,38	19,38
Nickel (100 grammes)	19,38	19,38
Argent (100 grammes)	19,38	19,38
Platine (100 grammes)	19,38	

+0,98 %
CAC 40
1973,31

Compensation	(1)
Compensation	(1)

[illegible][illegible]

+1.75	453
+1.75	453
—	39
+1.75	453
+1.16	477
+1.29	325
+1.96	325
—	54
—	546
—	55
+1.76	523
+4.7	76
—	22
—	226
—0.19	525
+1.8	546
—2.11	145
+2.11	991
+0.94	459
—	94
+2.55	54
—	523
+0.40	718
+1.74	35
—	225
—	25
+2.85	415
+1.39	95
+0.6	70
+0.03	269
+1.65	518
—	42
+3.12	226
+3.01	23
+1.8	535
+0.72	26
—	55
—0.17	426
—	523
—	15
—1.10	94
—	65
+1.47	523

OBLIGATIONS	% du total
PRCE 9% 91-92	


		ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.
Planned 19/05/2002	113,15	Atel	104
Planned 19/05/2002	113,08	Saba Chimex	523
Planned 19/05/2002	113,06	S.A.P. Interact	402,5
Planned 19/05/2002	107,66	Blumenfeld Inst	119
Planned 19/05/2002		B.T.P. (B d C)	228
Planned 19/05/2002	109,07	Centertime Holding	372
Planned 19/05/2002	99,36	Charmes (N)	56,5
Planned 19/05/2002	104,42	Cit. Euro-Euro-CP	385
Planned 19/05/2002		C.I. J.A. (A. B. C.)	310
Planned 19/05/2002	116,22	Op. L. Alcat. (B)	362,10
Planned 19/05/2002	103,67	Concorde-Std. P&G	800
Planned 19/05/2002	116,34	Darling	800
Planned 19/05/2002	116,35	Ustica Invest	800
Planned 19/05/2002		Ban. Ransin Vichy	4130
Planned 19/05/2002	925	Ede	715
Planned 19/05/2002		St. M&G, Paris	1086
Planned 19/05/2002		Orléans Bégault Ch	715
Planned 19/05/2002		Fidel	38,00
Planned 19/05/2002		Fluor	113,55
Planned 19/05/2002		Fluor	361
Planned 19/05/2002		Fluor	113,55
Planned 19/05/2002		Fluor	475
Planned 19/05/2002		Fluor	235,10
Planned 19/05/2002		Fluor	235,10
Planned 19/05/2002		Fluor	1085

VALEURS		Cours préfix.
Accel (M/s) #	53
Acc #	415

DECEP	227	Carolee (1)	41	58
Comer (3)	228	GLM S.A.	60	60
CPH	196	Grandprix Photo	60	60
Change London (M)	247	Que Collins & Ly	167	167
Chase Dallas (E)	1550	Shy	130	130
CHST CH	254	Gardner	300	300
Comstar	282	Hermes International	129	129
Comer, Beno, Tele-ORT	299	Hurt Databank	426	426
Conley S.A.	254	ICI Group S	126	126
C.A.H. Hest	244	L.C.C.	147	147
C.A. Paris IDF	789	Idemco	63	63
CALIS & Vitrine	144	Int. Computer S.	135	135
C.A. Oler COT	261	IPRIS	65	65
Crest	35	Met-Metropole TV	552	552
Devaling	328	Martini	572	572
Dewerloo (L)	476	Mauritius	412	412
Dizart, Serv. Rapide	69	Martinis Brazil	1300	1300
Eco Trim, Tempo Ly	441	Midi-Avenir (Poli)	238	238
Euro-Design (L)	949	Mocules (S)	74	74
Eurof. Production	519	NGI Canada	229	229
Expand S.A.	270	Nonnes Joust Ly	79	79
Fadonnes	325	Not-Not	694	694
Falkony P	325	NSC System, N.Y.	694	694
Filacore	3610	ONG-PPG	900	900
Finito	352	Oriat	900	900
Frostberg	325	Paul Product	161	161
Gardner France S	287	P.A.M.	19	19
GL 2000	718	Play Boy A	55	55
GL 2nd. Imp.	325	Reclame	100	100


AGPI
Agipi Ambition (Ara) 718.37

Natio Paritizime	1462,61	Gratias C.D.	11390
Natio Perspectivas	119,62	Hortensia	1639
Natio Accidents C.D.	765,49	Pr. Capote Escr. D.	79
Natio Revistas	1097,74	Fonds continues de piaz...	
Natio Securas	1162534	Escr. Capeloretiva C.	11403
Natio Valeurs	1007,20	Escr. Scaporetiva C.	11367
		Escr. Scaporetiva C.	12045




BANCO DO POVO
BANK OF THE PEOPLE

BRED BANQUE POPULAIRE




BANCO DO POVO
BANK OF THE PEOPLE

Titulos	♦	89719,58	
Obliq. tit. emé.	♦	233,66	



SCAV MULTI-PROMOTIONS

UNION ASSOCIATION



BANCO DO POVO
BANK OF THE PEOPLE

Atout Amériques	♦	116800	
Atout Andrieux	♦	728	
Atout Anselme	♦	590	
Atout Fatur C.	♦	100	
Atout Faurer D.	♦	552	
Copels	♦	1833	
Ducan	♦	1857	
Elvichy	♦	82407	
Eggar-Union	♦	160	
Emmory	♦	1735	
Irachin	♦	1192	

Natio Ep. Obligations.....	214,67
Natio Epargne Retraite	138,67
Natio Epargne Trésor.....	106,67,08

[illegible]

Microbanque.....
Lucia.....
Monoprix.....
Metal Deploy.....
Miers #.....

1192	779	Takings	153	250
120	231	Tax 50%	26	42
130	240	Tax	49.70	78.20
1869	282	Vice		
306	350			
310	350			
311	350			
32.38	350			
130	350			
330	350			
12.50	350			
68	350			
240	350			
1300	350			
205	350			
1250	350			
1930	350			
350	350			
484.50	350			
148	350			
489	350			
487	350			
224.00	350			
70	350			
3791	350			
95	350			
283.30	350			

Softbox _____
 Stagepact # _____
 Stagepact (Pin) _____
 Stage _____
 Stage Wall # _____

285	79
330	76
360	75
361	75
412	75
465	74
71,80	74
691	73
123	73
264	73
645	72
960	70
74	70
34	70
218	70
334	70
285	69
57	69
56	69
451	69
123,68	69
485	69
491	69

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 10h15

JEUDI 25 JUILLET

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Apylgenne Oncor	128	129
CAV	266	266
Eclair	416	416
Electronique D2	416	416
EDM Pharma n°1	182	182
Gespar	224	224
HIGH Co.	224	224
Infinic	146	146
Infocap	96,40	96,40
Millic-Angel	111,40	111,40
Miller Arnie	131	131
Pooleys	131	131
Procton	68	68
Satellit	530	530

Diamond _____
 Convertible _____
 Stock _____
 Office Monthly _____
 Office Regions _____

CH. BANQUES				
562.0	124.00	Credit Mutuel Esp. Monnaie	1165.35	102.00
713.57	124.00	Credit Mutuel Esp. Divid.	1770.00	102.00
1620.95	124.00	Credit Mutuel Esp. Divid.	1101.17	102.00
CIC PARIS				
1246.50	124.00	LCP E. DE BUTHSCHILD BANQUE	65.58	72.00
246.45	124.00	State-Honort Capital	1804.49	72.00
130.57	124.00	St-Honort-Monst. Emis.	604.47	72.00
3817.66	124.00	St-Honort Pacificque	704.16	72.00
1132.52	124.00			
166.49	124.00			
LEGAL & GENERAL				
1790.90	124.00	Legal & General	1790.90	124.00
102.00	124.00	Strategic Actions	102.00	124.00
1790.18	124.00	Strategic Rendement	1790.18	124.00
AMERICA				
1518.37	124.00	AMERICA	702.93	124.00
1677.61	124.00	AMERICA C	702.93	124.00
11228.50	124.00	Amplitude Monde D.	11228.50	124.00
1617.49	124.00	Blondet D.	1617.49	124.00
	124.00	Emergency Pente O.D.	106.26	124.00

Credit & Finance

1106,27	597,853,30	Chubb & S.	618,80	99,44
1304,24	598,25	Chubb & S.	389,87	59,40
100,00	598,25	Chubb & S.	114,50	17,65
402,72	598,25	Chubb & S.	109,46	16,83
510,13	598,25	Chubb & S.	144,94	22,54
402,72	598,25	Chubb & S.	136,26	20,91
510,13	598,25	Chubb & S.	98,44	15,12
566,69	598,25	Chubb & S.	139,77	21,36
5729,37	598,25	Chubb & S.	630,48	99,44
		Chubb & S.	350,01	54,67
		Chubb & S.	294,65	45,59
205,04	598,25	Chubb & S.	92,09	14,11
125,37	598,25	Chubb & S.	83,22	12,59
80,90	598,25	Chubb & S.		
91,08	598,25	Chubb & S.		
2202,42	598,25	Chubb & S.	3703,76	570,05
231,73	598,25	Chubb & S.	3156,68	485,66

	1990	1991
ne Oncor	135	135
ne Oncor	256	256
ne Oncor	416	416
ne Oncor	185	185

Crédit Gén.Ind.	♦	29
Général Occidentale	♦	51
Mutim	♦	1370
Nobel	♦	160

Les ventes à 10h 15

US \$d.	Derniers cours
85	96.75 97.00 97.10 97.25 97.50

en; M = Marseille;

- Size indication
- demi; H coupon
- é; o = offert;
- to; & demande

LEGAL & GENERAL BANK

[illegible]

Station C _____	4348,18	4348,18
Trimestr. D _____	5320,01	5267,52
D _____	2348,45	2348,45
C _____	920,69	911,71

SYMBOLES
◇ cours du jour ; ♦ cours précédent

TOUTE LA BOURSE
3615 LEMO

Publicité financière Le Monde

TOUTE LA BOURSE

ent.

EN DIRECT

ONDE

: (1) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

TELEVISION Les alliances se succèdent et ne se ressemblent pas dans les chaînes européennes. Les investissements importants nécessités par le numérique obligent les groupes

de communication à passer des accords. ● RUPERT MURDOCH joue un rôle-clé dans la reconstitution du paysage audiovisuel allemand. BSKYB, contrôlée à 40 % par l'opérateur aus-

tralo-américain, pourrait prendre une participation de 25 % dans la chaîne allemande cryptée Premiere. ● BERTELSMANN et Canal Plus, qui ont vu Rupert Murdoch passer avec armes et

bagages dans le camp de leur adversaire Leo Kirch, ne s'opposeraient pas à son arrivée dans la chaîne cryptée dont ils ont le contrôle. ● CE NOUVEAU ACCORD sur Premiere pourrait être le

prélude à un accord commercial plus vaste. Compte tenu des coûts, il n'est pas exclu que les partenaires finissent pas se rassembler au sein d'une plateforme unique

Rupert Murdoch s'efforce d'entrer dans la première chaîne cryptée allemande

Soucieux de développer ses circuits de distribution d'images, l'opérateur australo-américain a toujours eu le même objectif : être partenaire de Premiere. Il est prêt à toutes les alliances pour atteindre ce but

N'AYANT pas réussi à rentrer par la porte principale, Rupert Murdoch, actionnaire majoritaire du groupe News Corp et de sa filiale britannique BSkyB, semble en passe d'y accéder par la fenêtre. Mercredi 24 juillet, une lettre d'informations confidentielles allemande, Text Intern, laissait entendre que BSkyB serait sur le point de prendre « une participation substantielle » dans Premiere, la seule chaîne de télévision payante en Allemagne. Conçue sur le format de Canal Plus, Premiere est une chaîne d'exclusivité axée sur le football et le cinéma. Elle compte actuellement plus de 1,1 million d'abonnés. Canal Plus, actionnaire de Premiere à hauteur de 37,5 %, n'a pas dit qu'il existait des « négociations » entre les groupes allemands Bertelsmann (37,5 %) et Kirch (25 %) pour permettre l'entrée de Rupert Murdoch dans la chaîne à péage allemande. Mais « aucun accord n'a encore été signé ».

Le magnat australo-américain avait déjà cherché à prendre une participation dans la chaîne cryptée allemande en rompant un projet

d'alliance avec la CLT et en s'alliant à Bertelsmann et Canal Plus. Le 7 mars, en effet, Canal Plus, Bertelsmann et Havas réussissaient un coup d'éclat en annonçant que le magnat brisait avec la CLT et était partie prenante de leur projet de plate-forme télévisée diffusée en numérique et par satellite en Allemagne. Ecartée de ce projet, la CLT, qui manquait d'expérience en télévision payante, avait imaginé de s'associer au groupe dirigé par Rupert Murdoch.

Une alliance qui effrayait quelque peu Bertelsmann et Canal Plus, compte tenu de la puissance en capital, en programmes et en savoir-faire du fondateur de News Corp. La pierre de touche de ce retour en Allemagne devait d'ailleurs être l'entrée de BSkyB dans Premiere. Un seul problème : une reconstitution du capital de Premiere nécessitait l'accord de tous les actionnaires et par conséquent de Leo Kirch (25 % des titres). Ce dernier, qui avait entrepris de monter sa propre plate-forme numérique, seul et contre Bertelsmann et Canal Plus, avait clairement fait savoir que le re-

manement de Premiere était exclu. Et puis, les choses ont encore évolué. Au printemps, la CLT et Bertelsmann se sont rapprochés au point de vouloir fusionner ensemble. L'alliance Canal Plus-Bertelsmann a alors pris du plomb dans l'aile au point que Rupert Murdoch s'est sans doute demandé quelle pouvait bien être sa fonction dans cette galère. Après avoir attendu que les événements se décantent, il a fini

Le rugby gallois courtisé par BSkyB

La chaîne de télévision britannique par satellite BSkyB, contrôlée par News Corp., le groupe du magnat australo-américain Rupert Murdoch, a passé un accord avec les clubs gallois de rugby à XV pour retransmettre leurs matches de première division et les rencontres entre clubs anglais et gallois. Chacune des douze meilleures formations galloises pourrait ainsi percevoir 400 000 livres (environ 3,2 millions de francs) sur cinq ans. Le président exécutif de la fédération galloise, Vernon Pugh, l'un des artisans de l'exclusion de l'Angleterre du Tournoi des Cinq Nations après la signature d'un contrat d'exclusivité avec la même chaîne (Le Monde du 16 juillet), s'est fermement opposé à ce projet, qui ne peut pas voir le jour sans son accord. Le risque est grand de voir les propositions de Rupert Murdoch provoquer un nouveau conflit dans le monde du rugby britannique.

par dénoncer son accord avec Bertelsmann-Canal Plus et est passé avec armes et bagages dans le camp de Leo Kirch. Du coup, l'entrée de Rupert Murdoch dans Premiere redevient d'actualité. La logique aurait voulu que le groupe américain soit cette fois bloqué par Bertelsmann et Canal Plus ? Malgré les retournements d'alliances successifs, Canal Plus et Bertelsmann semblent prêts à abandonner 12,5 % de leurs titres en faveur de Rupert Murdoch. Premiere aurait alors quatre actionnaires contrôlant chacun 25 % des titres.

Pourquoi Bertelsmann et Canal Plus sont-ils aussi sereins face à l'entrée de Rupert Murdoch dans la chaîne cryptée ? D'abord et avant tout, parce qu'ils ont le souci de la pérennité. Les deux principaux actionnaires de Premiere ne souhaitent pas cristalliser les rancunes de Kirch et Murdoch, au risque de les pousser à priver progressivement Premiere de tout accès aux droits de diffusion d'événements sportifs et cinématographiques. « Avec Murdoch dans Premiere, on est certain que la chaîne va enfin se développer », indique-t-on à Canal Plus.

Il n'est toutefois pas exclu que les discussions autour de Premiere débouchent sur une entente plus vaste. Dans un entretien accordé au journal belge L'Echo, Didier Bellens, administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert, actionnaire de la CLT, indique qu'« il ne faut pas se

tromper de bataille. L'affrètement de deux monopoles en Allemagne, basé sur la course aux droits audiovisuels, serait préjudiciable à tout le monde et ferait l'affaire des groupes américains désireux de prendre place en Europe ». Déjà, Bertelsmann avait laissé entendre, lundi 22 juin, qu'un « rapprochement » technologique était en cours avec le groupe Kirch. Les deux groupes semblent sur le point de s'entendre pour commercialiser des décodeurs compatibles. Les deux boîtiers l'un mis au point par le groupe sud-allemand Nethold pour le compte de Kirch, et l'autre par Canal Plus, initialement conçus pour garder les clients captifs et séparés, pourraient être finalement « ouverts », chaque boîte permettant la réception des programmes et des chaînes de l'un et de l'autre. M. Gruenrock-Kern, porte-parole du groupe Bertelsmann, qui a confirmé publiquement ces informations, n'a pas exclu que la coopération entre Kirch et Bertelsmann puisse aller plus loin.

Y.M.

Pierre Grimblat, PDG de Hamster Productions

« L'alliance entre la fiction légère et la fiction lourde est la cohérence même »

AB PRODUCTIONS a pris 60 % du capital de Hamster Films qui est la holding majoritaire à 65 % de Hamster Productions. Cette prise de contrôle, conclue mercredi 24 juillet, va s'effectuer par augmentations successives de capital. Claude Berda, PDG de AB Productions, négocie actuellement le rachat des 33,3 % d'actions détenus dans Hamster par le groupe américain ABC (Le Monde du 13 juillet). Artisan de cette fusion, Pierre Grimblat reste PDG de Hamster. Le montant des transactions n'a pas été communiqué.

« Quel est le sens du regroupement AB-Hamster ? » « Je cherchais depuis longtemps un groupe auquel m'adosser. Face à nos énormes amis Bertelsmann, Kirch, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion... qui s'associent pour poser des tuyaux, ma conviction est qu'il faut bâtir un groupe de création. Le talent doit aussi avoir ses structures. »

« Déjà aujourd'hui et plus encore demain, ce seront les films français et de qualité qui feront la différence. Quand « Les Merisiers », produit par Hamster, fait encore 28 % de part de marché à sa troisième diffusion face au bulldozer « Intervi-les », je sais que le catalogue Hamster - 600 heures et 450 films -



PIERRE GRIMBLAT

a une réelle valeur marchande. « Un regroupement fait sens, mais pourquoi avec AB Productions ? »

« A tous les groupes qui sont venus nous voir, j'ai posé la question : avez-vous un plan qui nous permette de sortir de ce cercle qui fait que plus le chiffre d'affaires augmente plus Hamster est en danger ? C'est la réponse de Claude Berda qui m'a paru la plus intéressante : tout d'abord, il nous apporte les fonds propres qui nous manquaient. Ensuite, « AB est le leader de l'accès prime-time [17 heures-19 h 30] et Hamster est le leader du prime-time [20 h 30-22 h 30] », m'a dit Claude Berda. « On est complémentaires. On fera ensemble le premier groupe de création européenne. » Cette alliance entre la fiction légère et la fiction lourde est la cohérence même.

« On s'est parlé il y a six semaines, on a conclu mercredi 24 juillet. » « Nicolas Traube, directeur général et actionnaire de Hamster, s'en va. Est-ce la suite d'un différend ? »

« Nous avions un débat depuis trois ou quatre ans sur le mode de développement qui convenait le mieux à Hamster. Nicolas pensait que Hamster pouvait devenir un groupe européen par développement interne. Moi, je pense qu'il fallait nous adosser pour maintenir notre capacité créatrice. Ma culture c'est voyager léger. Quand on a choisi de vivre sur un toit, on ne peut supporter qu'un violon, pas des valises. »

« Qu'est-ce qui va changer pour Hamster ? » « On va enfin pouvoir réaliser des tas de choses qu'on se refusait. On va enfin mettre en place une équipe de développeurs, soit des jeunes gens et des jeunes filles fous de cinéma, amoureux du public et connaissant la géométrie des histoires. Autrement dit, je vais pouvoir me démultiplier. Quand j'aurai le dédicé sur une idée de série par exemple, ce sera au développeur d'étayer cette idée en trois feuilletons, puis de se mettre en rapport avec le département littéraire pour trouver des auteurs. Jusqu'à présent, c'est moi

qui faisais tout. J'en avais marre. » « Prévoyez-vous des rapprochements entre les deux sociétés ? » « Chaque entreprise va garder sa personnalité. Si des rationalisations techniques sont possibles, on les mettra en œuvre. Mais Hamster ne travaillera pas plus en studio qu'avant, la création de nos fictions ne va pas déménager à La Plaine Saint-Denis chez AB et les auteurs maison ne seront pas obligés de travailler sur « Hélène et les garçons ». Soit dit en passant, j'aurais bien aimé être capable de faire « Hélène », je serais drôlement plus riche aujourd'hui. »

« L'alliance AB-Hamster va-t-elle permettre d'obtenir des chaînes un meilleur financement de la fiction ? » « TF1, notamment, va mieux participer aux frais de développement des fictions. C'est important. »

« Claude Berda a l'habitude de dire qu'il est associé dans AB à un génie en la personne de Jean-Luc Azoulay ? Vous pensez qu'avec vous il est associé à un deuxième génie ? » « Je ne sais pas ce qu'il pense, mais moi il m'intéresse. Berda ? J'ai envie de l'épater ! »

Propos recueillis par Yves Mammou

Nouvelles protestations syndicales sur la réforme de l'audiovisuel public

LES SYNDICATS de la Société française de production (SFP) et d'ARTE ont manifesté de nouveau, mardi 23 juillet, leurs inquiétudes devant les projets de réforme de l'audiovisuel public engagés par le gouvernement. A la SFP, dont les décrets de privatisation ont été publiés récemment, (Le Monde du 22-23 juillet), l'intersyndicale OGT, CFDT, FO et CGC a appelé à une assemblée générale jeudi 25, avant un comité d'entreprise prévu vendredi. Les syndicats redoutent une accélération du processus de privatisation. Ils évoquent une vente « à Walter Butler (BBDO) et à la société Euromédia » (Studios de France et Plateaux d'Arpejion) « dans les quinze jours » pour un « prix de 40 ou 50 millions de francs », et craignent « 500 ou 600 suppressions d'emplois ». Le « comité d'entreprise de la SEPT-ARTE » (partie française de la chaîne culturelle) a, lui, « regretté » dans un communiqué qu'« aucune information significative concernant le projet de rapprochement ou de fusion entre La Cinquième et La SEPT-ARTE n'ait pu lui être fournie par le président de la chaîne, interlocuteur privilégié des pouvoirs publics ». Le CE s'inquiète « de l'état d'avancement du projet, tenu confidentiel, et s'interroge sur la finalité du changement envisagé par les pouvoirs publics ». Les responsables assurent qu'ils veilleront à ce que « l'ensemble des emplois attachés aux missions de la SEPT-ARTE soient maintenus ». Une réunion interministérielle qui devrait se tenir le 11 juillet, pour évoquer le rapprochement entre les deux chaînes avait finalement été annulée (Le Monde du 12 juillet). Elle pourrait avoir lieu prochainement.

DÉPÊCHES ● PROGRAMMES : TF1 a annoncé, mercredi 24 juillet, l'arrivée sur son antenne de l'animateur Arthur, qui avait quitté France 2 à la suite d'un désaccord avec France Télévision sur le montant de son contrat (Le Monde du 17 juillet). La direction de la première chaîne a précisé que l'animateur « fera partie de la grille » de la Une « dès la rentrée de septembre ». « TF1 et Arthur viennent de signer un contrat de trois ans pour la production et l'animation d'émissions de divertissement de première partie de soirée », a annoncé un communiqué de TF1 sans donner d'indication sur ces futurs programmes.

RADIO : La Générale d'images (filiale de la Générale des eaux) va reprendre 60 % du capital de la radio parisienne Eiffel 95,2, en partenariat avec Canal Plus, la RATP et Metro Traffic Control. La Ville de Paris conserve les 40 % restants et envisage de réduire les subventions attribuées à la station. Eiffel 95,2 doit se consacrer principalement à l'information pratique parisienne et devrait être dirigée par Eric Baptiste, ancien directeur du partenariat et du développement de Radio-France Internationale.

LES PUBLICATIONS du Monde
Un ancien numéro vous manque ?
(Commande et envoi à domicile)
3615 LEMONDE

Le réseau Internet reste privé d'une instance de régulation

« PLUTÔT une bonne nouvelle ». Paradoxalement, Sébastien Socchard, gérant de Worldnet, l'un des deux fournisseurs d'accès aux services en ligne mis en examen en mai pour diffusion d'informations pédophiles, se réjouit de la censure d'un article de la nouvelle loi sur la réglementation des télécommunications qui aurait pu le dédouaner de ces accusations. Le Conseil constitutionnel a déclaré inconstitutionnelles les dispositions visant à instaurer une instance administrative de régulation des données circulant sur les réseaux et sensées donner un début d'ordre au maquis juridique qui règne dans le cyberspace (Le Monde du 23 juillet).

Mais, dans la mesure où les poursuites sont au point mort, Sébastien Socchard espère que cette décision permettra aux fournisseurs d'accès de participer à la définition des règles de déontologie - protection des mineurs, lutte contre la pornographie, le négationisme, etc. - et des obligations qui en découleront. Rassemblés sous la bannière de l'Association

française des professionnels d'Internet (AFPI), les « accès providers » estiment ne pas avoir à répondre pénalement de la nature des informations qu'ils véhiculent.

D'autant que les responsables de l'AFPI jugent encore techniquement impossible le filtrage exhaustif des données illégitimes. « Le problème de la responsabilité pénale des différents acteurs qui interviennent sur le réseau reste entier », reconnaît Sébastien Socchard, mais il est préférable de prendre son temps.

Il est vrai que le texte censuré avait été déposé précipitamment, le 4 juin au Sénat, par François Fillon. Le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace espérait, par cet amendement de dernière minute, « clarifier le cadre dans lequel se développaient les services en ligne, ainsi que les responsabilités des fournisseurs d'accès à ces services ». Il s'agissait, alors que la confusion juridique ouvrait la porte à des mises en examen en chaîne, de mettre ces derniers à l'abri des poursuites. Pour peu, bien entendu, que ces presta-

taires respectent un « code de déontologie » à définir par une instance administrative, le Comité supérieur de la télématique. Jugement que ce CST se verrait confier des prérogatives touchant aux libertés publiques et ayant des incidences pénales - domaines dont la compétence revient au législateur - le Conseil constitutionnel a annulé deux dispositions proposées par M. Fillon. Celles-ci prévoyaient que le CST, placé auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), élaborerait des règles déontologiques assorties de recommandations. Il aurait ensuite pu émettre des avis sur le respect ou non par les fournisseurs de services en ligne de ces recommandations, leur non-respect pouvant entraîner des poursuites pénales.

ANIMÉES-PENSÉES M. Fillon « prend bonne note » de la décision du Conseil constitutionnel. Il annonce qu'il fera prochainement de nouvelles propositions sur le sujet en s'inspirant du récent rapport de la Mission interministérielle sur l'Internet. Or la

mission, présidée par Isabelle Fatque-Pierrotin, maître des requêtes au Conseil d'Etat, recommandait déjà l'instauration d'un « comité des services en ligne » qui devrait « s'articuler avec le CSA ». Cette « articulation » n'était d'ailleurs pas exempte d'arrière-pensées. M. Fillon espérait ainsi précéder le ministre de la Culture, Philippe Douste-Blazy, qui prépare pour la rentrée un projet de loi redéfinissant les prérogatives du Conseil supérieur de l'audiovisuel. En instaurant auprès de celui-ci une instance de régulation dont certains membres auraient été « nommés par les ministres chargés des télécommunications et de la communication », M. Fillon aurait pu faire jeu égal avec son collègue, dans un domaine où, avec l'abandon du numérique, les frontières entre télécommunications et audiovisuel ont tendance à se dissoudre. Trop imprécis aux yeux du Conseil constitutionnel, son amendement sans doute flûté a fait capoter sa tentative.

Harvê Morin

Vivez les Jeux olympiques en direct d'Atlanta
■ Résultats en temps réel
■ Tableau des médailles
■ Actualité
■ Programme du jour et du lendemain
3615 LEMONDE

DANS LES RUES DE PARIS
Les comptoirs in du passage Brad

Deux cents mètres de boutiques de dépaysement et d'imagination...
ALORS QUE LE BOULEVARD de Strasbourg s'est vu envahir à l'été 1995 par les comptoirs de dépaysement et d'imagination, le passage Brad...
ALORS QUE LE BOULEVARD de Strasbourg s'est vu envahir à l'été 1995 par les comptoirs de dépaysement et d'imagination, le passage Brad...
ALORS QUE LE BOULEVARD de Strasbourg s'est vu envahir à l'été 1995 par les comptoirs de dépaysement et d'imagination, le passage Brad...

DANS LES RUES DE PARIS

Les comptoirs indiens du passage Brady

Deux cents mètres de boutiques pour s'offrir une bouffée de dépaysement et imaginer la mousson crépiter sur la verrière

ALORS QUE LE BOULEVARD de Strasbourg s'est ostensiblement voué à l'Afrique et à ses exubérances, il suffit d'un pas de côté, d'une légère embardée, pour changer de continent et plonger vers l'Orient compliqué dans la pénombre douce d'un passage possiblement initiatique.

Voilà le fameux passage Brady, bref avant-poste d'une sorte d'indiatown - deux cents mètres, tout juste un portique -, mais dont l'histoire récente pourrait s'écrire comme une saga. Celle de la famille Pomoussamy, que Déla, qui tient la caisse de l'épicerie-bazar Velone - son violet et blanc frontal assorti -, raconte avec une sérénité soudaine et sans le moindre soupçon d'accent. « Nous sommes originaires de Pondichéry [l'un des anciens comptoirs français de l'Inde], où mon père, Antoine, était le cuisinier de l'ambassade de France », explique-t-elle. Lorsque son patron fut rapatrié, au milieu des années 50, le très attaché cuisinier d'ambassade le suivit.

Il mit ensuite son talent au service d'une clinique privée avant d'ouvrir, à La Défense, une charcuterie française (de nationalité indienne, mais de religion catholique, Antoine Pomoussamy ne souffrait pas d'intolérance vis-à-vis du cochon). C'est dans la décennie 70 qu'il ouvrit un petit restaurant indien, le Pondichéry, dans ce passage somnolent du 10^e arrondissement de Paris dont un pélican et un marchand de canapés constituaient les seules enseignes.

NE LÈVE ASSOMÉ

En distribuant des prospectus, il attire quelques compatriotes humides avides de retrouver les fortes saveurs des sauces épicées et du riz basmati, et progressivement la clientèle s'accroît. Y compris dans l'épicerie-bazar ouvert par les Pomoussamy, où les bananes à frêle, les courges, les ignames, les dramechis, le bétel, le gingembre, les chutneys et les gros sacs de riz parfumés ne correspondent guère aux produits d'usage local courant. Du coup, Déla, qui n'en finissait plus de distiller les recettes d'une cuisine très sophistiquée, s'est décidée à faire imprimer quelques brochures détaillant la marche à suivre pour confectionner les plats de base de son pays natal.

Aujourd'hui, le père fondateur a rendu son tablier, mais ses enfants ont pris la relève et, grâce à eux, le passage Brady est devenu une sorte de comptoir indien de Paris, avec ses cinq restaurants, ses trois salons de coiffure et sa demi-douzaine de

boutiques (boucheries, épiceries, artisanat, vidéo). Indiens du Nord et du Sud, Sri-Lankais et Pakistanaï cohabitent assez harmonieusement dans cet envoûtant microcosme cerné de rues plus cosmopolites encore. En strotant un thé au lait et en fumant des beedis (des grains de tabac roulés dans une feuille d'eucalyptus) - les 501 étaient naguère les mieux cotés de Delhi à Calcutta -, on peut s'y offrir une belle bouffée de nostalgie voyageuse. Et, pour peu que la pluie se mette à crépiter sur la ver-

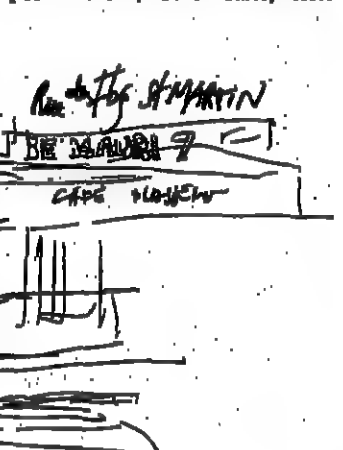


rière trouée et misérablement redoublée, on se retrouve sous les arcades de Commaught Circus ou dans une venelle de Bénarès lorsqu'une avenue de mousson fait monter les odeurs mêlées de poussière, de pourchure, d'eau de rose, de saïal et d'encens.

Brady sera toujours Brady, mais c'est au septentrion que les indiens

de la capitale ont vraiment essayé commercialement. Il faut doubler la gare de l'Est et celle du Nord pour atteindre ce morceau d'arrière-battant un poulx tamoul où les signes dravidiens, tout en rondou, surmontant chaque devanture, s'ingénient à désorienter l'occidental.

Chemin faisant, on déchiffre sur les murs d'étranges annonces concernant la vente ou la location d'ateliers de confection « clés en main » avec machines (surjetuses, pose-boutons, boutonniers, tables



de repassage, etc.) et surtout « outils nécessaires (main-d'œuvre) » (sic). De quoi imaginer avec Frévert « Ceux qui sentent le lin parce qu'ils travaillent le lin », mais aussi « Ceux qui fabriquent dans les caves les stylos avec lesquels d'autres écrivent en plein air que tout va pour le mieux... »

En remontant la rue du Fau-



bourg-Saint-Denis, pourquoi avoir juste levé le nez à la hauteur du numéro 132, le temps de lire une plaque - « Ici s'élevait la demeure où, le 3 thermidor an XII (22 juillet 1804), naquit Victor Schoelcher, promoteur de l'abolition de l'esclavage, décrétée le 27 avril 1848... » -, qui n'a rien à voir avec le contexte. Juste avant d'arriver au boulevard

de la Chapelle, on découvre d'abord les vastes commerces de silk saras (sacs de soie) où la débauche chromatique des somptueux coupons (la soie est à peine plus chère que le polyester), rehaussés souvent de fils d'or, vaut autant le décor que l'ambiance à la fois méticuleuse et réuse qui règne autour des comptoirs.

Au bistrot du coin, la blanquette a pris un coup d'exotisme - curry de veau, riz basmati -, mais à l'ital de la boucherie traditionnelle on certifie la « viande bovine française ». Dans les nombreux magasins de vidéo, on loue, à des prix imbattables, quelque cinq cents titres - comédies musicales, téléfilms, sang et volupté, en hindi ou en tamoul - issus d'une production pléthorique. Alimentations générales et spécialités particulières, restaurants, toujours, bijouteries, magasin-salon de musique - avec stars, venues et tables - et jusqu'à la quincaillerie ont mis le cap au sud du sous-continent.

Comme l'explique le garçon colporteur du salon Mayura - qui, pour 60 francs, vous exécute une coupe à l'ancienne, tout aux ciseaux et sans calaminage obligatoire -, ce sont les réfugiés politiques tamouls du Sri-Lanka du Nord - peu fondés, cell noir, dents éclatantes - qui constituent l'essentiel des commerçants du quartier indien. Lui est arrivé en 1990 de Trincomalee, mais il ne sait pas quand il y retournera. Dans la vitrine de l'agence de voyages voisine, l'aller-retour pour Colombo est au même prix que celui de Delhi ou de Singapour : 3 600 francs. Si près, si loin...

R. B.

Robert Belleret

Umesh, du Sheraton au Pooja

SUR L'ENSEIGNE de son petit établissement, Umesh Bath a eu l'idée, pas forcément heureuse, d'inscrire « fast-food ». Une précision qui témoigne d'une modestie dans la démarche particulièrement louable d'un ancien apprenti de l'Hotel Sheraton de New-Delhi qui ensuite travailla trois ans au « J and K » (Jammu and Kashmir). En 1980, il débarqua à Paris, pour être employé au sélect Annapurna de la rue de Berri.

Tables en formica dont les trois quarts sont en terrasse, baies vitrées sur menuiseries métalliques, son établissement n'affiche pas un décor des Mille et Une Nuits. Contrairement aux autres restaurants du passage Brady, le Pooja ne paie pas de mine. « Les Anglais apprécient vraiment la cuisine indienne, alors que les Français regardent d'abord les murs avant de s'intéresser à leur assiette », observe avec un certain désenchantement Umesh, qui n'est pas un démagogue.

De fait, si le Pooja ne propose qu'un choix

limité de spécialités d'Inde du Nord (cuisine plus douce et plus crémeuse que celle du Sud) - l'agneau hyderabadi, le curry de poulet, le bhyranis, notamment -, l'authenticité et la fraîcheur des produits que l'on peut voir préparer en direct derrière le comptoir compensent largement ces petites faiblesses. Avec un copieux plat du jour à 25 francs, le Pooja s'inscrit dans la liste des « indiens » les moins chers de Paris.

RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

Les samosas (beignets de légumes) sont délicieux mais assez coûteux ; il est conseillé de boire un lassi (sorte de yaourt) pour maîtriser le début d'incendie. A défaut, pour être parfaitement en phase, on se servira de grandes rasades d'eau claire avec une cruche en Pyrex et on chuchotera légèrement du bec en mastiquant ses chapatis salés (galettes). Pour dire « oui », hocher lentement la tête de droite à gauche.

Umesh a racheté ce petit restaurant à un Cingalais au début de l'année. Son oncle et son frère lui donnent un précieux coup de main aux fourneaux. Un couple de routards, un motard, deux jeunes cadres : le restaurant express est peu mais bien fréquenté et notamment par les indiens. Pendant le déjeuner, les affaires continuent. A la table voisine, un grand Bengali interrompt, la bouche pleine, un passant maghrébin :

« Alors, mon frère, où tu étais passé ?
- Je suis reparti au Maroc, j'ai une usine à Casablanca, je fais des jeans.
- Moi, j'ai une usine à Calcutta, je fabrique des vêtements de cuir. A combien tu les fais les jeans ? Ça peut m'intéresser...
- A quarante et un.
- A trente-six, je t'en prends dix mille, pour voir. Allez, assieds-toi, mange un morceau, tu aimes piquant ? »

R. B.

Robert Belleret

VENTES

Pendules anciennes

A PARTIR DE 1648, les horloges atteignent enfin la précision grâce au pendule, un corps mobile oscillant sous l'action de son poids autour d'un point fixe. Mis en application par Christian Huygens (1629-1695), d'après la découverte de Galilée, cet organe régulateur donne un essor considérable à la fabrication des « horloges à pendule », que l'on a appelées peu à peu « pendules ». Pendant presque trois siècles, cette production liée à l'histoire du mobilier et des arts décoratifs, illustre la maîtrise des artisans français : horlogers, bronziers, ébénistes perfectionnent les mécanismes et créent des formes et des corps de toutes sortes.

Le cartel, un des modèles les plus anciens, connaît un vif succès dès l'époque de Louis XIV. Il se divise en deux catégories : soit directement sur le mur, on dit alors « cartel d'appui », soit posé sur sa console assortie. Ses dimensions varient entre 45 centimètres et plus de 1 mètre, les plus petits étant appelés cartels d'alcôve. Suivant la richesse du décor, marqué ou en bronze doré, on trouve un large choix entre 20 000 et 50 000 francs, mais les œuvres des grands maîtres peuvent atteindre le million. Les mêmes cri-

tères de valeur s'appliquent à toute l'horlogerie : estampilles ou signatures, complications mécaniques, qualité d'exécution, richesse des matériaux, beauté des formes et ancienneté.

La simple pendule, aussi utile que décorative, a connu des formes multiples au cours des styles successifs. Les plus appréciées sont les modèles rocaille en bronze doré, qui servent de support à de véritables sculptures. Les œuvres des bronziers Caffieri et Saint-Germain appartiennent à

ANTIQUITÉS

● Ascaïn (Pyrénées-Atlantiques), complexe sportif, 60 exposants, 20 F, du jeudi 25 au dimanche 28 juillet de 9 h 30 à 19 h 30.
● Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes), la citadelle, 80 exposants, 30 F, du vendredi 26 juillet au dimanche 4 août de 11 à 20 heures.
● La Teste-de-Buch (Gironde), salle des fêtes, 30 exposants, gratuit, du vendredi 26 au dimanche 28 juillet de 10 heures à 19 h 30.
● Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), parc d'expos, 50 exposants, 20 F, samedi 27 et dimanche 28 juillet de 9 h 30 à 19 heures.
● Questembert (Morbihan), sous les halles, 30 exposants, 15 F, samedi 27 et dimanche 28 juillet de 9 h 30 à 19 heures.
● Trie-sur-Baïse (Hautes-Pyrénées), 70 exposants, 15 F, samedi 27 et dimanche 28 juillet, de 9 h 30 à 19 heures. Les mêmes cri-

cette période fastueuse, et à Monaco, en juin, un modèle orné d'un rhinocéros sur une terrasse rocaille, signé Saint-Germain, a été adjugé 1,1 million de francs. Il s'agit là d'un objet très rare, ce qui explique son prix élevé. Des pendules Régence ou Louis XV de grande qualité se trouvent à partir de 150 000 francs mais les modèles courants demeurent accessibles entre 15 000 et 50 000 francs.

Au tournant du XVIII^e siècle, les thèmes décoratifs se renouvellent et s'inspirent de l'Antiquité et de la

BROCANTES

● Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), cours Mirabeau, 50 exposants, du vendredi 26 au dimanche 28 juillet.
● Sète (Hérault), place Aristide Briand, 80 exposants, vendredi 26 et samedi 27 juillet.
● Saint-Benoît-des-Ondes (Ille-et-Vilaine), bord de mer centre, 35 exposants, du vendredi 26 au dimanche 28 juillet.
● Lallinde (Dordogne), centre-ville, 60 exposants, samedi 27 juillet.
● Audierne (Finistère), salle omnisports, 45 exposants, samedi 27 et dimanche 28 juillet.
● Cour-Cheverny (Loir-et-Cher), centre-ville, 50 exposants, samedi 27 et dimanche 28 juillet.
● Landevant (Morbihan), salle polyvalente, 40 exposants, samedi 27 et dimanche 28 juillet.
● Château-Chinon (Nièvre), gymnase, 25 exposants, samedi 27 et dimanche 28 juillet.

Catherine Bedel

LE MONDE diplomatique

Juillet 1996

- MONDIALISATION : Les Européens dans la masse de l'austérité, par Christian de Brié. - Economistes en guerre contre les salaires, par Serge Halimi. - Devenir pauvre en travaillant, par James Petras et Todd Carvalzani. - Naufrage de l'orthodoxie économique, par Paul Ormerod.
- ALLEMAGNE : Les ambitions d'un pays unifié, par Norman Birkham.
- HAÏTI : Sous la férule de Washington et du FMI, par Christophe Wargny.
- TUNISIE : Main de fer, par Ignace Ramonet.
- AFRIQUE : Les auditions de la commission Vérité sur l'apartheid, par Cécile Feuillette et Isabelle Bris. - Zanzibar à l'heure du multipartisme, par Gérard Frémier.
- SAHARA : Un combat pour la démocratie, par Joe Sterk.
- PHILIPPINES : Des paysans en lutte contre les « développeurs », par Catherine Gaudard.
- TOULON : Ville amicale du Front national, par Yasmina Selhi et Gilbert Rochu.
- CINÉMAS POLITIQUES : Il était une fois dans l'Est..., par Marcel Martin. - Suite hongroise, par Emile Breton. - Unité et diversité dans les Balkans, par Gérard Dinné-Collin.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Horaires des spectacles
36 15 LEMONDE
2,23 F la minute

Guide de vos sorties
36 15 LEMONDE
2,23 F la minute

Orages et passages nuageux au sud

L'ANTICYCLONE des Açores continue de protéger les régions du nord de la Loire où les thermomètres n'enregistrent aucun excès. Plus au sud, une dépression centrée sur l'Espagne engendre des remontées d'air humide et instable. Les régions méridionales connaîtront donc un temps plus mitigé avec beaucoup de nuages donnant parfois des ondées orageuses.

Vendredi, de la Bretagne à la

Franche-Comté et à la frontière

belge, la journée sera largement ensoleillée. Les rares bancs de nuages présents au petit matin ne résisteront pas bien longtemps aux ardeurs du soleil. Les températures garderont des valeurs conformes à une fin juillet dans toute cette moitié nord du pays. En milieu d'après-midi, les thermomètres afficheront 25 degrés à Lille, 23 degrés à Quimper et 27 degrés à Paris ou Besançon.

An sud de la Loire, le temps sera nettement plus incertain. On se réveillera souvent sous les nuages et parfois sous la pluie de la côte aquitaine aux Pyrénées. Ces pluies se produiront le plus souvent sous forme d'ondées éparpillées. Elles risquent de prendre un caractère orageux dès le matin sur le relief. Partout ailleurs, de la côte charentaise aux Alpes et à la Méditerranée, le soleil matinal parviendra tant bien que mal à percer un voile nuageux de plus en plus épais. Au fil des heures, les nuages porteurs de pluies éparpillées vont gagner très lentement vers le nord et l'est. Le ciel aura donc tendance à s'assombrir dès la mi-journée des Charentes et la Vendée au Languedoc et au Massif Central. Ces régions finiront par subir des ondées orageuses dans l'après-midi. Dans le même temps, les orages tendront à se multiplier dans le Sud-Ouest. L'activité orageuse la plus forte se déclenchera dans les Pyrénées.

La côte méditerranéenne restera à l'écart de ces précipitations mais connaîtra des passages nuageux de plus en plus denses dans l'après-midi. Dans les Alpes, les nuages finiront par donner des averse isolées. Avec tous ces nuages, la chaleur s'atténuera un peu dans le sud mais deviendra plus lourde compte tenu de l'humidité. Les thermomètres afficheront tout de même des valeurs généralement comprises entre 25 et 27 degrés avant le déclenchement des averse orageuses. On pourra encore atteindre 30 degrés du Gard aux Alpes du Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 26 juillet vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution

à l'échelle nationale

à l'échelle locale

à l'échelle régionale

à l'échelle départementale

à l'échelle communale

à l'échelle intercommunale

à l'échelle métropolitaine

à l'échelle internationale

à l'échelle mondiale

à l'échelle universelle

à l'échelle galactique

à l'échelle cosmique

à l'échelle divine

à l'échelle spirituelle

à l'échelle éternelle

à l'échelle infinie

à l'échelle absolue

à l'échelle ultime

à l'échelle finale

à l'échelle terminale

à l'échelle conclusive

à l'échelle définitive

à l'échelle irrévocable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inévitabile

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

à l'échelle inéluctable

à l'échelle inévitable

TEMPÉRATURES du 24 juillet maxima/minima

FRANCE

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES



Situation le 25 juillet, à 0 heure, temps universel

TEMPÉRATURES du 24 juillet maxima/minima

FRANCE

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

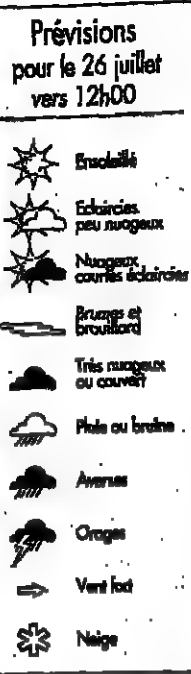
ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES



Prévisions pour le 26 juillet vers 12h00

TEMPÉRATURES du 24 juillet maxima/minima

FRANCE

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

ALPES

IL Y A 50 ANS DANS le Monde. Vacances en Allemagne

LES EFFECTIFS de l'armée française d'occupation en Allemagne se sont singulièrement accrus, au cours de ces derniers mois. Accroissement pacifique, d'ailleurs : 28 000 enfants des grandes villes, portant l'insigne tricolore des troupes d'occupation, meublent joyeusement les hôtels de Rhénanie, de la Forêt-Noire et du pays de Bade. Le ministre des armées, vient d'inspecter, accompagné des généraux Koenig et de Monsabert, ces recrues d'un nouveau genre. A Monrope, dans une magnifique propriété dominant les vallées rhénanes, garçons et filles s'étaient rassemblés autour d'un immense pavillon tricolore. A côté des jeunes Allemands, bronzés et vigoureux, les enfants qui arrivent ainsi de France sont infiniment faibles et pâles. Six ans de sous-alimentation ont fait de terribles ravages dans notre jeunesse.

Venus uniformément d'un short

bleu, d'une chemise verte et de

sandalettes de cuir, les garçons et

les filles dont le séjour touche à sa

fin ont déjà bien meilleure mine.

La nourriture est bonne : l'indus-

trie de rationnement. Ils reçoivent, en

particulier, 150 grammes de viande

par jour. Peut-être faut-il cepen-

dant remarquer localement une lé-

gère insuffisance du ravitaillement

en légumes verts et en fruits.

Dans les superbes hôtels de la

Forêt-Noire, réservés il y a trois ans

aux sous-marins nazis revenant

de croisière ou aux officiers fati-

gués par un hiver sur le front russe,

les tables tendues sont entourées

d'enfants. L'accent de Marseille,

divry ou de Thionville a remplacé,

sous les plafonds de bois vernis, la

langue des « seigneurs de la

guerre ».

Jean Planchais

(26 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5873

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 26 JUILLET 1996

ARCHITECTURE En 1970, l'acteur américain Sam Wanamaker lançait le projet fou de reconstruire le théâtre de William Shakespeare. Fermé en 1642, sous la pression des Pu-

ritains, cette salle à ciel ouvert, de forme ronde, a pu ressurgir de terre à quelques pas de son site d'origine, grâce à une multitude de mécènes privés. ● LES BÂTISSEURS londoniens

ont utilisé des techniques de construction identiques à celles mises en œuvre à l'époque : poutres de chêne encore vert, mortier de chaux, de sable et de crin de chèvre, couver-

ture en chaume des marais. ● DÉJÀ OUVERT en partie, l'International Shakespeare Globe sera officiellement inauguré à l'issue des travaux en 1999. Des représentations y sont

déjà données par des acteurs qui mentionnent l'influence de cette salle sur leur façon de jouer. Ils espèrent que ce lieu où l'on joue sans décors inspirera des auteurs.

Le théâtre de Shakespeare reconstruit d'après des gravures d'époque

Architectes et historiens ont étudié minutieusement les rares croquis, descriptions, allusions à la « maison » de l'auteur britannique pour la ressusciter. L'édification de ce nouveau Globe aura réactivé des compétences et des techniques presque oubliées

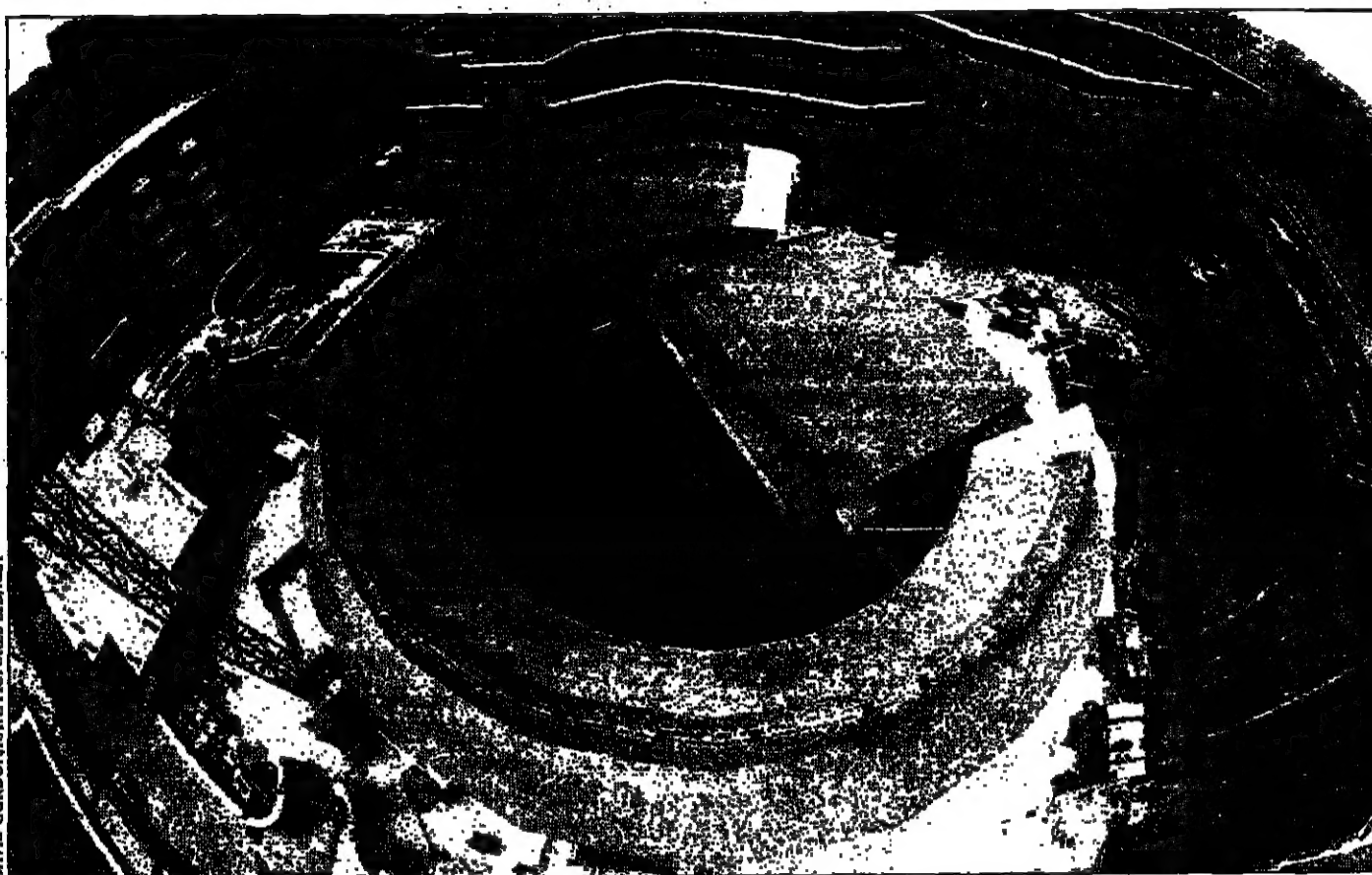
LONDRES

de notre envoyé spécial
Trois siècles et demi après sa disparition, le Globe, qui fut le théâtre de William Shakespeare, resurgit au pied du pont de Southwark. Sa curieuse forme en anneau, ses murs blancs, ses deux étages de colombage de chêne clair et son toit de chaume - le premier à Londres depuis le grand incendie de 1666 - signent désormais la rive sud (droite) de la Tamise, à l'ombre de la centrale électrique du Bankside construite dans les années 30, qui abritera les collections d'art contemporain de la Tate Gallery dans quelques années.

Edifié en 1599, le Théâtre du Globe reprenait la structure du premier théâtre londonien - appelé le Theater - construit par James Burbage, fameux charpentier et entrepreneur avisé, sur la rive nord, celle de la City. La rive sud est alors une anti-City, considérée comme « récréative », un rassemblement de maisons de prostitution, d'arènes où sont livrés au combat des taureaux et des ours, et de théâtres à ciel ouvert dont l'architecture circulaire est semblable.

L'appellation « Globe » a l'emprunte de Shakespeare. Une enseigne représentant Atlas y affirme : « Totus mundus agit histrionem », cousine latine du fameux « Le monde entier est une scène », de *Comme il vous plaira*. L'auteur de *Hamlet* y créa vraisemblablement l'essentiel de ses pièces. Il était l'associé des Burbages, Richard (le fils) étant le plus fameux acteur du temps. C'est une affaire qui tourne si bien que l'étréme d'un canon utilisé dans une représentation de *Henry VIII* embrase l'édifice en 1613, et il est reconstruit immédiatement. Il faudra les puritains pour fermer définitivement la salle, en 1642. Shakespeare est mort en 1616.

De nombreux Globe, qui n'ont retenu du passé que la forme ronde, ont été construits au XIX^e siècle aux États-Unis (quatre ou cinq), au Japon, en Allemagne. Même la Pologne projetait d'en



Le Shakespeare Globe, rebâti sur le modèle du théâtre fermé en 1642.

édifier un, alors qu'il n'y en avait pas en Grande-Bretagne. Du moins avant qu'un acteur venu de Hollywood, Sam Wanamaker se mette en quête des restes du théâtre de Shakespeare. Entrepreneurs, il parvient à obtenir la concession d'un terrain situé sur les bords de la Tamise, à deux cents mètres au nord-ouest de l'emplacement original.

À LA LOUPE
Dès 1970, il part à la recherche de mécènes privés. Le projet total s'élève à 30 millions de livres (240 millions de francs). Chaque penny compte. Pour 2 livres, on participe à l'achat d'une brique ; pour 10, à celui d'une botte de chaume ; pour 50 à un tenon (et

sa mortaise) ; pour 500 à un morceau de banc. En octobre 1995, le tout nouveau fonds artistique de la Loterie nationale y ajoute sa pierre (12,4 millions de livres). Les donateurs les plus généreux ont droit à une plaque fixée dans les piliers autour de l'arène. Manière de rendre visible la cohabitation de notre siècle avec celui de Shakespeare, matérialisée par la pose des balustrades d'acier, exigées par les services de sécurité, de larges escaliers de secours et d'un système anti-incendie qui laisse dépasser les gicleurs au-dessus du chaume.

Sam Wanamaker a voulu une reconstruction historique. Il est parvenu à faire se piquer au jeu les meilleurs shakespeareans.

Architectes, historiens, hommes de théâtre ont examiné à la loupe les rares croquis, les descriptions, les allusions. Ils ont tenté d'intégrer les tics géométriques des Tudor, les conclusions des traités de Serlio et de Palladio aussi bien que la structure des halles de l'époque.

Pour le reste, les matériaux et les techniques de construction étaient à redécouvrir : le chêne des forêts anglaises débité et ajusté encore vert ; la chaux du Derbyshire mélangée au sable de carrière et au poil de chèvre pour la réalisation des cloisons. La construction du nouveau Globe aura réactivé des compétences presque oubliées, des logiques de métier près de disparaître. Des

ateliers de comédiens ont testé la scène durant l'été 1995. A l'usage, les acteurs ont estimé qu'il fallait déplacer les piliers pour en réduire l'ouverture. Ils se sentent stimulés par les questions posées par le nouvel espace : comment jouer, comment réinvestir les textes dans cet environnement, mais aussi quel rapport entretenir avec les spectateurs ? Mille peuvent s'asseoir sur les trois niveaux couverts, et cinq cents se tenir debout devant le proscenium.

Il est bien entendu que les représentations auront lieu à la lumière du jour (renforcée le soir par une batterie de projecteurs du type de celles que l'on installe sur les terrains de football)... et sans décors. « C'est le langage qui peint les décors », dit la comédienne Jenny Lapointe. L'ouverture du ciel exige beaucoup d'énergie et peut-être un style. Avec, malheureusement, le passage des avions en prime. Le théâtre lui-même va nous renseigner sur la manière dont se jouait Shakespeare. »

Presque achevé, l'espace à ciel ouvert sera complété par une salle couverte de trois cent trente places, reconstruite d'après des plans de 1617 du fameux architecte et décorateur Inigo Jones dans un immeuble adjacent. Car c'est un véritable complexe shakespeareien qui est prévu, avec restaurant, salle d'exposition géante,

les décors, dit la comédienne Jenny Lapointe. L'ouverture du ciel exige beaucoup d'énergie et peut-être un style. Avec, malheureusement, le passage des avions en prime. Le théâtre lui-même va nous renseigner sur la manière dont se jouait Shakespeare. »

Presque achevé, l'espace à ciel ouvert sera complété par une salle couverte de trois cent trente places, reconstruite d'après des plans de 1617 du fameux architecte et décorateur Inigo Jones dans un immeuble adjacent. Car c'est un véritable complexe shakespeareien qui est prévu, avec restaurant, salle d'exposition géante,

Le secours de la RAF

La silhouette du Globe apparaît sur plusieurs panoramas de Londres au XVIII^e siècle. Celui de Wenceslas Hollar, et particulièrement son croquis préparatoire (1636), réalisé sur un verre topographique, permet d'avoir une idée assez précise de l'aspect extérieur, mais pas d'apprécier la dimension du proscenium. Les relevés archéologiques effectués en 1989 sur le site de l'ancien théâtre ont permis de penser qu'il s'agissait sur l'avenue qui le protégeait. L'architecte du nouveau Globe a alors fait appel à une unité de reconnaissance photographique de la RAF (Royal Air Force). Sachant que le dessin était installé au sommet d'une tour de l'actuelle cathédrale de Southwark, les techniciens ont pu reconstruire sur ordinateur la dimension probable de l'avenue, donc celle de la scène.

mais aussi des cours sur Shakespeare et ses contemporains et, à terme, une troupe de théâtre permanente. Les travaux de construction du théâtre (commencés en 1993) ont été considérés comme partie intégrante de la pédagogie en marche, et 220 000 personnes sont déjà passées dans l'arène, avant d'aboutir à la boutique de souvenirs, entre les gnomes en forme d'ouvrages du « Grand Will » et des T-shirts où il arbore un casque de chantier.

L'inauguration de l'International Shakespeare Globe (nom retenu pour l'ensemble des installations) est prévue pour le 21 septembre 1999 à l'occasion du quatre centième anniversaire du déménagement du Theater au Globe. En juin 1996, le théâtre donnait une première représentation, en présence du prince Philippe, pour l'anniversaire de la naissance, non de Shakespeare, mais de l'inventeur du nouveau Globe, Sam Wanamaker, mort en décembre 1993. La première saison complète commencera à l'été 1997, mais, dès le 21 août et jusqu'au 15 septembre, on pourra assister aux *Deux Gentilshommes de Vérone*. On jouera Shakespeare d'abord, puis ses contemporains. Mais on espère bien que ce nouveau théâtre inspirera des auteurs du temps présent.

Jean-Louis Perrier

* Shakespeare Globe, Bear Gardens, Bankside, Southwark, London SE1 9ED. Renseignements (télécopie) : 19-44-171-928-79-68.

Olivier Schmitt

Avignon célèbre Thomas Bernhard, demiurge d'un siècle au crépuscule

MAÎTRES ANCIENS, adapté et mis en scène par Denis Marleau. Avec Gabriel Gascon, Pierre Collin, Pierre Lebeau, Henri Chassé, Alexis Martin et Marie Michaud. Cour du lycée Saint-Joseph, jusqu'au 29 juillet à 22 heures. Tél. : 90-14-14-14.

AVIGNON

de notre envoyé spécial
Les grands hommes ne meurent jamais. Thomas Bernhard, disparu en 1989, est de ceux-là qui était mercredi soir caché dans le ciel de Provence pour déclencher une pluie d'orage et retarder par deux fois la création en France de l'adaptation scénique de son roman, *Maîtres anciens*. Il ne pouvait en aller autrement ; le chroniqueur le plus acide de notre siècle crépusculaire n'aurait jamais plus le théâtre qu'« exécrable ». Encore faut-il bien s'entendre sur le sens de cette formule : Bernhard ne lâche ses mots qu'à seule fin d'ajuster la curiosité, l'intelligence de

ceux qui les liron. Et cette « exécution » pour les hommes, tous les hommes, n'est que le masque ironique d'une attention constante portée aux œuvres de l'esprit. S'il s'en prend avec une telle vivacité à ces « maîtres anciens », qu'ils soient peintres, écrivains, philosophes, musiciens, dramaturges ou poètes, c'est qu'il les a regardés, lus, écoutés avec l'acuité d'un esprit fort, inlassablement, plus encore et mieux que ses contemporains. C'est la raison pour laquelle on l'écoute, on le supporte et on l'apprécie tant : ses prétendues détestations sont les preuves irréfutables de son puissant amour de l'art.

Il faut aussi prendre garde à ne pas se laisser démolir par les coups répétés de ses protagonistes, comme cet incroyable aboyeur de Reger dans *Maîtres anciens*. Ce vieillard de quatre-vingt-deux ans, chroniqueur au *Times*, veuf depuis trente-six ans, vient un jour sur deux depuis la mort de sa femme s'asseoir sur un canapé du Musée

d'art ancien de Vienne et regarde un tableau du Tintoret. *L'Homme à la barbe blanche*. Là, un gardien, l'insolent, petit homme grimaçant qui a appris durant tout ce temps la langue de Reger, tient les visiteurs à l'écart pour que le vieil homme puisse à l'envi ne pas regarder le tableau, mais plutôt en lui-même, et ressasser ses haines à l'oreille d'un biographe aussi fasciné qu'amusé, Atzbacher.

Maîtres anciens est un roman publié en 1985. Un roman ? On se pose la question dès la lecture de son sous-titre : « Comédie ». On en doute d'autant plus que Bernhard conseillait à ses lecteurs de se considérer comme des spectateurs et de tenir la page de garde pour un rideau qui se lèverait sur une représentation. Il n'en fallait pas plus pour que le metteur en scène québécois Denis Marleau - le festival a aussi été la création d'une nouvelle pièce de son compatriote Normand Chaurte, *Le Passage de l'Indiana* - ne s'en saisisse pour une adaptation admirable.

D'une fidélité constante à l'esprit de *Maîtres anciens*, il s'est permis de légers décalages pour lui donner sa dimension théâtrale. Ainsi, quand l'auteur indique dans son livre « écrit Atzbacher », Marleau choisit « dit Atzbacher », et le texte en devient plus vivant. Mais le directeur du Théâtre Ubu de Montréal est allé plus loin : il a choisi de doubler les rôles de Reger et d'Atzbacher, ce qui lui permet non seulement de multiplier les entrées et sorties des personnages, donnant beaucoup de rythme à son spectacle, mais de créer des effets dramatiques à volonté : quand l'un parle au présent, l'autre voyage dans le passé ; quand l'un s'anime et devient colérique, l'autre peut s'abandonner à des sentiments plus intimes ; quand l'un incarne une personnalité, l'autre peut figurer sa conscience, le fil secret de ses pensées. *Maîtres anciens* est de son metteur en scène en pleine possession de son art.

Denis Marleau a réuni une fois encore des comédiens d'exception.

Gabriel Gascon et Pierre Collin (Reger). Pierre Lebeau et Henri Chassé (Atzbacher), Alexis Martin (l'énervé l'insolent) et Marie Michaud (l'Anglaise, femme de passage qui nous révélera l'une des blessures de Reger) prennent tant de plaisir à ces jeux de l'esprit qu'ils sont plusieurs fois, c'est devenu rade, interrompus, non seulement par la pluie, mais par les applaudissements des spectateurs. Ils évoluent avec passion dans un décor de bois blond du peintre Claude Goyette.

Non seulement ce spectacle est incontestablement le meilleur à l'affiche du festival, avec *Arturo Ui*, que le Berliner Ensemble donnera la semaine prochaine au Théâtre municipal, mais c'est tout simplement un grand spectacle de théâtre, de ces soirées trop rares où la symbiose est idéale entre un texte, des acteurs, la médiation des équipes artistiques et techniques et les spectateurs.



CITÉ DE LA MUSIQUE, PARC ET GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
LA TRAVERSÉE DES MUSIQUES JUIVES
 MUSIQUES, CHANTS ET DANSES DES COMMUNAUTÉS JUIVES DU MONDE ENTIER
 27, 28, 29 JUILLET / TARIFS 120 ET 100F
 PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ 44 83 64 40 / 3615 FNAC

**Des « cow-boys » français
et européens font vibrer
leur musique dans un village
de Haute-Loire**

LES GRANDS ESPACES auvergnats résonneront, du 26 au 28 juillet, des musiques de l'Ouest américain. Village perché sur les hauteurs du Forez, Crazompe-sur-Arzon accueille stars yankees et cow-boys français et européens pour une orgie de country, bluegrass, honky-tonk, country rock et musique cajun. Parmi de fines gâchettes américaines rarement entendues en France : Peter Rowan (le 26), qui débute sur la scène du Grand Ole Opry à Nashville comme guitariste et chanteur de Bill Monroe, avant de devenir une star du bluegrass. Il sera accompa-



VERNISSAGE

Tristes privilèges
La Laverie, espace photographique,
9, rue Keller, Paris 11^e. M^{rs} Ledru-Rollin.
Tél. : 47-00-11-38. De 14 heures à
19 heures. Fermé dimanche et lundi.
Du 30 juillet au 24 août.

PARIS

Georg Aerni : panoramas parlés
Musée Carnavalet, 22, rue de Sévigné,
Paris 3^e. 10^e Saint-Paul, Tél. : 42-72-21
13. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi
et jours fériés. Jusqu'à 29 septembre.

ATHÈNES, entre Orient et Occident
Bibliothèque nationale, galeries Man-
surat et Mazariou, 58, rue de Richelieu,
Paris 2^e. 10^e Saint-Paul, Tél. : 42-72-21
13. Du 15 septembre au 15 octobre.
Quatre-Septembre, bus 39, 48, 67, 74,
85. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à
18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'à 20 octo-
bre. 35 F.

Art bar et compagnie
Hôtel Saint-Pierre, Musée en herbe,
2, rue Rossard, Paris 18^e. N° Anvers.
Tél. : 42-58-72-89. De 10 heures à
18 heures. Jusqu'à 4 août. 40 F.

France
Centre Georges-Pompidou, grande ga-
lerie, 5^e étage, place Georges-Pom-
pidou, Paris 4^e. N° Rambuteau. Tél. : 44-
23-43-43. Du 17 septembre au 17 octo-

Dessein Cabanes
Pavillon de Bercy, parc de Bercy, Paris
44-36, rue Paul-Bernard, 16^e arr.
Jeu d'été : 44-57-04-88. De
12 heures à 18 h 30. Fermé lundi et
mardi. Jusqu'au 1^{er} septembre. Entrée
libre.
Caldes
Musée d'art moderne de la Ville de
Paris, 11, avenue du Président-Mitterrand,
17^e arr. Tel. : 44-57-04-88. 16^e arr.
Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à
17 h 30; samedi et dimanche de
10 heures à 18 h 45. Ouverture excep-
tionnelle le 15 août de 13 heures à
19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 octo-
bre. 40 F.

Santeramo
Maison de l'Amérique latine, Paris
127, boulevard Saint-Germain, Paris 6^e.
MP Rue-du-9ac, Solferino. Tél. : 49-
54-75-00. De 11 heures à 19 heures.
Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au
31 juillet.

Le Petit Castel
Couvent des Cordeliers, 15, rue de
l'Ecole-de-Médecine, Paris 6^e.
MP Odéon. Tél. : 43-29-39-64. De
11 heures à 19 heures. Fermé lundi.
Jusqu'au 8 septembre. Entrée libre.

Ludano Castelli et le photographe
le miroir du désir
Maison européenne de la photogra-
phie, 10, rue de Farcy, Paris 10^e.
MP Saint-Paul, Pont-Marie. Tél. : 44-
78-75-00. De 11 heures à 20 heures.

Ferns landi. Jusqu'au 8 septembre, 30 F.
Comme un océan
 Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^o Raspail. Tél. : 42-18-55-51.
 12 heures à 20 heures : **Le Coiré** : nomades le jeudi à 20 h 30. **Ferns landi** : jusqu'au 13 octobre. 30 F.
Patrick Corillon : trois sordilages
 Musée Zadkine, atelier 100-101, rue de Valenciennes 100, Paris 11^e. M^o Notre-Dame-des-Champs, bus 38, 82, 83, 91. Tél. : 42-26-91-90.
 12 heures à 17 h 30. **Ferns landi**. Jusqu'à Beuys à Trocadero... dessins contemporains du Kunstsmuseum de Bâle
 Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, 4 étages, place Georges-Pompidou, 201, Paris 75004. Métro : La Défense.
 Tél. : 46-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures
Ferns landi. Jusqu'au 30 septembre.

De lais et d'or : broderies du
Magasin
Posses du monde arabe, 1 rue des
Fossés-Saint-Bernard, Paris 7. J-P
Joussier, 19 heures. Jusqu'à 21 h.
Tél.: 40-51-39-38. De 10 heures à
18 heures. Fermé lundi. Jusqu'à
29 septembre.

Dessins de Bourdelle
Musée du Jardin Biron, 77, rue
Varenne, Paris 7. M-Venier ou REF
Invalides Tél.: 44-10-61-10. De 9 h 30
à 17 h 45. Fermé lundi. Jusqu'à 28 juil.
et 28 f. Fêlé jumele avec la visite du
musée.

**Exposition d'Henri Fantin-Latour (1836-
1904)**

Musée d'Orsay, salle 4, entrée par
Anatole-France, place et Henry-de-Mon-
therlant, Paris 6. M-Soltanino. Tél.:
46-33-23. De 10 heures à 19 heures
nocturne (jeudi jusqu'à 21 h 45). Fermé
lundi. Jusqu'à 1er septembre. 36f.

Dites-le avec des fleurs
Galerie Chalet-Crouzet, 40, rue Quin-
campois, Paris 6. M-Rambuteau. Tél.:
44-33-23. De 11 heures à 19 heures
et de 14 heures à 19 heures. Fermé di-
manche et lundi. Jusqu'à 27 juillet.

Barry Flanagan
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de
Lappe, Paris 17. M-Bontlie. Tél.: 48-
33-23. De 11 heures à 19 heures
et de 14 heures à 19 heures. Fermé di-
manche et lundi. Jusqu'à 27 juillet.

La Forme libre, années 50
Centre Georges-Pompidou, galerie du
musée, 6 étage, place Georges-Pompi-
dou, Paris 4. M-Rambuteau. Tél.: 44-
33-23. De 12 heures à 22 heures sa-
medi, dimanche et jours fériés du
10 heures à 22 heures. Fermé mardi
Jusqu'à 25 août. 35 f.

L'informe : mode d'emploi
Centre Georges-Pompidou, galerie
du musée, mezzanine, place Georges-Pompi-
dou, Paris 4. M-Rambuteau. Tél.: 44-
33-23. De 12 heures à 22 heures sa-
medis, dimanche et jours fériés du
10 heures à 22 heures. Fermé mardi
Jusqu'à 25 août. 35 f.

medis, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 26 août 27 F.

Charles Lepoutier
Poël, personnages-animaux
A l'enseigne des Quin, 51, rue Quincampoix, 10^e, Châteauneuf. Tél. : 45-77-83-85. De 11 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 14 septembre.

Clara Léviérou
Chac Léviérou, 8, rue de Charonne, 35^e. Châteauneuf. Tél. : 45-47-33-28. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 27 juillet.

Charles Lévy
Charles Lévy, Bât. Stréou, Georges Tony Stoll.

Le Théâtre moderne de la ville de Paris
11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. M^{me} Alma-Marceau ou Léna. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 : samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'à 22 septembre. 17 F.

Masques
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris 16^e. M^{me} Victor-Hugo. Tél. : 45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'à 30 septembre. 20 F ; gratuit le dimanche.

Matinée
Fondation Moma Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16^e. M^{me} Trudé, Alma-Marceau ou Léna, 32, 34, 36, 38, 40, 42, rue de Valenciennes, 11^e. Tél. : 47-22-38-08. De 10 heures à 19 heures. Samedi et lundi. Jusqu'à 7 septembre.

Musées (1953-1955)
Musée d'Orsay, rez-de-chaussée, entrée par Anatole-France, Paris 7^e. M^{me} Soiferino ou RER ligne C. Tél. : 40-14-14. Jusqu'à 14 heures. Fermé nocturne jusqu'à jeudi 21 h 45, Fermé lundi, jusqu'à 28 juillet. 36 F.

Monument et modernité
Musée du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard, Paris 6^e. M^{me} Luxembourg. Tél. : 42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures : nocturne jeudi 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 31 juillet. 20 F.

Pisanello (1453-1455)
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{re}. M^{me} Palais-Royal ou Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 14 heures le samedi à 11 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 5 août. 30 F.

Marc Riboud
Centre national de la photographie
Hôtel Salomon-de-Rostschid, 11, rue Baryer, Paris 8^e. M^{me} Ebolle, George-Louis Bernier. Tél. : 53-76-12-92. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'à 29 juillet.

Mimmo Rotella
Galerie Dionne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6^e. M^{me} Sévres-Sabyfoune. Tél. : 49-26-03-06. De 10 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'à 29 juillet.

Robert Smithson, Melissa Kretschmer
Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Me-

20-27, 14 rue de la Harpe, 75005 Paris. Tel. : 42-26-50-67. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 31 juillet.

Un siège de sculpture anglaise
Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 7^e. Tel. : 42-60-69-63. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre. 35 F.

Bernar Venet
Galerie Jeanne D'Amboise Greiv, 5, rue Debelleyme, Paris 3^e. Ap Saint-Sébastien. Ouvert tous les jours. Tel. : 42-77-19-37. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 juillet.

IL E-DE-FRANCE

Art grandeur nature : Alice Mahler, Hélène Migouet, Erik Samakch
Parc départemental de La Coeuze, avenue Welleck-Rochet, 58 La Coeuze. Tél. : 43-93-75-33. Tous les jours du lever au coucher du soleil. Jusqu'à 19 heures.

Art grandeur nature : Endo, Marinette Cusco, Bob Verschueren
Forum culturel et parc urbain Jacques-Duclos, 1-5, place de la Libération, 98 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 48-14-22-22. De 14 heures à 19 heures.

Art grandeur nature : Jean-Louis L'huissier
Parc départemental de La Coeuze, 58 La Coeuze. Tél. : 43-93-75-33. Tous les jours du lever au coucher du soleil. Fermé lundi. Jusqu'à 19 h 00.

Art grandeur nature : Joël Ducomoy, Miguel Egana, Keiichi Tanaka
Parc de l'histoire vivante et parc Montreuil, 31, boulevard Théophraste-Queux, 93 Montreuil. Tél. : 48-70-61-02. De 14 heures à 17 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'à 19 h 00.

La Chapelle de la Madeleine
Parc de Milly-la-Forêt, Milly-la-Forêt, direction de l'exposition fléchée, 91 Milly-la-Forêt. Tél. : 64-55-63-37. Samedi de 14 heures à 17 h 30 ; dimanche de 11 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures. Tous les jours du lever au coucher du soleil, de 14 heures à 16 h 45 ; samedi de 11 heures à 13 heures. Jusqu'à 27 octobre. 35 F.

Hommage à Bourdelle
Château de Fontainebleau, rez-de-chaussée, salle de la Belle Cheminée, 77 Fontainebleau. Tél. : 40-71-20-25. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'à 7 septembre. 10 F, gratuit pour les moins de 12 ans.

La Tour aux figures de Jean Boudier
Parc départemental de Jussy-Saint-Jacques, 10 Jussy-Saint-Jacques. Tél. : 92 15-15-15. Du lever au coucher du soleil. Jusqu'à 27 octobre. 30 F.

Willy Ronis
Ecomusée, ferme de Cotteville, 41, rue Maurice-Ténine, 94 Fresnes. Tél. : 49-36-57-57. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'à 10 septembre. Entrée libre.

Orchestre de Jeunes de l'Union européenne
Strauss : *Dan Juan*, Elgar : *Enigma Variations*, Sibelius : *Symphonie n° 2*, Colin Davis (direction).
Depuis ses débuts parisiens en 1977, l'Orchestre des Jeunes de l'Union européenne fait l'admiration des mélomanes et des professionnels. Ce soir, Colin Davis les dirige dans un programme attrayant qui, à part *Dan Juan* de Strauss, n'est pas souvent donné à Paris. Il est cependant dommage que ce concert soit donné dans une salle si petite.

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^{étro} Porte-de-Pantin, 20 heures, le 25. Tél. : 44-54-44-54. De 100 F à 160 F.

Orlando Poleo y la Orquesta Chavorro
Durant l'été, les Cuban jam sessions continuent la java. Installé à Paris depuis 1991, le joueur vénézuélien de congas, Orlando Poleo-longtemps fixé à Porto-Rico, a accompagné tous les grands de la

musique cubaine de passage dans la capitale française. Créé récemment, son groupe, Chaworoa, mène le chant de Yuri Bedoya (ex-Cafman) et la basse d'Eduardo Valls.

La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, 10^e République ou Temple. Tél. : 42-02-20-52, 80 F.

Raghuath Manet et sa troupe (Inde du Sud)

Raghuath Manet, musicien et danseur de Pondichéry, est fier d'être l'un des derniers dépositaires masculins du *bharata nanyam*, danse traditionnelle de l'Inde du Sud. Dans les jardins parisiens, le « Nourève indien » nous présente le théâtre musical des villages et des temples du Tamil-Nadu. Dans des costumes éclatants, au son des tambours.

Paris, Quartier d'été. Les 25 et 26 à 19 heures, Jardin des Tuileries, place de la Concorde, Paris 1^{er}.

M^{me} Concorde Tuileries. Le 27, parc de Belleville, rue Piat, Paris 20^e.

M^{me} Caunnon ou Prénèdes.

NOUVEAUX FILMS

DANGEREUSE ALLIANCE (*)
Film américain d'Anthony Fleming, avec Feinza Kab, Robin Tunney, Wess Campbell, Rachel True, Skeet Ulrich, 120 min. (140).
VU : Gaumont les Halles, dolby, 11 (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Odéon, dolby, 6 ; Publicis Crumbs-Elysee, dolby, 8 (47-70-76-73 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rev. doulos, 30-39-17-10-00 ; Paris, 30-39-17-10-00 (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12 ; Gaumont Gobelins Lyon, dolby, 13 (47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 13 (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 13 (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15 (48-28-42-27 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathe Vespier, dolby, 18 (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-36-36 ; réservation : 40-30-20-10).

LE GRAND TOURNOI
Film américain de Jean-Claude Van Damme, avec Jean-Claude Van Damme, Roger Moore, James Remar, Janet Gunn, Jack McGee, Aki Aleong (1 h 55).
VU : Gaumont les Halles, dolby, 11 (40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8 ; Gaumont Grand Ecran Lyon, dolby, 13 (45-80-70-70 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Grand Rex, dolby, 27 (39-17-10-00) ; Bretagne, dolby, 6 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Montparnasse, dolby, 6 ; Paramount Opera, dolby, 9 (47-42-56-31 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Naxos, 12 (40-30-20-10) ; UGC les Halles, dolby, 11 (40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12 ; UGC Gobelins, dolby, 13 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14 (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 18 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15 (48-28-42-27 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-36-36 ; réservation : 40-30-20-10).

GUANTANAMERA
Film cubain de Tomas Gutierrez Alea, Juan Carlos Tabares, avec Mirtha Baras, Jorge Perugorria, Carlos Cruz, Raul Eguren, Pedro Fernandez, Luis Alberto Garcia (1 h 41).
VU : Grand Rex, dolby, 3 (42-77-41-65) ; Latine, 4 (42-78-47-83) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5 (44-07-29-49) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8 (45-51-10-50) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, dolby, 16 (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79).

LE MOUCHON DE BOIXE
Film américain de Dominique Ladouce, avec Richard Gere, Sylvester Stallone, Ricardo Cacerola, Peter McNairy, Cécile Bois, Andrew Frenkel (1 h 40).

UGC Ciné-cité les Halles, doblaje, 19^o (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10);
 Publicis Champs-Élysées, doblaje, 19^o (47-70-26-72; réservation : 40-30-20-10);
 19^o Saint-Alexandre, doblaje, 19^o (45-37-84-50);
 19^o Saint-Alexandre, doblaje, 19^o (45-37-84-50);
 Les Montparnasse, doblaje, 19^o (39-17-10-00);
 19^o Gaumont Convention, doblaje, 19^o (40-30-20-10);
 Pathe Wepler, doblaje, 19^o (réservation : 40-30-20-10).
FALLS
 Film británico de Peter Greenaway, (3 h 05).
 UG: Épée de Bois, 5^o (47-73-57-47).
TOUCHÉ PAS À MON PÉRISCOPE
 Film americano de David S. Ward, con Kelly Grammer, Laura Hill, Richard Gere, John Goodman, Bruce Stanton, Bruce Dern, William H. Macy (1 h 35).
 UG: UGC Ciné-cité les Halles, doblaje, 19^o (40-30-20-10); Gaumont Marignan, doblaje, 19^o (réservation : 40-30-20-10); George-V, doblaje, 19^o (40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, doblaje, 12^o; Gaumont Gobelins Favette, doblaje, 19^o (47-07-55-88; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alsace, doblaje, 14^o (43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10); Miramar, doblaje, 14^o (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Convention, doblaje, 19^o (48-28-42-27; réservation : 40-30-20-10); Pathe Wepler, doblaje, 19^o (réservation : 40-30-20-10).
VERBALES PRODIGE
 Film americano de Phil Joanou, avec Kelly Lynch, Mary Stuart Masterson, Teri Hatcher, Eric Roberts (2 h 05).
 UG: UGC Ciné-cité les Halles, doblaje, 19^o (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10); 19^o Saint-Alexandre, doblaje, 19^o (45-39-19-08; réservation : 40-30-20-10); George-V, THX, doblaje, 19^o; Pathe Wepler, doblaje, 19^o (réservation : 40-30-20-10).
VF: Rex, doblaje, 19^o (39-17-10-00); Gaumont Opéra Français, doblaje, 19^o (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10); Les Nations, doblaje, 12^o (43-04-54-57; réservation : 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^o; Gaumont Gobelins Favette, doblaje, 13^o (47-07-55-88; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, doblaje, 14^o (réservation : 40-30-20-10); Mésral, doblaje, 14^o (39-17-10-00; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Convention, doblaje, 19^o (48-28-42-27; réservation : 40-30-20-10).
EXCLUSIVITÉS
L'ÂGE DES POSSIBLES
 de Pascale Ferran, avec de jeunes comédiens du Théâtre national de Strasbourg.
 (1 h 45).
 Le Quartier Latin, 15^o (45-26-84-65).
BEAUTE VOLÉE
 de Bernardo Bertolucci, avec Sinead Cusack, Jeremy Irons, Jean Marais, Donald McCann, D. W. McJeffet, Stefania Sandrelli.
 Franco-italien (1 h 55).
 UG: Internation, 15^o (45-44-57-34); Grand Français, 15^o (45-44-46-85; réservation : 40-30-20-10); Saint-Lambert, doblaje, 19^o (45-32-91-68).

27 juillet, 21h.
Entrée libre.

Trois créations musicales et multimédias pour marquer notre entrée dans le deuxième siècle de la radio.

• **Radio Texte 16** : le jeu de la radio.

BROOKLYN BOOGIE
de Wayne Wang et Paul Auster,
avec Lou Reed, Michael J. Fox, Ro-
seanne, Mel Gorham, Jim Jarmusch, Ly-
dia Zorlino.
100' : Saint-Amand (h 25).

45-18: Denfert, 104' (43-21-61).
101': Saint-Lambert, 15' (35-32-81).

CASINO (*)
de Martin Scorsese,
avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe
Pesci, Don Rickles, Alan King, Kevin
Pollak.
American (2 h 58).

45-18: Gaumont les Halles, 101' (40-
39-40); réservation: 40-30-20-10;
Elysees Legrain, 104' (43-59-36-14);
réservation: 40-30-20-10.

CHACUN CHERCHE SON CHAT
de Cédric Klapisch,
avec Gauthier Clavel, Zinedine Soualem,
Renée Le Calm, Olivier Py, Arapiom, Rambo.
Français (1 h 35).

90° Forum Orient Express, 104', 1° :
14-17-27 Hauteville, 104', 0' (46-36-
33-10); réservation: 40-30-20-10;
45-18: 10-50-52, 14-Juillet Bosville, 11' (43-
57-50-81); 1° Entrepôt, 14' (43-43-41-63).

LA COMEDIE DE DIEU
de Jean Cesar Monteiro,
avec Claude Teixeira, 140-32-91-90.
Portugais (2 h 43).

100: Luxemania, 0' (45-44-57-53).

COMMENT JE ME SUIX DISPUTÉ
d'Amaud Desplanches,
avec Mathieu Amalric, Emmanuel, Em-
maüs, Thibault de Montembert, Ennau-
père: Salinguer, Marianne Denicourt,
Clara Mammiani.
Français (1 h 35).

45-18: Gaumont les Halles, 101' (40-30-
39-40); réservation: 40-30-20-10; Ra-

« Un Cataclysme sonore »
une création de Robert
Arnaut en Dolby surround
produite par Radio France

« SHPIL »
de Robert Fado Dax. Un
voyage radiophonique et
télématique planétaire
retransmis en direct par
Radio Nova 101.5 FM et RFI
et accessible sur internet
(http://www.garipio.fr)

Une soirée organisée par
Libération et Radio Nova

Rens. Tél. 90 93 79 79.

one OD-30, 6° (43-26-13-68); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Chertemps, dolly, 8° (43-59-54-67); réservation: 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolly, 11° (47-00-02-48); réservation: 40-30-20-10; Rivendun Montparnasse, dolly, 15° (35-17-10-00); réservation: 40-30-20-10.

COMTE D'ÉTÉ
de André Rohmer
Gaston, dolly, 10° (43-57-00-50);
Aurélien Nolte, Gaumette Simon.
François (1 h 53).

UGC Ciné-club les Halles, 11°; UGC Danton, 6°; Le Balzac, 3° (45-61-10-60); Le Balzac, dolly, 8° (43-57-00-57); Le Cinéma publique, 11° (48-05-51-33); Escadrille, dolly, 13° (47-07-28-40); réservation: 40-30-20-10; Sept Parisiens, 16° (43-20-30-20); réservation: 40-30-20-10; UGC Mallet, 17°.

CRASH (2°)
de David Cronenberg,
avec James Spader, Holly Hunter, Elias Koteas, Deborah Unger, Rosanna Arquette.
Crash (1 h 40).

VO: UGC Ciné-club les Halles, dolly, 11°; UGC Danton, dolly, 6°; Gaumont Ambassade, dolly, 8° (43-59-13-08); UGC Normandie, dolly, 8°; Max Linder Panorama, THX, dolly, 8° (48-24-88-89); La Bastille, dolly, 11° (47-04-08-50); Les Nations, dolly, 15° (43-59-14-74); Les Nations, dolly, 15° (43-59-14-74); Les Nations, dolly, 13° (47-07-28-40); Gaumont Alésia, dolly, 13° (47-24-50-50); Gaumont Parnasse, dolly, 14°; UGC Convention, dolly, 15°; Majestic Passy, dolly, 16° (44-24-46-24); Parthé Wexler, dolly, 18° (réservation UGC Gaumont, Majestic: 40-30-20-10).

PARCÉ ET MAX
de Kermi Lima
desen animé américain (1 h 20).

VF: Rex, 2° (39-17-10-00); UGC

THIRLOMPE, dolly, 8^e; Les Nations, 12^e (43-04-04) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolly, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mifral, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mifral, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Parnas Waplet, dolly, 18^e (réservation : 40-30-20-10).
GABRIEL
 de Mohsen Mahmalbaf, avec Shaghayegh Djodari, Hossein Mohseni, Roghieh Hoshmand, Abbas Rezaei, Iranien (1 h 15).
 VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (43-26-58-06).
HENRIETTE CREATURES
 de Peter Jackson, avec Melanie Lynskey, Kate Winslet, Sarah Peirse, Diana Kent, Clive Merrison, Simon O'Connor.
 No-cotébande (1 h 40).
 VO : UGC Ciné Cité des Halles, dolly, 1^{re} ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G, de Beaubourg, 4^e (42-22-87-32) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, 1^{re} (43-07-48-80) ; Gaumont Grand Ecran Talley, 1^{re} (43-07-48-80) ; UGC Ciné Cité des Halles, 1^{re} (43-07-48-80) ; Bienvenue Mon Parnasse, dolly, 15^e (43-17-10-40) ; réservation : 40-30-20-10.
LESBONNE STORY
 de Victor Vicas, avec
 avec Rodolphe Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Camilo E Castro, Viriato José da Silva, João Canijo.
 Germaino-portugais (1 h 40).
 VO : 14-Juillet Beaubourg, dolly, 3^e (42-77-14-55).
MACHAOHO
 de Belkacem Hadjadj, avec Hadjira Ouf Bachir, Belkacem Hadjadj, Belkacem Hadjadj, Belkacem Hadjadj, Franco-algérien (1 h 30).
 VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.
 Le monde des espions de Patrick Grandperret, avec Jacques Dutronc, Jeanne Baynaud, Sotiguy Kouyate, Stéy Lamine Diarra, Hailou Bouga, Victor Tige Zra.
 Français (1 h 35).
 VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; réservation : 40-30-20-10.
MEURTRE EN SUSPENS
 de Jehn Badham, avec Johnny Depp, Christopher Walken, Charles S. Dutton, Peter Strauss, John Goodman, Gloria Reuben.
 Américain (1 h 35).
 VO : UGC Odéon, 6^e ; UGC Triomphe, 8^e ; Sept Parnassiens, dolly, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.
MIDDLE OF THE MOMENT
 de Werner Penzler et Nicolas Humbert, avec Jean-Louis Rault, Ang Rainsa, Jehann Le Guézenn, Murtu Wadai, Rhakidene, Sandra M'frow, Amoutouss.
 Germaino-suisse (1 h 20).
 VO : Studio des Ursulines, 5^e (43-25-19-05).
MICHAEL KOBIASHINZDE, CINQ COULEURS
NETTAGES
 de Mikheil Kobakhidze, avec Mikheil Kobakhidze, Géorgien, noir et blanc (1 h 13).
 Studio des Ursulines, 5^e (43-25-19-05).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT
de Peter Lord, David Sproston, Sam Fell et Nick Park.
Dessin animé britannique (1 h 13).
VO : 14-Juillet Parmasse, 5^e (43-26-58-00).
VF : 14-Juillet Parmasse, 5^e (43-26-58-00).
PAR-DELÀ LES NUAGES
de Michelangelo Antonioni.
avec Ines Sastre, Kim Rossi-Stuart, Sophie Marceau, Jean Malvoisin, Fanny Ardant, Charles Berling.
Italien (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55).
RICHARD III
de Richard Loncrâne.
avec Ian McKellen, Annette Bening, Christopher Reeve, John Broadway, Robert Downey Jr.
Américain (1 h 43).
VO : UGC Forum Origin Express, dolby, 1^{re} : 14-Juillet Hauteville, dolby, 1^{re} (46-33-79-30); Majestic Bastille, dolby, 1^{re} (46-33-79-30); réservation : 40-30-20-10; Scorial, dolby, 1^{re} (47-27-28-04); réservation : 40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 1^{re} (44-24-46-28); réservation : 40-30-20-10.
LE TOMBEAU DES LUCIOLES
de Taro Takehata.
Dessin animé japonais (1 h 25).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet Parmasse, 5^e (43-26-58-00); Saint-Lambert, 1^{re} (43-32-91-68).
TRANSPORTING (*)
de Jerry Boyer.
avec Edwin McGrover, Owen Brenman, Jonny Lee Miller, Kevin McKidd, Robert Carlyle, Kelly McDonald.
Britannique (1 h 33).
VO : UGC Ciné-ché les Halles, dolby, 1^{re} : 14-Juillet Ciné-ché, dolby, 5^e : UGC Danton, dolby, 5^e : UGC Compiegne, dolby, 5^e : Gaumont Opéra Français, dolby, 5^e (47-70-33-88); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolby, 1^{re} (43-57-50-00); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Cinéma du Centre, dolby, 1^{re} (43-57-10-00); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 1^{re} (45-75-79-79); Patiné Waple, dolby, 1^{re} (réservation : 40-30-20-10).
UN HÉROS TRÈS DISCRET
de Jacques Audoubert.
avec Sandrine Kossavit, Anouk Grinberg, Bernard Blier, Albert Dupontel, Nadia Brionchi, Bernard Blier.
Français (1 h 45).
UGC Forum Origin Express, dolby, 1^{re} : Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-67-77); réservation : 40-30-20-10; George-V, 6^e : Les Montparnasse, 10^e (38-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 1^{re} (45-75-79-79).
WALLACE ET GROMIT
de Nick Park, David Golezowski, Jeff Newitt et Peter Lord.
Dessin animé britannique (1 h 15).
VO : Denfert, 14^e (43-21-61-07); Grand Pavois, dolby, 1^{re} (44-24-46-85); réservation : 40-30-20-10.
(*) Intéressé aux moins de 12 ans.
(*) Intéressé aux moins de 16 ans.

ALMA GILLES
18h30 Miroir
19h30 Club D'Orchestre
20h30
19h30 Club D'Orchestre
20h30
21h30 Miroir
22h30
23h30 Miroir
24h30
25h30 Miroir
26h30
27h30 Miroir
28h30
29h30 Miroir
30h30
31h30 Miroir
32h30
33h30 Miroir
34h30
35h30 Miroir
36h30
37h30 Miroir
38h30
39h30 Miroir
40h30
41h30 Miroir
42h30
43h30 Miroir
44h30
45h30 Miroir
46h30
47h30 Miroir
48h30
49h30 Miroir
50h30
51h30 Miroir
52h30
53h30 Miroir
54h30
55h30 Miroir
56h30
57h30 Miroir
58h30
59h30 Miroir
60h30
61h30 Miroir
62h30
63h30 Miroir
64h30
65h30 Miroir
66h30
67h30 Miroir
68h30
69h30 Miroir
70h30
71h30 Miroir
72h30
73h30 Miroir
74h30
75h30 Miroir
76h30
77h30 Miroir
78h30
79h30 Miroir
80h30
81h30 Miroir
82h30
83h30 Miroir
84h30
85h30 Miroir
86h30
87h30 Miroir
88h30
89h30 Miroir
90h30
91h30 Miroir
92h30
93h30 Miroir
94h30
95h30 Miroir
96h30
97h30 Miroir
98h30
99h30 Miroir
100h30

SECRET

Radio

France-Culture
20.30 Lieux de mémoire.
 Le front de mer.
21.32 Fiction. Kinderzimmer,
 de Gilles Boulan.
22.40 Nuits magnétiques.
 Aiglon 96, un roman pour
 l'été (3).
0.05 Du jour au lendemain. Frédéric
 Jacquet-Temple (La Route de San Ro-
 mano). **0.50 Coda.** Passage de Foclar
 (4). **1.00 Les Nuits de France.**
 (21.45) Les Nuits de France.

24.00, *Grands comédiens* ; 3.04, *Pierre Corneille (Les Œmbres de Corneille)*
4.02, *L'autre scène au livants et les Dieux.*

France-Musique

20.00 Concert promenade.
Donné en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par l'Orchestre symphonique de Beethoven, dir. Václav Křiváček, Christian Tetzlaff, violon : Passacaglia op. 4, de Goldschmidt ; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Mendelssohn ; Symphonie n° 11, de Chostakovich.

23.00 Concert promenade.
Donné en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par le London Sinfonietta, dir. Eric Senn, Dawn Upshaw, soprane, Franz Hesch, piano : Concerto de Beethoven ; Les Bodines de Hart, Gershwin.

20.10 Guerre et passion. Film de Peter Hyams
105 min. Avec Harrison Ford, Cyndie Lauper.

RTL 9
22.05 Le fil se rompt. Film de Roland Kibben et Durt Lanneguer (1973, 115 min). Avec Durt Lanneguer, Polvéris.
0.15 Maxime. Film d'Henri Verneuil (1954, N., 120 min).
Comédie.

TMC
20.35 Groublais mon amour. Film de Robert Dostal (1955, 95 min). Avec Jean Martin, Aymara.

Radio

France-Culture

19.39 Perspectives
scientifiques.
Biologie et médecine : la chirurgie maxillo-faciale (2).

20.00 Le Rythme et la Raïson.
L'ésprit, source d'énergie des musiciens (5).

20.30 Le Banquet.
Conversations philosophiques : L'Incertain.
Clairance et Bittu.
New Orleans et le patrimoine.
Héritage Festival, avec André Clermont.

22.40 Nuits magiques.
Avalon, le roman pour l'été (4).

0.05 Du loup au lémurien, 0.50 Caïa, Passage de l'Ordre (5), 1.00 Le Nuits de France-Culture (rediff.)
1.05 Les Nuits de France-Culture (1), 1.59, Le Journal de Kiffa (7), 2.58 Soudaine ou la chair de l'escapade.
3.05 Les Nuits de France-Culture (2), avec Julio Carrazo : 4.53, Pierre Ma Orlan et le Bretagne : 5.53, Pierre Ma

Handball D ; Tir
10 m sur cible m

21.00 Badminton; Simple D;
Basket-ball M; Plongeon;
haut-vol D; Judo; finales
des poids super légers D et
M; Voile: open Soling,
Tornado D; Water-polo M
(60 min) 14794

22.00 Halphosphile;
Volley-ball; Handball;
Athlétisme;
Water-polo; Hockey
sur gazon; Softball;
Athlétisme; Tennis de
table; Volley-ball;
Natation

2.00 Athlétisme;
Badminton;
Basket-ball; Boxe;
Hockey sur gazon;
Tennis de table;
Natation; Badminton;
Softball; Natation;
Athlétisme

4.00 Basket-ball; Volley-
ball; Water-polo...

22.30 **A bout portant.** Film de Don Siegel (1964, 95'). Avec Lee Marvin, Policier.

TSR

20.30 La Peste journal de Ferris Boulez. Film de John Hughes (1986, 115 min), Avec Matthew Broderick. Comédie

22.05 L'Amour ça douce. Film d'Edouard Molinaro (1994, 85 min), Avec Daniel Auteuil. Comédie.

23.30 Rien que des messieurs. Film de Raoul Moysa (1991, 85 min). Avec Faouzy Adjani. Drame.

ATLANTA 96

Le détail et la programmation
des épreuves olympiques sont en p. 16

Fines mouches

par Pierre Georges

FOUDROYÉES par la gloire en pleine jeunesse ! Elles vivaient heureuses dans le tranquille anonymat des salles d'armes. Elles y croisaient le fer aimablement, une botte à l'envers. Elles s'amusaient de ces jeux de guerre devenues sport de dames.

Aucun risque d'être dérangées ! Le petit bonheur caché d'une discipline qui ne l'est pas moins. Les épées, comme l'ensemble des escrimeuses, ont fait vœu de confidentialité. Elles entrent en escrime comme en religion. Un championnat par ci. Un tournoi par là. Un challenge encore, devant quelques centaines de pelés ou de tondus. « Êtes-vous prêtes ? Allez ! » La belle vie de famille. Avec son langage, ses mœurs et coutumes, ses amitiés indéfectibles et ses querelles ancestrales. Avec aussi ses écoles, ses maîtres respectés et, on la suppose accrochée au mur, la galerie de portraits des grands anciens.

Épéiste un jour, épéiste toujours ! La passion blanche et mouchetée. Code d'honneur, code de vie, vieux code chevaleresque d'un sport entre combat et danse. Non vraiment, aucun risque d'être submergées par les demandes d'interviews ou d'antographies.

Et puis voilà que brusquement, rituellement d'ailleurs, une fois tous les quatre ans, la France accorde leur bon de sortie et de gloire aux abelles cottes. Ce n'est pas tant pour leur bonheur d'ailleurs que pour la gloire et la grandeur du pays prêt à faire son miel olympique.

Les braves petites ! Au richer à médailles, il n'est de meilleures bûches, de plus sûre garantie de rendement. Un jour peut-être, ce qu'à Guy Druet ne plaise,

tout sera perdu dans le sport français. Fors l'escrime !

En les voyant charger ainsi - ce qui n'est qu'une image-épée au clair - on sait plus d'un qui n'a pas son drapeau dans sa poche et qui roucoule de bonheur. « Ah les braves gens ! ». Gagner pour la patrie est un sort si beau que cela vaut bien de leur accorder cette libéralité extrême : la gloire quadriennale.

Seulement, cette fois, aux Amériques, les humbles permissionnaires et pensionnaires des salles d'armes ont abusé. On leur demandait de fournir. Elles ont triomphé. On les souhaitait championnes. En deux bottes et trois assauts, les voici devenues stars. A nous la gloire des nôtres, la belle vie olympique ! Au pied les médias, Guy passez-moi Jacques !

Ces créatures de l'ombre ont réussi un coup fument. Pas seulement gagner. Mais gagner aussi à être connues, à devenir célèbres. Monter sur le podium comme en disant « l'ai-je bien monté ? ». Être assaillies d'humides demandes et de maladroits compliments, encadrées par les sponsors et la garnison télévisuelle.

On ignorait leur nom. On sait désormais leur visage, leur silhouette, leurs mérites évidents, la joie de leur mûr et l'âge du capitaine d'armes. On ignorait tout des subtilités sans fin ni égales d'un tournoi féminin par équipe à l'épée. On a deviné le feuillet, cape comprise ! Le bonheur. Conquérantes, belles, célèbres et, espérons-le pour elles, bientôt riches.

Sur la route d'Atlanta, trois fines mouches ont pris la poudre d'escampette. Épéistes ? Soit mais alors en joyeuse rupture de vœux !

Le président Clinton tente d'apaiser la colère des familles des victimes du Boeing de la TWA

Une semaine a été nécessaire pour récupérer les « boîtes noires » de l'avion

APRÈS UNE SEMAINE de recherches ardues, les plongeurs d'un navire de la marine américaine, l'*USS Grasp*, ont retrouvé, à l'aube du jeudi 25 juillet, les boîtes noires du Boeing de la TWA disparu le 17 juillet au large de Long Island alors qu'il venait de décoller de New York à destination de Paris. Les deux boîtes noires, localisées grâce à une caméra automatisée, contiennent les enregistrements des conversations du cockpit (Cockpit Voice Recorder, CVR) et des paramètres techniques de vol (Flight Data Recorder, FDR).

« On les remonte à la surface avant de les transférer par avion au NTSB [le Bureau national de la sécurité des transports], à Washington », a précisé Pat Caruso, responsable du NTSB. Leur analyse, si elles ne sont pas trop endommagées, pourrait être déterminante pour expliquer les causes de la catastrophe. Elle devrait, entre autres, permettre de savoir si l'avion a eu des problèmes mécaniques avant l'explosion.

DÉSORDRE

L'enquête est actuellement conduite par le Bureau national de la sécurité des transports, conjointement avec des équipes du FBI, de la section antiterroriste du département de la police de New York (NYPD) et des gardes-côtes.

La récupération de ces deux boîtes noires devrait aider à apaiser un peu l'attente des familles des 230 victimes, dont nous rapportons notre correspondant à Washington, seuls 117 corps ont été retrouvés et 93 formellement identifiés. Pour apaiser leur exaspération devant la lenteur des ré-

sultats, le président américain Bill Clinton, accompagné par les ambassadeurs de France et d'Italie aux États-Unis - 45 Français et 11 Italiens font partie des victimes - devait rencontrer les familles à New York, jeudi 25 juillet. Ulcérées par la lenteur des opérations de recherche et d'identification, à bout de nerfs et d'émotion, celles-ci ont organisé mercredi une

désobéissance. Mardi, le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, a cru bon d'annoncer la découverte de « dizaines et dizaines de corps », avant d'être démenti, mercredi matin, par Robert Francis, vice-président du NTSB. Mardi encore, Leon Panetta, le secrétaire général de la Maison Blanche, avait fait part de la découverte de « résidus d'explo-

d'averit immédiatement les familles lorsque de nouveaux corps étaient retrouvés. Dorénavant, le NTSB sera la seule source d'information s'agissant des recherches, et les familles seront informées avant la presse. A Washington, le directeur du FBI, Louis Freeh, s'est rendu devant le Congrès, pour expliquer aux parlementaires l'ampleur des efforts déployés par l'administration.

Un troisième bâtiment de la Navy, l'*USS Oak Hill*, est arrivé mercredi sur les lieux du drame pour accélérer ces recherches. Équipé de péniches de débarquement et d'un hélicoptère, il servira de plate-forme de commandement et de contrôle en mer pour coordonner les recherches avec les deux navires déjà à l'œuvre. Les recherches devaient se poursuivre jeudi. En raison des problèmes de décompression, les quelques soixante plongeurs sur place n'ont pu descendre qu'une fois, mercredi, dans les fonds sous-marins. Une soixantaine de plongeurs supplémentaires, de la marine et de la police, devaient arriver sur les lieux jeudi, tandis qu'un nouveau système de détection à laser, permettant l'obtention d'images sous-marines très précises, allait être utilisé.

Mercredi, les familles des victimes ont commencé à enterrer leurs morts. Un cortège funèbre a été suivi par des centaines de touristes et de passants massés sur la 5^e Avenue à New York. Pourtant, aussi épuisantes que soient ces journées, il est probable qu'elles ne représentent que le début d'un long et douloureux processus pour les proches des disparus. (AFP, Reuters.)

En 1976, une catastrophe similaire près de Madrid

L'explosion en vol d'un avion, il y a vingt ans, présente des similitudes avec celle du Boeing 747 de la TWA. Le 9 mai 1976, un Boeing 747-100 de Continental Airlines, transformé en cargo pour l'armée de l'air française, explosait en vol avant de s'écraser, près de Madrid, faisant 17 morts parmi les membres d'équipage.

Comme lors de l'accident au large de New York, les témoins de l'époque avaient indiqué avoir vu l'appareil en flammes avant qu'il n'explose, perde une aile et s'écrase au sol. Les autorités américaines chargées de l'enquête n'ont jamais établi avec certitude la cause de la catastrophe. Toutefois, l'hypothèse la plus communément retenue est celle d'une fuite de kérosène dans une section de la fuselage, au-dessus des moteurs. Le carburant se serait accumulé dans une « trappe sèche » de la fuselage, se combinant avec l'air pour créer de la vapeur hautement explosive. En juin 1976, après que l'armée de l'air américaine eut détecté des fuites de kérosène sur des ailes de deux de ses Boeing 747, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) avait ordonné des inspections sur tous les 747 en service. De nombreuses fuites similaires avaient été découvertes. Boeing avait alors pris des mesures pour renforcer les mastics d'étanchéité des réservoirs de carburant. (AFP)

conférence de presse particulièrement dramatique où les autorités ont été accusées de ne pas mobiliser les moyens nécessaires pour éviter les catastrophes.

Cette émotion est d'autant plus compréhensible que les enquêteurs et les responsables de l'administration américaine rendent compte des progrès des opérations d'une manière pour le moins

sif, ajoutant : « Nous sommes proches de savoir ce qui s'est passé ». Quelques heures plus tard, M. Clinton précisait qu'« aucune conclusion » n'était possible. Entre-temps, il apparaissait que les « résidus » étaient neutres.

La mission du président américain se révélait délicate. La Maison Blanche a annoncé que les enquêteurs avaient reçu pour consigne

Les mémoires du vol 800

AVEC LA DÉCOUVERTE par les plongeurs américains des « boîtes noires » (en réalité de couleur orange) du Boeing, les experts devraient pouvoir commencer à sortir du domaine des hypothèses. Ces dispositifs, au nombre de deux, installés à l'arrière dans les parties les moins vulnérables de l'appareil, sont des « mouchards » qui gardent en mémoire tout ce qui s'est passé à bord dans les minutes qui ont précédé l'accident (Le Monde daté 21-22 juillet).

Le premier, le Flight Data Recorder (FDR), conserve magnétiquement des dizaines de paramètres qui, à chaque instant, informent sur l'altitude de l'appareil, son cap, sa vitesse, le régime de ses moteurs, leur température, la position des ailerons, celle de la dérive, les gestes du commandant de bord, la pression de la cabine, les conditions extérieures, etc. Rien n'est impossible à cette boîte blindée dès lors qu'on lui a donné les moyens de prendre en compte le maximum de paramètres.

Or le nombre de ces variables va d'une petite vingtaine à plus d'une centaine selon les appareils. Pour cette raison, la reconstruction d'un vol est d'autant plus facile que le nombre des variables disponibles est grand. Sous réserve que le séjour des boîtes dans l'eau ne les ait pas trop détériorées, il devrait être possible de dire si l'avion a été soumis à des surpressions relatives à une explosion ou si l'équipage a été confronté à des problèmes techniques inhabituels.

Informations que seule l'analyse des moteurs et des débris du 747 pourra confirmer, tout comme celles que le second de ces « mouchards », le Cockpit Voice Recorder (CVR), garde en mémoire : l'enregistrement pendant les trente dernières minutes de vol des voix de l'équipage et des bruits en cabine. Lors de l'accident de l'Airbus du Mont Sainte-Odile, les techniciens avaient travaillé pendant des semaines pour reconstituer quelques-unes des secondes de vol enregistrées.

J.-F. A.

MARSEILLE : les cadavres de deux personnes ensevelies sous les débris de l'immeuble soufflé samedi 20 juillet par une explosion due au gaz, ont été déterrés, jeudi 25 juillet dans la matinée, par les marins-pompiers. Le bilan s'élève à trois morts, 26 blessés et un disparu.

PRISON : une trentaine de jeunes détenus de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) ont été transférés vers d'autres établissements pénitentiaires d'Ile-de-France, après l'incendie qui a causé la mort par asphyxie de deux prévenus âgés de vingt ans, mardi 23 juillet. L'après-midi du drame, certains détenus avaient refusé de regagner leurs cellules après la promenade, puis avaient jeté des matelas et des couvertures par les fenêtres.

INFLATION : les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en juin par rapport à mai (-0,2 % hors tabac) portant l'inflation à +2,3 % sur douze mois, selon l'indice définitif de l'Insee publié jeudi 25 juillet. La hausse est de 1,4 % depuis le début de l'année.

CHATEAUVALLON : le tribunal civil de Toulon a donné raison, le 25 juillet, au maire (Front national) de la ville, Jean-Marie Le Chevalier, qui réclamait différentes pièces comptables de l'association régissant Chateaufallon, notamment les relevés de salaire de son directeur, Gérard Paquet, la liste des adhérents et l'état des cotisations perçues. M. Paquet a annoncé qu'il était appelé.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 5615 LEMONDES

Cours relevés le jeudi 25 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 20631 -2332 +511	Cours au 25 juil. 1996
Hong Kong Hang Seng 10899,90 -1532 +7,01	2467 2207 50,89
Tokyo Nikkei sur 3 mois 21266	Paris CAC 40 1954,19 -1,42 +4,39
25 juil. 1996	London FT 100 3653,80 -1,49 +3,97
25 juil. 1996	Zurich 2467 2207 50,89
25 juil. 1996	Milan MIB 30 11234
25 juil. 1996	Frankfurt Dax 30 2453,88 -0,36 +8,87
25 juil. 1996	Bruxelles 2467 2207 50,89
25 juil. 1996	Suisse SMI 2467 2207 50,89
25 juil. 1996	Madrid Iboex 35 2467 2207 50,89
25 juil. 1996	Amsterdam EAS 2467 2207 50,89

Tirage du Monde daté jeudi 25 juillet 1996 : 459 613 exemplaires

SEMA GROUP

Augmentation de capital

Sema Group qui procède actuellement à une augmentation de capital destinée à lever environ 101,5 millions de livres précises à ses actionnaires français qu'en France, le droit de souscription détaché le 22 juillet 1996, est coté sur le Marché au Comptant de la Bourse de Paris du 22 juillet au 2 août 1996 inclus, les souscriptions étant recevables du 22 juillet au 3 août 1996 inclus.

La date du 12 août mentionnée dans l'encart paru dans Le Monde daté du 24 juillet concerne la fin de la période de souscription en Grande-Bretagne.

Le prospectus d'information visé par la COB est disponible auprès de Deutsche Morgan Grenfell 3, avenue de Friedland - 75008 Paris - Téléphone : 44 95 67 00.

SEMA GROUP

Le Monde cet été

Les Jeux olympiques d'Atlanta

Quatre pages chaque jour avec tous les résultats, des commentaires, des portraits, des photos...

jusqu'au 5 août

Nouvelles vagues

Nos correspondants à l'étranger ont rencontré des jeunes qui sont déjà des acteurs de la vie sociale et culturelle dans leur pays.

du 5 au 17 août

Le piéton des Balkans

Un journal de voyage de François Maspéro.

du 19 au 24 août

L'Amérique de la deuxième chance

Sylvie Kauffmann dessine un autre visage de la société américaine à la veille de l'élection présidentielle.

du 26 au 31 août

Séries noires en série

Des nouvelles inédites signées Henri Raczymov, Didier Daeninckx, Thierry Jonquet, Daniel Picouly et Marc Villard.

chaque vendredi (daté samedi) jusqu'au 23 août

Les Jeux d'Atlanta

Les reportages de nos correspondants sportifs page 11 à 14

La Hongroise Kristina Egervári remporte son troisième titre olympique du 200 m dos

Litha Pedkopaita a remporté la médaille d'or du concours général de gymnastique. L'Amérique en a plusieurs de dépit

L'italien Andrea Collina a gagné la médaille d'argent de la plongée olympique

La médaille du plaisir



MARIE-CLAUDE RESTOUY

YVES SAINT-HILAIRE, 25 ans, est le plus jeune des 231 athlètes français qui participent aux Jeux olympiques d'Atlanta. Il est le fils de l'ancien joueur de football international Yves Saint-Hilaire.

Le 25 juillet, les athlètes français ont été accueillis à Atlanta par un cortège officiel. Ils ont été reçus par le maire de la ville, qui leur a remis une lettre de bienvenue.

Les athlètes français ont été logés dans des hôtels de la ville. Ils ont eu accès à tous les services nécessaires à leur séjour.

Les athlètes français ont participé à plusieurs épreuves. Ils ont obtenu de bons résultats, ce qui a permis à la France d'être en bonne position dans le classement des médailles.

Les athlètes français ont été très appréciés par les habitants d'Atlanta. Ils ont été accueillis avec chaleur et hospitalité.

Les athlètes français ont été très satisfaits de leur séjour à Atlanta. Ils ont apprécié les services et les installations de la ville.

Les athlètes français ont été très heureux de participer aux Jeux olympiques d'Atlanta. Ils ont été fiers de représenter la France.